prés la mutation d'un journaliste de la line

nte ouverte » à TF1

les journatieres piglates des dustions du matin Elle défend sos prérogetives de dépigear un anieria. et refuse les solutions de rotation d'autres journa. បរទឧកពប្រ ភូមិ ទ្រ quecros ៤ listes) avancées par les déléformation, debut sept. guida ayndiceux ou de la société das journalistes Réunions. attemblies, délégations so euccèdent.

Can asserant ell faut Be Jacon des l'acan des .. pessies exaliantes as car quo . A la Une , k A la menaca évoquée d'uno unagazine impliduent file. emotion de déhence », le PDG la rodaction, serail if. de l'entreprise, Patrick Le Ley. répond par téléphone jan demandant explicitement que le haut-parleur soit branchél que les eigneteires d'une relie motion auraient ela porte grande ouvertes. La journaliste वक्रोद्शार्थ, व्या व रविधर्थ वंत commenter se situation, n'a pas signe, jeudi 16 septembre, sa faulte d'affectation, et a négo-

D'autres journalistes - en insistent tous pour s'exprimer sous le scesu de l'anonymet font de cet incident un eymptême de la rigidaté des reletions au sein de la rédection de TF 1, qui paraît s'être accentués depuis les luttes de pouvoir « su sommet » de l'automne dernièr lie Monde du 2 novem-

cié son départ-licenciement.

Pour concussion André Durr (RPR) a été condamné à la privation de ses droits civiques

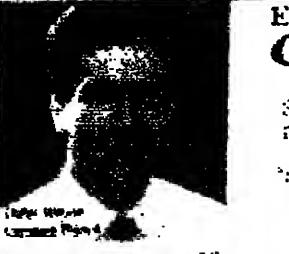
STRASBOURG

de notre correspondant Andie Durt, üspule (RPR) du Has Rhin, many d'illkuch-Graffenstaden, a été condamné, jeud: in septembre, pour délit de concusun an de person avec sursis 4 20 100 francs d'aniende. Le triquant correctionnel de Strasbourg, qui a largement survi le réquisitoire du ministère public (ie Monde du 11 septembre), a assorti cette condamnation d'une privation des droits civiques pour une ducée de and ans. M. Durr, qui a fait appel. se verrait dechu de ses mandats électifs si cette sanction était confir-

Le député bas-shinois était pourtuive par la justice pour avoir indûmeni encaissé 120 000 francs. entire fevrier 1990 et mars 1992 Neich la législation alors en vigueur. un maire qui était de surcroit député un sénateur desait reserser la switte de son indemnité de premus magistat de la cité à un membre du conseil municipal assurant une partie de ses fonctions. M. Unit avail contraint win premer adjunt & by reverser l'indemnile en auerion.

is a production nationale a stagne at dennième trimestre. - La production nationale (PIB) a complétement staune au deuxième tomestre apres geine bause de 0, " Trau or foother ted alternish tomped in trous deraiers mais de 1942 Celle stabilisation s'expérigue par un neuresu serul des investissements foc 1.2 % par iapport au premie: itimether compense per une pages. भारत के विकास सामाध्याक्षा के विकास

et des expensations (+ 1.1 %). :) FOOTBALL : match not entre Names et Valence en Coupe de PERFA - Le FU Nantes a fait mgich nul (1.3) avec l'équire espaunele de l'alence, iera du premie-Lings offer the last tappe de 11 11 A de twittall, jouds to septembre à Names has been and did inscrits for le Nantau Nicolas Chedec (129) et l'attement musiènegen l'edias Misturn eite le nimen refent an a here is multiple seingenbre



Comment progresser en

By have myselve to the first of the by the back that

· 李 (100) [[10] [◆ 日间的原因者 身 最后的可能 300mm

a unique of shoots * ATMENTARE TO a kriptifelie at foger in. SERVIN EN HUMEL

Tel. In the second seco Y Art de Com .. S. CHARIPS ELISES SES

The second secon ENTRAINFMENTS IN CARNEGIE Simple and an administration of the party of

avec a dutres dans le by ils notent que bet oncore, après avoir prorúdacijon a baissá bai. que une tois encore à l'il problème se règle à com:

ile Louiseul aulgentil.

Pour Gérard Carregne directeur de l'informatiq cela ri es; qu'une temple. un veire d'eau. « R n'yage. prisonnier dans la tour te nous a-t-il déclare. Can L. font pas confiance au; Geants cour du ne son. d'accord avec la poinque maison la poire leur OULC'S P

Ciaquieme panie di disse nonde d'edec

Temps mort

Nally on cent minus & voice le verdict de la fine Partie du championiste d'exper disputée jadelle tembre e Londres lineare apres quatre rentmin 2 mous ethentees kimm, jouait avec les blim auf nait : caverture et puffs partie espaznole por une

On Catrendan ammer Sint enprise du conde glais in in peauline pe tion of pount telm of if la castence mojenne de toute: le trentemen so Tie etstillenger denmilf

pais deux pour se de plus site et ausmentags sion sur le casalier bine ç3 Le champon di 🕿 defendant avec prente dant beincoup de leng: spielt von egrafier et me The complex collant aims #2 plater pacifique

Nigel Short, toujouse from periods an score falli ingrants of his relate units chologique après dent consecutives et il 1815 Copendant, les books domens, plus tene i une. अस्टरण देशको पुर्व धार आस्ट्रे^हे tie : et refusent menels domaint Kasparos same chanc partie sandilis

HIANS: KASTANI

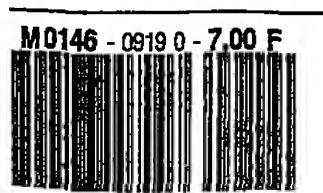
Nois SHORT

C. I dåbligde balde

C. P. M. P. Hand Co.

cette sorte de politique».

Reste maintenant à savoir si les partis « convenables » ne vont pas être tentés d'aguicher les électeurs en faisant vibrer sur le mode mineur la corde xénophobe : cela s'est déjà produit à Millwall, où les candidats locaux du Parti libéral-démocrate de Peddy Ashdown sont accusés d'avoir ouvert la voie à l'extrême droite en critiquant la municipalité travailliste pour avoir envoyé un don de 30000 livres aux victimes des inondations au Bangla-



- DIMANCHE 19 - LUNDI 20 SEPTEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR . JACQUES LESQUANE

Alerte xénophobe à Londres

CINQUANTIÈME ANNÉE - Nº 15130 - 7 F

'ÉLECTION, jeudi 16 sep-tembre, d'un membre du parti d'extrême droite - le British National Party (BNP) - lors d'une élection municipale partielle à Millwall, dans la bantieue est de Londres, a provoqué un choc outre-Manche. C'est la première fois depuis 1976 qu'un candidat de cette couleur politique parvient a sortir vainqueur des urnes en Grande-Bretagne. De portée limitée, certes, concernant moins de dix milie inscrits dans un scrutin local, cette élection n'en traduit pas moins le malaise grandissant de la société anglaise face aux problèmes posés par l'immigration dans un contexte de crise économique et de chômage.

Jusque-là, la Grande-Bretagne semblait avoir été épargnée par la montée en puissance des mouve-ments d'extrême droite, comme le Front national en France ou les Républicains en Allemagne. Non pas que le virus du racisme, de l'intolérance, de l'exclusion ait miraculeusement épargné les îles Britanniques : à intervalles réguliers, dans la dernière décennie, on a pu constater, lors des explosions raciales dans les banlieues de Londres, que des passions mauvaises pouvaient, là aussi, s'emparer des esprits.

A tradition politique britan-Lnique était cependant parvenue à tenir en marge les formations prônant ouvertement le racisme et pratiquant la violence contre les immigrés. Un système électoral - le scrutin uninominal à un tour - exclusit les petites formetions, et un Parti conservateur thatchérien au langage musclé sur la loi et l'ordre constituait une sorte de « terra d'accueil » pour des militants d'extrême droite en mai de reconnaissance électorale, mais astreints de ce fait à une certaine décence.

Le esignal de Millwall » évoque l'élection, en France, d'un membre du Front national au conseil municipal de Dreux en 1983. Dans les deux cas, le succès de l'extrême droits s'enracine dans un terroir ouvrier, dans des banlieues durement touchées par la crise, la dégradation des logements et des services publics, où la population fait porter la responsabilité de son mal-être aux étrangers qui vivent nombreux à ses côtés. Mais, dans chaque pays européen, ce phénomène prend des formes différentes. plus ou moins violentes.

1 ES Asiatiques de Millwall, Lepour la plupart originaires du Bangladesh, sont depuis des mois les victimes des agressions de bandes de jeunes influencés par la démagogie raciste du BNP. Le nouveau conseiller municipal, Derek Beackon, a été photographié la semaine dernière le bras tendu, faisant le salut nazi : l'extrême droite qui ∉gagne» outre-Manche est de l'espèce la plus brutale, de celle qui ne s'embarrasse pas de circonlocutions pour transmettre son message. On comprend l'effroi de la classe politique britannique tout entière, qui s'est retrouvée, unanime, pour stigmatiser le BNP, et qui essaie de conjurer le sort en affirmant, comme le premier ministre. John Major, qu'il « n'y a pas de place dans [notre] société pour

La France met à l'épreuve la solidarité européenne

La réunion des Douze à Bruxelles sur le volet agricole du GATT

Les ministres des affaires étrangères et de l'agriculture de la CEE se réunissent, lundi 20 septembre à Bruxelles, pour tenter de dénouer leur différend sur le pré-accord agricole de Blair House, conclu entre la Commission et les Etats-Unis dans le cadre de l'Uruguay Round. La France cherche à obtenir l'aval de ses partenaires pour donner à la Commis-

sion un mandat de renégociation de ce volet agricole. Ce faisant, elle met à l'épreuve la solidarité européenne. Opposée à cette proposition, la Commission de Bruxelles n'exclurait pas une demande de clarification sur certains points du pré-accord. Vendredi, Bill Clinton a réaffirmé l'opposition des Etats-Unis à toute demande de renégociation.

Un enjeu crucial

par Michel Noblecourt

Un an après le référendum français sur le traité de Maastricht, l'ombre d'une nouvelle crise grave plane sur la Communauté économique européenne

Lundi 20 septembre, les minis-tres de l'agriculture et des affaires étrangères des Douze vont devoir se prononcer sur le pré-accord agricole dit de Blair House, conclu en novembre 1992 entre la Commission européenne et les Etats-Unis dans le cadre de

l'Uruguay Round, huitième cycle de négociations commerciales multilatérales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Ouvert il y a sept ans à Punta-del-Este, ce «cycle» aurait dû trouver un épilogue il y a trois ans...

Mais, dès le départ de cette négociation, mal engagée et mal préparée, tout s'est focalisé, du fait des Américains, et tout s'est bloqué sur l'ouverture des marchés agricoles, qui n'était pourtant qu'un des objectifs du cycle. Lundi, tous les regards seront

tournés vers la France. Va-t-elle prendre le risque de faire capoter l'ensemble de la négociation au nom de la défense d'une agriculture dont nombre d'oracles, sousestimant la modernisation et la capacité d'adaptation du secteur, annoncent l'inéluctable déclin?

Si la France est la deuxième puissance agricole du monde, son agriculture ne représente que 3,6 % de son produit intérieur brut (PIB), et ses agriculteurs environ 6 % de sa population

Lire la suite page 15

La Journée du patrimoine



Lire «Les villas de Mallet-Stevens en péril » pages 12 et 13 et nos informations page 18

Défections chez les Khmers rouges

Au Cambodge, les forces de Pol Pot perdent de plus en plus de combattants

lire page 5

Pologne : départ des derniers soldats russes Un événement exploité par M. Walesa à la veille des élections

législatives de dimanche

lire page 3

Le Vatican reconsidère Israël

Pris de court par l'accélération du processus de paix le Saint-Siège reconnaîtrait bientôt officiellement l'Etat juif

par Henri Tinca

Le Saint-Siège sera-t-il le dernier à reconnaître l'Etat d'Israël? La brusque accélération du processus de paix au Proche-Orient a pris de court les diplomates du Vatican, qui avaient calqué le rythme de leurs discussions avec Jérusalem sur celui – lent – des pourparlers officiels de Washington entre l'OLP et Alors que le grand rabbin Lau de Jéru-

salem s'apprête à faire, mardi 21 septembre, une visite historique au Vatican - où il sera reçu pour la première fois par Jean-Paul II, - la commission bilatérale entre le Saint-Siège et Israël, créée le 29 juillet 1992, s'est réunie, vendredi, à Jérusalem. A l'issue de cette réunion, un haut fonctionnaire du ministère israélien des assaires étrangères a indiqué qu'Israël et le Vatican sont « proches d'une normalisation » de leurs relations. La signature, le moment venu, d'une «déclaration fondamentale de principes», devrait ouvrir la voie à un échange d'ambassadeurs. Plus rien ne s'opposerait alors à la visite du pape à Jérusalem.

En toute logique, l'accord israélo-palestinien, signé lundi dernier à la Maison Blanche, devrait hâter la « normalisation » des relations entre l'Eglise catholique et Israël. Depuis des années, le Saint-Siège se

CARDINAL

Les jeudis de Charles et Lula

MARIE

ROMAN

livre, en effet, à un distinguo subtil. Il reconnaît de facto l'Etat juif: l'expression d'« Etat d'Israël » n'est plus taboue dans les discours du pape actuel comme elle l'était à l'époque de Paul VI (1963-1978). Des rencontres ont lieu entre Jean-Paul II et des dirigeants israéliens, la dernière en date étant avec Shimon Pérès, chef de la diplomatie, le 23 octobre 1992.

de la communauté juive de la Diaspora (plus que des responsables israéliens), le gouvernement de l'Eglise catholique ne reconnaît toujours pas officiellement l'Etat d'Israël. Il n'y a pas d'ambassade d'Israël auprès du Vatican et la délégation apostolique de Terre sainte (sur le mont des Oliviers, à Jérusalem) n'a toujours pas rang de nonciature. Jean-Paul II, qui a fait plus de soixante voyages en dehors de l'Italie, ne s'est toujours pas rendu sur les lieux qui ont vu naître et mourir le Christ (1).

d'Israël. Lire la suite page 4

(1) Paul VI s'était rendu à Jérusalem et en Terre sainte, les 4 et 5 janvier 1964, mais, il s'était ingé-nié à ne pas faire d'allusion à l'Etat d'Israel qui,

pourtant, le recevait officiellement.

Règlements de comptes au sommet

Mais, malgré des démarches pressantes

Pour la plus grande partie de l'opinion juive et israélienne, ce sont des obstacles de nature quasiment théologique qui expliquent cette « vraie-fausse » reconnaissance

L'autre affaire Tapie

Parallèlement au scandale Valenciennes-OM, les mésaventures de Testut inquiètent le député des Bouches-du-Rhône

par Erich Inciyan

redressement judiciaire à l'horizon, financements abusifs par une filiale du Crédit lyonnais, abus de pouvoir lourds de soupcons, voire même argent prêté au ballon rond: les dossiers ouverts au tribunal de grande instance de Béthune convergent comme autant de menaces vers Bernard Tapie. L'avancée parallèle des dossiers instruits à Valenciennes et à Béthune, où la déroute d'une fabrique d'appareils de pesage, Testut, fait écho à la tentative de corruption d'un match de football, ne tient pas de ce complot, aussi énigmatique que mystérieux, que se plait à dénoncer l'entourage de l'homme d'affaires, prompt à critiquer les actes de justice. Plus essentiellement, elle souligne, une sois encore, ce mélange inédit des genres par lequel M. Tapie s'est propulsé à la vitesse d'un astéroïde dans le ciel des «gagneurs» des années 80 : repreneur d'affaires, bretteur d'antenne, patron de l'Olympique de Marseille et, enfin, sauveur politique potentiel d'un radicalisme mitterrandien.

Tandis que l'affaire du match Valenciennes-OM connaissait une énième passe d'armes à propos du témoignage sort attendu de l'ancien ministre socialiste Jacques Mellick, pour lequel la justice valenciennoise fait montre d'une patience méritoire, celle de Béthune, ville de M. Mellick où se nouèrent en 1983 ses relations amicales avec M. Tapie, donnait à son tour de la voix. Les deux jugements rendus, vendredi 17 septembre, par la chambre commerciale du tribunal de Béthune à propos de deux filiales du groupe Bernard Tapie Finance (BTF), Testut et Trayvou, contiennent de très sévères remontrances à l'encontre de ce dernier et de ses financiers, concrétisées par une décision de redressement judiciaire pour Trayvou et un constat de cessation des paiements pour Testut.

Et il ne s'agit là que du prologue d'une nouvelle affaire à suivre, puisque au volet commercial s'ajoute un volet pénal : des procédures de mise en examen pour alaux, abus de pouvoir et abus de hiens sociaux » visent en esset Elie Fellous, PDG de BTF, et Bruno Flocco, l'ancien directeur général de Testut. De plus, comme pour montrer qu'avec M. Tapie la politique et l'argent sont toujours en étroit cousinage, les deux juges d'instruction chargés de ces dossiers, Benoît Persyn et Philippe Vandingenen, se sont aussi vu confier une information judiciaire relative au financement de la campagne de la liste Energie-Sud, dirigée par le député (République et Liberté) des Bouches-du-Rhône, lors des dernières élections régionales.

Lire la suite page 10

Le président et le manuscrit coréen

Lors du voyage du président de la République en Corée du Sud (le Monde du 17 septembre), un manuscrit coréen ancien a été apporté en offrande pour «un prêt de longue durée ». Ce manuscrit - il s'agit en fait d'une copie contient la relation officielle qui énumère les dispositions prises pour la construction d'un temple funéraire destiné à la mère du roi de Corée en

Pièce d'une rareté toute relative, le manuscrit est devenu soudain l'enjeu d'une kaffaire voù s'affrontent symboles et principes. Ainsi, pour la Bibliothòguo nationale, qui le détenait, ce « prêt » ouvre la voie (dangereuse) zu «jeu des restitutions ». Foudra-t-il bientôt rendre les Nocas de Cana à Vonise?

Dès leur retour de Sécul. les deux conservateurs charqés de convoyer le « cadeau » litigieux se sont démis de leurs responsabilités administratives...

> Lire l'article d'EMMANUEL DE ROUX paga 12

A L'ETRANGER: Maroc. 8 DH; Tunisio, 850 m; Alemagne. 2.60 DM; Autriche. 25 ATS; Belgique, 45 FB; Caroda, 2,25 \$ CAN; Antilles/Réumon. 9 F; Côte-d'hrore 455 F CFA. Damemerk, 14 KRD. Espagne. 190 PTA: G-8. 85 p.: Grèce. 250 DR. L'ETRANGER: Maroc. 8 DH; Tunisio, 850 m; Alemagne. 2.60 DM; Autriche. 25 ATS; Belgique, 45 FB; Caroda, 2,25 \$ CAN; Antilles/Réumon. 9 F; Côte-d'hrore 455 F CFA. Damemerk, 14 KRD. Espagne. 190 PTA: G-8. 85 p.: Grèce. 250 DR. Irlande. 1.20 £; (telle, 2 400 £; Luxembourg, 46 FL; Norvège. 14 KRN; Pays-Sac. 2 FL; Portugal Cont... 190 PTE; Sénégal, 450 F CFA; Sueze. 15 KRS. Suisse. 1.90 FS; USA (NY), 2 S; USA (others), 2,50 \$. Irlande. 1.20 £; (telle, 2 400 £; Luxembourg, 46 FL; Norvège. 14 KRN; Pays-Sac. 2 FL; Portugal Cont... 190 PTE; Sénégal, 450 F CFA; Sueze. 15 KRS. Suisse. 1.90 FS; USA (NY), 2 S; USA (others), 2,50 \$.

Grasset

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 16 Tèl. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261,311 F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social:

620 000 F

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde ».

«Association Hubert-Beuve-Méry»

Société anonyme

des lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, gérant.

Président directeur général

Jacques Lesourne

Directeur aénérai : Michel Cros

Membres du comité de direction

Jacques Guiu, Isabelle Tsaïdi

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75902 PARIS CEDEX 15

Tel: (1) 46-62-72-72 Telex MONDPUB 634 128 F

Tribéfiex : 46-62-98-73. - Société filipsie de la SARL le Mande et du Médica et Régies Europe SA.

94852 IVRY Codex

Commission paritaire des jourflaux

et publications, nº 57 437

ISSN: 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Ronseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-85-29-33

Reproduction interdite de tout article,

sauf accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS

, place Hubert-Beuve-Méry

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tel.: (1) 49-60-32-90

(de 8 heures à 17 h 30)

PAYS-BAS

572 F

1 123 F

206F

ETRANGER:

nar voie nérieure tarif sur demande.

pour vous photener rennerez ce indictio

econspissé de votre résiement

à l'adresse ci-dessis

ou par MINITEL 36-15 LEMONDS

code d'acoès ABO

« LE MONDE » (USPS » pending) is published drily for S 892 per year by a LE MONDE » L, place Hishert-Benye-Mary — 94852 lyny-sur-Scine — France. Second class postage paid at Champiain N.Y. US, and additional mariling offices. POSTPASTER: Send address changes to IMS of NY — Box 1518, Champiain N.Y. 12919 — 1518.

Pour les abonnements souscits sex USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 1330 Pacific Avenue Suite 404 Yinghia Beach. VA 23451 — 2583 USA

Changements d'adresse définitifs ou

provisoires : nos abonnés sont invités

à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en indi-quant leur munéro d'abonné.

BULLETIN

DURÉE CHOISIE

D'ABONNEMENT

CEE

TARIF FRANCE RELEGIQUE

536 F

164 F

Principanx associés de la société

Le bref été du Bauhaus

par Philippe Dagen

N août et septembre 1923, à Weimar, l'art contemporain était partout, au musée municipal, dans les ateliers des artistes et jusque dans un jardin potager où avait été édifiée une maison expérimentale. Il y eut des conférences des représentations théâtrales. des concerts - où furent données des pièces de Stravinsky, Busoni et Hindemith - et des projections de films expérimentaux. Pour annoncer l'exposition, des annonces publicitaires avaient été publiées dans les journaux et d'autres diffusées dans les cinémas, tant et si bien qu'il y eut soule et que la presse se montra favorable, en dépit de la nouveauté de tout ce qui était montré au public. L'été 1923 fut le plus bel été du Bauhaus à Weimar.

Ailleurs, en Allemagne, la saison n'était pas à l'euphorie et à la création. La crise et l'inflation étaient à leur comble, l'économie fort mal en point. En avril, un dollar valait 25 000 marks. Il en valait 110 5 000 en juin et 4,6 millions & en août. En août encore, le gouvernement fut contraint de démissionner par une grève générale et Trotski prophétisait à Moscou que la révolution allemande allait éclater bientôt. Des émeutes se déclenchent à Hambourg, violemment réprimées,

Au même moment, à Munich, éclate une tentative de putsch, dite « putsch de la brasserie ». Elle a pour principaux comploteurs un général, Ludendorff, et un obscur agitateur nationaliste. Adolf Hitler. Que, dans ces conditions, la plupart des théâtres berlinois qui ne s'en tenaient pas an boulevard et les maisons d'éditions qui ne cherchaient pas la facilité aient eu plus que de la peine à survivre ne saurait surprendre. Que le Bauhaus, au même moment, en dépit de tant de crises, démontre force et audace, tient, à l'inverse, du paragoxe.

« Tous des artisans»

C'est du reste ce sentiment qui l'emporte : l'existence du Bauhaus à Weimar tient tout entière du paradoxe - et sa naissance plus encore. En 1915, le grand-duc de Saxe-Weimar décide que l'Ecole d'arts appliqués du grand-duché doit être transformée en hôpital militaire. La décision est patriotique. Elle est aussi politique, l'école ayant alors pour directeur l'architecte belge Heary Van de Velde - beige, et donc citoyen d'un pays en guerre contre l'Allemagne.

Après août 1914, Van de Velde n'a pu conserver son poste que grâce à des certificats psychiatriques de complaisance, situation inconfortable que le décret grand-ducal a l'avantage de résoudre. Van de Velde. ultime courtoisie, est appelé à recommander son successeur pour les années de l'aprèsguerre. Il désigne Walter Gropius, architecte, fils et neveu d'architecte et petit-fils de pein-tre. Né en 1883, ce dernier doit sa notoriété à l'usine Fagus, qu'il a bâtie à Alfeld en 1910, et incarne le courant le plus novateur, celui qui prêche le fonctionnalisme et la rationalisation. C'est, de la part de Van de Velde, un effort remarquable que de désigner un homme à la doctrine éloignée de la sienne -

première singularité.

Deuxième chance : en 1919, quand il prend ses fonctions à Weimar, Gropius obtient que soient réunies sous son autorité et fondues en une seule institution l'Ecole d'arts appliqués et l'Ecole supérieure d'art. Le gouvernement du Land de Thuringe, alors socialiste, approuve son désir de regrouper l'enseignement des beaux-arts et des disciplines pratiques et accepte de dénommer l'établissement Staatliches Bauhaus. Maison d'Etat du bâtiment. Un tel regroupement obeit au principe de la subordination de tous les arts au Bau - an bâtiment, - à l'opposé de la hiérarchie traditionnelle, qui privilégiait l'exercice autonome de la peinture et de la sculpture, tenues à bonne distance du tissage, de la céra-

mique ou de la marqueterie. La volonté de Gropius est à l'inverse et s'exprime dans des maximes et des slogans tels que celui-ci : « Architectes, sculpteurs,

peintres. nous devons tous rededéen. Il professe, non sans sucvenir des artisans. » Il tient pour cès, une religion qui se réclame détestable et académique « l'ardu zoroastrisme, prescrit aux rogante distinction » qui sépare élèves des exercices ascétiques. des jeunes, des lavements et un régime végétarien strict. Il ne se présente que le crâne rasé, vêtu d'une sorte de robe de bure, et maigre comme tout illuminé digne de ce titre. Son magnétisme s'exerce avec tent de succès que le mazdéisme règne à peu près sans partage sur le Bauhaus de 1919 à 1921, en dépit des résistances de quelques élèves et de la compagne de Gropius, qui n'est autre alors qu'Alma Mahler. La piupart des

> La situation se tend en septembre 1922, quand la revue néerlandaise De Stijl, organe de l'abstraction géométrique pure et dure, née de Mondrian et théorisée par Van Doesburg, publie un article désobligeant sur le Bauhaus. On y apprend que «ce qu'expose feininger ne vaut pas ce qui a été sait en France il y a dix ans v, que Klee « gribouille des rêves maisains » et que « le barbouillage vide et pompeux

autres enseignements et Gropius

lui-même s'accommodent sans

trop de peine du prosélytisme

d'Itten et de ses extravagances

alimentaires.

d'Itten ne vise que des effets superficiels ». Sacrilège suprême : le monument de Gropius édifié dans le cimetière de Weimar serait «le résultat d'une idée vulgaire ». An lieu de riposter. Gronius reprend bientôt à son compte, par un étrange mouvement d'auto-accusation, les critiques de De Still. Il semble convaincu

que l'école qu'il a fondée fait

fausse route, qu'elle s'écarte des

règles qu'il lui avait données et

qu'une réforme est nécessaire.

La condamnation prononcée par les inflexibles géomètres nécrlandais, moines-soldats du néoplasticisme et de la modernité orthogonale, l'incite à se révolter contre le mazdéisme d'Itten et à se réclamer d'une conception de plus en plus violemment industrielle. Un autre des «maîtres». Schlemmer, voit dans la querelle grandissante de Gropius et Itten l'affrontement de deux conceptions, ed'une part l'irruption de la culture orientale, le culte de l'Inde, et aussi le retour à la

nature proné notamment par le mouvement scout, la Commune, le végétarisme, le tolstoïsme, la réaction à la guerre; d'autre part, l'américanisme, le progrès. les prodiges de la technique et l'invention, la grande ville ». Quand Itten est contraint de

quitter Weimar au printemps de 1923, le remplace un artiste proche de Van Doesburg, Moholy-Nagy, aussitôt chargé du cours de base et des ateliers de travail sur métal. Le Bauhaus et Gropius ont choisi la géométrie et le glissement de l'art vers la technologie. L'exposition de 1923, au cours de laquelle l'architecte annonce son nouveau programme, marque une inflexion décisive. Désormais. aux yeux des artistes, le signe distinctif du Bauhaus n'est plus une église gothique, mais une maison cubique. - - ····

> Une seconde vie plus ordonnée...

De cette métamorphose, les contemporains ont eu tôt fait de s'apercevoir. A propos de l'exposition, le critique Paul Westheim écrit dans Kunstblatt, la revue esthétique qu'il dirige : « Trois jours à Weimar, et on ne peut plus voir un carré. Malevitch a inventé le carré en 1913. Heureusement qu'il n'a pas déposé un brevet is Dans la revue française l'Esprit nouveau, il va plus avant dans l'analyse : « L'erreur (du Bauhaus) est indubitablement celle-ci: nombreux sont ceux qui s'imaginent avoir atteint l'essentiel en créant un nouveau répertoire de sigures géométriques - carrés, triangles, cercles, cubes et autres. Mais ces formes élémentaires n'ont de sens que lorsqu'elles gisent au cœur de la création. y Elles ont cependant assez de force pour attirer à Weimar des esprits

aventureux. Au Musée provincial, un jeune architecte présente le projet d'un gratte-ciel de verre haut de trente étages s'agit de Mies van der Rohe. le réalisera plus tard, loin de Weimar, a Chicago.

Le bei été du Bauhaus finit en effet fort mal. En octobre, le gouvernement de Thuringe échappe aux socialistes et, en novembre, l'armée intervient à Weimar pour réprimer l'agitation ouvrière. Le domicile de Gropius subit une perquisition, et le Bauhaus est déponcé comme une force hostile à l'ordre public et comme un bastion communiste. En septembre 1924, sans autre précaution, le gouvernement provincial adresse un préavis de licenciement au personnel enseignant. En décembre, il coupe dans le budget. En avril 1925, l'école doit choisir entre la fermeture et le déménagement.

La province de Dessau étant alors la seule qui était encore gouvernée par les socialistes, le Banhaus s'établit à Dessau, où il fut bâti sur les plans de Grovius - et selon sa géométrie. La plupart des enseignants, dont Moholy-Nagy, Klee, Kandinsky, Schlemmer et Albers, suivent Gropius et s'instalient dans les nonveaux locaux. Une seconde vie, plus ordonnée, moins traversée d'antagonismes et de querelles esthétiques, s'organise.

Le «style Bauhaus» prend corps, un style où le néoplasticisme pèse lourd. Le design, la construction, la vente de prototypes à l'industrie prennent le pas sur les toiles et les gouaches, que les peintres continuent cependant à exécuter, mais discretement, et comme au second plan. En un sens, l'idéal de 1919 est enfin atteint: l'artiste éclipsé par l'artisan, l'individu effacé au bénéfice d'une -«fraternité» d'anonymes.

En 1931, les Nazis emportent la municipalité de Dessau et l'histoire de Weimar se répète aussitot : menaces, chantages, délations, expulsion vers Berlin avant que des « manifestants » ne viennent casser les vitres et piller le bâtiment. Après quelques mois de survie dans un faubourg de Berlin, les derniers élèves du Bauhaus virent arriver la police nazie le 11 avril 1933. Elle met sin à l'expérience et ferme l'école, « l'un des principaux resuges de la conception judéo-marxiste de l'art, tellement éloignée de l'art qu'elle ne peut être considérée que comme une manifestation pathologique ». Trois mois auparavant, le 30 janvier, l'obscur agitateur de Munich, le comploteur de l'été 23, avait été nommé



Travaux de l'atelier de céramique.

l'artiste de l'artisan et ne dissimule pas sa nostalgie du Moyen Age des corporations. Au Bauhaus, il ne saurait y avoir des professeurs et des élèves, mais des a maîtres ». des a apprentis » et des « compagnons ». En avril 1919, le manifeste qui proclame ces principes fondateurs s'orne d'une gravure sur bois de l'expressionniste Feininger, intitulée la Cathédrale du socialisme. Elle figure, avec ce qu'il faut d'archaïsmes gothiques, une église surmontée d'une étoile. On ne saurait être plus clair.

Dès la fondation, alors que les

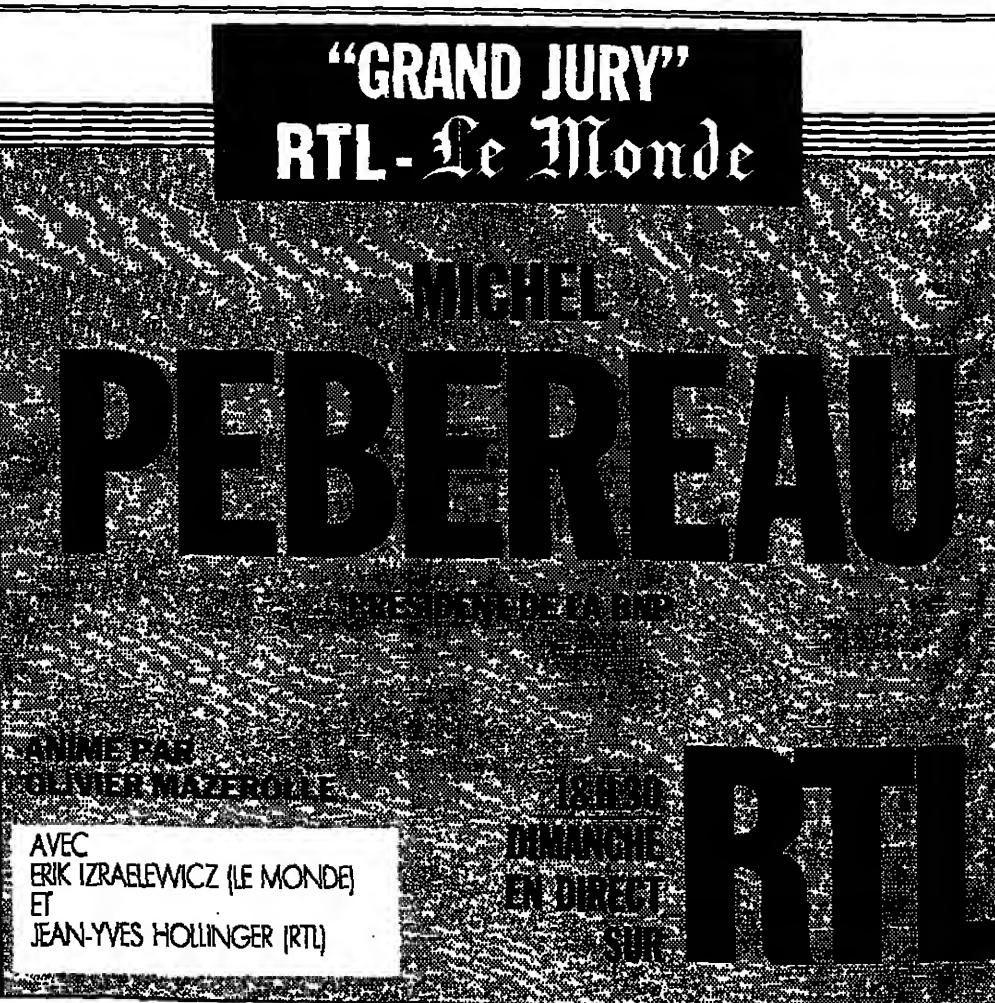
locaux de l'Ecole d'arts appli-

qués abritent encore l'hôpital militaire, sont ainsi créés des ateliers de tissage, de poterie, de reliure, d'ébénisterie, de travail des métaux, de peinture murale et de décoration théatrale. De ces ateliers sortent bientôt les premiers objets qui portent la «griffe» du Bauhaus, objets délibérément utilitaires, pots, services à thé et à casé, lampes. Ils forment l'essentiel de l'exposition de 1923, qui révèle des productions de céramique très abondantes, des textiles, des essais de mobilier et d'architecture – c'est l'objet de la maison expérimentale élevée dans le

Le triomphe de la géométrie

Le nouveau style se reconnaît sa simplicité et à l'emploi systématique d'éléments géométriques. Le carré, le cercle et le triangle dominent, seuls ou emboîtés. Un berceau à la façon du Bauhaus se compose de deux cercles métalliques qui soutiennent une boîte triangulaire, à l'intérieur de laquelle est ménagée une ouverture rectangulaire. Pour une saucière, il suffit d'un cylindre, de deux becs triangulaires et d'une soucoupe, évidemment circulaire.

La géométrie triomphe donc. Elle triomphe d'autant plus qu'en 1923, la rationalisation des formes et la standardisation l'emportent dans l'enseignement délivré dans les ateliers. Les premiers «maîtres» que Gropius a recrutés en 1919, Feininger, Klee, Kandinsky, sont issus de l'expressionnisme de l'avantguerre et demeurent attachés à 'idée d'un art essentiellement individuel, biographique et psychologique - et peu soucieux de productivité et de technologie. Le climat est à l'effusion, à l'intuition et à la religiosité - d'autant plus que Kandinsky n'est pas indifférent à l'anthroposophie et aux doctrines de Steiner, et que Gropius a encore engage un peintre suisse, Johannes Itten, qui se dit maz-



3 mois 6 mois Nom: Localité: Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous i noms propres en capitales d'imprimerie. PP. Party RP 301 MQN 01

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde

Consité de direction :
Jacques Lesoume : gérant
directeur de le publication
Bruno Frappet
directeur de la rédaction
Jacques Gulu
directeur de la gestion
Histuel Luchert
secrétaire général

Rédacteurs en chef Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la rédection)

Thomas Ferencei Bertrand Le Gendre Jacques-François Simon **Daniel Vernet foirecteur**

relations internationales Anciera directours Hubert Bouve-Méry (1944-1969) Jacques Fouvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

détérioration de the ballow the service with the THE SAME PROPERTY THE PROPERTY OF

THE RESERVE OF THE PERSON NAMED IN ----

The state of the s

The same and the same that the

र क्रिक्त में इस्केट्स क्रिक्ट हुन्हें हैं। बेहर्स

化性性的 藍雀 藥院 美国海绵

With the same of t

and the second of the second o

প্ৰাৰ্থক <u>ও প্ৰতিক্ৰ অভিন্</u>যু কৰি বিশ্বনীয় বিশ্বনীয়

THE PERSON ASSESSMENT OF

The Part of the Part of the

The second of th

the transfer of the country and the second second

一一一 化二种酸 海龙 美格 動戶 數十

TO THE PARTY OF TH

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER.

and the day of the second section in

THE LEW MARK LANDS. ...

. se freedom man *** N. A. Santalin Section THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO

GEORGIE: reprise des combats autour de Soukhoumi

Les réactions au nouveau plan de paix pour la Bosnie

accueilli avec un «optimisme prudent» le nouveau plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine et l'accord serbo-musulman du 17 septembre, prévoyant une possibilité pour les Serbes de faire sécession de la future Union par référendum. A l'issue d'un entretien à Washington avec le chef du gouvernement italien, Carlo Clampi, M. Clinton a déclaré : « Nous sommes pleins d'espoir mais nous restons prudents (...) il n'y a eu aucun accord sur sur le découpage territorial et c'est pourtant le cœur du problème.»

A quelques jours de la réunion des dirigeants des communautés serbe, croate et musulmane

BELGRADE

de notre correspondante

Milosevic, a réaffirmé, vendredi

17 septembre, son soutien au nou-

veau plan de paix pour la Bosnie-

Herzégovine et s'est déclaré

convaincu que les belligérants le

signeront très prochainement. A

l'issue de sa rencontre à Belgrade

avec les médiateurs internationaux,

David Owen et Thorvald Stolten-

berg. M. Milosevic a estimé que les

trois parties au conflit, serbe.

musulmane et croate, sont parve-

nues ces derniers jours à «un rap-

prochement » et qu'elles ont reussi

« à régler tous les points cruciaux

de désaccord à l'exception de quel-

ques questions marginales concer-

nant la délimitation territoriale»

M. Milosevic affirme que les dif-

férends ne portent plus que « sur

1 % des territoires » et prétend que

«jamais aucun plan de paix n'a

échoué pour si peu». Et si le prési-

dent de Serbie ne s'attend pas à

une conclusion formelle de l'accord

de paix dès mardi 21 septembre à

Sarajevo, il pense que cette réu-

nion des belligérants organisée par

MM. Owen et Stoltenberg « per-

metuta de créer un climat propice à

Ce « I %» avancé par M. Milo-

sevic laisse perplexe. En effet, le

président bosniague, Alija Izetbe-

govic, qui réclame 4 % de terri-

toires supplémentaires pour sa

République à majorité musulmane,

mise au point. - La décla-

ration commune, signée jeudi 16 sep-

tembre à Genève, par le président

bosniaque, Alija Izetbegovic, et le

président du «Parlement» serbe de

Bosnie, Morncilo Kraijsnik, est ambi-

gue sur quelques points. En ce qui

concerne la possibilité pour les Répu-

bliques de la future Union de faire

sécession, par référendum, nous

avons écrit, par erreur dans nos édi-

tions du 18 septembre que ces réfé-

rendums pourraient être organisés

deux ans après le règlement de diffé-

rends problèmes et, en particulier,

des litiges territoriaux. En fait, les

populations seraient appelées à se

prononcer « dans un délai de deux

la signature».

des trois Républiques ethniques.

Le président de Serbie, Slobodan

A Belgrade: les questions territoriales

sont «marginales»

selon M. Milosevic

de Bosnie, qui devrait se tenir, mardi 21 septembre à Sarajevo, pour examiner le plan de paix, le gouvernement bosniaque envisageait de signer «avec réticence» le projet de règlement global. « Quand on a à choisir entre quelque chose que l'on ne veut pas mais qui peut conduire à la paix, remarquait Tatiana Ljuic-Mijatovic, membre de la présidence, on choisit la paix (...) mais nous ne pouvons avoir la paix sans la supervision et le contrôle de la communauté internationale. » Avant cette réunion, les médiateurs internationaux, Thorvald Stoltenberg et David Owen, ont mis en garde contre un excès d'optimisme. « Nous sommes dans ce désert depuis trop longtemps pour croire aux

mirages...», assurait une source proche des négociateurs.

Sur le terrain, les ministres bosniaque et croate des affaires étrangères, respectivement Haris Sildajdzic et Mate Granic, se sont engagés, vendredi à Zagreb, à appliquer «immédia tement à l'accord de cessez-le feu signé le 14 septembre à Genève, mais des combats se poursuivaient en Bosnie centrale. Enfin. les soldats serbes rebelles qui bloquaient depuis um semaine Banja-Luka, principale ville du nordouest de la Bosnie sous contrôle serbe, ont mis fin, vendredi, à leur mutinerie. Leur chef, le caporal-chef Ostoja Zec, ainsi que d'autres militaires, ont été arrêtés.

A Zagreb: surprise et amertume

de notre envoyé spécial dont une sortie sur la mer, avaitprécisé, jeudi, qu'il ne renoncerait pas à ses revendications. On peut se demander par conséquent si Slobodan Milosevic ne tente pas de faire pression sur ses alliés de Bosnie pour qu'ils accèdent aux exigences de la partie musulmane. Un infléchissement des Serbes bosniament de 50 000 hommes pour faire ques, qui avaient jusqu'à présent jugé «innacceptables» les revendications de M. Izetbegovic, pourrait parole du président Franjo Tudiman certes être justifié par le fait qu'ils viennent d'arracher aux Musulà propos de la clause qui, dans ce mans le droit pour leur Etat serbe plan, permet l'éclatement de la Bos-nie-Herzégovine sur simple référenbosniaque d'accéder à court terme dum dans l'une des trois Républiques qui la composeront : « C'est Soulignant que cet amendement

izetbegovic [le président bosniaque]

qui a partage la Bosnie-Herzegovine.»

Amertume, mais aussi surprise, car

il semble que la Croatie n'ait pas été

mise au courant des tractations ser-

bo-musulmanes du jeudi 16 septem-

bre. La veille, M. Tudjman était lui

aussi parvenu, à Genève, à un accord

avec M. Izetbegovic. Un accord sin-

gulièrement identique à celui conclu

entre Serbes et Musulmans, à la dif-

férence – essentielle – près, souligne

Mª Skare-Osboit, qu'il ne compor-

tait pas la clause permettant à cha-

cune des Républiques de P«Union»

C'est que cette disparition pure et

simple de la Bosnie-Herzégovine, le

gouvernement de M. Tudiman ne l'a

jamais recherchée, se situant à mi

chemin des positions serbe (éclate-

ment de la République avec rattache-

ment ultérieur de la «partie» serbe :

la Serbie) et musulmane (la Bosnie

comme un Etat unitaire multi-ethni-

que). Zagreb s'est ainsi toujours pro-

noncé pour une confédération d'enti-

tés ethniques — serbe, musulmane et

croate - clairement définies. Or.

après s'être fait accusé à moult

reprises de travailler ardemment, à

l'égal des Serbes, à l'éclatement de la

Bosnie-Herzégovine, les Croates

voient le principal tenant du main-

tien en vie d'une République mori-

bonde signer, du jour au lendemain,

Cet arrêt de mort est loin de satis-

faire Zagreb. En premier lieu, il s'agit d'un précédent facilement utilisable

par les sécessionnistes serbes de Kra-

ina, cette région de Croatie dont les

forces serbes ont pris le contrôle,

l'arrêt de mort de cette dernière.

apporté au plan de paix « permet à ceux qui veulent quitter l'Union de le faire, lord Owen, a exprimé l'espoir que, «la paix revenue, les peuples bosniagues choisiront de rester ensemble ». Interrogé sur les risques de favoriser la création d'a une grande Serble et d'une grande Croatie au détriment d'une petite République musulmane», le médiateur européen a répondu « Nous n'avons rien créé, nous ne sommes que des témoins, des médiateurs qui essaient d'aider les trois parties à se mettre d'accord sur un plan. » « Ces négociations, a-t-il ajouté, sont l'œuvre initialement des Serbes et des Croates et impliquent désormais les Musul-

l'indépendance,

mans. »

FLORENCE HARTMANN

ans suivant (la naissance) de l'Union à une date fixée d'un commun accordy. Mais cette phrase donne déjà lieu à diverses interprétations. Pour le ministère de l'information à Beigrade, ces deux années constitueraient la durée du mandat de la Force de protection des Nations unies en Bosnie et en Herzégovine. David Owen et Thorvald Stoltenberg avaient proposé que Saraievo soit administrée, pendant deux ans, par l'ONU et la ville de Mostar, également pendant deux ans par la Communauté européenne, ce que les ministres des affaires étrangères des Douze avaient accepté, samedi dernier. à Bruxelles. - A. D.

ZAGREB même titre que leurs voisins serbes de Bosnie, qui, eux, viennent d'obtenir gain de cause, Ensuite, la Crostie Profil bas. Et c'est encore un risque - même si elle récupère dans cuphémisme pour décrire l'atmol'affaire l'Herzégovine occidentale à sphère à Zagreb, après l'annonce de population croate - de se retrouver l'accord serbo-musulman sur la Bosnie-Herzégovine, à l'issue de négociabien petite à côté d'une Serbie «gontions secrètes à Genève, certes, on Béen des 52 % du territoire bosniaa espère », à la présidence croate, être que alloués aux Serbes. De plus, lors-« près d'une paix définitive », et que la République bosniaque aura encore, à condition que «l'OTAN éclaté, cette même Krajina se retrouremplisse ser obligations » (le déploievera directement adossée à une Serbie surpuissante. Il ne restera plus, respecter le pian de paix). Mais l'amertume transparaît chez le portealors, à Belgrade qu'à absorber la Krajina pour, enfin, réaliser le vieux Vesna Skare-Ozbolt, quand elle lance, rêve de tout nationaliste serbe : la Grande Serbie.

YVES HELLER

Le désengagement progressif des « casques bleus » français est «irréversible»

Selon l'amiral Lanxade

Ayec les retours prévus du Cambodge, de Somalie et de Croatie. environ 3 500 militaires français devraient prochainement regagner la métropole sur les quelque 10 000 actuellement engagés dans des missions de l'ONU. Selon l'amiral Jacques Lauxade, chef d'état-major des armées, la France devrait ainsi retrouver en 1994 une présence militaire extérieure plus conforme à la "dimension de ses armées, et concentrer l'essentiel de ses effectifs, soit 5 680 hommes, dans l'ex-Yougoslavie. En 1992 et 1993, «nous avons fourni un très grand effort» pour des «urgences», a déclaré Jacques Lanxade, vendredi 17 septembre, «Il appartient maintenant à la communeté internationales de accordes la relais, « et à nous de retrouver une contribution plus normale, compte tenu de la dimension de nos propres

Si le départ français du Cambodge (1 500 hommes), prévu pour la minovembre, s'inscrit dans le retrait global des « casques biens » de ce pays, il n'en va pas de même en Somalie et en Croatie. Précisant que le départ des militaires français, dans ces régions, s'échelonnera entre le 15 décembre et le 15 janvier 1994, le chef d'état-major des armées a précisé que ce mouvement « est irréversis'érigeant en «République», au

forces s.

armées russes, le général Mikhail Kolesnikov; estimait que la ville pourrait tomber dès le lendemain matin aux mains des formations abkhazes. Parallèlement, le ministère de la défense démentait avoir donné aux unités russes sur place l'ordre d'intervenir pour mettre un terme

MOSCOU

aux attaques abkhazes.

Les mises en garde - fermes

de ton, mais essentiellement

verbales - adressées par Mos-

cou suffirent-elles à dissuader

les Abkhazes de s'emparer par

la force de ce qu'ils considèrent

comme leur capitale, Sou-

khoumi? Vendredi 17 septem-

bre, le chef de l'état-major des

de notre correspondant Dans ce contexte, les avertissements et les menaces proférées par Moscon paraissaient plutôt platoniques : le ministère des affaires étrangères annonçait dans l'aprèsmidi de vendredi que si les Abkhazes n'avaient pas avant 20 heure locale «suspendu leurs opérations, cessé le seu et retiré leurs formations sur les positions qu'elles occupaient antérieurement», la Russie coûperait l'approvisionnement en électricité de l'Abkhazie avant de «prendre d'autres mesures économiques » (il s'agit de la suppression d'un crédit de 25 milliards de roubles - 25 millions de dollars - promis à l'Ab-

khazie). La menace ne semble pas avoir en d'effet immédiat : à en croire l'agence Tass, des combats se poursuivaient, samedi matin, dans les environs de Soukhoumi, après que des commandos abkhazes eurent lancé, au cours de la nuit, plusieurs tentatives infructueuses pour pénétrer dans le centre de la ville. Toujours selon Tass, quatre soldats du 901 bataillon russe, stationné sur le territoire de la ville, ont été blesses par des obus.

L'étendue réelle des combats est aussi difficile à apprécier que les intentions exactes de la Russie. Dans un premier temps, les Abkhazes avaient décrit la reprise des affrontements comme le résultat d'une initiative locale, prise par des combattants sous la pression des habitants de la ville de Tkvartcheli, assiégée depuis un an par les Géorgiens, Cenendant le président du Parlement abkhaze. Vladislav Ardzinba, interrogé par la télévision russe, a paru reconnaître que l'offensive avait été décidée délibérément « Si la Russie avait été plus

une nouvelle mise en garde

ferme pour obliger les Géorgiens à respecter le calendrier de retrait, la restauration des autorités légales et le déblocage de Tkvartchell, nous n'en serions pas venus à ses extrémités» (les accords de cessez-le-seu signés fin juillet prévoient le retour à Soukhoumi des « organes légitimes du pouvoir», une clause que Géorgiens et Abkhazes interprétent les uns et les autres à leur manière).

> M. Chevardnadze crie à la trahison

Le président géorgien, Edouard Chevardnadze, accuse lui aussi la Russie, mais bien entendu en lui adressant des reproches opposés. Après avoir rencontré à Sotchi le général Gratchev, ministre russe de la défense, M. Chevardnadze a même crié à la « trahison ». Parlant depuis Soukhoumi, de retour dans les bâtiments qui, selon les Géorgiens, avaient été touchés par un obus abkhaze, M. Chevardnadze a expliqué que le général Gratchev avait promis une aide militaire, mais que « le Parlement russe avait bloque » la décision.

De fait, les députés russes ont voté, vendredi, une résolution a recommandant au gouvernement d'influencer les belligérants par des moyens politiques pacifiques, et de s'abstenir de tout recours aux sorces armées russes». Faut-il croire pourtant qu'une telle résolution a suffi à empêcher la Russie de tenir ses « promesses », aiors même que, dans la plupart des cas, l'exécutif ignore royalement les recommandations, voire les «lois» votées par e Parlement? On peut aussi imaginer que l'attitude des députés a servi de prétexte opportun à un Boris Eltsine soumis aux pressions contradictoires de l'armée et du ministère des affaires étrangères, qui craint que la Russie ne perde toute crédibilité dans le Caucase si elle laisse les Abkhazes violer un accord de cessez-le-feu conclu sous ses auspices. Une seule chose est certaine:-le Parlement russe est aussi pro-abkhaze qu' «anti-Chevardnadze». L'ex-ministre des affaires étrangères de Gorbatchev reste considéré ici comme un bradeur de l'empire russe, et sa manière de toujours en appeler au soutien personnel de M. Eltsine ne peut qu'aggraver son cas. M. Rouslan Khasboulatov, le président du Parlement, a eu vendredi cette réflexion venimeuse: « L'amitié Politburo (MM. Eltsine et Chevardnadze) nous a déià coûté assez

.. JAN KRAUZE

·.... ..

. . .

POLOGNE: le jour anniversaire de l'entrée des troupes soviétiques en 1939

Départ des derniers soldats russes

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale Le président Walesa a le sens de l'Histoire. Vendredi 17 septembre 1993, jour du cinquante-quatrième anniversaire de l'entrée des troupes soviétiques en Pologne en 1939, la dépouille du général Wladysław Sikorski, chef du gouvernement poionais en exil pendant la seconde guerre mondiale, a été solennellement inhumée dans la crypte royale de la cathédraie de Wawel à Cracovie, où reposent les rois de Pologne et ses grands hommes d'Etat. Enterré depuis 1943 à Newark en Angleterre, le corps du général Sikonski a été inhumé dans son pays natal - comme il l'avait souhaité: à condition qu'il fût Hibre - en présence du cardinal Glemp, primet de Pologne, du président Walesa, du premier ministre Hanna Suchocka et du

prince Philip d'Edimbourg. Queiques heures plus tard, M. Walesa assistait à une autre cérémonie, à Varsovie cette fois, moins empreinte de salennité, mais tout aussi chargée de symbole : celle du départ des demiers soldats ex-soviétiques de Pologne. Il y eut quelques cours de l'embassadeur russe Kachlev, qui souligna le rôle « libérateur » de ces troupes partant «la conscience claire», tandis que le président Walesa

historique de «*l'Invasion* » du 17 septembre 1939. C'est sans doute en prévision de ces différences d'interprétation que le ministre russe de la défense, le général Gratchev, invité à la cérémonie, s'est finalement fait excuser pour cause de maladie - maiadie qui ne l'empêcha pas de multiplier les rencontres à Moscou avec des dirigeants du Caucase et finaiement de s'v rendre, comme n'a pas manaué de le relever le journal télévisé polonais. On murmure aussi à Varsovie que le général Gratchev n'aurait qu'à moitié apprécié le feu vert arraché à Boris Eitsine par M. Walesa, lors de la visite du président russe fin août, sur une éventuelle

adhésion de la Pologne à

préférait, lui, insister sur la date

Ce n'est donc pas sans acrimonie (il est même question d'une facture de gaz et d'électricité de 100 000 dollars non payée par les militaires russes il que se clôt cet épisode des relations soviéto/russo-polonalses. Mais le fait que la page solt enfin tournée a permis à M. Waless de lancer, à l'issue de cette journée, un dernier appel télévisé aux électeurs. convoqués sux urnes dimenche : « Ces élections décident du sort des réformes, a-t-il dit. Vous pouvez chaisir une Pologne d'où le dernier soldat soviétique est parti aujourd'hui... »

SYLVIE KAUFFMANN

GRANDE-BRETAGNE

La détérioration de la situation économique met John Major en difficulté

L'aggravation du chômage et la reprise de l'inflation rendent délicate la situation du premier ministre, en butte aux attaques des travaillistes et de son propre parti. L'ancien chancelier de l'Echiquier, Norman Lamont. pourrait prendre la tête d'une rébellion des députés conserva-

> LONDRES de notre correspondant

Pour John Major, ce retour de

vacances au Portugal s'annonce mouvementé. Soumis, jeudi 16 septembre, à un nouveau seu roulant de questions sur son maintien au 10 Downing street, c'est-à-dire sur l'éventualité d'une offensive politique qui remettrait en cause, en novembre, son autorité à la tête du Parti conservateur. le premier ministre a assuré qu'il s'agissait d'une interrogation à la fois esaisonnière et stupide», tout en sachant que cette mise au point n'est pas de nature à arrêter une telle rumeur. Il est même probable que cette hypothèse va dominer

le débat politique, au moins jusqu'au

mois prochain. La raison de cette

mini-esservescence tient à peu de

dont les dispositions nécessairement impopulaires irritent à l'avance la droite du Parti conservateur et la publication de quelques indices économiques effectivement défavorables. La session des Communes s'était close avec l'adoption tant attendue du texte de ratification du traité de Maastricht et, après une épuisante guérilla parlementaire menée par les «eurosceptiques» conservateurs, la trève estivale avait permis à M. Major d'oublier un moment une succession de revers politiques. A Downing street, les conseillers du premier ministre tablaient sur la reprise de l'économie pour redorer l'image passablement ternie du premier ministre

Mais, tout en étant dans une position plus favorable que celle de la plupart des partenaires européens, la situation de l'économie britannique n'autorise aucun relachement. Il semble même que - comme ils en ont trop souvent l'habitude - les économistes britanniques aient crié victoire un peu tôt. Les finances publiques accusent un déficit de 50 milliards de livres, et le chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, a annoncé un quasilendemain du congrès des tories, le gel des salaires pour les cinq millions de salariés du secteur public, déchaînant la colère des syndicats et chose : la préparation d'un budget du Parti travailliste. De son côté, la

droite du parti tory (qui s'identifie largement aux «eurosceptiques») applauditait presque à une telle mesure, si elle ne soupconnait M. Clarke d'envisager également une augmentation de la fiscalité.

> Norman Lamont attaque

Parallèlement, la menace d'une

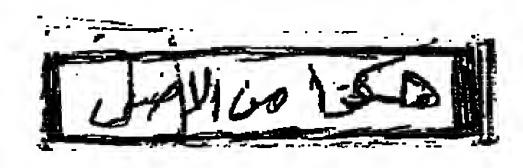
reprise de l'inflation, que le gouvergement affirmait imprudemment avoir conjurée, se précise : l'augmentation des prix a été de 1,7 % en août, contre 1,4 % en juillet, et elle s'ajoute à un niveau des ventes de détail plutôt décevant. Or, ces chilfres ont été annoncés moins de 48 heures après que le gonvernement eut justifié un gel des salaires en raison de la faiblesse de la pression inflationniste! Enfin, jeudi, les chiffres du chômage sont venus eux aussi contredire l'optimisme officiel : pour e second mois consécutif, le nombre des demandeurs d'emploi recommence à grimper. En août, l'augmentation à été de 5 600, ce qui porte le nouveau total du nombre des chômeurs à 2 922 000, soit 10,4 % de la population active.

Ces chiffres vont sans aucun doute contribuer à renforcer le climat d'inquiétude qui prévaut parmi les parlementaires conservateurs, que le ont-

mier ministre s'efforce de rasséréner à l'occasion d'une tournée provinciale entreprise depuis une dizaine de jours. C'est le moment choisi par Norman Lamont pour lancer une nouvelle et séroce attaque contre M. Major. Sous la forme d'articles publiés le 16 septembre dans le Times et le Sun, l'ancien chancelier de l'Echiquier rappelle qu'il y a tout juste un an, le 16 septembre 1992, la sortie de la livre sterling du système monétaire européen (SME) fut une a humiliation » pour le gouvernement, le premier ministre et luimême. M. Lamont souligne qu'avec un «leadership adéquat» la Grando-Bretagne pourrait cenendant s'en sor-

Commentant les propos de son ancien chancelier, M. Major s'est simplement déclaré «triste», ce qui, là encore, paraît un peu court pour désamorcer une éventuelle rébellion. dont M. Lamont, selon certains commentateurs, pourrait preodre la tête. Les règles du Parti tory exigent que 34 parlementaires signent une pétition pour que l'autorité du premier ministre soit remise en cause. On n'en est pas encore là, mais un nouveau dérapage de la situation économique serait lourd de menaces pour le premier ministre.

LAURENT ZECCHINI



Le candidat chrétien-démocrate à la présidence de la République critique le traité de Maastricht

Dans un entretien accordé à un groupe de journalistes espagnols à Dresde, à la veille du congrès de la CDU qui l'a désigné comme candidat chrétien-démocrate à la présidence de la République allemande (le Monde du 11 septembre), et publié jeudi 16 septembre par le quotidien El Pais. Steffen Heitmann exprime quelques doutes sur le processus d'union européenne tel qu'il a été mené jusqu'à maintenant. « Le traité de Maastricht déclare-t-il, n'est pas le résultat d'un grand débat sur l'unité de l'Europe, mais est au contraire une construction imposée d'en haut. » Le ministre de la justice du Land de Saxe ajoute : «L'Europe doit croître à partir du bas, à partir des citoyens. On ne peut pas l'imposer. Il est impossible d'obtenir l'unité européenne en poussant certains pays vers les autres contre leur volonté ».

M. Heitmann a précisé par la suite que les propos rapportés avaient été tenus « dans le cadre d'une conversation informelle ». Ces

CHYPRE: des «casques bleus» argentias à partir du 28 septembre. -Un premier groupe de soixante-dix soldats argentins doit arriver le 28 septembre à Chypre pour participer à la force de paix de l'ONU (UNFICYP) stationnée depuis 1964, et considérablement renforcée après l'invasion turque de 1974, a indiqué, vendredi 17 septembre, le porte-parole de cette force. Waldemar Rokoszewsky. Un deuxième groupe de cent cinquante soldats arrivera le 5 octobre et un troisième contingent le 15, ce qui portera à près de I 200 hommes les effectifs de l'UN-FICYP, stationnés sur la «ligne verte» qui sépare les deux secteurs de l'île. - (AFP.)

□ ITALIE : explosion d'une voiture piègée en Sicile. - Quatre carabiniers ont été blessés, dont un grièvement, par l'explosion d'une voiture piégée, dans la nuit du vendredi 17 au samedi 18 septem-

prises de positions ont néanmoins provoqué de vives réactions dans les milieux politiques allemands, notamment dans l'opposition sable. Heidemarie Wieczorek-Zeul. estime au'elle constitue une critique de la politique du chancelier Kohl. Du côté du Parti libéral (FDP), un décuté. Ulrich Irmer, a déclaré que M. Heitmann « n'avait pas la moindre notion » du sujet.

□ Un député inculné d'espionnage au profit de l'ex-RDA. - Wilhelm Vollmann, cinquante-quatre ans, député social-démocrate (SPD) au Parlement régional de Rhénagie du Nord-Westphalie, a été inculpé, vendredi 17 septembre, d'espionnage au profit de la Sécurité d'Etat de l'ex-RDA. Il est accusé d'avoir collaboré avec les services secrets est-allemands depuis le début des années 70. Jeudi, une secrétaire du siège central du SPD avait été également inculpée pour les mêmes motifs. - (AFP.)

bre, à Gravina-di-Catania, à 10 kilomètres de Catane, un des fiess de la Masia sicilienne, a-t-on appris auprès des autorités de la ville. Les carabiniers vérifiaient une voiture suspecte garée près du bâtiment abritant leurs bureaux, vers I heure du matin, quand le véhicule a explosé. – (AFP.)

deux nouveaux capitaines régents. -

□ SAINT-MARIN : élection de Le Grand Conseil général de Saint-Marin a élu, vendredi 17 septembre, deux nouveaux capitaines régents - le démocrate-chrétien Gian Luigi Berti et le socialiste Paride Andreoli – pour gouverner la petite République pour six mois, partir du le octobre. Gian Luigi Berti, soixante-trois ans, un des dirigeants de la Démocratie chrétienne locale, est un ancien secrétaire d'Etat à l'intérieur et aux affaires étrangères. Il représente la République à l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

La fin de la visite du chef de l'Etat dans l'ancienne République soviétique

M. Mitterrand a félicité le président kazakh pour sa politique nucléaire

Ligiticas tautrements est telling vendredi 17 septembre dans la soirée à Paris après une visite de trois jours en Corée du Sud et une journée au Kazakhstan ancienne République soviétique d'Asie centrale devenue un Etat indépendant.

ALMATY

de notre envoyé spécial

Lors d'un entretien vendredi avec Noursoultan Nazarbaïev, M. Mitterrand a donné de longues explications sur la Communauté européenne, le système monétaire des Douze et l'accord de Schengen. Le président kazakh est en effet très désireux de s'inspirer de l'exemple de l'ouest du Vieux Continent, en tant que leader d'un pays indépendant mais convaincu en partie par la force des choses. qu'il doit coopérer avec les Etats issus de l'ex-URSS, et surtout la Russie, avec laquelle son économie demeure très étroitement imbri-

Lors d'une conférence de presse commune réunie au palais présidentiel d'Almaty, M. Nazarbaïev a déclaré être convaincu que « l'ailiance des vastes ressources natu relles du Kazakhstan et de la haute technologie de la France obtiendrait de bons résultats ». Déjà, a-t-il rappelé, en à peine plus de dix-huit mois, quinze contrats ont été signés avec des sociétés françaises pour un montant de 500 millions de francs. A elle seule, Elf Aquitaine doit investir un milliard dans l'extraction pétrolière. D'évidence. M. Nazarbalev attend beaucoup plus encore.

Le président kazakh a aussi rappelé les efforts faits par son gouvernement en vue de mettre l'économie nationale à l'heure du marché: loi modernisant le système linancier et privatisation progressive du secteur public naguère est présérable à l'émiettement », une question sur les risques de sonomnipotent. M. Nazarbalev a évité de répondre à une question sur les raisons qui viennent de lui faire choisir d'entrer dans une zone rouble, alors que cette monnaie ne vaut plus rien et que des organisations internationales, tel le FMI, étaient au contraire favorables à la création d'une devise nationale.

> Le risque islamique

M. Mitterrand a estimé que cette décision a va dans le bon sens », car « une politique de grands ensembles

M. Mitterrand a également félicité son homologue pour sa politique nucléaire. Les 104 SS-18 à têtes multiples dont le Kazakhstan a hérité de l'ex-URSS seront démantelés d'ici à la fin du siècle. Et M. Nazarbaïev a publiquement renouvelé, lors de cette visite, l'engagement de son pays de signer le plus tôt possible le traité de non proliferation en tant que puissance non nucléaire. Il a aussi fait fermer le polygone d'expérimentation de Semipalatinsk pour la décontamination duquel la France a promis son assistance. Répondant enfin à

damentalisme musulman en Asie centrale, M. Nazarbaiev a rejeté sur le Parti du renouveau islamique toute la responsabilité de la guerre civile au Tadjikistan, qui a déjà fait, a-t-il dit, quarante mille morts et cent mille réfugiés. Il a admis que l'Asie centrale, partie du monde « où la religiosité est plus grande qu'ailleurs, peut subir une telle poussée». Mais le Kazakhstan s'est doté, a-t-il expliqué, d'une « législation laïque » qui devrait aider à contenir le choc.

JEAN-PIERRE CLERC

Après le moratoire décrété par Bill Clinton en juillet

Les Etats-Unis expriment leur «profonde inquiétude» au sujet d'un éventuel essai atomique chinois qui doit se prononcer le 23 septem-Les Etats-Unis ont officiellement

exprimé vendredi 17 septembre leur « prosonde inquiétude » au sujet d'un essai nucléaire que Pékin, selon les services de renseignements américains, s'apprêterait à effectuer. « Nous verrions avec une profonde inquiétude un essai nucléaire de la Chine ou d'un autre pays », a indiqué le porte-parole du département d'Etat, Michael McCurry. Le président Bill Clinton a lui-même évoqué cette affaire, exprimant « l'espoir » que les Chinois ne procéderaient pas à cet essai, « J'ai demande à d'autres pays de les encourager à ne pas le faire. La Chine n'a rien à craindre des autres puissances nucléaires », a affirmé M. Clinton, au cours d'une conférence de presse à l'issue d'un entretien à la Maison Blanche avec le premier ministre italien Carlo

M. McCurry a révélé que Washington avait tenté à plusieurs

Azeglio Ciampi.

reprises ces dernières semaines, au cours de discussions «à un niveau élevé, si ce n'est le plus élevé», de convaincre Pékin de renoncer à cet essai nucléaire. Le porte-parole a cependant refusé d'évoquer d'éventuelles sanctions des Etats-Unis à l'encontre de Pékin si cet essai devait tout de même avoir lieu. « Notre relation bilatérale avec la Chine est fondée sur de nombreux facteurs, parmi lesquels beaucoup sant positifs », a-t-il noté.

Se basant sur des informations provenant d'images satellite et de détecteurs sismiques, le gouvernement américain estime que la Chine se prépare à effectuer un essai souterrain sur son site du désert de Lob Nor, dans la province du Xinjiang dans le nordouest du pays. L'engin serait déjà place au fond d'un puits, et pourrait être déclenche à tout moment mais Pékin attendrait la décision du Comité international olympique

bre sur la candidature de la Chine pour les Jeux olympiques de l'an 2000. S'il avait lieu, ce test serait le premier depuis un an dans le monde, et il menacerait le moratoire de quatorze mois sur les essais nucléaires déclaré le 3 juillet par le président Bill Clinton. En annoncant ce moratoire, le président américain avait fait savoir que si un pays reprenait les essais, il demanderait au Congrès d'autoriser les Etats-Unis à reprendre les

La Russie, la France et la Grande-Bretagne se sont engagées à ne pas être les premiers pays à reprendre les essais. La Chine a accepté de participer aux négociations sur une interdiction de tout essai nucléaire qui doivent débuter en janvier prochain à Genève, mais refuse de dire clairement qu'este ne procédera pas elle-même

à un essai. - (AFP. AP.)

Le Vatican reconsidère Israël

Sulte de la première page

Quarante-cinq ans après la création de l'Etat hébreu, l'Eglise n'aurait toujours pas admis la renaissance du peuple juif sur la terre de ses pères et prophètes. Rien n'est plus faux, répondent le pape et ses collaborateurs. Seuls des motifs politiques empêchent aujourd'hui la pleine reconnaissance par l'Eglise catholique de

l'Etat d'Israël. Quels sont-ils? Pendant long-temps, l'argument des frontières « non sures ni reconnues » a permis au Vatican d'expliquer qu'il ne pouvait pas entretenir des relations diplomatiques normales avec Israel, pas plus qu'avec le royaume de Jordanie qui se trouve dans la même situation. Mais, depuis que le Vatican a été l'un des premiers, en 1991 et 1992, à reconnaître l'indépendance de la Croatie catholique et celle de la Bosnie, on ne saurait donner tort à la communauté juive qui parle de deux poids, deux mesures.

Les vraies raisons du retard mis par le pape à reconnaître Israël portent sur le statut de Jérusalem depuis l'annexion, en 1967, de la partie orientale de la ville (qui abrite les Eglises arabes chré-tiennes), sur le droit des Palestiniens à l'autonomie et les violations des droits de l'homme dans les territoires occupés, sur la protection des Lieux saints et du statut de l'Eglise catholique en Israël et dans les territoires contrôlés par lui.

> La protection des lieux saints

Le soudain déblocage des relations entre l'OLP et Israël devrait obliger le Saint-Siège, dès les prochaines semaines, à réviser sa position. Même partiel, le régime d'autonomie accordé aux Palestiniens à Jéricho et à Gaza va dans le sens de l'affirmation - répétée à maintes reprises par Paul VI, puis par Jean-Paul II - du droit à une «patrie» pour un peuple qui compte une minorité non négligeable de chrétiens. Il est conforme au souhait des diplomates de la Curie romaine qui font dire que même un « début de solution » sur la question des

droits des Palestiniens assouplirait leur position vis-à-vis d'Is-

C'est l'avenir de Jérusalem qui reste le point épineux. La commission bilatérale entre le Saint-Siège et Israël s'est bien gardée d'aborder la question de la souveraineté de la ville. Mais toutes les interventions du pape et des organismes compétents du Vatican montrent que l'Eglise catholique, ne se satisfait pas de la situation actuelle. Si elle ne réclame plus l'« internationalisation » de Jérusalem (prévue dans le « plan de partage » de 1948 et votée par l'ONU), elle n'en reste pas moins favorable à un statut particulier, « internationalement garanti », protégeant la liberté d'accès et de circulation dans tous les Lieux

Une déclaration de principes commune

Jérusalem est la cité des trois monothéismes. « C'est un trésor religieux et culturel. Ce n'est la propriété de personne. Ou plutôt, c'est la propriété de l'humanité », dit-on au Vatican. Pour les autorités catholiques, un tel patri-moine universel ne peut être laissé à l'écart de garanties contre. l'instabilité politique, contre des mesures conjoncturelles comme le récent « bouclage » de Jérusalem par les autorités israéliennes, contre les transformations urbaines et architecturales propres à toute grande capitale. Le Vatican se dit aujourd'hui prêt à accepter la souveraineté israélienne et/ou palestinienne sur Jérusalem, mais à la condition que des organisations (comme l'UNESCO) ou d'autres pays soient disposés à fournir les garanties internationales qui conviennent.

La protection du patrimoine culturel et religieux de la région pourrait saire l'objet d'une négociation « multilatérale », entend-on au Vatican, du type de celles qui se sont ouvertes, à la suite du processus de paix enclen-ché à Madrid, sur les réfugiés, la sécurité, le développement et l'environnement. « Un simple engagement de quarante à cinquante pays pour protèger Jérusalem serait pour nous une parantie internationale suffisante. Nous

serions satisfaits », dit-on à la secrétairene d'Etat.

En attendant, les seuls points officiellement en discussion. depuis juillet 1992, entre le Saint-Siège et Israël touchent aux « questions bilatérales », c'est-àdire à la situation juridique el économique des établissements (communautés religieuses, écoles, dispensaires) qui se trouvent sur le sol israélien et dans les territoires occupés. Les accords internationaux protégeant les Lieux saints et la gestion des établissements d'éducation et de culte sont antérieurs à 1948 et n'ont jamais été signés par Israël. Sans préjuger du futur statut de la ville, de l'autorité (ou des autorités) qui s'exerceront à l'avenir sur Jérusalem, l'Eglise catholique souhaite donc obtenir des garanties de fonctionnement pour ses institutions et communautés.

Sur ce point aussi, la « normalisation » est proche. Une « déclaration fondamentale» de principes devrait être bientôt signée par les gouvernements d'Israël et de l'Eglise catholique, garantissant la liberté de religion, de culte, d'enseignement, d'expression et d'éducation, le respect des lieux sacrés comme les églises et les monastères, le bon fonctionnement des communautés religieuses en Israël et dans les territoires occupés.

La reconnaissance de l'État d'Israël par le gouvernement de l'Eglise catholique - qui devrait précéder de peu un voyage de Jean-Paul II à Jérusalem - est-elle pour demain? A dire vrai, dans le nouveau contexte politique du pays, cette question a perdu en Israel l'intérêt qu'elle avait autrefois. Au printemps dernier, un diplomate de la Curie romaine déclarait au Monde : « Un projet global de paix à Washington, un début d'accord sur la nécessité d'une protection juridique, internationalement garantie. des Lieux saints, un accord fondamental sur les questions bilatérales, et nous serions parvenus à la normalisation de nos rapports.»

De toute façon, au rythme actuel des pourparlers de paix au Proche-Orient, l'Eglise n'a plus guère le choix. Tarder encore à signer un accord avec Jérusalem et à reconnaître Israel rangerait le Vatican dans le camp des irréductibles. Avec Saddam Hussein. l'Irakien ou l'Iranien Rafsandjani.

HENRI TINCO

Manière de voir LE TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR

LE MONDE diplomatique



Vers une civilisation du chaos?

Tout est à repenser. En refluant, les idéologies qui avaient structuré la réflexion durant plus d'un siècle libèrent l'imagination. Mais les risques culturels sont grands. Comment échapper à l'invasion des médias? Comment les intellectuels envisagent-ils désormais le salut du monde? Quel rôle pour les créateurs en cette fin de siècle bouleversée? Une lecture indispensable pour remettre les idées en place.

AU SOMMAIRE:

Refonder les pratiques sociales, par Félix Guattari Renouveau prêt-à-penser idéologique, par Armand Mattelart Regarder le malheur en face, par John Berger Les médias à l'assaut de la société, par Henri Madelin La télévision karaoké, par Ignacio Ramonet La publicité, une culture de notre temps? par Jacques Blociszewski w Etre comme eux, par Eduardo Galeano.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE

à retourner accompagné de votre règlement à : Le Monde - Vente au numéro

15, rue Falguière 75501 PARIS CEDEX 15 (FRANCE).

exemplaire (s) de *Manière de voir* nº 19. Je souhaite recevoir Prix unitaire France métropolitaine, 48 F (port inclus), DOM-TOM et étranger, 53 F (port inclus).

Montant total de vot	re commande L	1	
Nom		Prénom	
Adresse	//////		
Code social	1 Pm		

The sales of the sales me it jarit ingerieben in 1200

are d'ouvrir aux liais la

> CALLED E SECTION OF SECTION AND THE SHIPE TO BE SEE and the season of the first transfer of the A CHARLES the street of the street of the street of and the second s

- 11 / 學的主義的主義的 / BAR THE TRANSPORTER करान्त्रका हा है। विवाहनप्रेणालको क्र . स्वार्टी, के हाक्केटिक स्वर्थ के अर्थने يري بهت<u>ر منجون</u> شيورين دري مَعِينُ وَعِينَ مِنْ الْمُعَالِينِ مِنْ الْمُعَالِينِ مِنْ الْمُعَالِينِ مِنْ الْمُعَالِينِ الْمُعَالِينِ الْم

THE PARTY THE BET EVEN AND and the said of the configuration was given to 3. And Andrews (基本)。 La transfer and the second

THE THE THE THE PARTY OF THE PA सम्बद्धाः संप्रदेशः अस्ति । अस्ति संस्थाः अस्ति हि

人名马格 医连进 医外畸形 ्राह्मान्यकान के के पेक्ट करही हुन and the secondary with the letter The state of the s **建建理 医联联副**籍上的

it im file batte betreffend is a THE PROPERTY NAMED IN والمرابع والمتعالج والمتعالم والمرابع

an eine er frieden Gregoria bereit m 4 22 22 4 5- 2

sanctions contre linu

- -

et a saa questaat in the

The state of the s Commercial in francisco e de la compa manufacture at the second

and the order of the second of the second THE RESERVE AND THE PARTY OF TH Anna and the second of the second

---the table of the second second

STREET, STREET

Endones are commented to There was a copy of the algorithms

- 13

CAMBODGE

BEYROUTH

de notre correspondant Une délégation syrienne – le premier ministre et pas moins de onze ministres - vient de passer quarante-huit heures à Beyrouth, afin d'y signer quatre accords de coopé-ration dans les domaines de l'économie, de la santé, de la circulation des biens et des personnes, et de l'agriculture.

Damas a, d'autre part, accepté d'assouplir les restrictions à l'importation de produits industriels libanais, et deux grands projets d'équipement - un barrage sur le fleuve Aassi et une centrale thermi-

que - ont été mis à l'étude. Ces accords concrétisent le traité de coopération et de « fraternité » syro-libanais, signé au mois de mai 1991. Le premier ministre syrien,

Mahmoud al Zubbi, a insisté, jeudi 16 septembre, sur le fait que les accords signés s'inscrivaient « dans le cadre de l'action visant à fusionner nos énergies et nos moyens ». « Il n'existe pas une partie syrienne et une partie libanaise, a-t-il ajouté, mais une partie unique qui œuvre à l'application du traité. »

tion rapide du processus de paix au Proche-Orient, de resserrer ses lieus avec le Liban, la Syrie semble hésiter à libéraliser trop vite son économie. La déclaration comd'une application « progressive et souple de la coopération afin de permettre à l'économie des deux pays de s'adapter aux changements que nécessite le processus de coordi-

Malgré son désir, devant l'évolu-

LUCIEN GEORGE

Après sa reconnaissance par Israël

L'OLP envisage d'ouvrir une représentation aux Etats-Unis

Le mouvement de la résistance islamique Hamas a démenti, vendredi 17 septembre, avoir conclu une trêve avec le Fath, la principale composante de l'OLP. L'un de ses dirigeants, Mohammad Nazzal a catégoriquement nié l'existence d'un tel pacte. Le Fath a affirmé, pour sa part, qu'une « déclaration sur l'honneur», valable pour l'ensemble des territoires occupés, a bien été signée, mercredi dernier, par des responsables des deux organisations rivales, détenus dans la prison centrale de Gaza.

Le Fath a intérêt à monter en épingle un tel accord, pour montrer que le refus de l'autonomie affiché par Hamas ne fait pas obstacle à la mise en œuvre des engagements pris par l'OLP envers Israël. A l'inverse, le mouvement intégriste, asin d'être conséquent avec la violence de ses proclamations, a intérêt à minimiser la portée de tout arrangement qui, pour des raisons tactiques, pourrait être conclu localement.

Les Etats-Unis ont confirmé, vendredi. l'existence de discussions avec l'OLP sur l'ouverture prochaine d'une représentation palestinienne à Washington, qui devra

Le prix Houphouet-Boigny décerné à Itzhak Rabin, Shimon Pérès et Yasser Arafat. - Le prix Félix-Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, attribué sous l'égide de l'UNESCO, a été décerné, vendredi 17 septembre, au premier ministre israélien, Itzhak Rabin, à son ministre des affaires étrangères, Shimon Pérès, et au chef de l'OLP, Yasser Arafat. Créé en 1989, ce prix, d'un montant de 800 000 francs, avait été décerné, en 1991, au président sud-africain, Frederik De Klerk, et au président du Congrès national africain, Nel-

son Mandela. M. Le Pen fait part de son « scepticisme pyramkial » face à l'accord Israël-OLP. – Jean-Marie Le Pen a indiqué, mercredi 15 septembre, à Schiltigheim (Bas-Rhin), qu'il accueille l'accord de paix israélo-palestinien avec « un scepticisme pyramidal ». Le président du Front national s'est indigné que la Communauté européenne s'apprête à contribuer - cependant attendre la levée, par le Congrès, de certaines restrictions légales à l'encontre de la centrale palestinjenne. D'autre part, Yasser Arafat qui doit faire, à partir de mercredi, une visite en Chine, a reçu, vendredi, à Tunis, une lettre de félicitations de François Mitterrand, lui exprimant «l'appui de la France » pour « la construction de la paix ».

Dans un entretien accordé au

quotidien saoudien Ach-Chark al-Agussat, Mahmoud Abbas (Abou Mazen), chef du département des relations arabes et internationales de l'OLP, a estimé que la normalisation des relations israélo-arabes devrait être différée jusqu'à la conclusion d'un accord global de paix avec tous les Etats arabes ainsi qu'à la lumière de l'application de la Déclaration de principes sur l'autonomie. De son côté, dans un entretien accordé au Washington Post, le roi Hussein de Jordanie s'est inquiété « du fait que la perspective d'une paix durable pourralt susciter des espérances trop pressantes, qui pourraient créer ensuite un sentiment de frustration ». – (AFP.)

- à la mise en œuvre de cet accord. Le 12 septembre, M. Le Pen avait déclaré que son parti se réjouissait « qu'après un demi-siècle de conflits sanglants, les dirigeants israéliens et palestiniens aient pu conclure un accord de paix ».

D ARABIE SAOUDITE : création de treize provinces. – Aux termes d'un décret royal, publié jeudi 16 septembre, l'Arabie saou-dite est désormais divisée en treize provinces, dirigées chacune par un « émir », ayant rang de ministre. Cette décision s'inscrit dans le cadre des résormes politiques annoncées, au début du mois de mars 1992, par le roi Fahd. L'« émir » de chaque province et son assistant seront désignés ou révoqués sur décision royale, après recommandation du ministre de l'intérieur. Des « conseils de province », au sein desquels devraient figurer « au moins dix citoyens saoudiens », seront aussi mis en place pour assurer une « participaa pour des milliards d'écus », a-t-il dit l'ion » à la gestion. – (AFP.)

AMERIQUES

Demandant aux militaires de mettre fin à la vague de violence

Le Conseil de sécurité de l'ONU menace de rétablir les sanctions contre Haïti

Le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé, vendredi 17 septembre, aux militaires haîtiens de mettre fin à la vague de violence qui sévit dans le pays, saute de quoi des sanctions seraient imposées à nouveau contre Haiti. Dans une déclaration lue par son président en exercice, Adolfo Taylhardat (Venezuela), le Conseil de sécurité s'est déclaré prêt à remettre en vigueur les mesures prévues dans sa résolution 841, «à moins qu'il y ait immédiatement de la part [des militaires] un effort clair et net

pour mettre sin à la violence. Les sanctions décrétées en juin dernier, qui consistaient en un embargo pétrolier et militaire, ainsi qu'en un gel des avoirs des autorités militaires haîtiennes à l'étranger, avaient été suspendues sin août par le Conseil de sécurité. (AFP.)

semaine. Les «attachés», auxi-Aristide.

Le Conseil a demandé au chef des forces armées haïtiennes, le général Raoul Cedras, « en sa qualité de signataire de l'accord» du 3 juillet dernier, « de s'acquitter pleinement de ses responsabilités en lettre et l'esprit » de ce document. L'accord, également signé par Jean-Bertrand Aristide, prévoit le retour en Haîti du président constitutionnel le 30 octobre, après deux années d'exil, et le départ de Raoul Cedras du commandement des forces armées avant cette date. -

La violence politique en Haîti a fait au moins donze morts en une liaires de police en civil, s'en prennent aux partisans du président constitutionnel, Jean-Bertrand

qu'il est âgé de trente-troois ans.

Les Khmers rouges connaissent de nombreuses défections

Les défections se multiplient dans les rangs des Khmers rouges. Celles-ci pourraient encore augmenter si l'amnistie proclamée par le gouvernement de Phnom-Penh était correctement appliquée.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial Des centaines de Khmers rouges seraient prêts à abandonner le combat, si l'on en croit l'un d'entre eux, un commandant de régiment, qui s'est rendu en août avec trente-deux de ses hommes à Kompong-Chhnang, dans le centre du Cambodge. Pour saire défection, ces Khmers rouges n'attendraient plus que les résultats d'une table ronde prévue en octobre à Phnom-Penh, à laquelle doivent participer leurs représentants. Ils suivent également avec attention l'application de l'amnistie décrétée par le gouvernement provisoire du Cambodge formé en juin.

Depuis août, un millier environ

de Khmers rouges (sur les dix à

douze mille combattants que compterait le mouvement, soit de 8 % à 10 % de ses effectifs) se sont rendus à l'occasion d'attaques gouvernementales menées. pour l'essentiel, dans des secteurs que les forces de Pol Pot avaient occupés dans le nord-ouest et le centre du pays après la signature en octobre 1991 à Paris. d'un accord de paix. L'APRONUC, 'Autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge, estime aujourd'hui à 1 300 le nombre des Khmers rouges qui ont fait défection depuis la proclamation d'une amnistie. Le gouvernement avance, pour sa part, le chiffre de 800 hommes et insiste sur le fait - le prince Ranaridh, vicepremier ministre l'a rappelé vendredi 17 septembre – qu'il ne s'agit pas de « prisonniers de guerre ». 268 d'entre eux, qui se sont rendus dans la province de Kompong-Thom, ont d'ailleurs été regroupés ces dernièrs jours à une vingtaine de kilomètres de

EN BREF

D JAPON: M. Kono réélu à la tête du Parti libéral-démocrate. – Yohei Kono a été réélu, vendredi 17 septembre, à la tête du parti libéral-démocrate (PLD), actuellement dans l'opposition après avoir exercé le pouvoir pendant trentehuit ans. Ancien porte-parole du gouvernement de Kiichi Miyazawa, M. Kono, agé de cinquante-six ans, était le seul candidat à la présideace du PLD. Il avait été élu président du PLD le 30 juillet pour une période de deux mois à la suite de la démission de M. Miyazawa, après la défaite du PLD aux

élections du 18 juillet. - (AFP.) □ PAKISTAN : trois soldats tués dans un accrochage avec les troupes indiennes au Cachemire. - Les troupes indiennes ont tué au moins trois soldats pakistanais, vendredi 17 septembre, lors d'accrochages à la frontière entre les deux pays, au Cachemire, a rapporté l'agence indienne PTI. Quatre militaires pakistanais et deux soldats indiens ont également été blessés au cours de ces échanges de coups de feu, qui ont eu lieu dans quatre secteurs différents de la zone frontalière séparant les parties pakistanaise et indienne du Cachemire,

□ TIMOR-ORIENTAL : PIndoné-

selon PTI. - (AFP.)

sie accepte de donner accès au Timor-Oriental aux agences humanitaires de l'ONU. - L'Indonésie a accepté vendredi 17 septembre, sous la pression internationale, de permettre l'accès du Timor-Oriental aux agences humanitaires des Nations unies et aux organisations de défense des droits de l'homme. Cette décision a été prise après plus de quatre heures d'entretiens entre Ali Atalas et Jose Manuel Durao Barroso, ministres des affaires étrangères de l'Indonésie et du Portugal - ancienne puissance coloniale du Timor - sous l'égide du secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali. - (Reuter.)

m CUBA : le pilote d'un Mig 21 se pose sur une base de Floride et demande l'asile politique aux Etats-Unis. - Un chasseur Mig 21 de l'armée de l'air cubaine s'est posé vendredi 17 septembre sur la base de Key-West (extrême sud de la Floride), et son pilote a demandé l'asile politique aux Etats-Unis. Les services américains de l'immigration ont indiqué que le pilote, un capitaine de l'armée de l'air, s'appelle Enio Ravelo Rodriguez et

Phnom-Penh, dans une ancienne caserne de « bérets bleus » ghanéens, pour y être « entraînés » en vue de leur « intégration » dans l'armée nationale.

Selon Im Ngoun, commandant d'un « régiment spécial » rattaché à la division 616 des Khmers rouges, qui opérait dans le centre du Cambodge et a voié en éclats en août, ceux qui ont dejà fait défection se sont lassés de la guerre une fois qu'ils ont constaté que les élections organisées par l'APRONUC avaient été assez libres pour que le mouvement royaliste, le Funcinpec, l'emporte sur le PPC, le Parti du peuple cambodgien, alors seul au pouvoir. Les combattants ont perdu le moral, a-t-il déclaré à un enquêteur de l'ONU, et ceux qui ne se sont pas encore rendus attendent les résultats de la table ronde que le prince Sihanouk compte réunir en octobre à Phnom-Penh, et à laquelle doit participer leur représentant officiel, Khien Samphan. Si cette réunion ne débouche sur aucun compromis, de nombreuses défections auront de nouveau lieu, a-t-i estime. Pour les officiers supérieurs, a-t-il dit, la reddition est plus difficile car, après tant d'années de lutte, ils souhaitent obtenir une porte de sortie honorable.

compromis pour pouvoir se retirer dans la dignité. En août, une coalition des forces de l'ancien régime de Phnom-Penh et d'unités royalistes a attaqué les les Khmers rouges là où ils étaient plus vulnérables, dans le nord-ouest et le centre du pays. Pris par surprise, car ils ne s'attendaient pas à ce que leurs anciens alliés royalistes se retournent si promptement contre eux, de nombreux Khmers rouges se sont enfuis. Des centaines d'autres ont décidé de se rendre sur place, parfois avec leurs munitions et leurs armes, quand ils ont constaté que leurs adversaires ne cherchaient pas à les massacrer. Depuis, ils ont été détenus dans des camps où ils peuvent recevoir

leurs familles.

tions dépendra également de la façon dont l'amnistie décrétée par Phnom-Penh sera appliquée. A Kompong-Thom, environ 300 Khmers rouges sur les-421 qui ont fait défection en août ont été regroupés au départ dans une école primaire, dans des condi-tions souples, puisqu'ils avaient même le droit de rendre visite, le

A l'avenir, le rythme des déser-

cas échéant, à leurs parents en dehors du centre. A sa hâte, les autorités locales ont organisé des cours d'« éducation politique ». Le programme allait de l'enseignement de la « ligne politique » du gouvernement aux lois en vigueur sur la chasse, la peche, l'administration villageoise ou encore le trafic routier. Le succès de cette amnistie dépendra, en grande partie, de la capacité des autorités à assurer l'insertion des Khmers rouges dans la vie civile on dans la future armée nationale du Cambodge. **Ordres** et contre-ordres Im Ngoun a également donné

un compte-rendu très révélateur des ordres et contre-ordres donnés par la direction des Khmers rouges - dont Pol Pot demenre apparemment le patron - à ses chefs d'unités depuis la signature de l'accord de Paris. D'abord, a-t-il dit, ordre a été donné à cha-

que unité de se préparer, confor-

mément à l'accord, à démobiliser 70 % de ses effectifs, tout en continuant son travail militaire et politique. Ensuite, en raison de 'échec des négociations sur l'application de l'accord, la démobilisation a été suspendue et les troupes ont reçu l'ordre d'attaquer (villages, communications terrestres, positions adverses). En avril 1993, l'objectif était d'empêcher la tenue des élections prévues du 23 au 28 mai. Les unités ont reçu l'ordre de ne pas s'en prendre au personnel onusien mais de lui interdire l'accès des

du petits commandos, afin de ne pas permettre l'ouverture des centres électoraux.

Une semaine avant le scrutin, a ajouté Im Ngoun, les chefs d'unité ont recu l'ordre de suspendre les attaques. Il l'explique par le fait que les Khmers rouges n'auraient pas eu les moyens de perturber suffisamment le dérou-lement des élections pour en rendre caduc le résultat. Il ne fait pas - mais n'est pas en position de le faire - des pressions sur la direction du mouvement du prince Sibanouk et, le cas échéant, de Bangkok et de Pékin. Faute de moyens de communication, certains commandos ont néanmoins poursuivi leurs attaques car ils n'ont pu être prévenus à temps, ce qui expliquerait les incidents pendant le scrutin. Après le vote, les « rouges » ont donné l'ordre d'attaquer jusqu'à ce que l'APRONUC «donne» le pouvoir au Funcinpec, arrivé en tête. Après la formation du gouvernement provisoire réunissant le Funciapec et le PPC, les « rouges » ont de nouveau reçu l'ordre d'attaquer pour empêcher la promulgation d'une Constitu-

La direction khmère rouge a récemment réclamé 20 % des portefenilles d'un agouvernement de réconciliation nationale », une revendication aussitôt rejetée par Phnom-Penh. Peu de gens s'aitendent donc ici à un succès de la table ronde d'octobre, et l'armée coalisée s'apprête, notamment avec la fin des pluies, à lancer de nouvelles attaques, y compris contre les bastions khmers rouges du nord (la province de Preah-Vihear) et de l'ouest (Pailin), une affaire qui demandera, il est vrai, davantage de muscle que les opérations du mois d'août. L'expérience aidant, les autorités pensent que ces attaques, accompagnées d'une « paix des braves » bien sentie, devraient sérieusement affaiblir une guérilla qui n'a plus, pour l'instant, de

projet politique. JEAN-CLAUDE POMONTI

<u>:</u> ::

JOURNÉE NATIONALE DU PATRIMOINE - 18 SEPTEMBRE 1993

zones khmères rouges. Pour l'es-

sentiel, il a été recommandé d'ef-

fraver les gens, par l'intervention



LA SIGNATURE D'UN PATRIMOINE NATIONAL

La France a dans son patrimoine plus de 3 millions de logements sociaux : un atout irremplaçable.

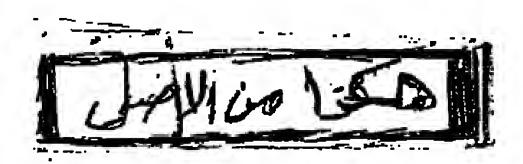
Les offices publics d'habitations à loyer modéré (OPHLM) et les offices publics d'aménagement et de construction (OPAC) en réalisent près des deux tiers avec l'Etat, les départements, les communes.

Bâtisseurs de progrès, les HLM apportent leur pierre à la sauvegarde des centres anciens de nos villes et de nos bourgs, à la réhabilitation et à la modernisation des sites urbains.

HLM aujourd'hui, un élan de solidarité, une dynamique pour le bâtiment et l'innovation dans l'habitat, l'essentiel pour des millions de familles.

LES OFFICES DE L'HABITAT

Fédération Nationale des OPHLM et OPAC - 14, rue Lord-Byron, 75384 Paris Cedex 08 - Tél. (1) 40-75-78-00 Membre de l'Union Nationale des Fédérations d'Organismes d'Habitations à Loyer Modéré



AFRIQUE

SOMALIE: lors d'un entretien avec M. Ciampi

Bill Clinton souhaite qu'une « initiative politique consolide la mission originelle de l'ONU»

Le président Bill Clinton a reconnu vendredi 17 septembre qu'il fallait une « initiative politique » en Somalie, lors d'une entrevue avec le président du conseil italien, Carlo Azeglio Ciampi. Toutefois cette «initiative » ne devrait pas « récompenser » le général Mohamed Farah Aldid, qui défie depuis des mois l'autorité de l'ONU les armes à la main, a-t-il ajouté.

Au terme d'un entretien de deux heures à la Maison Blanche. M. Clinton a admis qu'il p'était pas allé avec M. Ciampi au-delà de ce vague principe d'« initiative politique». « Nous ne sommes pas tombés d'accord aujourd'hui sur ce qu'il convient de faire, a dit le président américain, ajoutant qu'a aucune décision spécissque » n'avait été prise.

De profondes divergences sont apparues au cours des derniers mois entre Rome et Washington sur les objectifs et les méthodes de l'ONU dans cette ancienne colonie italienne de la corne de l'Afrique. L'Italie reproche à la force multinationale de l'ONU dont 4 800 soldats des troupes d'élite américaines forment le fer de lance - de privilégier la force par rapport au dialogue en cherchant à neutraliser le général Aïdid, à l'encontre duquel l'ONU a lancé un mandat d'arrêt après la mort de 24 « casques bleus » pakistanais en juin à Mogadiscio.

M. Clinton a indirectement répondu à ces critiques en assurant que « continuer à poursuivre une solution militaire ou être

LOIN DES CAPITALES

obsédé par Aidid ou qui que ce soit n'a jamais été une option » pour les Etats-Unis. Mais il a aussi souhaité que cette « iniliative politique » puisse « consolider la mission originelle de l'ONU, qui est de permettre aux Somaliens de prendre en charge leurs propres affaires dans la paix et la dignité, sans famine ni tuerie ».

D'autre part, le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a lancé vendredi un appel à la communauté internationale pour trouver 52,7 millions de dollars afin de financer le rapatriement de Somaliens réfugiés dans les pays voisins. A Paris, le général Philippe Mercier, responsable des opérations à l'état-major des armées, a indiqué vendredi que la France retirera de Somalie son contingent de I 100 « casques bieus» entre le 15 décembre et le 15 janvier. - (AFP, AP, Reuter.)

D ALGÉRIE : l'ex-FIS crée une instance exécutive à l'étranger. -L'ex-Front islamique du salut (FIS) a annoncé, dans un communiqué en date du 14 septembre, la mise en place d'une « instance exécutive à l'étranger», qui assurera « plus d'efficacité dans [sa] lutte par rapport à tout ce qui a été entrepris». La présidence de cette instance a été confiée à Rabah Kébir, récemment libéré de prison en Allemagne, où il vit en

□ CONGO : levée du couvre-fen à Brazzaville. - Le couvre-seu en vigneur depuis le mois de juin à MAROC: après l'élection du dernier tiers des députés

L'opposition n'obtient pas la majorité absolue au Parlement

RABAT

de notre correspondante

Les partis de droite ont remporté une confortable victoire, vendredi 17 septembre, lors de l'élection au suffrage indirect du tiers du Parlement (111 sièges sur 333), les deux autres tiers ayant été élus au suffrage direct, le 25 juin dernier.

L'Union constitutionnelle, le Mouvement populaire, le Mouve-ment national populaire et le Parti national démocrate - quatre formations issues de la majorité sortante - ont très largement devancé, avec 66 sièges, les deux principaux partis d'opposition, l'Istiglal et l'Union socialiste des forces populaires USFP) qui, avec les organisations syndicales qui leur sont affiliées (UGTM pour la première et la CDT pour la seconde) ont gagné 17

Tous comptes faits, avec un total de 123 sièges, les partis d'opposition sont très loin de franchir la barre des 167 sièges et de s'assurer

Brazzaville a été levé vendredi 17 septembre. Il avait été instauré après les troubles politiques nés de la contestation par l'opposition du résultat des élections législatives. Imposé à l'origine sur l'ensemble du pays, il avait été partiellement levé début août après les accords de Libreville entre la majorité présidentielle et l'opposition. Cette disparition totale du couvre-seu a été décidée en raison de l'ouverture. vendredi, de la campagne pour le second tour des législatives. - (AFP.) AMBIE: deux vice-ministres

grand perdant de ces élections, le Rassemblement national des indépendants (RNI) qui avait quitté les rangs de la majorité sortante. Sou tien d'autant plus aléatoire que le « recentrage » auquel a procédé le chef de cette formation, Ahmed Osman, beau-frère de Hassan II, est fortement contesté au sein du RNI. Si, mathématiquement parlant,

la majorité absolue au Parlement.

Même avec le soutien (41 sièges) du

l'opposition sortante reste minoritaire, elle pourrait cependant être amenée à participer à un gouvernement de coalition pour peu que le roi souhaite, comme il l'a déclaré il y a quelques mois, voir jouer l'alternance. Ce sera l'objet de débats animés, au cours des prochaines semaines, au sein d'une opposition partagée entre le désir d'assumer des responsabilités pour faire bouger les choses et la crainte de se retrouver aux commandes, les mains liées dans une conjoncture très difficile.

MOUNA EL-BANNA

avec le Zaïre. - Deux vice-ministres zambiens ont disparu alors qu'ils se trouvaient près de la frontière avec zambiens disparaissent à la frontière

le Zaïre. L'hypothèse d'un enlèvement par des bandits zaïrois n'est pas exclue, estime l'agence Zambia News Agency (ZANA). Koshita Shengambo (commerce et industrie) et Patrick Kafumukache (énergie), qui étaient en compagnie de quatre membres du Mouvement pour un pluralisme démocratique (MMD, au pouvoir), également disparus, rendaient visite à leurs électeurs et devaient rencontrer un chef local.

A TRAVERS LE MONDE

ANGOLA Cent morts

en un jour

dans la bataille de Cuito

Les forces rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) ont poursuivi, jeudi 16 septembre. leurs bombardements de Cuito. su centre du pays, sur les hauts plateaux, où une centaine de personnes ont été tuées en vingtquatre heures, a rapporté jeudi la radio nationale angolaise. Assiégés par l'UNITA depuis huit mois, les habitants de Cuito en sont réduits à « manger leurs morts pour survivre s, avait déclaré, la veille, devant le Conseil de sécu-

rité de l'ONU, le ministre angolais

des effaires étrangères, Venancio

de Moura. Selon certaines estimations provenant d'organisations non gouvernementales, vingt mille personnes auraient été tuées et dix-huit mille autres blessées ou portées disparues depuis le début du siège de Cuito. Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, avait affirmé mardi que la situation humanitaire en Angola était catastrophique avec « plus de mille morts chaque jour », estimant qu'il s'agissait là du « plus fort taux de mortalité de tous les conflits en cours dans le monde ». – (Reuter.)

CENTRAFRIQUE

Second tour des élections présidentielle et législatives

Quatre semaines après le premier tour des élections présidentielle et législatives, les Centrafricains devaient choisir dimancha 19 septembre leur président de la République et leurs députés. Ange-Félix Patasse et Abel Goumba sont les deux candidats à la présidence encore en lice. Cinquante sièces de députés sur quatre cent vingt-cinq restent à pourvoir.

Ces scrutins auraient do se dérouler le 12 septembre mais des retards dans l'enregistrement des résultats ont prolongé l'entre-deux-tours, marqué par les contestations des candidats éliminés. Aucun incident grave n'a été signalé pendant la campagne officielle du second tour, qui s'est achevée vendredi soir.

Aucune consigne de vote n'a été donnée par David Dacko. srrivé troisième au premier tour avec 20.11 % des voix, ce qui laisse planer l'incertitude sur le résultet de cette élection. M. Patasse avait recueilli 37,32 % des suffrages et Abel Goumba 21,68 %. L'écart entre les deux hommes, selon les diplometes occidentaux, n'est pas rédhibitoire pour M. Goumba. candidat de plusieurs partis, d'autant plus que le général Kolingba. arrivé quatrième avec 12.08 % des suffrages, aurait l'intention de lui apporter son soutien. -

ESPAGNE

L'ancien lieutenant-colonel Antonio Tejero bénéficie d'une mesure

L'ancien lieutenant-colonel

de semi-liberté

Antonio Tejero, principal ecteur de la tentative de coup d'Etat du 23 février 1981, bénéficie. depuis vendredi 17 septembre. d'un régime de semi-liberté, mais s'est vu refuser la grâce. Le conseil des ministres a en effet estimé que l'auteur du putsch manqué, condamné à trente ans d'emprisonnement en 1982, n'avait pas, pour pouvoir bénéficier de la clémence du pouvoir, manifesté de repentir et surtout, n'avait pas reconnu la Constitution espagnole de 1978. La chambre militaire du tribunei suprême s'était cependant prononcée, pas plus tard que mardi. en faveur d'une mesure de grâce pour des « raisons extra-judiciaires » et de « convenance publique » en raison « de l'acceptation sociale qui a contribué à l'oubli de faits qui appartiennent déjà au passé ». Le tribunal avait également fait valoir que les principaux autres conjurés avaient tous recouvré la liberté et qu'Antonio Tejero demeurait le seul à être encore incarcéré.

Dorénavant, l'ancien officier pourra, chaque jour, quitter la pri-

son d'Alcala, à une trentame de kilomètres de Madrid, dès 8 heures du matin, mais il devra réintégrer l'établissement pénitentiaire à minuit. Un régime transitoire en forme de demi-pardon. - (Corresp.)

HAUT-KARABAKH Le président arménien

affirme que la paix sera bientôt rétablie

Le président arménien. Levon Ter-Petrossian, a déclaré, vendredi 17 septembre à Erevan. que « la paix sera bientôt rétablie » dans le conflit, visux de six ans, du Haut-Karabakh. li a précisé avoir tiré cette conclusion à la suite de ses entratiens, cette semaine, avec le président Eltsine à Moscou et avec l'ambassadeur américain chargé de la coordination de l'aide à l'ex-URSS, Strobe Talbott, à Erevan. Ce darnier avait rencontré à Bakou le président azerbaldjanais en exercice. Galdar Aliev, qui avait accepté, lors de son séjour récent à Moscou, le principe d'une rencontre e à haut niveau » avec les représentants arméniens et prôné l'intégration de son pays au sein de la CEI. Une telle rencontre, prévue à Moscou à la veille du sommet de la Communauté des Etats indépendents du 24 septembre, est en préparation, de même qu'une poursuite, cette fois à Paris, du «processus de Minsk» tenu sous l'égide de la CSCE. -(Tass. AP.)

LIBÉRIA

Le massacre du camp Carter

aurait été commis par les forces armées

Le massacre, dans la nuit du 5 au 6 juin dernier, de six cents civils dans un camp proche de Harbal (50 km à l'est de Monrovia) a été perpétré par les Forces armées du Libéria (FAL) et non par le Front national patriotique (NPFL) de Charles Taylor, comme cela avait été présumé au lendemain des événements, indique un rapport de l'ONU.

«Le massacre du camp Carter a été planifié et exécuté par des unités des FALz, conclut le rapport d'une commission d'enquête mandatée par le Conseil de sécurité de l'ONU, et dirigée par le juriste kényan Amos Waco, qui a été remis vendredi soir 17 septembre aux membres du consell. La commission désigne « le major Nelson Paye, commandant des FAL à Harbei, le lieutenant Koille, qui était sous ses ordres, et la soldat Zarkpa Gorh » comme responsables individuels de la tuerie.

Le Conseil de sécurité devrait décider la semaine prochaine d'envoyer trois cents observateurs militeires au Libéria pour superviser le processus de paix devant conduire à des élections au cours du premier trimestre 94. - (AFP, Reuter.)

SUISSE

Mort de Roland Béguelin, chef des autonomistes francophones

du Jura bernois

Le secrétaire général du Rassemblement jurassien, Roland Béguelin, vient de mourir à Delémont (Jura suisse) à l'âge de soixante-douze ans. Il avait été à la pointe de la lutte qui permit, i y a dix ans, l'érection de la majorité du secteur françophone du Jura bernois en canton de plein exercice.

Fils d'un horloger, Roland Béguelin, dès sa licence ès sciences économiques, en 1945, se lança, comme journaliste et homme politique, dans le combat visant à obtenir la création d'un nouveau centon romand, pris sur le canton alémanique de Berne ou les francophones étaient alors l'objet de tentatives de « germanisation culturelle ».

Avec quelques amis, il fonda en 1947 le Mouvement jurassier qu'il a animé juequ'à sa mort. Après le référendum de 1974, Roland Beguelin préside un temps le Parlement cantonal jurassien où il siéga comme député de 1979 à 1990, militant cette fois, mais en vain, pour l'intégration dans le nouveau canton du Jura das quelques communes francophones restées en zone bernoise.

Zanzibar prend le large

ZANZIBAR correspondance

E Dar Es-Salaam, une vingtaine de minutes de vol suffisent à l'avion tanzanien de dix-huit places, que pilote un équipage polonais, pour gagner l'île de Zanzibar. Surprise : de nouveau on exige de vous passeport et carnet de vaccination. Vous vous crovez encore en Tanzanie, née en 1964 de l'union politique de l'ancien Tanganvika et de Zanzibar. Vous n'y êtes pas vrai-

Anecdotique? Certes. Mais qui signifie bien que l'île aux épices entend se démarquer de ce profond mainland africain qu'aux temps de sa splendeur elle domina. Au point d'en faire à l'époque de la traite sa réserve d'esclaves.

De fait, l'union tanzanienne, vieille de vingtneuf ans, grince de nouveau. Le gouvernement fédéral de la Tanzanie n'a en effet guerre apprécié l'une des dernières foucades de Salmin Amour, le président de Zanzibar, forsqu'il adhéra en décembre 1992 à l'Union de la conférence islamique (OCI). Une adhésion à ce point controversée que, au milleu de ce mois d'août, i'lle s'en est dégagée. Le vieux et très ancien tropisme vers l'Ara-

bie - des fouilles témoignent de la présence arabe dans l'île depuis dix siècles - va-t-li reprendre le dessus? La population arabe de Zanzibar et de l'île sœur de Pemba - cinq cent mille habitants environ d'origine arabe, africaine, comorienne, indienne ou persene paraît figée dans cette attente. Etonnant, en effet le nombre d'agences de

voyages ouvertes ces deux dernières années dans Stone Town - la « Ville de pierre » dont le corail est le matériau de base. La majorité des destinations proposées s'ouvrent vers les états du golfe Persique, et, naturellement, Oman. eli est significatif que Guif Air ait établi une liaison aérienne avec I'ile, fait-on remarquer icl. Et savez-vous qui pilotait le premier appareil venu du Golfe à s'être posé sur l'île depuis la révolution de 1964? Un Zanzibarita la Sans doute était-ce un pilote expatrié

appartenant à la diaspora arabe qui a fui la révolution d'inspiration marxiste. On se souvient qu'elle fut sanglante : de vingt à vingtcinq mille Arabes et Indiens, estime-t-on, massacrés sur place. Nombre d'entre eux ont fait fortune dans les États du Golfe, Reviendront-ils comme les conjure Salmin Amour? Rien n'est moins sûr. La « Ville de pierre», la « Maison des mer-

veilles » ancien palais du sultan d'Oman, qui avait établi ici sa capitale en 1832, rebaptisé Maison du peuple l le vieux fort arabe crénelé. l'Africa House, ancien club britannique dont la terrasse donne sur l'océan qui gonfle les voiles des boutres, ont cruellement souffert. Vingt-huit années d'économie dirigée, de négligences, sont passées par là.

Maisons délabrées aux façades lépreuses certaines s'écroulent sur leurs habitants à la saison des pluies - étroites ruelles jonchées de détritus, assainissement douteux s'il existe encore, pauvres toitures en tôle, environnement massacré... Dure est la rencontre avec la ville de légende. Seul semble vouloir subsister, indéfectible attachement au passé, le culte des portes sculptées. Faites de bois de tek, omées de gros clous de cuivre, elles

comportent au-dessus du linteau un verset du Coran ou le monogramme de leur propriétaire. Compensation : l'accueil des Zanzibarites. Les «Jambo / » (salut) fusent sans retenue à l'égard des visiteurs.

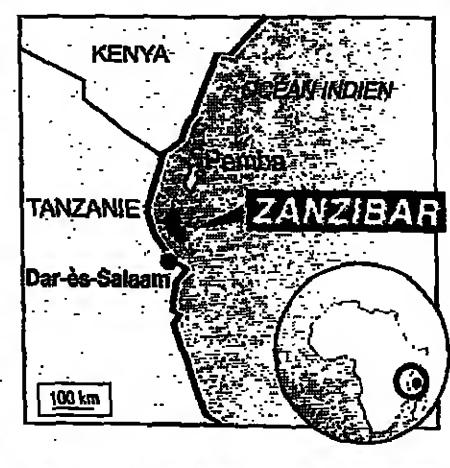
La communauté internationale s'est émue de cet état d'abandon et, sous l'égide de l'ONU, entreprit au milieu des années 80 une étude de restauration. Mais que pouvait-on sauver? Un conseiller et professeur d'architecture allemand. Eric Meffert, n'en peut

«Un tiers de la «Ville de pierre» fut abandonné après la révolution. Deux mille sept cents maisons se trouvèrent vidées de leurs occupants. Les habitations de ce qui fut une ville arabe et indienne florissante furent squattées, sur les encouragements des autorités socialistes, par des Africains pauvres. Nombre de bâtiments historiques furent nationalisés. Résultat ? La quasi-absence d'impôts locaux, le non-paiement des loyers, joints à la dégradation de l'économie de l'île ont conduit à la situation présente.

Penchant capitaliste

Une situation qui fait que, mises à part la quarantaine de mosquées blen entretenues d'une blancheur immaculée - les subsides iranians et saoudiens, dit-on, y pourvoient, la « Ville de pierre » est jugée irrécupérable. «Nous ne pouvons intervenir qu'au coup par coup sur quelques maisons individuelles » déplore Eric Meffert.

Aussi l'assistance technique des Nations unies et de la Communauté européenne se limite-t-elle à l'envoi de techniciens en charge de deux programmes : l'encien palais du sultan, toulours fermé au public, lequel abrite



une énorme galerie de portraits des leaders tiers-mondistes, Fidel Castro en tête. Le vieux fort dominant la rade dans lequel on peut deviner les prémices de ce qui sere un centre culturel en plein air. Deux projets d'un montant total de 300 000 écus qui, une fois achevés, devraient retenir les passagers des paquebots de croisière arrêtés le temps d'une escale et contribuer à l'essor touristique de Zanzibar.

Le tourisme est devenu en effet la grande affaire du gouvernement autonome. L'exemple du Kenya, le grand voisin autrefois stipendié pour son penchant capitaliste coupable. fait aujourd'hui rêver. N'accueille-t-il pas sur les plages de Mombasa près de dix fois plus de touristes occidentaux que Zanzibar qui, pour l'heure, n'en reçoit que cinquante-deux

Rien d'étonnant donc si depuis la politique de libéralisation économique initiée timidement en 1986, le directeur du tourisme de l'île s'enflamme. Il voit grand : «Le clou de girofle qui a fait autrefois notre fortune a vu son cours s'effondrer, explique Ramahan Mwiny. Or en Occident, Zanzibar apparaît comme une île de rêve et de légende. Nous disposons d'un énorme potentiel. D'ici trois ou quatre ans, le tourisme que nous voulons haut de gamme sera notre première indus-

Mais il v a loin des neuf cent huit lits actuels aux... cinquante et un proiets hôteliers prévus sur cette île qui s'étend sur 85 kilomètres de long et 39 kilomètres de large. Certes, la communauté internationale accepte de participer aux indispensables travaux d'inrastructures. Pour l'heure, obtenir un numéro de téléphone à Dar Es-Salaam relève du tour de force. Selon le directeur du tourisme, l'Allemagne construira la route nord-sud, la Norvège veillers à l'électrification, l'aéroport sera agrandi, le port élargi. L'Agah Khan, quant à lui, a un projet hôtelier en veilleuse.

Et des capitaux iteliens - une lieison aérienne charter hebdomadaire est délà établie avec Milan - seraient sur les rangs pour de mirifiques projets hôteliers. Des investissemems de la péninsule qui, ici, font douter le petit milleu des consultants occidentaux. Ils n'y voient rien moins que l'argent de la Matia... Près des mosquées, la «poignée d'islamistes parfaitement sous contrôle », comme disent les eutorités, s'alarment de la tenue provocante et indécente de certains touristes.

Zanzibar, qui tourne de plus en plus le dos à cette Afrique dont 35 kilomètres la séparent, est aussi à la recherche de modèles de développement. Si avec naïveté certains évoquent la modèle de Singapour, d'autres songent à copier les zones franches de l'île Maurice, voire à s'inspirer de sa législation.

Avec le tourisme, le textile est en effet considéré comme une panacée. Dans ce but, la création de la première zone franche a été annoncée l'année dernière par le gouvernement. «Le coût de la main-d'œuvre est encore plus bas ici qu'à Maurice. Déjà trois investisseurs venus du Golfe et d'Oman, dont l'un est opérationnel, ont l'intention d'exporter des chemises vers les Etats-Unis à 3 doilars l'unité ». affirme Marc George, jeune conseiller britannique pour les affaires économiques.

Julius Nyerere, ancien président tanzanien. sumommé « le Professeur », a bien raison de s'inquiéter quant à l'avenir de l'union. C'est vers l'océan Indien que Zanzibar se tourne de nouveau.

JEAN MENANTEAU

SECTION BELLEVILLE weurle du draw main to to 100 the condition of the light was maitrise des dels : potentiel de des macile d'accort

4

el lemp de re

THE CONTRACTOR

Mary L. C. PML &

一种的内部基础

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER.

meilleur site une

TO THAT!

quinte post

Your remplisse े शासि दर्भ स्थान THE THE SAME I of the Ha the littles d

A selected of the selection of the selec Monvieur le Pre · my theur

A la luvale

Les forces raballes de l'Unido netienete pour l'inifépondance totale de l'Angoin (UNITA) com pagraun, jeuch 16 soptembro this ab atthemadiadined guite. an centre du paya, sur les hours plateaux, cà una containe de per sonnes ont été tues on vingt. quatre haures, a rapporté joudi la radio nationale angolaise. Assinada par l'UNITA depuis huit mois. les habitants de Cuito en son: taquita à amenger leurs morts mour survivia s. syat déclaré, la verte, devert le Conseil de sécurité de FONU. le ministre angelais des affaires átrangères. Ventincio de Mours

Seion certaines astimations provenant d'organisations non gouvernamentales, vingt millin personnes auraient été tudes et dix-huit mille autres blessées ou portees dispones depuis la début du siège de Cuito. Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, avait affirmé mardi que là situation humanitaire en Angola était catastrophique avec e plus de mille morts chaque jour », estiment qu'il s'agissait la du « plus fort saux de mortalité de toux les conflits en cours dans le mondes. - iReuser !

CENTRAFRIQUE

Second tour des élections présidentielle et législatives

Quatre semaines après le premier tour des élections présidenteille et législatives, les Contrafircaus develent choisir dimanche 19 aeptembre leur président de la Hépubhque et leurs députés Anga Felix Patasso o: Abet Coumbs sont las deux candidats but no ordend gamplication in A **ៅរកលុមតាវទ នាគំខ្លួនន ស៊ីត ស៊ីខ័ត្តបរិម័ន ទុស្ស** quatre cent vingt-cing restent à

Cas scruting amaient du se dérager le 12 septembre mais ides retails issue l'enregistrement das rasultats ont protonge l'enthe door truits marged par los gentustations des candidats dis-អាចអត់ន : និមសេក អាសេតិអ្នកវិ ឬដេស្ត ភ ន សំណើ ប្រជាជានៃ គឺកក់ស្វែក នៃ សមាមានជាមាន ារីតែរក់ខែ បី១ ទូកភូមាភ្នំ រក្ខណៈ ដូច្នា sings acharan verticat son

Aucune Lousigne de vote n'a atá dennée par David Dacko. arrivé fraisième au premier four aver 20.11 % des voix, ce qui lacani plane: ! negitifede sur ie राज्यादेशकि वर्गाक मध्य किर्मानक्ष M Painte avait requesti 37.32 & the suffrages of Abal Courses 21 66 % L'écatt gritte ing dans lichtones, selon ins Suplemates or sidentaux e dist pas radhibitiata pour M. Gouniba, candidet de plusieurs parts, il autant plus que le général Kuinstba. क्षाराध्ये स्वयंतातिमाच अरुवा, 12 रोते क clas guffragus, aufan i eiterticht un gubbeiter den guntmu -

ESPAGNE

L'ancien lieutenant-colonel Amonio Tejera benehule d'une mesure

de semi-liberte ែងកាន់ មាន - មានបានការាធិក្សា ដូចប្រជាធិប្បា Antonio Tajato pimagisi sateur de la tratative du cour é l'int au g f farrier 1981 mondf.cc. efetpiais umichtelt: 17 suptamben. it ein effestige ihr sonn ihreite inn ? न मन्त्र एस एकप्रिकृत ता तुरतिहरू है।

Competition beiteigeber auf biffet. कुद्रात्मार्के यूर्यते । अस्तिकार देस इत्तिकारी ्रस्कृतस्थात्र्यं । स्थानं क्षणानं वे स्थानं स्थानं if binfingfungentatitete ing! र अपनेत्र है अपने हिल्ला है है कि प्रकृत है है जहाँ है ्राप्टर प्रेस रहा । किम्प्लग्रहम हो। हन्यत्र हो। the plantage of the property of the property of tion हस्यम्भागात वस १९१४ । व Chambie or Care do Columbia Burge fiche a filad verreitung von नामार्थक गुवद संदेश विश्व दे व नामार्थ ाःहित्, तः, काः,बन्धः संधः है। केशसन्ते एक ीर मेर अवस्थ करते रामात्र सह ते मन् THE BETT OF STATE OF THE STATE OF த்தி இசே ஜம் சேர்விரியிருக் கேட்டியி े जिस्सम् त हैं का देशनीय एक्ट्रेड मेरे प्राप्त के हैं प्राप्त कर्मा कि प्रति । पूर्व कर १५ - १००० | 関いび目集 | 上の作品で作品 | おもの 押さし しかいた स्तर व्यक्ति क्षेत्र जीकार्य हो क्षेत्र है स्ट्रांट है। र्वेश्वासम्बद्धः जीवन्त्रकृति । इत्यान्य के विश्वास

Straffrærarant i mittiett i filler i i gradia diagram dus grates is it

in the second se in Prain Plac Tropolissen trace traces and following of the it is a second of

HAUT-KARABAKH Le president arménia. affirme que la paix

sora bientôt rélable for least state of the formation of the Terr Puttüssian, a detlage Strat: 17 Septembre 1c. der . in Dan sels heigt. bin . Caris in conflicting. ins. du Haut-Katabaki 8: Cipe 3r Oir life cette corde. in anticide 262 euitenet tiomaine avec le président a gloscon et gret l'auté. americain chaige de B & tion de laide à l'ending Talbon 3 Erevan (e.s. deunt rencontre à Batou à dent uzerbaidjanais en en-Garda: Alies qui avanzo lors de son salour récente. con le bindibé ginete. and make that each avec by a Sentants armeniens et pl tégration de son pays aug-13 CEI Une telle rencont. vue à Mescou à la valle e met de la Communauté 34: mdépéndants du 24 sept ost en preparation de :

LIBÉRIA

17353 481

Le massacre du camp

qu une poursuite, certe!

Paris au «processus de !..

:eun eone l'édigé de គ្ 🕮

aurait eté commis par les forces amés

Lie massagne dans bag: Sige Sigen beimer gemen Carrie of the unitary mass Harbei 🐵 km allemakta vial in ein gerheite gelte fice armény de Libera (Alles par to interpretable and (NPPL) on Inories Tax are colo actes de presumabamain der ein dement dem rappert to ONU

ា ខ្លួន ការប្រទេសភាព របស់**នាច់នៃ**

्रिति हुन्तर " व ता त्यस्यास्त्राहः garages area falls conduct ្សាស់ដី ដោយ ៤០៣៣នៃមូលជីវិ enter da transporte Consel de ange tie こうばひ st quist: partition of the Ames Water ingo incomes condition son li terntre ... inemtres w 🗸 ्रित एक्टलागाङ्ग्रहात्म वेह्हावृत्त्व हें There or Sun commence द्वार रहेका ५००४ इन्ड लक्ष Romand Turken Gotha 1982 ponsider a industrials was Le Consent de séculis

district to semante and al compagner in his cants de trare, and dames by liber! the private seek of \$40,785505 for des and conques Figs 🥰 en goure gu pir 1 01 - AFP BAS

SUISSE

ते रिव्य कर निर्णाहतर विद्यार्थ cref des sutonomists

रहात हुन्य हुन्य स्थापित do dera pernois

ti vitetine denerali. the section of the second of t प्रेन्ट्रास्ट्रांस १ लाई वेश माल्या है। - Sur Gland Suissel 3 la are and course and I start the programme of the inter- and the ราบ (การ การการสู<u>ก</u> รู้

The state of the same in the s and the state break tolking Sterie office leading and the state of the s (Publicitė)

• Le Monde • Dimanche 19 - Lundi 20 septembre 1993 7

Monsieur Le Premier Ministre,

Vous venez de déclarer que vous choisirez le site d'implantation du Grand Stade dans les quinze jours à venir.

Il est temps de vous dire pourquoi nous croyons sincèrement que Sénart est bien le meilleur choix aujourd'hui pour le Sport et pour la France.

Nous le croyons si fort, que, s'il était prouvé qu'il existe aujourd'hui un meilleur site que celui de Sénart, nous nous retirerions de la compétition.

Mais à ce jour, aucun autre site n'a produit un dossier permettant une réelle comparaison.

Cependant il est indispensable que le choix puisse se faire sur les critères donnés par la FIFA et acceptés par le Gouvernement français :

- l'accessibilité du site par tous les modes de transport,
- la sécurité du dispositif, notamment la prévention de la délinquance,
- la création de 12 000 places de parking en surface,
- le moindre coût pour les finances publiques,
- la maîtrise des délais,
- le potentiel de développement d'équipements sportifs complémentaires.
- la capacité d'accueillir un jour les Jeux Olympiques.

Nous remplissons chacune des conditions et nous les remplissons toutes. Notre projet est validé par les expertises conduites depuis deux ans et par de grandes entreprises qui se sont engagées à le réaliser.

Il est clair. Et sans risque.

Le temps des luttes d'influence est terminé. Vient celui de la comparaison objective. Nous l'attendons sereinement.

Monsieur le Premier Ministre, merci de nous donner l'opportunité d'affronter nos compétiteurs.

A la loyale.

Jean-Jacques FOURNIER Président du SAN de Sénart

Les Elus de Sénart



美东本车运

THE PARTY OF THE P

子山海山 外 安安县 医 福州的大学

THE PARTY OF THE P

- STATE OF A SECOND

Bigge ift angen ber

THE PERSON OF TH

and heavy and hard a time that

1. 12 to die annerging ? - Edition (1886)

. f. top he to E-tol the state

A PAR PROPERTY STATES AND AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE

サント はんしょ 日本の事が 神経神

comments in Figure 1

THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

いっては はん ママキデル 神経 美 神経

TET Da e General in die Auf gen Mille

THE RESERVE THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE

The same of the sa

-- A IS STORED THE WAR IN THE PARTY OF

1971年 A Marie Marie A Marie

Freshier studies in small

The tage in the contract of the contract of the

The second second

THE ROLL OF THE PARTY OF THE PA

or compared a second to the second

the white the latest to become the

WAS MAKEN & DECKE OF THE PARTY OF

THE PROPERTY AND THE PARTY AND

Service by short from the state of

THE PARTY NAMED IN COLUMN

THE RESERVE THE PERSON NAMED IN

The same of the sa

THE RESERVE AS A SECOND OF THE PARTY OF THE

THE REPORT OF THE PARTY OF THE

THE PARTY OF THE PARTY OF THE PARTY OF

The supplyings of the second second

The second of the later of the

The man at the latest to be

THE STATE OF THE S

THE REPORT OF THE PARTY OF

THE PERSON AND DESCRIPTION OF THE PERSON OF

THE CO

THE PARTY OF THE P

京 李二维 : 传文

MATERIAL SECTION OF SECTION SE

- HERE

député (UDF-PR) de la Somme,

maire d'Amiens, ne se satisfait pas,

lui non plus, du projet gouverne-

mental sur l'emploi. « Pour savoir si

la généralisation du partage du tra-

vail contient les germes d'une solu-

tion au problème du chômage et si

les Français sont ouverts à ce type de

solution, le Parti républicain va lan-

cer un tour de France sur l'emploi ».

a-t-il annoncé vendredi. Chargé des

fédérations au PR, M, de Robien a

ajouté qu'il avait proposé à Philippe

Vasseur, secrétaire général, de lancer

cette consultation, sous forme de

débats dans plusieurs villes, autour

du partage du travail et, notam-

ment, de la semaine de quatre jours.

Elle commencera à Amiens le

M. Monory regrette que le gouvernement n'aille pas «plus loin» dans la lutte contre le chômage

René Monory (UDF-CDS), prési- l'aménagement du territoire [dont il dent du Sénat, estime, dans un se félicite] est peut-être la plus entretien publié samedi 18 septembre par l'Union de Reims, que le gouvernement aurait dis aller a plus loin, en prenant quelques risques » dans son projet de loi quinquennale sur l'emploi, « Une mesure psychologique forte serait mieux reçue par l'opinion publique que cinq mesures qui s'additionneront sans forcement provoquer un choc psychologique», déclare M. Monory.

Au sujet des élections européennes de juin 1994, le président du Sénat explique qu'il faut privilégier le a message» par rappport à la tête de liste. «Si l'on opte pour une tête de liste qui fasse plaisir à tout le monde. il s'agira du plus petit dénominateur commun et non d'une proposition sérieuse pour l'Europe », souligne-t-il. M. Monory estime, d'autre part, avec une pointe d'ironie, que «la conversion de Charles Pasqua à

que la procédure aille «à son terme» Le président de l'Assemblée natio-nale, Philippe Séguin, a exprimé le vœu, vendredi 17 septembre, que la discussion parlementaire sur le progrande mutation intellectuelle du jet de loi quinquennale en faveur de l'emploi, inscrit à l'ordre du jour de gouvernement». Gilles de Robien

> tembre, « puisse aller à son terme ». En réponse à une lettre du président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Martin Malvy (le Monde du 18 septembre) sur la réforme des méthodes de travail des députés. M. Séguin a invité les groupes parlementaires à « préférer. dans l'utilisation du temps ainsi dégagé, une discussion approfondie à l'utilisation d'artifices de procédure qui n'apporteraient rien au fond du débat». Une obstruction, de la part de l'opposition, a prévenu M. Séguin «ne pourrait que justifier l'utilisation, par le gouvernement, de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution» (engagement de la responsabilité du gouvernement sur un texte, permettant son adoption sans vote).

M. Séguin souhaite

la session extraordinaire du 28 sep-

George Soros au centre d'un incident « diplomatique » en Armagnac

Le préfet boycotte le spéculateur

AUCH (Gers)

de notre correspondant

Le préfet du Gers, Philippe Martin, ne plaisante pas avec ce qu'il appelle «l'intérêt de l'Etat». au risque de déplaire dans un département attaché à ses traditions. Ce jeune préfet - il n'a pas quarante ans, - ancien chef de cabinet de Michel Charasse au ministère du budget, semble s'en soucier aussi peu que son

ancien petron. M. Martin a fait savoir qu'il n'assisterait pas, samedi 18 septembre, su trente-cinquième chepitre de la Compagnie des mousquetaires de l'Armagnac. vénérable institution qui devait l'accueillir parmi ses impétrants, dans le superbe cloître des cordellers de Condom, en présence du tout-Gers en smoking et robe de soirée. Motif de ce «boycottage», aussi peu négociable qu'inattendu : parmi les introni-

ANDRÉ LAURENS

sés du jour, entre les noms de Jean-Paul Beimondo, pressenti, de l'ambassadeur du Japon et du maire de Saint-Pétersbourg, le préfet Martin a relevé celui de George Soros, le « gourou » Wall Street, celui-là même, selon les mots du préfet du Gers, aui en'a pas hésité, cet été, à attaquer la politique monétaire du premier ministre en spéculant contre le franc».

Ce coup de rapière a suscité un réel embarras du côté des organisateurs de la cérémonie armagnacaise, qui se voient su centre d'un incident quasiment diplomatique. «N'en faisons pas une affeire d'Etats, demanda Yves Rispet, président du conseit général et député (apparenté RPR), qui sera de la cérémonie tout en jugeant que l'invitation de M. Soros n'est pas forcément copportune en ce moment». Au contraire, Aymeri de Montes-

quiou, commandant « suprême »

de la Compagnis des mousquetaires et député (UDF), voit dans la vague du militardaire américais nun gage d'espoir pour le Gers » « George Soros n'est pes le rang megiani kulo gikasissan au petit déjeuner, le monnaie au'il croquere dans la nuit ». assure M. de Montesquiou. Les Gascons aiment le

panache, et nombre d'entre eux apprécient l'attitude du préfet. D'autres la critiquent, comme la CGT; qui reproche à M. Martin de manquer de «sérieux». Le chef des services extérieurs de l'Etat s'efforce, hii, de calmer le jeu, en expliquent qu'il a «beaucoup d'estime pour la Compagnie des mousquetaires». «Si on m'invite une autre fois; j'irai, prévient-il. Cela dit, mon problème principal, aujourd'hui, c'est l'agriculture et le désarroi des auri-CUITAUTS. >

DANIEL HOURQUEBIE

LIVRES POLITIQUES

LES DÉMOCRATIES. régimes, histoire, exidences, par Olivier Duhamel. Seuil, 309 pages, 99 F. LE POUVOIR POLITIQUE EN FRANCE, même auteur et même éditeur.

480 pages, 99 F. LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE, par Daniel Gaxie. Clefs. Montchrestien, 158 pages, 60 F.

UISQUE c'est la rentrée. reprenons les cours ou révisons-les. Au programme : la démocratie, suiet permanent d'étude, tant il est vrai que la démocratie n'est jamais totalement accomplie, définitivement assurée. Le professeur Olivier Duhamel nous rappelle d'embiée qu'elle reste un idéal, un objectif auguel on aspire, un acquis auguel on tient, ou que l'on relette, ce qui suppose, dans tous les cas, un engagement. Première lecon : la démocratie ne supporte pas l'indifférence, même s'il s'agit de l'étudier avec la riqueur et le recul nécessaires. Aussi bien, Olivier Duhamel sa présente-t-il en constitutionnaliste engagé dans le manuel sur les diverses formes de la démocratie moderne qu'il publie. Engagé, bien sûr, du côté des démocrates.

Deuxième leçon : la démocratie se cherche et se vit sous divers régimes comme l'illustre, au début de l'ouvrage, une série de monographies. Elle s'affirme dans le régime parlementaire majoritaire en Grande-Bretagne, dans le régime présidentiel aux Etats-Unis, s'accommode d'une monarchie active en Espagne, se coule dans le parlementarisme partitocratique italien, se fonde sur la concordance en Suisse, sur un strict contrôle en Allemagne, sur la tradition au Japon.

En France, comme souvent.

Comment les peuples se gouvernent

c'est plus compliqué pulsque notre régime est mixte. Olivier Duhamel le classe dans les systèmes présidentialistes, avec ce qu'il comporte de paradoxes car s'il n'est pas, en droit constitutionnel, authentiquement présidentiel, il est hyper-présidentiel dans la réalité, assure l'auteur, qui ajoute : «Les partis politiques sont présidentialisés. L'information politique est présidentialisée. La discussion politique est présidentialisée. La vie politique est présidentialisée, quand ce n'est pas la vie intellectuelle. » (Si l'on souhaite se plonger davantage dans l'étude du modèle français, il faut se reporter à un autre ouvrage du même auteur, Le pouvoir politique en France, dont une nouvelle version est rééditée.)

S'acissant de la démocratie en général, il apparaît que ses diverses formes d'incarnation sont liées à l'histoire des pays considérés et aux particularismes des sociétés dans lesquelles elle s'enracine. On comprend pourquoi elle est sous contrôle en Allemagne où elle a succédé au nazisme, et pourquoi il est exigé des fonctionnaires de ce pays un engagement démocratique. On mesure combien la tradition kui oppose de résistance au Japon car, souligne l'auteur, « La démocratie n'est pas un état, mais un processus. Elle ne vaut pas que pour l'Etat, mais commence dans

la société. » Dans tous les cas, ce n'est iamais une entreprise facile. Elle s'est construite non sens mal en France en passent, rappelle notre manuel, par les épreuves de régimes non viables et en s'effacant un temps derrière le régime «inacceptable» de Vichy. L'His-

toire récente a montré ailleurs que la prétention à la démocratie totale pouvait conduire au totalita risme. «De la démocratie conseilliste (soviétique) à l'Etat-parti, écrit Olivier Duhamel, le glissement ne saurait être imputé au seul mauvais génie de Staline. La démocratie basiste, permanente et absolue, n'est pas seulement impossible, elle ouvre la voie au pouvoir absolu, au nom du peuple mais contre lui ». C'est l'une des raisons qui font de la démocratie représentative « l'universel et indépassable horizon de notre temps », suivant la formule de Daniel Gaxie dans un petit ouvrage consacré, précisément, à ce régime de délégation démocratique, le plus répandu sans doute, mals pas forcément le mieux connu ou reconnu. L'auteur en explique les origines, les aspects essentiels, les structures et les mécanismes et en analyse l'ambivalence au regard des citoyens qui peuvent se sentir à la fois repré-

sentés et dépossédés. La confrontation des différents modèles de démocratie vivante à laquelle se livre Olivier Duhamel confirme que celle-ci repose sur deux composantes essentielles et contradictoires : « l'exigence gouvernante, qui suppose un pouvoir attribué, effectif, durable, dirigé et l'exigence délibérante qui suppose un pouvoir contrôlé, contesté. limité, précaire ». La démocratie gouvernante, observe l'auteur, ne se réalise que dans le système majoritaire, dont la principale caractéristique est, au-delà du mode de scrutin, de faire émerger un gouvernement procédant de la majorité choisie par les électeurs. La V. République a installé en

voir maioritaire », dont les gaullistes et les socialistes ont tour à tour profité, non sans céder aux travers de ce monopole que sont l'accaparement de l'Etat, la politisation de la haute fonction publique, les tentations du clientélisme et de la corruption.

Ces maux ne sont pas sans remèdes. Il est parfaitement envisageable, par exemple, de réduire, comme le suggère l'auteur, le nombre des postes dont les titulaires sont nommés à la discrétion du président de la République et du gouvernement et d'avoir à expliciter publiquement les choix faits. Il serait salubre aussi de rétablir la notion responsabilité individuelle en politique, en dehors des éventuelles et alégitoires sanctions électorales, car, souligne Olivier Duhamei, eile s'est diluée dans le monarcho-présidentialisme français où emettre en cause un ami du chef serait mettre en cause le chefs.

L'auteur avance d'autres réformes propres à renforcer la démocratie vivante, qui concernent le rôle du Parlement, l'adaptation de la Constitution, l'emprise des cabinets ministériels sur l'administration, le rétablissement de la collégialité, c'est-à-dire du débat, au sein du gouvernement. D'une manière générale, il lui paraît indispensable de réinstaller la parole au sommet de l'Etat, afin ou'elle puisse relier ensuite celui-ci et la société par les divers canaux existants et, s'il le faut, par des consultations référendaires à tous les niveaux de gestion, local,

national, communautaire. Tout ce our favorise la délibération et l'argumentation sert la démocratie, bien mieux que ne le font le recours à l'autorité et la déférence envers la hiérarchie. assure Olivier Duhamel, C'est une leçon engagée et engageante qui mérite d'être entendue.

En raison de sa gestion municipale controversée

Edouard Chammougon, député de Guadeloupe est mis en examen pour corruption

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant Edouard Chammougon, maire de Baie-Mahault et député (République et Liberté, ex-non inscrit) de la Guadeloune, a été mis en examen. vendredi 17 septembre, à Pointe-à-Pitre, pour corruption passive, abus de biens sociaux et détournement de fonds publics, par le juge d'instruction Hubert Hansenne.

M. Chammougon, qui avail comparu, jeudi, devant la cour d'appel de Fort-de-France (Martinique) pour une autre affaire de corruption datant de 1980 (le Monde du 18 septembre), est nommément visé par deux des quatre informations judiciaires ouvertes le 13 septembre à Pointe-à-Pitre. pour corruption et escroquerie et pour détournement de fonds (les deux autres, contre X, concernent des abus de biens sociaux et un faux en écritures publiques). Patientant à l'extérieur du palais de justice jusqu'à la fin de l'audition, une quarantaine de personnes ont fait preuve d'une grande agressivité vis-à-vis des journalistes présents. Invité à faire cesser les menaces de ses accompagnateurs. le député a pris à partie, notamment, le correspondant du Monde.

La mise en examen de M. Chammougon avait été précédée, la veille, par celle de Jacques Honelche, actionnaire de la société d'économie mixte locale SEROM. pour corruption active et passive et complicité de corruption : il aurait servi, selon les enquêteurs, d'inter-

médiaire lors du versement à M. Chammougon de 380 000 francs par les promoteurs d'une clinique en construction. Plusieurs autres mises en examen doivent être prononcées la semaine prochaine, tandis que les investigations continuent par le biais, notamment, de réquisitions adressées aux banques,

L'enquête porte, entre autres, sur un «trou» de 4.2 millions de francs dans les comptes de la SEROM - dont au moins 3 millions auraient été détournés - et un autre, de 500 000 francs, dans ceux de l'office municipal des sports et de la culture de Baie-Mahault. Les enquêteurs s'intéressent aussi à l'existence de plusieurs versions de certaines délibérations du conseil municipal.

Les embarras de M. Chammougon ne s'arrêtent pourtant pas là. Une plainte avec constitution de partie civile, pour détournement de fonds et de deniers publics par comptable public et escroquerie, déposée contre M. Chammougon, en novembre 1992, par le Crédit industriel et commercial, est actuellement instruite à Fort-de-France. Le CIC avait accordé, en 1989, un prêt de 45 millions de francs à la commune de Baie-Mahauft pour un projet d'usine d'incinération d'ordures ménagères qui n'a jamais vu le jour, tandis que le prêt n'a pas été remboursé.

EDDY NEDELIKOVIC

A Nice

M. Guillot, PDG de la SEREL, est exclu «temporairement» du RPR

Sous le titre «L'argent noir de la politique nicoise». l'hebdomadaire Minute a public, dans son édition du 8 septembre, une interview de Francis Guillot, PDG de la SEREL, poursuivi dans une affaire de fausses factures sur la Côte d'Azur impliquant, notamment, Jacques Médecin, ancien maire de Nice en fuite en Uruguay (le Monde du 7 août). M. Guillot met en cause Paul Violet, adjoint au maire de Paris, à qui il affirme avoir remis la somme de 550 000 francs « nour la cause des gaullistes de gauche». « Cela m'avait èté demande pour rendre service, je l'ai fait », déclare M. Guillot qui, devant le juge d'instruction, aurait précisé que ce don avait été effectué en 1990 et 1991. M. Violet nous a indiqué qu'il n'avait « rien à dire à ce sujet » et qu'il était d'une « sérénité totale». Il a chargé ses avocats de porter plainte pour diffamation contre Minute, qui l'accusait de posséder « une caisse noire à

Dans cet entretien, M. Guillot assure que, « dans le cadre de la loi sur le sinancement des partis politiques, [ii a] fait don à Jacques Peyrat de 10 000 francs » lors de la campagne des élections législatives de mars dernier. M. Peyrat est le chef de file à Nice du Front national dont il sera la tête de liste aux élections municipales. « Peyrat a des chances d'obtenir la mairie de

Nice. Ce jour-là, je présère pouvoir être consulté dans le cadre des appels d'offre plutôt que d'être immédiatement resoulés, affirme M. Guillot, qui se défend de vouloir bénéficier d'un passe-droit.

L'hebdomadaire d'extrême droite a publié, dans son édition du 15 septembre, une lettre de M. Peyrat dans laquelle ce dernier fait part de sa « surprise indignée ». Ne niant pas le don légal dont il a été le bénéficiaire, il ajoute : «Si M. Guillot pense avoir acheté mes services à venir par cette contribution, comme il avait l'habitude, peul-être, de le faire avec d'autres hommes politiques, il se trompe grossièrement »

Exprimant des goûts politiques éclectiques, M. Guillot se dit barriste, ami de M. Peyrat, connaissance de M. Le Pen et adhérent du RPR depuis 1992. En vertu de l'article 40 des statuts de ce mouvement, Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint du RPR, vient de prononcer al'exclusion temporaires de M. Guillot.

En marge de ces règlements de comptes, le président de la fédération niçoise du MRG a appelé tous les « partis démocratiques » 2 constituer un front républicain contre l'extrême droite et à provoquer des élections municipales anticipées à Nice.

OLIVIER BIFFAUD

EN BREF

M. Chabert, adjoint (ex-RPR) an maire de Lyon, rejoint le CDS. -Henry Chabert, qui avait rompu avec le RPR, en 1990, en même temps que Michel Noir, vient de rejoindre le CDS. Depuis un an, au Parlement européen, il siégeait sur les bancs des démocrates chrétiens du PPE. M. Chabert explique que sa démarche n'est pas dictée par une «tactique locale» et réaffirme sa solidarité avec le maire de Lyon. Un autre adjoint proche de M. Noir, qui avait aussi rompu avec le mouvement de Jacques Chirac, Jean-Michel Dubernard, député du Rhône, est, depuis mars dernier, apparenté au groupe RPR de l'Assemblée nationale. - (Bur.

☐ Le maire de Salou-de-Provence rejoint l'UDF. - Le groupe du Rassemblement démocratique et européen du Sénat, où siègent les sénateurs radicaux, a annoncé, jeudi DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde L'ÉCONOMIE

17 septembre, qu'André Vallet, jusque-là rattaché administratif au groupe PS, rejoindra ses rangs à la rentrée parlementaire. Elu en mars 1989, maire de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône) sous l'étiquette PS, M. Vallet vient de demander son adhésion au Parti radical, l'une des composantes de l'UDF. Il avait été exclu du PS après avoir rejoint la liste conduite par le maire de Marseille, Robert Vigouroux, aux élections sénatoriales de septembre 1989.

□ Le maire (RPR) de Boulogne-Billancourt retire ses délégations au premier adjoint. - Paul Grazieni maire (RPR) de Boulogne-Billancourt, a retiré, le 15 septembre, toutes ses délégations au premier adjoint, Georges Duhamel (RPR), vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine. La liquidation de la SA2B, société d'économie

mixte chargée des grands programmes immobiliers de Boulogne et dans laquelle la Ville est majoritaire à 75 %, est à l'origine du différend: M. Graziani reproche à M. Duhamel, administrateur de cette société, d'avoir soumis, à son insu, en juillet dernier, ce dossier. aux fins d'expertise, à un haut fonctionnaire extérieur à la ville.

France « la puissance de ce pou-

Dominique Perben juge « ludispensable d'assainir » les relations entre les hommes politiques et les entreprises d'outre-mer. - Dominique Perben, ministre des DOM-TOM, déclare, dans un entretien publié par le Quotidien de Paris daté 18-19 septembre, qu'a il est indispensable d'assainir les relations entre le monde de l'entreprise et celui de la politique» dans l'outre-mer français. «Je crois aux vertus de l'exemple», ajoute-t-il, avant d'affirmer: « Il faut que chacun le sache: quand on faute, on se

d M. Poperen se juge pas « scasdalenx» de fréquenter M. Tapie. -S'exprimant, vendredi 17 septembre, à Meyzieu (Rhône), ville dont il est le maire, Jean Poperen (PS), ancien ministre des relations avec

le Parlement, a déclaré qu'il présère le MRG, « qui est prosondément a gauche», aux « crypto-centristes». « Il n'est pas scandaleux de fréquenter Bernard Tapie, j'en ai assez de cette hypocrisie, cette methode jesuite, a-t-il dit. A une époque, quand la direction du parti [socialiste] *et son premier secrétaire* ne voulaient pas se cogner avec Le Pen, Tapie, lui, l'a fait. » - (Bur.

M. Mauroy confirme sa candidature aux élections municipales de 1995 à Lille. - Pierre Mauroy confirme, dans un entretien oublié par le Point (daté 18-24 septembre), qu'il sera candidat à sa propre succession aux élections municipales de 1995 à Lille, car il a «envie de continuer ce travail-là». Evoquant la situation du PS, l'ancien premier ministre, président de l'Internationale socialiste, estime qu'il faut être « philosophe ». « J'ai mis vingt-trois ans avant d'accèder à un mandat national, se souvient-il. Pour les plus jeunes, les succès ont d'abord été immédiats. mais ces choses-là ne durent pas. Il faut travailler localement, et cela

क्षेत्र हों। क्रिस्त, क्रिसेक्ट किर 130ms do the la Compagnin des Moses Jan Pari Salmondo, junasenti de l'ambassadaus des Japan et du The country of military to the country of the count maire de Samt-Péterabourg le d in the distance of the policy of the polic préter Martin à rainvé cuitir ils a Chilorita Soros n'asi pe George Spros. le « gourou » du Wat Street, coin-it mame, selon tes more du préfet du Gors, qui Qual croquera dans la le en's pas hésité, cat ata, à uttaquer la politique monétaire du prenter maustre en speculant c'online is franc a

էու Gascons amen paracho et nombre d'ens. Thorogram Lattitude on be Ce coup de l'apière a suscité D. antros la cusidneut contres un réal ambarres du côté des CGT. qui reproche à M. I. promissiours de la cérdinonie du manquer de «sénen; armagnacaise, qui sa voient au chal das sorvices energy. cantra d'un incident quasiment l'Etat s'ellorce, lui, de cue, diplomatique, «N'en faisons pas inn eu üxbidnaut deg sife une afferte d'Etat », demande coup d'estime pour la Cer-Yves Rispet, président du conseil anie des mousqueraires (s. gánéral er dáputá (apparentó m invite une autre fois, in: RPRI, qui sera de la cérémonie. vient-il Cela dit, mon probe tout en jugeant que l'invitation principal, aujourd'hui, c'estde M. Soros n'est pes forcement Cuiture et le désarroi de «opportupe en de moment». Au culteurs * contraire. Aymeri de Montesquiou, commendant « suprômo »

DANIEL HOURGE

En raison de sa gestion municipale controversi Edouard Chammougon, député de Guadelle est mis en examen pour corruption

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

Edouard Chammougon, maire de Baie-Mahault et député (République et Liberté, ex-non inscrit) de la Grundeloupe, a été mis en examen. vendredi 17 septembre, à Pointe-à-Pstre, pour corruption passive, abus de biens sociaux et detournement de foods publics, par le juge d'instruction Hubert Hansenne.

M. Chammougon, qui avait comparu, jeudi, devant la cour d'appei de Fint-de-France (Martinique) pour une autre affaire de corruption datant de 1980 (le Monde du 18 septembre), est nommément visé par deux des quatre informations judiciaires ouvertes le 13 seblembre à Popule-à-Pitre. pilul corruption et escroquene et nuur détournement de sonds (les deux autres, contre X, concernent des abus de hiens sociaus et un laux en écritures publiques). Falientant à l'extérieur du galais de justice jusqu'à la fin de l'auditum, une quatantaine de personnes will fait preute d'une grande agreswede vis-à-vis des journalistes prèsents. Invite & faire cesser les

ment, le correspondant du Monde. La mue en cramen de M. Chammougon avail été précédée, la veille, par celle de Jacques Howelche, aclumnaire de la judicité d'écomomie music locale SEROM. plan confusion active et possive et complanté de compution : il aurait were, when her enqueleurs, d'inter-

menaces de les accompognateurs,

le député a pris à partie, notam-

médiaire lois du reigne M. Chammougon de 34 france par les promoteus de nique en construction ?autres mises en eignen fe else prononcees la sensu: chaine, landis que les me tions continuent our ke notamment, de regordos sècs que banques

an Louis quienuel process

assura M de Montesque

L'enguete porte, eur me um atrous de 42 miles france dans les compagé SERGIM dont to me !lions aurment etc détents - 25 autre, de 500 000 frata inc de l'office municipal is mai de la culture de Bais Ministe enquéteurs s'interest au l'existent a de plusiement certaines achbemnosame municipal

Les embarras de il fam gon ne starretent pounds Une plainte avec consum partie en de, pour décourse fonds et de deniers poble comptable public a sore deposes contre M Change en novembre (902, parkt ाद्यविपादारात्। ता रक्षणावर्ष getnellement instrume à fe France Te ClC want acce. 1989, un prêt de 45 mile france a la commune de 🖭 handt pom in prost d'ssif. neration d'ordures ménsie n'a pantais su le jour liefe. pret n'a pas ele tembouse EDDY NEDELEG

M. Guillot, PDG de la SEREL, est est «temporairement» du RPR

Sous le tute el argent noir de la politique incouses, l'hebdounadaire Minute a public, dans son comon du k septembre, une intervieu de Francis liuillot, PDL de la SERFI, pourrenti dans une affaire de lausses factures sur la c'ôle d'Atuf impliquant, notemment. Jacques Médecin, ancien maire de Nice en fuite en lifaguat id: Ministe du ? audt? M. Guiller met en gunee Paul Vielet, adjoint au maire de Pares, & qui : affirme बर्धाः स्टब्स् अं अव्यक्तिः यूर THE THE PARTY STATE IN COURSE WITH guntlitter de gamene : e com ल्य क्रमारा टार्ड संस्कानमत्त्रे स्थान स्थानीत igreich je bat fatte, declate M Ligillen qui, devant le juge d'instruction, amust précise dur le ding avait ele effectue en 1240 et judi M Vinici nous a indicas स्थानि संवरवार्य नगरम है जना में रूप अध्या । यह जाति संस्ति स्तिति स्तिति । nugles lis charge ses avisats de poster plaintr pour dittamation comply Westle, our l'accorate de | [utenfelet असत् - वास्ति वास्ति । Aure.

Bank det emissischen, M. einillet anner gur, e skill ir galler ik ak . " un de finate com un der gare i greich where the state with it did given beit the de the part barrers tors de la Cambratin, ges effernette genorgie, de mais dernier M Perial ert le the de life & Nice du Front minting chapt if puis la thir de fitte fiele fiele electrons municipales e l'explica र्वतः विकास वे क्षेत्रकः विकास वर्ष

• .

Nac committee of the ette time wife dam le comapproximation pluted we gangerte desser meent felouite. N Civillat qui se délemin for beneficier d'un passais L'hebdemadam d'edizati a public, dans sen com septembre, une kibi M Permi dans laquelle de Tel fait part de la carpula de la la carpula de la carpula The state of the s

The first still the e con constant ardil is e many probability if & 3 garage garage e lectulue of Chilles and Personal March 1997 RPR depuis 1993. En 1993. ticle sid des statuts de constitute rendral advant du Rok 1866.

Manual Company of Company in manage de les restants ic president ie en ele de la constante duct des elections unique anticipees a Special

COMMUNICATION

Alexandre Soljenitsyne à « Bouillon de culture »

Le retour du prophète

Alexandre Soljenitayne ne veut pas finir sa vie en exil comme le prophète Jérémie, son ancêtre spirituel, mort en terre d'Egypte, accablé par la vindicte de son peuple qui ne lui pardonnait pas d'avoir prêché l'acceptation du désastre après la chute de Jérusalem. En mai 1994, quand les maçons auront terminé la maison qu'il se fait construire près de Moscou, il rentrera enfin chez lui. Quarante ans après sa sortie du Goulag, vingt ans après son axil forcé en terre américaine.

Alors, jusqu'à son dernier souffle, il prêchera le retour aux valeurs de la Sainte Russie. Il le fera parce que tel est son destin d'écrivain, parce que le «sentiment» de la eprésences de Dieu qui l'anime, en lui gardant, à sobante-quinze ans, une énergie de jeune homme, le lui commande. Son verbe torrentueux l'a dit, vendredi soir 17 septembre, sur France 2, à Bernard Pivot et aux témoins transis - Jean-Claude Casanova, directeur de la revue Commentaires, André Glucksmann, philosophe, et Bernard Guetta, journaliste, - qui osaient le questionner sur sa foi intransigeante dans un exceptionnel « Bouillon de culture» : «Sous le chaos, la vie est là, elle avance, l'herbe repousse sous les déchets, c'est l'espoir (...). Je rentre définitivement et je ne vais pas m'enfermer dans une tour d'ivoire. Je ne vais pas non plus lancer une campagne électorale. Je ne le ferai pas. Je ne vais accepter aucune nomination gouvernementale. J'aurai enfin la possibilité de communier avec mes compatriotes qui ont partout besoin de secours (...) Je dirai ce qui me semble utile pour la Russie. It se peut qu'on essaye de

ple...s Babylone

m'empêcher de parler à la

télévision parce que la

enomenklatura» aux mains

ensangiantées est encore là.

mais i'ai connu les bas-fonds

et je n'ai pas l'intention de

composer avec quelque auto-

rité que ce soit. (...) Mais je ne

suis lié à aucun parti (...). Un

écrivain ne doit pas désunir

son peuple, adhérer à un parti

ou un groupe. Un écrivain doit

adhérer à l'union de son peu-

Qu'on ne compte pas sur lui

pour faire la moindre conces-

sion aux enciens cadres communistes de la «pseudo-démocratie » qui règnent désormais sur les débris de le Babyione soviétique i ils les vouere aux gémonies tent qu'ils n'auront pas «confessé leurs péchés», comme il l'a fait lui-même au début de son œuvre. Il seit aussi qu'il faudra très longtemps à son peuble «pour remonter la pente» et que pour les jeunes généretions il fera peut-être figure de radoteur. Il s'en fiche, Comme il se moque qu'en France certains critiquent sa décision d'aller rendre hommage aux Vendéens victimes de la Terreur sous la Révolution française: *€Je condam*ne toute révolution en tant que telle. » Ses certitudes sont sans exception. Il ne se soucie pas « de plaire à tout le monde » : «Je ne le veux pas.» Peu lui importe même d'être ou non prophète en son pays i De quoi ce colosse des nouveaux temps bibliques pourrait-il avoir peur? Armé du seul «souffle» de Dieu, n'a-t-il pas déjà terressé l'empire du Mal? **ALAIN ROLLAT**

La bataille de l'« exception culturelle »

La télédistribution des programmes du groupe Turner est interdite dans la région de Bruxelles

BRUXELLES

de notre correspondant Le gouvernement belge a interdit, vendredi 17 septembre, la télédistribution des programmes de la chaîne américaine TNT-Cartoon dans la région bruxelloise, où ces questions relèvent de la compétence fédérale. Cette décision est intervenue le jour même où le groupe américain de Ted Turner devait commencer à dissuser ces programmes en Europe, via la Grande-Bretagne, en utilisant le

satellite Astra (lire « le Monde-Ra-

dio Television »). Elle vise à

empêcher la diffusion de ces programmes sur le réseau câblé de cette région. En Flandre et en Wallonie, l'examen de ce dossier appartient aux instances des communautés linguistiques francophone et néerlandophone, et les responsables des questions audiovisuelles au sein de la communauté francophone avaient fait savoir que les programmes des chaînes du groupe Turner ne répondent pas, à leurs yeux, aux exigences de la Communauté européenne, où les télévisions des Douze doivent diffuser,

« chaque sois que cela est réalisa-

ble», en vertu de la directive

«Télévision sans frontières» de 1989, au moins cinquante pour cent d'émissions européennes. D'une façon générale, notamment en ce qui concerne le volet culturel des négociations du GATT, les Belges francophones partagent les préoccupations du gouvernement

Dans un entretien publié samedi 18 septembre par le quotidien le Soir et recueilli à Atlanta, Ted Tur-

contrer les autorités belges « pour trouver un compromis e et parle de « malentendu ». Non sans quelque morgue, il ajoute : « Ces exigences de « productions nationales » sont tellement saciles à contourner que c'en est risible [...] Mais grand merci pour la controverse : quelle oublicité! v

ner affirme son intention de ren-

J. de la G.

Jack Lang soutient Alain Carignon contre «l'agression américaine»

Jack Lang, a félicité, vendredi 17 septembre, le ministre de la communication, Alain Carignon, ade sa détermination à combattre » les projets du groupe Turner. Dénonçant «le lancement illégal d'une chaîne de télévision américaine en Europe qui s'apprête à bombarder notre continent d'images exclusivement américaines» M. Lang a jugé qu'il an'est pas tolèrable que certains groupes audiovisuels du nord-Atlantique colonisent sans vergogne nos pays ». «Le devoir 'des autorités de Bruxelles, a-t-il 'ajouté, est de faire respecter la règle-

L'ancien ministre de la culture, mentation européenne. Dans ce domaine vital pour notre identité nationale, la France doit parlet d'une seule voix. Et toutes les responsabilités politiques doivent faire bloc pour endiguer cette agression américaine. Ces incidents montrent que plus que jamais il faut dire deux fois non au GATT culturel. Face à des comportements aussi délovaux de la part de certains industriels américains, on peut même aller jusqu'à se demander si, tout simplement, if ne faut pas remettre en cause le GATT tout

La sixième édition du Topcom

Trop de médias?

La sixième édition du Topcom, le rendez-vous annuel des directeurs de la communication, a ouvert ses portes mercredi 15 septembre à Deauville (Calva-

DEAUVILLE

de nos envoyés spéciaux Les difficultés économiques actuelles du secteur de la communication ont été abordées d'entrée de jeu le jeudi 16 septembre au Topcom de Deauville, via un débat intitulé: «Y a-t-il trop ou pas assez de médias?» Pour les agences, les médias et les annonceurs qui y étaient représentés, l'occasion était donnée de mettre en accusation la «loi Sapin» instaurant la transparence sur l'achat d'espaces publicitaires et de souligner l'importance de la récession. Les divers intervenants sont restés néanmoins optimistes quant à l'avenir. Jacques Lehn, président de Hachette, également directeur général d'Europe 1, a affirmé qu' «il n'y a pas de saturation». Quand ail y a un bon concept, une idée », la réussite est au bout du chemin, a-t-il ajouté, citant les succès rencontrés par le magazine Capital et plus récemment par Gala Jean Miot, directeur du Figaro et président de la Fédération nationale de la presse française (FNPF), a partagé ce point de vue. Il a

Première réunion da comité de

pilotage de la chaîne éducative. - Le

comité de pilotage de la future

chaîne éducative qui devrait être dif-

fusée sous la responsabilité de France

3 et pendant la journée sur le réseau

hertzien aujourd'hui occupé par

ARTE, s'est réuni pour la première

fois jeudi 16 septembre. Présidée par

Alain Carignon, ministre de la com-

munication, en présence du ministre

de l'éducation nationale, François

Bayrou, cette séance a permis de pré-

ciser les compétences de cette ins-

tance. Composé de représentants des

ministères de la communication, de

l'éducation nationale, de l'enseigne-

ment supérieur et de la recherche, du

travail, de l'emploi et de la formation

professionnelle, du budget, de la

culture et de la francophonie et de la

jeunesse et des sports, ce comité

n'aura qu'un pouvoir de proposition

et devra présenter ses conclusions au

gouvernement au plus tard à la fin

confirmé que son projet de « quotidien à deux snancs, Paris Star, verra sans doute le jour. » (...) C'est un problème de moyens, c'est un problème avec le Syndicat du livre que nous sommes en train de règler.» M. Miot a précisé qu'il n'avait plus a d'opposition de principe» à l'ouverture du secteur de la distribution à la télévision, à condition qu'elle soit «progressive», sinon «les quotidiens de province vont mourir ». Etienne Mougeotte, vice-président

de TFI, a pour sa part déclaré qu'ail y a bien sûr de la place pour de nouvelles chaînes» en France. Selon lui, le « marché de la télèvision commerciale» est encore appelé à se développer. La télévision qui accapare déià « 33 % des investissements publicitaires » devrait conquérir « jusqu'à 36 %-37 % ». Il en est de même pour le câble, le satellite et la télévision payante « Eurosport et la chaine d'information continue à laquelle nous travaillons et qui devrait être lancée l'année prochaine le prouvent.» M. Mougeotte estime qu'en France comme aux Etats-Unis, le développement du câble et du satellite devraient entraîner d'ici à dix ans une érosion de l'audience des chaînes généralistes, et par conséquent de TF 1. Mais « nous resterons longtemps au-dessus de 33 %. ce qui est déjà gigantesque».

L'ensemble des participants ont également insisté sur la nécessité

d'une meilleure connaissance de l'audience des médias. La question se pose moins pour la télévision, qui dispose de « mesures fiables et immédiatement disponibles, que pour la presse écrite et la radio, qui sont très en retant». Jean Miot, s'exprimant en tant que président d'OJD-Disfusion contrôle, organisme qui contrôle la diffusion des journaux, a affirmé sa volonté de parvenir à des mesures d'audience « plus rapides et plus fiables » pour la presse : « Diffusion-contrôle fournit déjà, deux fois par an, les chissres de diffusion des ournaux» (contre une auparavant). Une dizaine de magazines donnent également leurs chiffres mois par

Interroge à propos du possible dépassement du seuil « anticoncentration » par le groupe Hersant après le rachat des Dernières Nouvelles d'Alsace sie Monde du 14 septembre), M. Miot a déclaré que « les grands groupes de communication français, à cause des lois contraignantes », sont restés « des épiceries de village par rapport aux hypermarchès que sont Murdoch et Bertelsman ». N'hésitant pas à manier le paradoxe, il a assuré que «la concentration sert parfois le pluralisme : des titres auraient disparu, s'il n'y avait pas eu synergie avec le groupe Hersant v. a-t-il conclu.

YVES MARIE-LABÉ et CHRYSTEL MONNARD

CARNET DU Monde

décès de

<u>Mariages</u>

Monique et Bernard LE SAUX Les Claude(s) GLAYNIAN

sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants

Mélanie et Mathieu. ce samedi 18 septembre 1943, à la mairie d'Achères.

40, rue Jules-Guesde, 78260 Achères. 47, rue Michelet,

92600 Aspières.

Décès

- Françoise Meyer, Annette Sejourne, Régina Kubn, Colline et Cédric Klapisch Jocelyne Sejourne, Famille Et amis,

ont la douleur de faire part du décès de Samuel ABRAMOVITSCH.

survenu le 14 septembre 1993, dans sa quatre-vinet-treizième ancée.

La levée du corps se fera à l'hôpital Rothschild, 3, rue Santerre, 4 9 h 45

mardi 21 septembre. Obséques le même jour au cimetière de Troyes, à 14 h 45.

Avis tenant lieu de faire-part.

Françoise Meyer,

9, rue du Val-de-Grace, 75005 Paris

 M≃ Marcel Ambrun, M= Gertrude Muller, M. et M= Jean Marchal et leurs calants.

M. Elie Muller et Marie-Louise Pétremand. Et toute la famille. ont l'immense douleur de faire part du décès subit, à Agen, de

> Marcel AMBRUN, inségieur ESE.

le 15 septembre 1993, à l'âge de soizante-six ans.

On se réunira mardi 21 septembre, à 16 heures, au cimetière du Montparnasse, porte principale, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14.

19, square Saint-Charles. 75012 Paris.

- Nous apprenons avec tristesse le décès de

M. Michel CLÉVENOT. survenu brutalement, le 16 septembre 1993, à son domicile, à l'âge de

soixante ans. On se réunira à l'église Saint-Louis

de Villemomble, le mardi 21 septembre, à 9 h 45.

L'inhumation aura lieu à Percy (Manche), à 15 h 30.

De la part de Anne de Gouy. sa compagne,

Barbara de Gouy. sa belle-fille. Georges Clévenot,

7 bis. rue Pottier.

son père, François, Jacques et Philippe Clévenot, ses frères, et leurs familles.

93250 Villemomble. (Le Monde du 18 septembre.)

- Jean-Loup et Dominique Ardoin, Jean-Stephane, M. ct M= Jean Ardoin. M. et M= Pierre Salmon-François, Sa familie Et ses amis

Jean-Damien ARDOIN.

unt l'immense tristesse d'annoncer le

La cérémonie d'adieux a cu fieu le 13 septembre 1993.

Des dons peuvent être adressés à la Société nationale de sauvetage en mer, 9, rue de Chaillot 75116 Paris.

Cet avis tient hen de faire-part. S, allée des Chênes, 78350 Jouy-en-Josas.

- L'agence Messages, Et tous ses collaborateurs, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Yvon LE MEN, sondateur de l'agence Messages,

survenu le 17 septembre 1993, à l'âge de quarante-sept ans

Les obsèques religieuses ont eu lieu samedi 18 septembre, en l'église d'Ouessant.

60, rue Carnot, 92514 Boulogne Cedex.

nesburg (Afrique du Sud).

Avis de messes

Jean-Philippe GINIEYS.

pous a quillés le 31 mai 1991, à Johan-

Une messe sera célébrée à sa mémoire par le Père Emnianuel Lasont, pretre à Soweto, le 22 septembre 1993, å 18 h 45, en l'église Sainte-Marie des Batignolles, Paris-17

Dons : Père Emmanuel Lasont. 14, rue Nicolo, Paris-16

Anniversaires

Jean-Louis GARNAUD.

a Je n'ai de sens que par complète absence. >

Il y a dix ans, le 20 septembre

Jean GUILLON

nous quittait.

Madeleine Guillon. Ses enfants.

Ses petits-enfants, demandent de se souvenir avec eux.

- Il y a neuf ans, disparaissait le jeune et brillant

Zopheir LADJIMI, à l'âge de vingt et un ans.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

- Pour le dixième anniversaire du décès de

> Stanislas SINGIER. HEC (1983),

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

- Il y a cinq ans, le 19 septembre 1988, disparaissait

Agnès SOLA.

Que ceux qui l'ont connue, aimée et estimée aient une pensée pour elle.

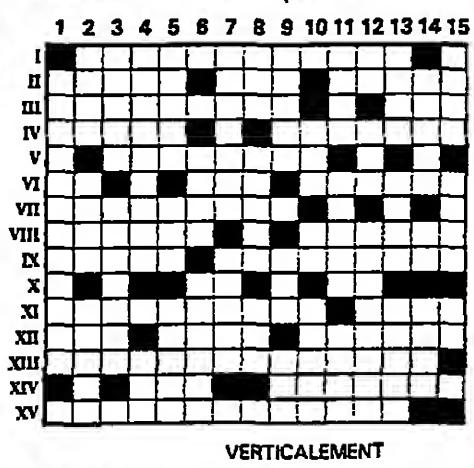
MOTS CROISES

PROBLÈME N- 6130 **HORIZONTALEMENT**

I. Comme un tiers qu'on peut trouver gênant. - II. Peut être consommée quand on a bu un bouillon. Mot qu'on peut utiliser quand ce n'est pas vrai. Menait une vie d'esclave. - Ill. Avec un peu de carbure, on peut en avoir plein la

lampe. Utile au laboratoire. - IV. Avec lui, il n'y a rien de grave. Une grande demoiselle. - V. Lit dans le train, VI. Coule à l'Est. Nous fournit des fruits. Marjolaine guand il est commun. - VII. Où l'on peut avoir les boules. -VIII. Pour Baudelaire, il était comme un ange énivré. Correspondance. - IX. Un mot qui peut désianer les lieux. Peuvent être laissés par

ceux qui partent. -X. Symbole, Evoque une bonne facon de parler. XI. Rendre comme un ventre affamé. Mot qui peut désigner le morpion ou la souris. - XII. Apparus. Le Rideau sur l'Indre. Blanchissent quand ils sont bons. XIII. Des petits mouvements vifs. -XIV. D'un auxiliaire. Une femme de poids. - XV. On leur doit des sommes.



1. Une façon de régler les consommations. - 2. On ouvre l'œil quand elle est à l'oreille. Bien tranquille. Un oiseau qui n'est pas un aigle. - 3. Amusent ceux qui sont portés sur la bagatelle. Peut être gagnée à coups de canons. -4. Une partie de la métaphysique. Possessif. - 5. Monton, dans le Puy-de-Dôme, Légumineuses, Partie du monde. - 6. Bien remuée et

secouée. Une variété de bleu. -7. Des lieux d'où l'art n'a pas été absent. Un mot pour exprimer des regrets. - 8. Particule. Bonne impératrice mais mauvaise mère. En Belgique, en France, et aussi dans la vallée. - 9. Une très grande nappe. A deux côtés. Se dore au soleil. - 10. Un individu pris comme référence. Ne samble jamais pressé. Peuvent être assimiiées à de grandes poignées de mains. - 11. Pas admis. Le bon côté des choses. Est bon à jeter. -12. Dieu pour Moise. Le dernier est apprécié par les snobs. Bien rouge. - 13. Sa femme out lo tort d'ôtra trop regardante. Est souvent pris en grippe. Pas malin. - 14. Ne doit ávidemment pas avoir peur de la solitude. Deux centons dans l'eau. Reine fort jolie. - 15. Autrofois, on l'appelait chef. Jolis couverts. Pré-

Solution du problème nº 6129

1. Manucures. - II. Emotives. -III. Roi. Déité. - IV. Lustrine. -V. Are. Eté. - VI. Ta. Dé. -VII. Aire. Las. - VIII. Ysor. Ni. -IX. Etrivière. - X. Ur. Videur. -·XI, Xérès. Set.



à 1 heure de Paris par TGV en Bourgogne

de l'année 1993.

Merveille de l'art roman classée « Patrimoine mondial » par l'UNESCO Abbaye, jardins et fontaines, ouverts tous les jours, toute l'année, visites conférences.

ABBAYE de FONTENAY

21500 Montbard - Tél.: 80-92-15-00

(Publicité)

La Ligue des droits de l'homme demande une enquête sur le rachat des « Dernières Nouvelles d'Alsace»

la Ligue des droits de l'homme a estimé, vendredi 17 septembre, que « la « légalité » du rachat des Dernières Nouvelles d'Alsace par une société du groupe Hersant cet été, puis la nomination d'un nouveau PDG, dirigeant déjà quatre quotidiens du même groupe. posent à nouveau le problème du pluralisme de la presse». Elle a apporté « son soutien aux syndicats de journalistes et à la Fédération française des sociétés de journalistes dans les démarches qu'ils entreprennent pour une nécessaire claristication juridique du dossier ».

La LDH a demandé aux pouvoirs publics « de diligenter une enouele afin que soit faite la transparence sur l'existence, la réalité, des deux groupes de presse Hersant père et sils prètendument indépendants pour affirmer la légalité des opérations de rachat de journaux ». Elle a souhaité également qu'« une commission parlementaire d'information indépendante (...) élabore un rapport sur les conditions du pluralisme de l'information aujourd'hui face à la concentration nationale et supranationale des médias ».

Horizontalement

Verticalement 1. Merlan. Yeux. - 2. Amour. Astre. - 3. Noisetier, - 4. Ut. Arrivé. - 5. Cidre, Vis. - 6. Uvéite. Nid. - 7. Reine, Liées. - 8. Este. Da. Rue. - 9. Dessert.

GUY BROUTY

Après les déclarations du vice-maire de Pékin

La Chine dément l'éventualité d'un boycottage des Jeux olympiques d'Atlanta

Alors que le Comité international olympique (CIO) doit choisir, jeudi 23 septembre, entre les candidatures de Berlin, Istanboul, Manchester, Pékin et Sydney pour l'organisation des Jeux de l'an 2000, la Chine multiplie les efforts pour améliorer sa position. Aussi les déclarations du vice-maire de Pékin à la chaîne de télévision australienne SBS, samedi 18 septembre, sur l'éventualité d'un boycottage chinois des JO d'Atlanta en cas d'échec ont-elles été rapidement et fermement démenties par le président du comité olympique chinois.

de notre correspondant

Tout en reprochant au Congrès américain de politiser la campagne pour les Jeux de l'an 2000 par ses critiques sur les droits de l'homme en Chine, les autorités de Pékin auront relâché en une semaine trois dissidents pour favoriser sa candidature, annoncé l'interdiction de la sabrication des potions à base d'os de tigre et de corne de rhinocéros - autre point de friction avec les Etats-Unis et donné une lecon de bonnes manières au chef de la diplomatie britannique.

Après Wei Jingsheng, dont la libération du goulag chinois avait été précédée par celle d'un étudiant, Zhai Weimin, c'est au tour de Wu Xuecan, un ancien journaliste du Quotidien du peuple, d'être relâché le 15 septembre. Le même jour, une porte-parole du ministère des affaires étrangères parvenait à déclarer avec le plus grand sérieux que les libérations de dissidents intervenues ces derniers temps - six depuis le début officiel de la campagne olympique en janvier – n'étaient en rien liées aux espérances de Pékin pour l'an 2000, les tribunaux en Chine étant « totalement indépendants ».

Elle se refusa à commenter l'idée que cette indépendance était tout à fait contraire à la conception de Deng Xiaoping, qui n'a cessé de dire que la Chine ne pouvait adopter un système de séparation des pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif.

Mesures pour les espèces en voie d'extinction

Le président du comité olympique chinois. He Zhenliang, a démenti à Monaco un propos inconsidéré de l'un de ses collègues, le vice-maire de Pékin Zhang Baifa, qui avait menacé de boycotter les Jeux d'Atlanta si Pékin échouait à obtenir satisfaction pour l'an 2000.

Le vice-maire a évoqué cette possibilité, auprès d'une chaîne de télévision australienne, samedi 18 septembre, comme une représaille possible aux résolutions du Congrès américain pressant le CIO de ne pas choisir la Chine en raison de ses violations des droits de l'homme. M. He a souligné qu'il était le patron et qu'il comptait bien que ses sportifs soient présents à Atlanta, que l'an 2000 soit célébré à Pékin ou ailleurs.

Décidée à faire coûte que coûte bonne sigure, la Chine a annoncé l'interdiction, à compter du is décembre, des produits pharmaceutiques utilisant os de tigre et corne de rhinocéros, espèces en danger d'extinction en raison notamment du commerce qui en est fait pour approvisionner la pharmacopée traditionnelle chinoise. La mesure répond à des critiques américaines en regard de la convention des Nations unies sur les espèces en question.

Ensia, le ministère des affaires curangères a regretté que le secrétaire au Foreign Office britannique, Douglas Hurd, ait a totalement perdu sa qualité de genlieman » par ses déclarations contre l'éventualité de la sélection de la Chine. Ce commentaire émane du principal porte-parole de la diplomatie de Pékin, Wu Jianmin.

Celui-ci s'est a étonné » que M. Hurd as'en prenne aux autres pour se rensorcer lui-même » dans la course aux olympiades, où Manchester est également candidate, «ce qui est incompatible avec les traditions et vertus du peuple chinois ». La Chine, elle, ne politise pas le débat...

FRANCIS DERON

L'autre affaire Tapie

Suite de la première page

Cette machine judiciaire fut mise en route par un ancien fidèle, M. Flocco, ingénieur des mines qui connut de l'intérieur les arcanes du groupe BTF. A la la filière pesage du groupe, depuis 1986, cet industriel fut-il un trop bon ou un trop mauvais élève de M. Tapie? Chassé de BTF, il n'aura de cesse de rendre la monnaie de la pièce, distillant les révélations pour mieux se dédouaner. La mèche fut allumée, presque incidemment, par l'actuel PDG de BTF. Homme des chiffres, Elie Fellous avait été aux côtés de Gilberte Beaux, du temps de la Générale occidentale de Jimmy Goldsmith. Puis il a rejoint «le groupe», succédant à Bernard Tapie quand celui-ci est devenu ministre. Au détour d'un audit de la société Testut, M. Fellous a découvert des malversations qui, mises sur le compte de M. Flocco, l'ont conduit à déposer plainte contre l'ex-directeur

Les accusations de Bruno Flocco

Le groupe ne pardonne pas la trahison. Banni, mis en examen pour « faux en écriture, abus de biens sociaux et abus de pouvoir». M. Flocco va rester plus de trois mois, de mai à août 1993, dans une cellule de la prison de Béthune. Réinventant l'histoire classique de l'accusateur accusé, il se défend en expliquant qu'il a « été à bonne école ». Pendant les sept ans passés dans le groupe, on lui aurait montré comment « se servir sur la bête». Aussi a-t-il décidé de passer aux travaux pratiques, commente son avocat.

mettant des capitaux de côté afin de pouvoir reprendre Testut. La justice soupçonne en effet M. Flocco d'avoir détourné plus de 3 millions de francs.

Une somme de 2,3 millions, prestations fictives, a ainsi été versée à un cabinet d'intermédiation sinancière – la société Ottimo - dont le dirigeant avait été présenté par M. Fellous à M. Flocco; il s'agissait, dit ce dernier, de négocier la reprise de Testut sur la demande des dirigeants de BTF. Bruno Flocco est aussi mis sur la sellette pour des versements perçus par des soustraitants de Testut, qui rétrocédaient une partie de leur marge commerciale à une société constituée à cet effet par M. Flocco. Là encore, il affirme avoir agi sur les instructions des responsables du groupe. Vrai? Faux? M. Flocco pourrait être d'autant plus loquace qu'il cherche à minimiser son rôle dans les malversations.

Sa contre-attaque a été menée sur deux fronts - justice civile et iustice pénale - par son avocat liliois, Me Jacques-Philippe Lammens. Avec un succès certain sur le premier front : c'est M. Flocco qui a dénoncé à la chambre commerciale du tribunal de Béthune l'état de cessation des paiements de la société Testut. La réponse judiciaire n'est encore que provisoire, dans l'attente d'une expertise complémentaire, entravée cependant par l'appel annoncé par M. Fellous, mais elle va clairement dans le même sens que M. Flocco (lire ci-contre). De quoi faire frémir M. Tapie : en cas de mise en liquidation de Testut, le président de l'OM devrait rembourser sur sa cassette personnelle les dettes de l'entreprise de

pesage. Le statut choisi pour la SNC Bernard Tapie Finance – la société en nom collectif (SNC) qui coifle BTF – engage en effet son propriétaire à s'acquitter, personnellement et en dernier ressort, des défaillances des entreprises du groupe.

Virement pour l'OM

poursuivi pour « saux, abus de pouvoir et abus de biens sociaux». Testul », estime Me Lammens.

Son client accuse les dirigeants de BTF d'avoir concocté « un faux grassier » dans le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de Testut qui s'est tenue le 29 décembre 1992. Ajouté au compte rendu de la réunion, cet avenant concerne la cession par Testut des actions de Trayvou, pour un franc symbolique, à la SNC Groupe Bernard Tapie. Il prévoit en outre que Testut abandonne les 41 millions de créances que lui devait Trayvou. Ensia, la sirme béthunoise s'engage à reprendre en location-gérance la société Trayvou qui, bien qu'elle soit exsangue, justifie un loyer annuel fixé à 8 millions de francs pendant quinze ans et versé à la SNC Groupe Bernard

Du côté des dirigeants de BTF,

et financement politique

Sur le front pénal, M. Flocco a d'ores et déjà obtenu des résultats. Par un curieux effet de miroir. M. Fellous est à son tour a Bernard Tapie, assure l'ancien patron de Testut, a érigé l'abus de pauvoir et de biens sociaux en systême de gestion. » A l'en croire, les pérégrinations de la société de pesage Trayvon - vendue puis rachetée à Testut par le groupe Tapie à diverses reprises - illustrent « parsaitement la méthode».
« Les allers-retours de Trayvou entre la Financière et immobilière Bernard Tapie et Testut ont costé près de 220 millions de francs à

l'un des avocats des sociétés du groupe, Me Philippe Preud'homme, assure que ces pérégri-



nations de Trayvou s'expliquent par « la politique de groupe » et répondent à des « impératifs économiques ». Les enquêtes judiciaires en cours cherchent toutefois à établir si les transactions intéressant Trayvou ont, ou non, été frauduleuses et si elles se sont, ou non, accompagnées d'abus de pouvoir. Elles ont déjà permis de confirmer d'autres révélations de M. Flocco qui, pour être annexes, ont montré que l'ex-directeur général peut dire vrai quand il affirme disposer de « munitions » dans sa besace.

L'existence de financements accordés par Testut au club de football de l'OM a ainsi été corroborée par les enquêteurs. Un relevé des opérations bancaires effectuées par la SA Testut à la Société de banque occidentale (SDBO) fait ainsi apparaître un virement de 21 millions de francs opéré, le 26 juillet 1989, au bénéfice de la Financière et Immobi-

lière Bernard Tapie pour s Garantie OM ». M. Flocco avait déclaré que ce versement de la société de pesage industriel visait à aider le club à assurer l'arrivée à Marseille du joueur britannique Chris Waddle, transféré en 1989 aux termes d'un contrat de 45 millions. Le crédit accordé par Testut n'a constitué qu'un prêt, remboursé trois mois plus tard, précise-t-on à BTF. S'agissant enfin des allégations de l'ex-directeur général de Testut concernant le financement politique assuré par la société, la direction de BTF a confirmé que la campagne électorale de Léon Schwartzenberg. candidat aux régionales pour la liste Energie-Sud, a bien été payée en partie (190 000 francs) par la société de balances industrielles...

> ERICH INCIYAN (avec la collaboration d'YVES JOANNIC)

Les deux jugements du tribunal de Béthune

Financements abusifs, confusion d'intérêts et cessation de paiement

Dans ses deux jugements rendus le 17 septembre, à propos des sociétés Testut et Trayvou, la chambre commerciale du tribunal de Béthune met sévèrement en cause les méthodes de cestion et de financement pratiquées au sein du groupe Bernard Taple Finance (BTF), actionnaire principal des entreprises de pesage Testut et Trayvou. Ce jugement critique fortement le « soutien sans faille » assuré au groupe BTF par la Société de banque occidentale (SDBO). filiale du Crédit lyonnais, qui s'est élevé jusqu'à 84 millions de francs « sous forme de découvert en compte, malgré des inquiétudes grandissantes dès le mois de juillet 1991 ». auxquels s'ajoutent 11 398 911,65 francs de solde débiteur sur un autre compte. ouvert auprès de la même ban-

S'appuyant sur les rapports de l'expert comptable et du juge chargé de l'enquête, bouclés au début du mois d'août dernier, le tribunal considère ainsi que la SA Testut se trouvait déjà, à l'époque, en état de cessation des paiement depuis plus d'un an. C'est pourquoi le jugement critique la nature « tout à fait exceptionnelle » de l'appui bancaire assuré par la SDBO à Testut, qui a permis de « masquer » une situation financière très détériorée à une époque où le groupe BTF cherchait à vendre les deux sociétés.

«Le feu est dans la maison»

Le président de la chambre commerciale, Alain Liénard, estime de la sorte que « la société ne survit que grâce à ces financements abusifs > et au prix du « recours, depuis le début de 1991 au moins, à des moyens ruineux pour se procurer du crédits. Or, la SDBO «n'a consenti à soutenir le crédit de la SA Testut que parce qu'il disposait de la caution illimitée de la SNC Tapie et Cie, Groupe Bernard Taple s. ajoute le magistrat en se référant aux documents salais lors des perquisitions dans la filiale du

Crédit lyonnais. Parmi les documents saisis, le tribunal cite des notes internes rédigées par des cadres de la banque qui évoquent en termes

crus la situation de Testut : «Le feu est dans la maison... le reiet de plus de 6 MF [6 millions de francs) de règlements va mettre sur la place publique la situation tendue du groupe » (note interne du 22 janvier 1992); « Cette affaire est nuile i il ne reste qu'à espérer une revente > (note du 10 décembre 1992); « Cette affaire est au bord du dépôt de bilan, payons les chèques » (note du 10 février 1993). Aux yeux des magistrats, « le caractère artificiel des crédits accordés est ainsi établi», pulsque ces notes alarmistes ne semblent avoir aucunement troublé le soutien de

Des « doutes » sur la vertu de BTF

Le même recours à des « modes de financement anormaux » est constaté au suiet de Trayvou. En 1992, selon le rapport d'expertise, les charges des intérēts financiers y ont représenté # 63 % du chiffre d'affaires - la normale se situant généralement à 4 % du chiffre d'affaires... « Trayvou n'a pu faire face à ses déficits que par l'augmentation de capital souscrite par Testut en lanvier 1991 (30 millions de francs), l'abandon de créance de Testut (41 millions de francs), et le recours au découvert bançaire (84 millions de francs). » Là encore, la SDBO a su se montrer fort conciliante à l'égard d'une société déficitaire que le groupe BTF cherchait à revendre.

La plus fidèle des banques créancières de Bernard Tapie a ainsi « sciemment accordé à Trayvou des concours bancaires ruineux (...). Elle en a tiré des bénéfices considérables au titre des intérêts perçus (près de 16 millions de francs en 1992) et alors que la société Trayvou connaissait des déficits considérables». Dernièrement, la SOBO a transformé le découvert bancaire de Trayvou en un prêt à long terme consenti à un taux de 6 % qui, selon le jugement, n'a rien de ruineux. » Enfin, Testut a accepté de verser à Trayvou une location gérance dont les redevances ont été « amplement surestimées » (un loyer annuel de 8 millions de francs couvrant la quasi-totalité des échéances de l'emprunt SDBO).

En bonne logique, le tribunal a donc prononcé le redressement judiciaire de Trayvou. Toutefois. il a opté pour un sursis à statuer dans le dossier Testut après avoir constaté que, début août, « au lour de l'établissement des rapports de l'expert comme du luge chargé de l'enquête, la société Testut se trouvait en état de cessation des paiement ». Une expertise complémentaire devra évaluer les effets du plan de redressement décidé en mars par les dirigeants de BTF. Le chambre commerciale a désigné un expert judiciaire à cette fin, qui devra rendre son rapport avant le 15 octobre, pour permettre aux magistrats de Béthune de réexaminer l'affaire à l'audience 23 octobre 1993.

Au motif que ce calendrier judiciaire allait porter atteinte à la bonne marche de l'entreprise en repoussant d'un mois la prise de décision judiciaire, Elle Fellous, PDG du groupe BTF, a annoncé qu'il faisait appel des jugements prononcés par la chambre commerciale. Ce qui risque de retarder bien davantage l'exemen du dossier, qui devra être transmis à la cour d'appel de Douai, Qualifiant de « tendancieux » le jugement prononcé à Béthune. M. Fellous a affirmé que Testut « n'est pas et n'avait jamais été en cessation de palement». A propos du plan de redressement. il a précisé que « l'actionnaire principal, la société Bernard Tapie Finance, a déposé 100 millions de francs lle moitié le 6 avril, l'autre moitié le 8 juin] sur un compte courant bloqué en vue d'une augmentation de capital de Testut». 50 millions du découvert bancaire de Testut à la SDBO seraient de surcroît transformés en un prêt à moyen terme remboursable au taux du

Anticipant cette contre-attaque, le jugement semble quelque peu réservé sur ce type d'arguments. Notant l'attitude antérieure des dirigeants de BTF qui cont délibérément confondu les intérêts des différentes sociétés dont ils avaient le contrôle », le tribunal a en effet jugé bon d'émettre « quelques doutes sur la vertu soudain revenue de l'actionnaire principal».

E. In.

A propos de factures litigieuses de la société KIS

Le parquet de Lyon délivre un réquisitoire supplétif visant MM. Botton et Crasnianski

LYON

de notre bureau régional Un réquisitoire supplétif visant Pierre Botton et Serge Crasnianski. PDG de l'entreprise grenobloise KIS, et concernant respectivement les chefs de recei d'abus de biens sociaux et d'abus de biens sociaux. a été délivré, jeudi 16 septembre, par le parquet de Lyon. Cet acte de procédure doit permettre au juge Philippe Courroye, chargé du dossier Botton-Noir, de mettre en examen le gendre du maire de Lyon et l'homme d'affaires grenoblois à propos de deux factures litigieuses.

Courant 1987, la société KIS avait réglé à Pierre Botton des factures de 118 600 francs et 782 760 francs, correspondent, selon l'aveu de leur bénéficiaire, à des « études fantômes » (le Monde du 12 mai). M. Crasnianski, entendu comme témoin le 21 juin, aurait été incapable de produire des traces de ces études.

Selon Pierre Botton, ce «cadeau» de 901 360 france était

destiné à son beau-père et correspondrait d'ailleurs à la mystérieuse mention « Monsieur C. de K...900 000 francs » figurant sur «l'annexe 2» au projet de « convention de remboursement » rédigé de la main de Michel Noir et recensant les «recettes encaissées par Pierre Botton en lieu et place de M. Noir ». Celui qui fut ulterieurement le directeur de campagne de M. Noir a affirmé que ce dernier lui avait demandé d'« aller réclamer » 1 million de francs à M. Crasnianski après lui avoir adressé, comme ministre da commerce extérieur, le 29 septembre 1987, une lettre (versée au dossier) annoncant une réduction de 15 à 5 millions de francs du remboursement de l'aide à l'exportation que ses « services étaient fondés à réclu-

mers. Après la notification des mises en examen, le magistrat instructeur ne devrait pas manquer de procéder à une confrontation entre les deux hommes.

R.B.

Le procès GRC-Emin au tribunal correctionnel de Lyon La complainte des entrepreneurs

de notre bureau régional

La troisième et demière lournée du procès GRC-Emin devant le tribunal correctionnel de Lyon a été consacrée aux plaidoiries concernant les principaux accusés : Evelyne et Patrick Emin, le couple de promoteurs-développeurs lyonnais, et Plerre Lacour. sénateur de la Charente, maire (CDS) de Montbron (le Monde des 17 et 18 septembre), L'avocat de ce demier, M. Olivier Metzner, entreprit de démontrer que l'expertise judiciaire, évaivant à 1 million de francs le montant des travaux réalisés dans la propriété de son client, n'était pas crédible et s'employa surtout à soutenir la finalité. «indirectement politique» des quetre fausses factures du même montant qui devreient ainsi, selon lui, entrar dans le champ des amnisties de 1988 et 1990.

Cet argument du financement politique, décrit comme le « paşsage obligé » des entrepreneurs entreprenants, a été également

largement développé par Me Monique Pelletier et Jean-Pierre Leriche, qui assuraient respectivement la défense d'Evelyne Emin et de son mari Patrick. Sans vouloir efaire pleurer dans les chaumières », les deux avocats tentèrent de donner une image plus humaine de ce couple quadragénaire de « capitaines d'industrie», secoués par leur garde à vue, puis éprouvés par les conséquences économiques et morales de l'affaire. On plaida la « sensibilité », la « sincérité », at une volonté d'entreprendre st de réussir contrainte à composer avec certains mauvais usages politico-urbanistiques. « Comment être connus autrement des grandes municipalités, que ce soit à Toulouse ou à Lyon?, abserva dans un soupir M. Leriche. A défaut d'une relaxe, l'amnistie : tel fut, en résumé, le chorus repris dans différentes tonalités par l'ensemble des défenseurs.

Le jugement a été mis en délibéré au 7 janvier 1994. ROBERT BELLERET

and the second section of the second second ारकारक अधिराज्ञ । इस्ति अस्ति । अस्ति । The second secon

THE PARTY OF THE P The state of the s THE RESERVE AND PROPERTY. المراجع والمراجع والمراجع والمراجع المراجع الم The second secon The second section of the second section is THE PART SHEET SHE of the second a series of the The first of the Control of the Cont

ार एक पर प्राप्तां का का का के कि कि कार्य The state of the s the second secon The state of the s The state of the s これのできる マート の変数 ときのとの

THE STATE OF the s 大大 大學 第一時時間 三碳 The second secon A STATE OF THE PARTY OF THE PAR 1 TO STATE OF THE PARTY OF THE The second of the second of the second TO THE PART WHEN THE PARTY OF T アーニーニー・メデー デオー連邦を選出権 選手 The second secon ・・・・ はかかから 大きな 変化 愛い趣

The state of the s The second secon Can Carting the Carting Control of the Cartin The state of the s when the state of

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

The second secon

14 李·思克克克克克 图图**图图图图图**图

- The Conference of the conference of the state of the st

The second residue to the second second

The second of the second of the second

PRINTE ME TO SERVE THE RESIDENCE OF SHARES Commence of the second second second

. Tel. 22

NANCY

de notre correspondante Georgette Thiébaut a beaucoup changé depuis février 1989. Elle s'est «remplumée». Dans la nuit du 12 février cette année-là, lorsque les gendarmes l'ont découverte sur des bottes de paille, entravée, dans l'étable, et sauvée in extremis de l'incendie de la terme de sa belle-mère, elle pesait trente-cing kilos. Vendredi 17 septembre, la cour d'assises de la Meuse a condamné ses deux tortionnaires - Jeanne Thiébaut, solxante-huit ans, agricultrice, et son fils Jean-Pierre, le mari de Georgette - à dix ans de réclusion criminelle, soit la peine maximale réclamée par l'avocat général Madeleine Simonello.

Georgette, aujourd'hui serveuse dans un restaurant d'Agen, s'efforce d'oublier. Digne dans son petit tailleur bleu et les yeux secs, elle a raconté sobrement et sans se plaindre aux jurés les années de sévices et de tortures que sa belle-mère et son mari lui ont infligées, làbas, à Vaux-la-Grande, dans un

La Commission nationale

consultative des droits de

travaux antérieurs à la décision du

Conseil constitutionnel du 13 août

annulant certaines dispositions de

la loi Pasqua, la commission « se

sélicite de la volonté des Etats de

s'entendre sur une politique d'asile

Critiquant indirectement la loi Pasqua

La Commission des droits de l'homme s'inquiète

des restrictions européennes à l'asile politique

IMMIGRATION

ERICH IN

d'YVES ACK

petit village du fond de la Meuse. Des tortures d'un autre âge endurées dans l'indifférence générale.

La 12 février 1989, la ferme de Jeanne Thiébaut flambe. Dans les décombres de la grange on découvre les restes calcinés de Werner Wagge, le fils adoptif de Jeanne. Dans une dépendance, une pauvre créature résignée attend la mort. C'est Georgette. Pour comprendre ce qui s'est assé, il faut remonter très loin dans le temps. En 1945, à la mort du père de Jeanne Thiébaut, un prisonnier allemand vient aider à la ferme. Jeanne a vinct ans, Leo Wagge est de dix-sept ans son aîné. Des liens se tissent Il se dit célibataire et elle le croit. Lorsque Jean-Pierre, fils de Jeanne, vient au monde. Leo Wagge annonce à celle-ci qu'il a une femme et cinq enfants en Allemagne. Les espoirs de nariage et d'honorabilité s'évanouissent pour Jeanne, et bientôt

Lorsque Werner, fils de Leo. vient s'installer à la ferme.

es rapports du couple se dégra-

Jeanne le prend en grippe. Il davient rapidement son souffredouleur. Les années passent, violentes. Jean-Pierre «le fils de boche a comme on l'appelait au village, grandit sans tendresse et lorsqu'il atteint l'âge d'homme, il prend femme. C'est ici qu'apparaît Georgette. Dès qu'elle débarque à la ferme en 1971, Jeanne voit en elle une rivale dont elle va briser la résistance à coups de privations et de mauvais traitements. A la naissance de Thierry, aujourd'hui âgé de vingt ans, Jeanne Thiébaut se

> «L'esprit trappeur »

découvre une passion pour son

petit-fils et elle le « confisque ».

Georgette est reléguée dans l'étable où elle dort sur des bottes de paille, sans couverture. même en hiver. Pour toute nourriture elle a droit à du pain trempé dans du café au lait. Les coups pleuvent. Son mari, sa belle-mère... Plus tard, son fils Thierry s'y met aussi «parce qu'il vovait les autres le faire ». Elle n'a

pas le droit d'accéder à la maison d'habitation, pas d'eau chaude pour se laver, pas de savon. Quand Jean-Pierre, ou Jeanne, tape trop fort à coups de tuyau à traire les vaches - ils appelaient ca «l'esprit frappeur» - ou bien evec la fourche, on entend ses cris dans le village. Mais personne ne réagit. Un jour pourtant, un voisin en parle aux gendarmes. «Je l'entendais pleurer et crier, dit-il à la cour, mais le gendarmes m'ont dit que s'il n'y avait pas de plainte ou de sang, l était délicat d'intervenir.

A la fin du procès, Jeanne a pleuré. Jean-Pierre a émis quelques regrets. Il pense surtout à sa ferme «aux biens qu'il a perdus a. Leurs avocats. M- Kremser et Hechinger, ont plaidé la responsabilité collective, la spirale de la violence ordinaire. Cela n'a pas suffi à infléchir les jurés qui. en décembre, entendront le récit d'un autre calvaire oul s'est achevé par la mort d'un homme, celle de Werner Wagge.

MONIQUE RAUX

FAITS DIVERS

A Brest

Un lycéen tué d'un coup de feu par un condisciple

BREST

de notre correspondant

Un lycéen de seize ans et demi a été tué par un élève du même établissement, vendredi 17 septembre. d'un coup de seu tiré à bout portant en plein cœur, à la sortie du lycée Amiral-Ronac'h, dans le quartier de la Cavale blanche, à Brest (Finistère). Le meurtrier présumé s'est présenté spontanément vers 21 heures au commissariat de police de Brest, où il est placé en garde à vue et entendu par la brigade des mineurs, il serait passé aux aveux, précise-t-on de source policière.

Le drame s'est produit à la sortie des cours de la mi-journée, à l'heure où les élèves qui ne sont pas abonnés à la cantine s'empressent de rentrer chez eux. Il était midi dix et plusieurs dizaines de lycéens attendaient sur le trottoir l'arrivée de l'autobus. Un élève de l'établissement, âgé de seize ans, a sorti une arme et tiré sur le jeune David, le touchant en plein cœur. L'adolescent devait décéder durant son transfert à l'hôpital. David entamait sa première année de scolarité en seconde

contre l'humanité, après le dépôt

d'une plainte déposée par l'Asso-

ciation des sils et filles des dépor-

tés juiss de France, visant John

Demjanjuk (le Monde du 26 août).

Déposée le 20 août par M° Amo

Klarsfeld, cette plainte vise les

agissements de Demjanjuk au

camp de Sobibor; elle s'appuie sur

un document qui établirait que cet

homme était surveillant à Sobibor

en mars 1943, quand des convois

de déportés juifs quittaient Drancy

pour être conduits vers ce camp.

Le dossier a été consié au juge

Jean-Pierre Getti. La cour suprême

d'Israel avait acquitté au bénéfice

du doute, en juillet 1993, celui qui

était considéré comme le « boucher

Grave accident d'autocar près de

Bar-sur-Aube. – Lors d'une

manœuvre de dépassement sur

l'autoroute A 5, entre Troyes et

Chaumont, à la hauteur de Bar-sur-

Aube, un autocar de tourisme bri-

rannique à deux étages a accroché

une voiture, samedi 18 septembre.

et s'est couché sur la chaussée. Les

pompiers ont dégagé du car deux

corps sans vie et une cinquantaine

de personnes blessées, dont quatre

grièvement atteintes. Les passagers

Incident à l'usine de Pierrelatte.

- Une dispersion accidentelle de

poudre d'oxyde d'uranium s'est

produite, dimanche 12 septembre.

à l'usine de Pierrelatte (Drôme) de

la Société franco-belge de fabrica-

de la voiture sont indemnes.

de Treblinka».

étoffée depuis la rentrée d'une option basket. «Il avait un bon dossier. C'était un élève sans problème », a précisé Pierre Gueguen, proviseur depuis deux ans dans ce lycée de 100 élèves, construit en 1977 dans un quartier de pavillons et de petits immeubles à la périphérie de la ville. La vie scolaire y a, selon le proviseur, une réputation de a calme ». Que s'est-il passé? Peu après le drame, des lycéens parlaient de dispute entre les deux garçons lors d'une séance de sport. Selon un témoignage, le meurtrier présumé aurait dit après avoir tiré : a Tu ne me croyais pas chiche!»

au lycée Amiral-Ronac'h, où il avait

voulu s'inscrire par passion du bas-

ket. L'établissement est en effet doté

d'une importante section sportive,

Dès vendredi, c'était la consternation chez les parents d'élèves. Le conseil local de la FCPE s'interrogeait sur la « montée de la violence dans notre société » et « les moyens éducatifs à mettre en œuvre pour [la] canaliser ».

GABRIEL SIMON

REPÈRES

Découverte d'un cimetière

ARCHÉOLOGIE

mérovingien à Paris

Une dizaine de sarcophages mérovingiens ont été découverts. vendredi 17 septembre, à quelque pas de l'Hôtel de Ville de Paris, à l'occasion des travaux préparatoires à la construction d'un parking souterrain sous la place Baudoyer (4-). Ces tombes. soit en pierre d'une seule pièce. SOIT OR DISTIPP. CONTENSIONT SINCOM des ossements. L'une d'ellas, construte en pierres maconnées. renfermait le saudiette d'un enfant. Les archéologues ont immédiatement entrepris une fouille de sauvetage. Et Jacques Chirac s'est rendu sur les lieux Ces fouilles retarderont le chantier du parking de plusieurs mois et entraveront partiellement la circulation automobile.

CHIRURGIE

Greffe

de sept organes sur une fillette de cing ans

Une équipe chirurgicale américaine a procédé, jeudi 16 septembre, lors d'une opération chirurgicale de quinze heures, à la greffe de sept organes sur une petite anglaise de cinq ans après l'échec d'une greffo réalisée il y a un an. Précisant qu'ell n'y a pas de complication et que les chirurgiens sont satisfaits des résultats », un porte-parole de l'hôpital de Pittsburgh a précisé qu'avaient été remplacés l'estomac, le gros intestin, l'intestin grêle, le foie, le pancréas et les deux reins.

La petite fille, qui vit à Eccles près de Manchester, avait reçu un intestin arêle et un foie en juin 1992 pour corriger une malformation congénitale. Cette graffe n'avait pas donné les résultats escomptés. Les rejets successifs avaient affaible les autres organes. «Les chirurgiens pensent que la greffe d'un bloc d'organes constitue la meilleure chance pour elle », a précisé le porte-parole de l'hôpital. L'opération coûtera environ 500 000 dollars et sera financée par une fondation créée par les parents de Laura pour la première intervention. Le roi Fahd d'Arabie saoudite avait à l'époque offert 275 000 dollars. - (Reuter, AFP,

ESPACE Pas de deux

russo-américain

Il ne s'agissoit nulloment d'une opération conjointe, et chacun est resté e chez soi ». Les cosmonautes russes de Mir of feurs collò gues américains de la navette Dis covery n'on ont pas moins effectué de concert, joudi 16 septembre, quelques pas dans l'es-

Durant leur sortie, qui a duré sept heures (de 10 h 30 à 17 h 30, houre française), les Américains Carl Walz et Jim Newtaine d'outils différents (notantment une « clé à molette » électrique) et une sorte de tabouret ajustable qui leur permet de travailler plus confortablument Mission réussio, hormis qualques difficultés rencontrées par les astronaules on fin do sortin pour fermer lour boite à outils. Cette troisième sortie américaine depuis le début do l'armée viso à préparer la réparation en orbite du télescope Hubble, právue en décembre

Les Russes, eux, s'entrainaient pour la construction de la station qui succédura à Mir Pondant nius de quatro heuros (do 7 h 58 à 12 h 16, houre française). Vassili Tsibliev of Alexandre Sgrubrov ont utilisé le mât mobile de 12 matres de la station Mir pour installer sur l'un de ses modules un troilles motallique de 5 mètres de longueur. Baptisõe Rapana, cetto structure déployable sera utilisée pour la construction de vastes supports de 15 mètres destinés à recevoir des panneaux solaires géants. - (AFP, UPI, Itar-Tass.)

POLICE

Un an de prison avec sursis pour un coup de feu intempestif

Un sous-brigadier du corps urbain de Saint-Étienne a ôté condamné, mercredi 15 septembre, à un an de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende par le tribunal correctionnel pour avoir tiré un coup de feu sur les passagers d'un véhicule à la sortie d'une boîte de nuit. Patrick Wozny, qui avait été suspendu de ses fonctions après les faits, était poursurvi pour violence avec arme. A l'audience, l'avocat général avait requis dix-huit mois de prison. dont six mois ferme, pour ce qu'i avait qualifié de « bavure polcière ». Dans la nuit du 29 août 1992, une patrouille appelée pour une bagarre à la sortie d'une boîte de nuit de Saint-Étienne avant été mal accueillie par certains fétards, qui avaient lancé des cailloux sur les policiers. Les occupants d'une voiture se montrant récalcitrants au contrôle, le sous-brigadior Wozny avait tiré un coup de feu. Passée par la lunette arrière. la balle avait terminé sa course dans l'appui-tête du véhicule, éraflant l'oreille de l'un des passagors.

SANS-LOGIS

La cour d'appel de Paris remet en cause l'expulsion

de l'avenue René-Coty

Les vingt-trois familles africaines sans logis qui occupaient, dopuis le 24 mars, la Maison maternelle de l'avenue René-Coty (Paris 14) n'auraient pas dû être expulsées. le 26 apût. Près d'un mois après cette expulsion domandée par la mairie de Paris et autonsée en première instance, la cour d'appel de Paris a, an effet, accordé, vendredi 17 septembre, à cos familles, un délai de six mois pour quitter les

Saisi en référé par la mairie, propriétaire des lieux, le tribunal de grande instance de Paris avait ordonné, le 15 avril, l'évacuation dans les deux mois. Les occupants avaient fait appol. Mais l'appol non suspensif, n'avait pas empêché l'expulsion (le Monde du 28 août). Dans son arrôt, la 14º chambre de la cour d'appoi critique l'attitude de la Ville de Paris. « Il eut dié souhaitable, estime-t-elle, que les parties puissent se rapprocher pour envisager une issue compatible avec la dignité humaine à une occupation contraire à la loi, mais dictée per l'état de nécessité». L'association « Droit au logement», qui avait installé les « sans logis » avenue René-Coty, estime que «les familles sont en mesure de ráclamer une réintéaration».

nations de Trayvou s'expliquent ficie licenard Tapie pour. par ala politique de groupe el M Florto Tra: repondent à des emperants est Cities of the comment of Pronomiques v. Les enquêtes judiperite industrie i isagi. ciaires en cours cherchent toute. club a assurer l'arme. fois à établir si les transactions scille du joueur britanne. micressant Trasson ont on non-Waddle, transfere en fe cte Traudulcuses et si elles se sont termes d'un contrat des ou non, accompagnees d'abus de hours. Le credit accordenouvoir Elles ont dell permis de

格証問題を持て

· 以前財務 東西海

in the interior

tut n'a constitue qu'un si bourse trois mois me M. Flocen qui, pour être annexes, ont muntré que l'ex-directeur precised on a BTF 5. entin des allegations de la général peut dire vrai quand il tent general de lesume Mirme disposer de a mazarione a le financement politique dans at bester. par la societe la diregna L'existence de financements is confirme que la campaaccordes par Testul an club de torale de Leon Schrage foctball de l'OM a ainsi eté corrocarriedas que regionales; borce par les enquêteurs. En liste I nergie-bud abining relevé des operations bancaires तम विकास स्थाप विकास effectuées par la SA l'estut à la security de balances infine Société de banque occidentale (SDBO) fait ainsi apparaitre un virciaent de 21 millions de francs apéré, le le milet 1989, au béne-(avec la coloi-

confirmer d'autres révélations de

A propos de factures litigieuses de la sociéfic

Le parquet de Lyon délivre un requisitoir suit visant MM. Botton et Crasniansi

fice de la l'inancière et Immobi-

de notre biresu régional

Un réquisitaire supplétif visant Pierre Botton et Seige Crasmanski. PDG de l'entreprise grenobleise XIS, et concernant respectivement les cheix de recel d'abus de biens meians et d'abus de lucus meians, a été délitité, jeudi la septembre, par le parquel de Lyon. L'et acte de procedure doit permettre au juge Philippe Courrone, charge du dosriei Bestian-Noit, de mettre en exismen le mendre du maire de Lyan et l'hompie d'attaites grenoblois à

presson de deux factures litigieuses. Courant 1987, la société KIS avait regle & Pierre Routem des factures de 118 più francs ci 787 160 francs, correspondant, selen l'aven de less bénéficiaire, à des a études lantômes e tie Monde du 13 mail. M. Craspianski. entendu comme lémoin le 21 juin. aufait eté incapable de produite des través de ces études.

avadeaus de 301 360 hanes était

gwensteint if ailleurs a bezeit meation - Venue (A through the im a Panerse 20 m pg ் நாக்கு இந்து இது இருக்கும் redice de la main de Mê et recessant les «metate tige forter francis da ्रि राज्यान देखीया वृद्धान riculement le direttu. pagne de M. Ver auffir derrie im atall dentie. nillos & M chantenage apres e adresse, comme ministe merce esteriett. le 114 198 une lette persen: .: among and une reducte. o mellione de francs de fr ment de l'aide i l'apore See and the state of the state Apres la militar moses en examen k mes tinetem ne deran press proceder a une commisse the partie hearings

destine a son beneater.

Selan Pierre Ratton, ce

de notre bareau régional rain chi grands GRC Emili novaiti स वैश्वे प्रताहत्वस्थित आज होत वेशवाण्ड Genemalit for part grant accu são Funição et Parnek Ferre in comple de pressonaus-dévolup these becomes at Poste (Annu.). genateur de la Charente moire 1003 de Monthem de Monde tisk 17 at 18 amtambiel i, aco bat da ca dermer, be Civior Marenis, ennapea de damantos Que i experiere palicare delle lugar à l'ambien de france in the is propulte in see comit संस्कृतास क्षेत्रकारी मून्य संस्कृताना Bolle, unight in, mitter Cont in

Distriction, official comments in a plant Sulte tegitige a turk billining and a Bulle futurente & vie 2, Takinger.

harmonisée», mais estime qu' « il serait inacceptable que les travaux (européens-NDLR) en cours puis-A Marseille

mier ministre.

Le tribunal administratif annule l'arrêté de reconduite à la frontière d'une jeune mariée algérienne

Le tribunal administratif de Marseille a annulé, vendredi 17 septembre, un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière qui visait une Algérienne de vingt-cinq ans. Celle-ci, en séjour irrégulier, avait été interpellée quelques minutes avant son mariage avec un Français, mercredi 15 septembre, dans une mairie de Marseille. Le tribunal a jugé que « le préset, qui ne sait valoir aucune autre atteinte à l'ordre public (en dehors du séjour irrégulier NDLR) imputable à la requérante, a commis une erreur maniseste dans l'appréciation des conséquences que pourrait avoir sa décision sur la situation personnelle de l'intéressée ».

Arrivée en France en 1991 avec un simple visa de trois mois, Khadija avait rencontré un jeune Français. Leur demande de mariage, le 17 août dernier, avait donné lieu à une enquête. La cérémonie de mariage avait été interrompue par l'arrestation de la jeune femme, à laquelle un arrêté de reconduite à frontière avait ensuite été signi-

> Le Monde EN ENTREPRISE tarifs et services speciaux

Service entreprises : Tél.: 49-60-32-68 Fax: 46-71-60-04

sent aboutir dans la pratique à remettre en cause les principes qui sont à la base du droit d'asile.».

l'homme s'inquiète des consé-Cette instance, placée auprès du quences de la construction europremier ministre, et où siègent des péenne sur la pratique du droit représentants des administrations, d'asile. Elle entre ainsi indirectedes cultes, des syndicats, des assoment, à son tour, dans le débat ciations de défense des droits de l'homme, s'était elle-même saisie en cours sur la révision constitude la question, au printemps. Elle tionnelle, sur laquelle le Conseil relève que « la spécificité juridique d'Etat a été consulté par le predes principes (...) qui sondent le droit d'asile interdit que celui-ci puisse être envisagé (...) sous la Dans un avis rendu public, venseule perspective de la restriction dredi 17 septembre, mais issu de des flux migratoires».

> « Marge de manœuvre »

Après avoir souhaité a vivement que l'harmonisation des politiques d'asile au sein des Etats européens aille de pair avec le rensorcement des garanties juridiques et pratiques qui assurent le respect effectif du droit d'asile, elle émet de sérieux doutes à ce sujet. La commission, présidée par Paul Bouchet, conseillet d'Etal « s'inquiète tout particulièrement de ce que l'admission des réfugiés et demandeurs d'asile dans l'espace européen, ne soit rendu très aléatoire » par la possibilité qu'offre les conventions de Schengen et Dublin de renvoyer un demandeur d'asile vers un pays tiers où il aura simplement transité, ou parce que se demande sera jugée « manifeste-

ment infondée ». L'avis de la commission entre plus directement dans la controverse née de la récente décision du Conseil constitutionnel, en rappelant que les conventions européennes «laissent à chaque Etat une marge de manœuvre (...) dans l'acceptation de l'examen d'une demande d'asile» (disposition à laquelle le Conseil constitutionnel s'est référé pour autoriser le séjour de tout demandeur d'asile se prévalant du Préambule de la Constitution de 1946). «L'application en droit interne de ces notions peut s'averer déterminante pour le respect des engagements internationaux de la France», précise l'avis.

Enfin, la commission critique le manque de « transparence » des travaux sur l'harmonisation européenne du droit d'asile, qui «s'efsectuent actuellement en vase clos » selon elle, sans qu' « aucun contrôle parlementaire ne s'exerce».

D Le Club 89 est favorable à la révision de la Constitution sur le droit d'asile. - Le Club 89, cercle de réflexion proche du RPR et présidé par le ministre de la culture, Jacques Toubon, a indiqué, vendredi 17 septembre, qu'il est savorable à la révision de la Constitution proposée par le premier ministre après la décision du Conseil constitutionnel sur le droit d'asile. «L'intérêt national, la stabilité sociale et le respect des conventions internationales exigent une modification limitée de la Constitution, prevoyant que l'application des principes de son préambule ne sait pas obstacle à la règle de la décision unique prévue par la convention de Schengen», estime le Club 89.

Selon un communiqué du SCPRL ouverte à Paris après une plainte qui précise que a les vérifications visant John Demianink. - Le parsur le personnel sont en cours », les contrôles effectués n'ont pas monquet de Paris a ouvert, jeudi tré de conséquences « pour !'hy-16 septembre, une information judiciaire contre X... pour « crimes giène publique ni pour l'environne-

Onverture d'une information judiciaire pour eulèvement après la disparition d'une fillette à Perpignan - Le procureur de la République de Perpignan (Pyrénées-Orientales) a ouvert une information contre X pour « enlèvement et séauestration de mineure de moins de quinze ans », vendredi 17 septembre, soit quatre jours après la disparition de la petite Karine à sa sortie de l'école, Jeudi, deux cent quarante policiers avaient fouillé, sans résultat, les appartements de la Cité ensoleillée où la fillette a été aperçue pour la dernière sois.

Création d'une cellule nationale contre le racisme. - Une cellule nationale de lutte contre le racisme vient d'être créée à Paris à l'initiative de Charles Pasqua, ministre de l'intérieur. Coiffant les « cellules » analogues existant dans certains départements, cette instance nationale est composée de représentants de six ministères, de membres de la commission des lois et de celle des affaires sociales du Sénat et de l'Assemblée nationale, de représentants des cultes et d'associations antiracistes ainsi que du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris. Selon le coordonnateur de cette structure, Patrick Gaubert, conseiller au cabinet de Charles Pasqua, la cellule devra non seulement dresser le bilan des travaux départementaux, mais intervenir rapidement «lorsqu'un problème grave se

tion de combustibles (FBFC). L'incident, annonce vendredi 17 septembre par le Service central de Parution au Journal officiel des protection contre les rayonnements textes sur le baccalauréat. - Les ionisants (SCPRI), est survenu décrets et premiers arrêtés concernant l'organisation des classes de dans un atelier de conversion.

première et de terminale ainsi que les épreuves du baccalauréat pour la session 1995 ont été publiés au Journal officiel, vendredi 17 septembre. Les décrets définissent les conditions de délivrance et l'organisation des trois séries du baccalauréat général (littéraire, économique et social, et scientifique) et des six séries du baccalauréat technologique. Des arrêtés fixent la liste et les coefficients des épreuves de chaque type de baccalauréat, ainsi que l'organisation et les horaires des classes de première et de terminale. Il reste à définir le contenu et le mode d'évaluation des épreuves nouvelles, comme les lettres en terminale littéraire, l'histoire-géographie en séries technologiques, et des nouvelles options comme les lettres en série économique et

U Quatre des neul tests de dévis-

sociale.

tage de l'hépatite C retirés du marché. - Quatre des neuf lests de dépistage de l'hépatite C - Virelli Diagast. Enzygnost Behring, UBI HCV EIA (Organon Tecknika) et Wellcozyme - viennent d'être retirés du marché français, en raison d'une sensibilité inférieure à celle des tests plus récents, a annoncé, cudi 15 septembre, le ministère de la santé. Ces tests « ont contribué, au moment de leur mise sur le marché, à l'amélioration de la détection de l'infection par le virus de l'hépatite C. mais ont une sensibilité moindre que les autres, en particulier au début de l'intection, pendant la phase de sére-conversion, particulièrement longue pour ce virus ». Le ministère de la santé a mis à la disposition des personnes qui le souhaitent un' numéro vert (05 41 50 00). Il précise que, à la différence d'autres maladies comme le sida, il n'y pas de nécessité de refaire l'analyse qui aurait été pratiquée avec un des 1 tests retirés du marché.

la proces GRC-Emir 221 tribunal correctionnel de la La complainte des entreprendi

turament dévalopé Me Montique Pelletier Deta Franche da seast productions to deland it the country of the son manife - 20 एक्ट्राक्री क्र क्राफ्रिक विद Same Condon a fand plant ? .ta. Pharmores a les des क राज्यकृति स्थानकात्रात्यका देव देवता at: tottlerent de domi gende plus humane de 2 ple qualification are de distriction Secones in The contract of the pass opposite aver contains multiple mantent des travaire englische anning-loosed a straight of the straight of th anningelige faceaux a things of the series o

is asserting to chords the feet of the chords the chord the descriptions Citation ries animistant all lights For the financial and the first firs of their the mediated of the constructions

EN BREF Une information indicinire

Villas de rêve en péril

Les Journées du patrimoine des 18 et 19 septembre devraient permettre au public de découvrir celui du XXe siècle, trop souvent négligé. L'œuvre de l'architecte Mallet-Stevens souffre de cette indifférence

lieu à une portée de canon de Paris, cérémonie que l'histoire de l'architecture ait sans doute connue, organisée par un mécène dont la générosité devait se révéler depuis dépassée par l'ambition. Dix-sept architectes, choisis par un petit groupe d'experts comme les «meilleurs du monde», avaient été réunis en grand secret pour partager les plus belies choses de l'esprit, de l'art et de la table, et pour tirer au sort sur un vaste terrain voisin la parcelle où chacun d'eux aurait à édifier sa maison idéale. Pour ne pas froisser nos compatriotes, citons seulement quelques étrangers comme Meier, Siza, Ando, Botta, Foster, Piano, Gehry, Koolhaas ou feu Stirling... Jamais une telle brochette de célébrités relativement consensuelles n'avait été réunie.

Où avait lien cette fête passablement irréelle? Dans un monument historique? Non. Dans une villa de Le Corbusier? Non plus. Dans quelque haut lieu de l'architecture française? Non encore, ou piutot oui : dans un de ces monuments légués par notre propre siècle, que les hésitations de l'histoire et la difsiculté à intégrer le passé récent nous font négliger. Il s'agit du «château de Mezy», dans les Yvelines, construit en 1924 par Robert Mallet-Stevens pour le couturier Paul Poiret puis occupé par Elvire Papesco.

li est inutile de faire le panégyrique de Mallet-Stevens, architecte dont la Journée de Mezy témoigne assez de l'importance. C'est en revanche le moment, s'il n'est pas délà trop tard, de tirer l'alarme sur l'état lamentable dans lequel sont laissées, par l'Etat, par les municipalités, ou simplement par leurs actuels propriétaires, plusieurs des œuvres majeures d'un architecte que seule une mort trop précoce, en 1945, et peut-être un peu trop de superbe, ont empêché d'être révéré à l'égal de Le Corbusier, l'autre maître français du mouvement moderne.

Le sort de Mezy, vaste villa et un salon de coiffure. L'ensemble blanche de 1 500 mètres carrés, se déployant sur plus de 4 hectares. d'esprit transatlantique, reste indécis, mais au moins peut-on espérer que l'intelligence d'un propriétaire privé assurera la survie de ce chefd'œuvre. En revanche, on peut exprimer les plus vives inquiétudes pour la villa Noailles, à Hyères, dont le sort est révélateur et plus encore pour la villa Cavroy, à Croix, près de Lille. Son dernier propriétaire a en effet laissé consciencieusement piller décors et boiseries, vandaliser les menuiseries, détériorer même des éléments structurels (par qui? pourquoi?) avant que la direction du patrimoine ne se décide à protéger sur le papier cette construction historiquement comparable aux plus importantes maisons de Frank Lloyd Wright. Il est vrai que sur le terrain de la villa, où l'on continue d'entrer comme on veut, son actuel propriétaire. Jean-Pierre Willot, préférerait voir un lotissement.

Le sort de Cavroy - qui ferait, par exemple, un excellent refuge pour une Fondation européenne de l'architecture – est désormais entre les mains du conseil général, aussi : l'aise, semble-t-il, et aussi décidé que la municipalité de Hyères, propriétaire de la villa Noailles depuis

« Une maison infiniment pratique»

C'est en 1923 que Charles de Noailles, séduit par Hyères, commande à Robert Mallet-Stevens « une maison infiniment pratique et simple, où chaque chose serait combinée au seul point de vue de l'utilité». Le joyau des Années folles prendra de l'ampleur lors des dix années qui suivent. La villa est ainsi passée de cinq pièces et 207 mètres carrés à 1 600 mètres carrés en 1930. Elle finit par comoter soixante pièces, un jardin cabiste (confié à Guévrékian), d'amples terrasses, une piscine suspendue et chauffée, des saunas, un gymnase, un squash en brique pilée

Les invités de Charles, sastueux mécène, s'appellent Giacometti. Dominguez, Lipchitz, Auric. Bérard, Markevitch, Man Ray réalise autour de la piscine un film, le Mustère du château de dés; Cocteau y écrit le Sang d'un poète et Bunuel l'Age d'or (deux films dont le tournage est financé par Charles). Picasso. Balthus ou Dali viennent faire le portrait de Marie-Laure, l'épouse de Charles. Le décor rappelle ceux de l'Inhumaine, le film de Marcel Lherbier, dessinés par l'architecte : blocs découillés, décrochements multiples, pans de verre, fenêtres horizontales, baies vitrées qui s'escamotent dans le sol (Le Corbusier et Mies Van den Rohe reprendront l'idée). Les pièces sont exigues, les chambres monacales mais toutes orientées plein sud et possédant leur salle de bain.

Après la guerre, le château perdra de sa superbe - la piscine sera même recouverte par un pavillon d'hôpital pendant le conflit. Charles, réfugié à Grasse, abandonne Hyères à Marie-Laure. La municipalité rachète le bâtiment en 1973. Plus pour le site et l'incomparable terrain environnant qui domine la mer que pour cette construction austère que la ville n'a jamais appréciée. On ne peut expliquer autrement l'attitude des municipalités, de gauche comme de droite, qui, après l'avoir acquise, l'abandonnèrent pendant quinze ans aux vandales, aux squatters et aux pillards.

Le sursaut pour sauver la villa Noailles viendra, en 1982, de quelques architectes passionnés par le mouvement moderne. L'Etat prendra le relais pour que la ville prenne enfin conscience de l'intérêt patrimonial de cette demeure, inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en 1975, mais pas encore classée. Le maire, Léopold Ritondale (div.droite), avoue que «la villa est plus connue à l'étranger qu'à Hyères. Moi, j'y suis attaché car mon père y

était jardinier». Une première tranche de 6 millions de francs de travaux est effectuée en 1989-1990. La restauration a ele coniece aux architectes Cécile Briolle, François Repiquet et Claude Marro, spécialistes du bâtiment. Elle est soignée et concerne le bâtiment initial, soit le tiers de l'ensemble. La villa a retrouvé sa couleur ocre, les enduits ont été refaits, le jardin de Guévrékian reconstitué, tout comme les baies vitrées à partir de quatre variétés de verre. Les salles volltées de 250 mètres carrés, en sous-sol, sont utilisées pour des expositions temporaires.

Et puis plus rien. Voilà cinq aus que Noailles attend la seconde partie de la rénovation - piscine, chambres d'amis, jardin suspendu qui sont dans un état déplorable. dangereux même puisque certains éléments menacent de s'effondrer. La poursuite des travaux, logiquement confiée à la même équipe d'architectes, devrait coûter entre 12 et 15 millions de francs, l'Etat assurant 40 % du coût. Une tranche de 3,2 millions de francs devait être entamée fin 1993 : l'Etat versant 1,6 million de l'Etat, le département I million de francs et la ville 600 000 francs. Mais la contribution municipale n'a jamais figuré au budget de la ville.

Motiver les municipalités

Certains voient dans ce faux bond la preuve que Hyères se désintéresse de la villa Noailles. « Nous avons du faire des coupes dans le budget, explique Michel Misfud, adjoint à l'éducation et aux affaires européennes, en charge du dossier Noailles, mais les 600 000 francs devraient étre débloqués en octobre. » Le maire, justifie ce retard « La suite de la rénovation dépend de ce que l'on sera de Noailles une fois les travaux terminès. Or. il n'est pas auestion aue la ville prenne en charge son fonctionnement. » Reaction surprenante pour une ville de 52 000 habitants tournée vers le

tourisme, et qui accueille près de 3 millions de visiteurs l'été...

A la direction régionale des affaires culturelles, on se dit « desoriente» par l'attitude de la municipalité. «Le bâtiment est exceptionnel, les jardins superbes, les architectes compétents, le site tout trouvé pour l'action culturelle. El pourtant le dossier avance - au ralenti», se lamente François Goven, le conservateur régional des monuments historiques. Plus grave les lenteurs municipales ont entraîné l'annulation du 1,6 million de francs dégagé par l'État « Hyères a raté le coche, explique François Goven, le sauvetage rapide de l'édifice aurait permis de limiter le cout des travaux et de réfléchis tranquillement à son utilisation. Maintenant, nous entrons dans une période budgétaire très difficile et notre aide est repousée à 1994.».

Certes, en dix ans, les projets d'utilisation de la villa Noailles se sont succédé : centre de recherche sur les créations de l'enfance, centre international de création et d'animation, musée du modernisme, accueil de séminaires d'entreprises. galerie d'art contemporain (confiée Pierre et Marianne Nahon)... A chaque sois le projet a buté sur deux écueils : la difficulté de trouver des mécènes et la ville oui ne vent pas se dessaisir de Noailles tout en refusant d'en assurer la gestion. Celle-ci a préféré se décharger de ses responsabilités sur l'association Forum Mediterrannée Villa de Noailles-Mallet-Stevens, créée en

Son premier président était André Parinaud, figure aussi connue que contestée du monde des arts. Il vient d'être remplacé par le couturier Pierre Cardin. On retrouve aussi des représentants de la ville, le groupe immobilier Pierre et vacances, mais aucune personnalité culturelle - pas d'architectes. d'historiens, ni de représentant du ministère de la culture ou des monuments historiques... L'association prévoit de créer à Noailles des expositions qui feraient revivre « les

artistes en résidence, une bibliothe contres des civilisations méditerranéennes et un musée de l'Union de artistes modernes (UAM) proposé par les trois architectes charges de la rénovation. Pour finances ces projets, la ville comme l'association comptent sur les carnets d'adresses de Pierre Cardin et du vice-président de l'association : Lord Clive Hollick, un énigmatique basquier britannique, amoureux du site. 411 fera venir vingt mécènes qui amèneront 10 millions de francs sur trois ons, affirme André Parinaud; over les 6 millions promis par l'Etat, les travaux seront finis fin 1995. a.

« Attendons de voir », confient olusieurs observateurs, lassés par 'avalanche de projets avortés. «Si la municipalité traîne les pieds pour voter la subvention, c'est qu'elle n'a pas confiance dans ce projet ». répond l'un de ses représentants. Au point que le classement du bâtiment est envisagé à la direction des monuments historiques si rien ne se concrétise rapidement. Ce qui obligerait la ville à entreprendre des travaux de sauvegarde.

Toutes ces difficultés prouvent combien il est difficile de « motiver les municipalités sur le patrimoine contemporain ». Hyères a trouvé les 5 millions de francs nécessaires à la restauration - judicieuse - de la tour des Templiers (XI siècle). " Noailles bénificiera-t-elle enfin de la mème sollicitude?

> FRÉDÉRIC EDELMANN et MICHEL GUERRIN

➤ Villa Cavrois, 68, rue Jules-Guesde, 59170 Croix. Villa Noailles, montée de Noailles 83400 Hyères, rens.: 94-65-22-72.

A lire : Mailet-Stevens, la villa Noailles, de Cécile Briolis, Agnès Fuzibet et Gérard Monnier, éditions Parenthèses (72, cours Julien, 13006 Mar-

Rozon et Coullier présentent



AU PALAIS DES CONGRÈS DU 28 OCTOBRE AU 21 NOVEMBRE





LOCATION PALAIS DES CONGRES - FNAC - VIRGIN MEGASTORE - AGENCES - GALERIES LAFAYETTE PAR TEL 40 68 00 05 ET MINITEL 3615 PALAIS

Wea ROZON

Le président et le manuscrit coréen

Sombre semaine pour la Bibliothèque nationale (BN), qui a perdu un de ses manuscrits mais qui, surtout, a eu le sentiment d'avoir été chumiliée ». Mercredi 15 septembre, lors du voyage du président de la République en Corée du Sud (le Monde du 17 septembre), un manuscrit coréen a été officiellement remis aux autorités coréennes pour «un prêt de lonque durée ». « J'ei du ramener ce livre presque de force», aurait Indiqué François Mitterrand. Il a fallu, en effet, de longues négociations pour « arracher » le « livre » au deux conservatrices chargées de le convoyer.

Le manuscrit fait partie d'un lot de 298 documents saisis par l'amiral Roze en 1866 dans l'île de Kangwa, à proximité de Séoul. Ce dernier commandait l'expédition punitive envoyée en Corée à la suite du massacre de plusieurs missionnaires catholiques - dont le vicaire apostolique pour ce pays et trois autres prêtres français - par les autorités coréennes de l'époque.

Le manuscrit est la copie - la Corée en possède deux autres d'une relation officielle qui énumère les dispositions prises pour la construction d'un temple funéraire destiné à la mère du roi de Corée en 1822. Les autres documents coréens déposés à la BN, per le ministère de la marine en 1867, sont du même ordre. Il ne s'agit pas, on le voit, de pièces d'une grande rareté - comme les Codex mexicains par exemple ni pour la France ni pour le Corée. Mais il s'agit pour l'une et l'autre de symboles et de principes.

Onestion de principes

Pour la Corée, incontestablement, la remise d'un tel objet est lourde de signification. Il s'agit d'effacer les humiliations passées, humiliations qui furent nombreuses, venant des lointains pays occidentaux comme du voisin japonais. La presse coréenne s'est largement faite l'écho de cette « manifestation », indiquent d'ailleurs qu'il s'aglssait d'un ensemble de trois manuscrits (information erronée). Il a été également annoncé qu'une com-

mission mixte se tjendrait pour discuter des modalités du transfert du reste du fonds. Commission fantôme, indique-t-on à Paris, puisqu'on ignore sa composition et la date de sa réunion, voire son existence

Pour la Bibliothèque nationale, vigoureusement soutenue par les principaux établissements patrimoniaux (musées en tête), il s'agit d'abord dans cette affaire d'une question de principes. « Si on commence à entrer dans le jeu des restitutions, la liste est ouverte et elle est sans fin », indique Monique Cohen, conservatrice responsable de la division orientale du département des manuscrits. En effet, la liste est longue des objets d'art ramenés manu militari par les Français au cours des âges, à commencer par les armées de la République et de l'Empire. Faudra-t-il restituer les Noces de Cana à Venise? Pour les locataires de la Rue de Richelieu, il y a enfin une question de méthode. Le ministre de la culture avait demandé, la semaine

précédant le voyage présidentiel, la remise du manuscrit. L'administration de la BN, fui répondit par la négative de façon très argumentée. La 13 septembre, nouvelle requête, venant de l'Elysée, demandant de confier à l'avion présidentiel deux ou trois de ces manuscrits. Nouveau refus. Le lendemain 14, à la demande du ministère de la culture, un ordre de mission est signé par l'administrateur général de la BN, Emmanuel Le Roy Ladurie. Deux conservateurs, Monique Cohen et Jacqueline Samson. responsables du département des imprimés, prennent l'avion dans le courant de l'après-midi, avec un manuscrit pour le présenter aux autorités coréennes.

Les deux conservatrices débarquent le 15 à Sécui, via Tokyo. Elles apprennent, en arrivant qu'elles doivent remettre leur « colis » à l'ambassadeur qui le donnera aux Coréens. Refus des conservatrices : cette demande ne cadre pas avec leur mission. Elles comprennent surtout qu'elles ont été « roulées dans la farine ». Il fallut toute l'insistance du ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, relayé. de

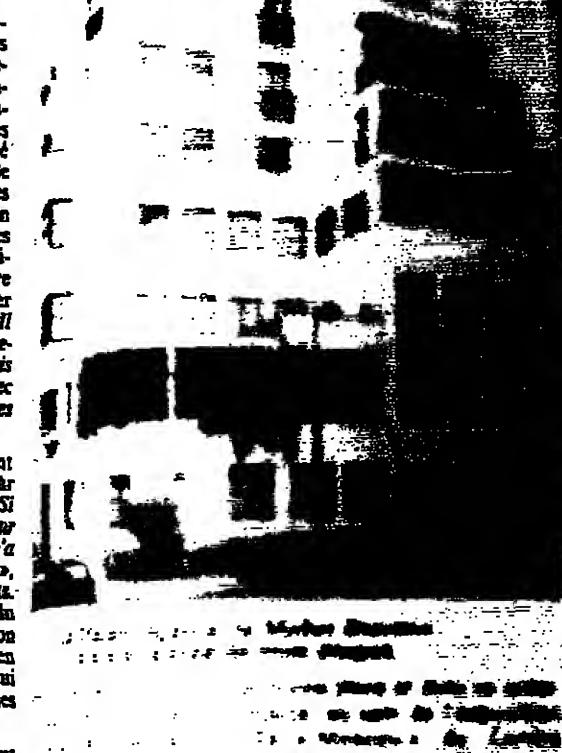
Paris par le ministre de la culture Jacque Toubon, pour qu'elles se dessaisissent de leurs documents, au prix de quelques

De retour à Paris, elles s'empressent de se démettre de leurs responsabilités administratives « Il s'agit pour nous d'une question d'honneur, indiquent les conservatrices. On s'est fait flouer. Nous avons été contraintes d'accomplir un acte contraire à l'intérêt de la France, à la légalité et à la déontologie de notre profession. » Une réunion des conservateurs et des chefs de département de la BN a eu lieu le 17 septembre. Une lettre de protestation solennelle a été envoyée au ministre de la culture où il est rappelé que, esalon la lai, les collections publiques sont inaliénables, seule une nouvella loi peut modifier ce statut. La Manufacture est faite pour servir aux cadaaux présidentiels, pas les collections de la Bibliothèqua nationale ou du Louvre ».

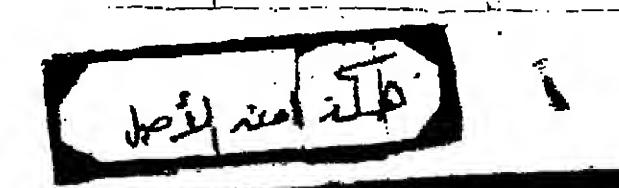
Effectivement, les conservateurs du Louvre se sont émus à leur tour. Certains d'entre eux ont téléphoné rue de Richelieu pour epporter leur soutien à la BN. Ils voient déià les demandes de restitution affluer et décimer leurs cimalses I Rue de Valois, on précise de manière embarrassée que la décision est venue de l'Elysée, directement, sans passer par la voie hiérarchique. Avant de quitter Sécul, François Mitterrand a assuré, jors d'une conférence de presse, que cette affaire «ne serait pas un précédent», en précisant que e les musées, partout dans le monde, sont pleins trésors qui ont été pris dans des conditions sur lesquelles il ne favi pas s'étendre ».

Sans doute le numéro 1235 des manuscrits orientaux ne pèse pas lourd en face d'un contrat comme celui du TGV, mais la présidence de la République peutelle disposer des collections nationales - même au nom d'un intérêt supérieur - sans concertation avec ceux qui en ont la garde? Question de principes.

EMMANUEL DE ROUX



* **



MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18 SEPTEMBRE A 0 HEURE TUC

PRÉVISIONS POUR LE 19 SEPTEMBRE 1993

TEMPS FREVU LE DOMANCHE, 19 SEPTEMBRE 1993 VERS MICH

20.40 Divertissement: Les Grosses Tétes. 22.30 Hommage

à Raymond Burr. L'affaire des embisions per-0.10 Magazine : Formule foot.

0.50 Journal et Météo. 0.55 Magazine : Le Club de l'enjeu.

FRANCE 2

Vous qui êtes intéressés à la détense du patrimoine, la SOCIÉTE POUR LA PROTECTION DES PAY-SAGES ET DE L'ESTHÉTIQLE DE LA FRANCE prend fair et cause pour sa protection et publie · SITES ET MONUMENTS .. មិទី ខ្លួនខ្លួន ជានៅពេកដោយនេះ Demandez un spécimen gratest, 39, av. de la Motte-Picquet, Paris 7

20.50 Magazine: C'est votre vie. Par Frederic Mitterrand.

LEGENDE

BROUBILE

FOUNDAMEN

NUAGRIX COURTES ECLARCES

HILL OU BRUNE

NBSE.

AVEXES

CRACES

donner des ondées orageuses sur la

Les températures matinales seront

fraîches : 6 à 10 degrés sur la moitié

nord, localement 4 degrés dans les

Ardennes, 9 à 12 degrés sur la moitié

sud, localement 15 à 18 degrés près

L'après-midi. le thermomètre sera à

la hausse : 18 à 22 degrés sur la moi-

tié nord, 22 à 27 degrés sur la moitié

sud localement 27 à 29 degrés près de

Corse et la Côte d'Azur.

de la Méditerranée.

la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 20 SEPTEMBRE 1993 A 0 HEURE TUC

BRUMES ET BROULLARD

SENS DE DEPLACISABA

OU COLVERT

Mune! Robin. 22.25 Les Chefs-d'œuvre de la Fondation Barnes 22.30 Variétés : Tarateta.

23.50 Journal, Journal des courses et Météo. 0.15 Magazine : La 25 Heure. FRANCE 3

20.45 ➤ Téléfilm :

L'Interdiction. De Jean-Daniel Verhaeghe. d'après Balzac. 22.10 Journal et Météo. 22.35 Jamais sans mon livre.

> Invités : Jean Rouaud (Des hommes illustres); Alain Rev. maître d'œuvre, avec Josette Rey-Debove, du Petit Robert; Françoise Cachin, directrice du Musée d'Orsay, à propos de l'exposition des chefsd'œuvre de la Fondation Barnes: Bernard Frank, spécialiste de la littérature japonaise, présente Chita et le Japon de Lafcadio Hearn,

23.30 Magazine: Musique sans frontière. Destination: les Antilles. 0.15 Continentales Club.

Heam, de Jonathan Cott.

Faux et usage de faux

à la cour d'Angleterre.

De John Schlesinger.

CANAL PLUS 20.30 Téléfilm:

(3° et 4° épisodes). 0.00 Sport : Moto, Le Bol d'or. 0.10 Série :

Strama, De Jaroslav Tuzar.

De Jan Libora et Jari Lehovec.

Le Secret d'Emmanuelle.

L'apparition du fakir.

de la Mala Strana.

De Jaromi Jires (N.).

Gloire de pierre.

0.15 Présentation (et à 0.25).

De Pavel Marek.

L'Enfant déchiré.

De Michael Tuchner.

Spécial Inde.

De Francis Leroi.

22.55 Téléfilm :

De Jiri Krejcik.

Le Voyage.

0.05 Court métrage :

0.20 Court métrage :

20.40 Soirée thématique Au cœur de l'Europe, Prague. 20,45 Court métrage : Prague, cœur troubié. 21.50 Images de la Mala

Ciné dimanche. Film améncain de Norman Jewison (1978). 23.30 Court métrage :

La vieille qui marchait dans la mer. a Hevnemann (1991).

22.25 Magazine ; Culture pub. La Course du lièvre à travers les champs, we Film français de René Clément (1972).

FRANCE 3

20.45 Emission spéciale, Interview de Yasser Arafat, président de l'OLP par Jean-Marie Cavada. Reportages sur la bande de Gaza et Jérusalem.

knvité : Charles Picqué, ministre-président de la région Bruxelles-capitale. l'été dernier. 222

Lounguine (1992).

0.55 Cinéma :

L'Equipe du dimanche.

4 diffusions double live (TV EDIT) en concert

le 18 sept à 8130 le 23 sept à 2h to 23 south a sh le 2 oct à 16nos

21.40 Documentaire : Les Allumés... Rodéo à Omak, la course sui cide, de Hervé Fleujan

Extraita des matches de la 9- journée du championnat de France de D1.

Lusting (1990). 0.25 Cinėma : FX2. offets très spéciaux. 🗅 Film américain de Richard

20.40 Documentaire : D'Est. De Chantal Akerman 22.35 Téléfilm : Aimée.

De Pedr James. 0.15 Documentaire Jazz in the Night. ainsi que la Vie de Lafcadio M 6

> 20.35 Magazine: Stars at couronnes. 20.50 Feuilleton:

Soko, brigade des stups.

TF₁ assassinée. 🗆 Film français de Georges Lautner (1987). 22.00 Téléfilm : Petite histoire

Le Vidéo Club. d'Ambroise Thomas; livret

1.25 Opéra : Mignon. Musique de Barbier et Carré, mise en scène de Pierre Jourdan. Avec le Madrigal de Compiègne.

Film franco-naben de Laurent : 20,45 Téléfilm : de la fondation Barnes.

0.50 Journal et Météo.

Mankiewicz (1959) (v.o.).

---- En clair jusqu'à 20.35 ----20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Cinéma : Luna Park, su Film tranco-russe de Pavel 22.20 Flash d'informations. 22,25 Magazine

Truly, Madly, Deeply. **a** Film britannique d'Anthony

22.05 Flash d'informations 22.15 Magazina : Jour de foot.

23.00 Cinéma : Maniac Cop 2. u Film américain du William

Franklin (1991) (v.o.)

ARTE

La Fureur des anges. La vie continue, de Nuzz Kulik

Dimanche 19 septembre

20.40 Cinéma : La Maison 22.40 Magazine:

22.50 Cinéma : FIST. ■ 1.05 Journal et Météo. 1.10 Magazine

FRANCE 2

20.50 Cinéma : 22.30 Les Chefs-d'œuvre

22.35 Cinéma :

22.20 Journal et Météo. 22,45 Magazine : Le Divan. 23.10 Cinéma : Soudain Film américain de Joseph L.

Canal Plus

Minghella (1990) (v.o.).

MEZZANINES 2 990 F merz 2 places + óchalle PROMO RENTRÉE du 15 sept. au 30 sept. + 150 combinaisons standard

 MEZZANINES - RANGEMENTS PODIUMS - CANAPÉS FUTONS SPACE

Le spécialiste du gain de place 30, bd Saint-Germain (5-), 46-34-69-74 4, rue Saint-Honoré (1-), 40-26-13-55 11, rue Chabanais (21), 42-60-26-45

Rue Mallet-Stevens

CULTURE

La Maison-Agence de Mallet-Stevens

en bonne place et dans sa quasi-

totalité, au sein de l'exposition

Georges-Pompidou... l'œuvre de

Les riverains farouchement

opposés à ce que «leur» rue

soit dénaturée créent leur asso-

ciation, et une première lettre

est edressée eu maire de Paris.

L'association rebondit de

recours en requâte, du tribunal

edministratif au Conseil d'Etat

« On nous laissait entendre,

raconte Claude Piéplu, que notre

petite association n'était pas au

bout de ses peines. > Trois

demandes de permis de

construire se succéderont. Tou-

tefois, en 1985, l'associetion

obtient gain de cause et le projet

Aujourd'hui. l'état des villes

oscille entre la rénovation habile

et discrète et les transforma-

tions qui rendent méconnelssa-

ble le dessein originel. Le nº 9

de la rue du Docteur-Blanche

(engle avec le nº 12 de la rue

Mellet-Stevens), ex-meison et

atelier de l'architecte, e été sur-

élevé de trois niveaux. Le nº 10,

maison des frères Martel (sculp-

teurs), n'a pretiquement pas

bougé et son atelier est réguliè-

maison Reifenberg (nº 4) a vu

obstruer ses terrasses des deux

demiers niveeux. Le nº 1, la mai-

son du gerdien, est « coiffé »

d'un étage. Morcelés en 1959,

la maison Allatini (nº 5) ne res-

semble plus du tout à l'original.

L'emplacement des portes,

fenêtres et entrées e été modi-

fié, et les terrasses bouchées. Le

nº 7 enfin, ou villa Dreyfus, a

bénéficié, ces quetre demières

années, d'une remise en état «à

l'identique ». Sa façade est très

La fonction originelle des

bâtiments aura, elle, été préser-

vée, les logements sont restés

logements. L'association soulève

einsi le problème de la protec-

tion du patrimoine du XX siècle

et de l'intérêt grandissant qu'il

suscite: comment vit-on aujour-

d'hui dans un patrimoine

« vivant »? Demain, elle tentera

proche de l'état initial.

est définitivement ebandonné.

PRANCE

Liminaux.

Dimanche : journée assez agréable

avec du soleil et de la douceur. -

Une perturbation située sur le proche

Atlantique sera stationnaire sur la

la pluie. Sur le reste de la Bretagne, le

Normandie et les Pays de la Loire, le

ciel sera bien vollé mais sera assez

Partout ailleurs, nuages et éclaircies alterneront, mais le soleil sera davan-

tage présent sur la moitié nord. Sur la

moitié sud, les nuages seront plus

nombreux, surtout le matin sur le Sud-

Est et le Centre-Est où ils pourront

pointe de Bretagne où elle donnera de

Mellet-Stevens.

a été surélevée de trois étages.

re au public de découvrir ms souffre de cette indifférence

toprome, et que accueille pres de À millams de visiteurs l'éte A la direction régionale de. allance culturalies, on so dit and a mieme's per l'attitude de la minicipalite, a la déciment est en este son net tes andres experies.

metales computents is also tout nouve pour l'action culturelle !! pourtant le dissier avance : Gioven, he conservateur regional des numerates historiques Plus grave

de l'herre d'ardin el du it. les lenteurs municipales ont that, in enignating: entraine l'annulation du l'e million fortament anguange. a Historia will be explicing François Coven, le sanctage rapaire de l'autice aurait permis de limite. le cuit des trasaux et de réflecietranguillement à six attisation Maintenant, nous entropy dans the période hudgétaire rés difficile :: l'avail mohe de projets me सन्तर्भार कोर्यस्य स्टार्ट स्टाइन्स्यास्टरः । १५५५ 📧

Certes, en dix ans, les proiets d'utilisation de la villa Neutiles se sunt succedé: centre de recherche sur les créations de l'enfance, centre international de création et d'animation, musee du modernisme, accueil de séminaires d'entreprises, galerie d'art contemporain (confice à Pierre et Marianne Nahon)... x chaque fois le projet à bute sur deux ecueils : la difficulte de tronver des mécènes et la ville qui ne veut pas se dessaisir de Noailles tout en relusant d'en assurer la gestion, Celle et a préferé se décharger de ses responsabilités sur l'association Forum Mediterrantee Villa de Noailles-Mailet-Stevens, croce en

Son premier president elait Palmont light aussi Lannac que contenter du monde des and If vient d'être remplacé par le gonfugger Presse Cardin. On ntiouse aussi des representants de In ville, le groupe munécilier Pierre et viennees mais ducune personnilite culturelle pas d'architectes d'heathreps, ni de representant du magtere de la cuiture ou des monuments historiques. L'assicutien preveil de cicer à Nosilles des the expensions qualitation resistences seilles

11/23

ted.

能注!

: Nu

► A lice Mallet-Steame Nobilles de Cèch & Agnes Fuzibet et femil editions Parent (72 cours Julien, 1906)

Die retent 3 Pans, etc.

the second of the second

्रक्तार है। विश्वविद्यालय के हिंद

े न महाराज्य का विकास

terminatusion (Nes

Character Contracteurs et tal

ार संदर्भ प्रतिस्थातम् । तेव के स्थिति

in the supplembre the

pretogration salement

THE PARTY OF THE INVESTOR OF EL

Sing the tobbes der 12

Service Cours Filed

and the second and for

Company of the second

- time the political political

Country des divinigions

tent de l'association le

The state of the s

Litting Andre Page

ex is at firm promises

· the whole of two

plusicury observateur b

to the same allow the control of the

... Jans dans G.

repond l'un de ses repre

Au point que le cle

butunent of engage 25

des monuments historie.

ne se concretise apien-

louies ces difficulta-

5 millione de francisco

Indicated on - which

ton: des l'empliers (1)

Smaller pendicienteller

► Villa Cavrois, 68, net

Guesde 59170 Cmi

Noailles, montée de la

83400 Hyeres, 18

94-65-22-72

FREDERIC BE

et MICHEL GE

meme seillenede?

tras uns de sauseante

training for just

millions de reco

ent et le manuscrit cors tudd figthfeit og ufrint ngiggin Pace par to ministrate Jacob Toubon por qu

descuter des modalités du transatopsaosissoni de leuis fart de taste de feuds. Commisyour sign fantonie, indique ton à monte au pin de le Paris, pringu on ignore sa com-क्रिक्रेस्सिम कर कि लंका से इक रहिमास्ट्रा द्वारागान्यमारे नाग इर वर्शाल्यहरे तिसिक्ष क्षेत्रंस धराव्यसिस्टिक responsibilities administ Pour la Hibhothèque nationalie A LOS AND DOUGHOUS DES Affilinahzement amienna hat jos mincipaux étabhasaments patri-Lane ervattices On se កាត្តដាមេខន ហើយន៍ខិតន គុក (គឺស) !! Mouse week ares

a aget d'abused dans catte affaire d um question de principes a S. on communes à entrei dans le ten des restautions la late dat muselle et elle est sans filt a moi ជួយ និនិយុមមួយ ប្តីមាន។ សាក់ដល់បង trice responsable de la dicisam mumitaje da gabarrement god maniscrits bei affet, la liste est किमपुरस्य शेवेड लेक्षिक्षेड वर्षेत्रण राज्यांग्यायाः ouse, minar par ins branches au द्वासक संबद्ध हैं दुवह है का सामाना नाता । par les armines du la République uf ibe allmiren faudioit seide tion his Neces on Cara a Version

i a tradition this engine Pine has helptones do la Rue de in the second se Restaura, il y a anim con question the same of the folices. ag mathods to monator to a Estimate company les par erdturg nonit damaniste in servicede រកស្តីបតិសិន្តិស នៃ មួយមុខបាន ប្រសិន្ត ដូចការ និងការបស់ There is Louvie se site? in ramise de meneret til admi tern four Consums deaths inageleine ine de greet. nighands do is the in signific The thirt lent souther at ្នាក្នុង ខ្លែ ១៥៥៦៥២៥២ និង និង និង ១៦ ២៦៦៤ the demands. stationantes in the toptombic tities definer et destri sidulully inquête committee to सुरुवाहरणतेलाते जीव इंटर्सनाम वे Transferrat Rue de Vale िव्यक्तमाः इष्ट्रकार्यकारमा एक्ट्रेस एक स्टिक in the containing the refuse to Street Berthammer Bertham fin tentiment in fil a id .1011's 11:311 11:33ns p3555 denishile du mar state de la Francis Services ្នារូវនៃជាង ខេត្ត ពួកនៅវត្ត ជាត ។ ក្រុងគួរ។ សំណាំ in the fors of time coults. anglich figer figefichen gebeiten gebenten An la fife ferr biginget fie Richt batte. the times consecutions dionated Commo et facqueum Samme. The little

「海泉寺」 同性 (教養性に強い) たいない (いっかい) **医梅花病 研究 和自己的特殊是是自己的自己的** for tions ourselver in the west trailers व्यवस्थित अस्तरीत वे विस्तित । इस विस्तित The Right Course of the residence of the course of the second of the sec ាត់ស្ត្រាប់ដោត គឺ « សូមស្ត្រីក្រោយកិត្តិការ (in)។ The contract of the contract o ein Griffe zuge gegen gener gegen ge

obligation la ville a conce-Martel, Reifenberg, Aliatini, Drevfus ou, plus trivialement. 49. rue du Docteur-Blanche » : combien it or difficiet. Property of the COMMONSTRUCTURE HARRIST

cinq villas, estampillées Mallet-Stevens, composent la rue du même nom, dans le XVI- arrondissement de Paris. Feçades et toitures ont átá inscrites, le 15 janvier 1975, à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques. En revenche, seule la première nommée est classée, depuis 1991. Œuvre exceptionnelle, manifeste de l'architecture moderne, quelques propriétaires passionnés, regroupés au sein de l'Association de sauvegarde de la rue Mallet-Stevens. essaient tant bien que mal de protéger leur artère. Née pour servir de rempart juridique con-

tre les promoteurs d'une impor-

tante opération immobilière, elle

est présidée par le comédien

Claude Piéplu, riversin depuis maintenant une vingtaine d'an-Tout commence en 1925, en pleine exposition arts déco. Me Reifenberg, une riche veuve souhaitant à tout prix échepper au style en vogue, rencontre Robert Mallet-Stevens. A la villa Reifenberg et à son propre atelier, l'architecte ajoute en peu de temps quetre nouvelles commandes. Il esquisse alors un projet au vocabulaire architectural résolument moderne : larges baies vitrées, escalier en seillie sur la façade, tour belvédère. toits-terrasses... La rue fonctionne «à l'envers» : les chambres de service, au lieu d'être sous les toits se trouvent en rez-

gardien est au bout de la rue. Mallet-Stevens e fignole > sa composition en plantant deux cèdres du Liban et en faisant mtervenir des architectes et des artistes renommés - ou qui le deviendront. - Jean Prouvé. Pierre Charreau, Louis Barillet. Le jour de l'inauguration, en 1927. Mallet-Stevens parcourt (84) rue en compagnie du ministre du commerce. Malheureusement. dénoncée par les uns, rejetée par les autres, son œuvre ne fait pas l'unanimité. Les seuls modernes labellisés à l'époque sont Le Corbusier, Gropius ou

de-chaussée, et la maison du

En 1945, l'architecte éponyme de la rue meurt. Au sortir de la seconde guerre mondiale. le manque de logements s'accompagne d'une recherche forcenée de surfaces habitables. Surélévations et obturations commencent à dénaturer la rue, et ce, jusqu'aux années 60. On croyait les hostilités achevées quand, en 1979, on apprend l'existence d'un projet de construction - un immeuble de six étages et un parking en sous-sol - au n° 1 de la rue. Au même moment figure.

Mies Van der Rohe.

en en les in 12 La crise et les jardins. - Atcliers, débats et présentation de travaux à Chaumont-sur-Loire dans le cadre du deuxième Festival international des jardins, les 27, 28 et 29 septembre. Un thème: «L'imagination dans la crise» - crise du paysage, crise urbaine et crise de la création. Renseignements et inscriptions au Conservatoire des parcs et jardins et du paysage, 33, rue Saint-Merri, 75004 Paris. Tel.: 48-04-84-59.

Le registre public du cinéma sur Minitel - A partir du 20 septemcontractuels liés à tous les films agréés depuis 1987.

à Sceaux.

bre, le Centre national du cinéma met à disposition le registre public! sur Minitel au 36-17 code RPCA, première étape d'une banque de données plus globale consacrée au cinéma. Tout utilisateur aura ainsi accès à la liste des titres, producteurs, réalisateurs, distributeurs, et à la nomenclature des actes

de faire classer la rue entière en tant que site, mais surtout, elle rêve à une Fondation Mallet-Ste-TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé vens. Une petite sœur pour la le 18-9-1993 Valeurs extrêmes relevées entre Fondation Le Corbusier, toute a 17-9-1993 à 18 heures TUC et le 18-9-1993 à 6 heures TUC MARRAKECH 28 17 N FRANCE CHRISTIAN SIMENC TOULOUSE____ 21 13 N AJACCIO _____ 26 BLARRITZ 18 ► Mailet-Stevens à Paris : l'hôtel-atelier du maître ver-MONTREAL BORDEAUX___ ÉTRANGER MOSCOU_ Louis Barillet, rue Méchain (XIV. arr.); la NAIROBI. caserne de pompiers rue NEW-DELES_ Mesnil (XVI- arr.); une maison CHERROURG_ NEW-YORK_ PALMA-DE-NAJ_ square Vergennes (XV- arr.). RARCELONE__ En lle-de-France : une villa à RELGRADE Boulogne, la villa Trappenard CREMORIE REO-DE-JAKEIRO. RRITKELLES__ JMOGES_ HONGKONG ___ LYON-BRON___ MARSPRIE..... SINGAPOUR. STOCKHOLM_ NANTES_ SYDNEY. SERIELLEM_ 29 VARSOVIE ____ 14 LOS ANCELES LUXEMBOURG...

ST-ETIENNE 19 11 C MADRID. conver DIESTOCITY

TUC - temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

| 多級事業でもTETE 機能に使用しておい。 マルマルタイをElectricated ្សិន្ទ ភព្សែរភាធិន ស្គងសភាការី ដូចការ **建模的发现的 化铁铁铁铁铁 建原一海河流发^{设施}设**。

. .

: 결산 À: à

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

LES ARPENTEURS DE MONT-MARTRE, Film français de Boris Eustache: Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5- (43-54-15-04). DANDY. Film allemand de Peter

Sempel, v.o.: Accetone, 5- (46-33-LA FIRME. Film américain de Sydney Pollack, v.o.: Forum Horizon, 1= (45-08-57-57; 36-65-70-83); Gaumont Hautefeuille, 6- (36-68-75-55); UGC Danton, 6: (42-25-10-30; 36-65-70-88); La Pagode, 7º (47-05-12-15; 36-68-76-55); Gaumont Marignan-Concorde, 8: (36-68-75-55): UGC Normandia, 8: (45-63-16-16; 36-65-70-82); UGC Opéra, 9- (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; La Bestille, 11- (43-07-48-60); Gaumont Gobelins, 13: (36-68-75-55); Sept Parnassiens, 14. (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15-(45-75-79-79); UGC Mallot, 17. (40-68-00-16; 36-65-70-61); v.f.: Rex, 24 (42-36-83-93; 36-85-70-23); UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94; 36-65-70-14); Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43; 36-65-71-98); Paramount Opére, 9• (47-42-56-31; 36-65-70-18); Les Nation, 12. (43-43-04-67; 36-65-71-33); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59; 36-65-70-84); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95; 36-65-

UGC Convention, 15- (45-74-93-40) 36-65-70-47); Pathé Wepler, 18 (38-68-20-22); Le Gambetta, 20-(46-36-10-96; 36-65-71-44). JUSTINIEN TROUVÉ OU LE BATARD DE DIEU. Film français de

Halles, 1= (38-68-75-55) : Gaurnont Opéra, 2- (36-68-75-55); Rex (la Grand Rext, 2- (42-36-83-93; 36-65-70-23); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); Bretagne, 6- (36-65-70-37): Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08; 36-68-75-75); Publicis Champs-Elysées, & {47-20-76-23 ; 36-68-75-55} ; Gaumont Opéra Français, 9- (36-68-75-55); UGC Lyon Bastilla, 12- (43-43-01-59; 36-65-70-84); Gaumont Grand Ecran Italie, 13- (36-68-75-55); Gaumont Alásia, 14 (36-68-75-55); 14 Juillet Beaugrenelle, 15. (46-75-79-79); Gaumont Convention, 15. (36-68-75-55); Pathé Wepler, 18- (36-68-20-22); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96; 36-

65-71-44}, RABI. Film français de Gaston Kabore, v.o.: Espace Saint-Michel, 5-(44-07-20-49); Reflet République,

11• (48-05-51-33). TROIS FILLES. Film indien de Satyajit Ray, v.o. : Action Christine. 6: (43-

(42-25-10-30 : 36-65-70-72) : Gau-

mont Marignan-Concorde, 84

(36-68-75-55); George V. 8.

(45-62-41-46; 36-65-70-74); Sept

Parnassians, 14 (43-20-32-20); v.f.:

Rex. 2. (42-36-83-93 : 36-65-70-23)

Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43)

36-65-71-88); Paramount Opéra, 9-

(47-42-56-31; 36-65-70-18): UGC

Lyon Bastilla, 12- (43-43-01-59;

36-65-70-84); UGC Gobelins, 134

(46-61-94-95 : 36-65-70-45) : Les

Montparnos, 14 (36-65-70-42); Mis-

tral, 14 (36-65-70-41); UGC Conven-

tion, 15- (45-74-93-40; 36-65-70-47):

BAD LIEUTENANT (A. v.o.) : Ciné

Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Utopia,

BASIC INSTINCT (A., v.o.) : Studio

Galande, 5. (43-54-72-71:

36-65-72-05); UGC Triomphe, 8

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN

(Brit., v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26: 36-65-70-67); Gau-

mont Opéra, 2- (36-68-75-55); UGC

Danton, 6. {42-25-10-30:

36-65-70-68) : UGC Rotonda, 6

(45-74-94-94; 36-65-70-73); UGC

Triomphe, 8. (45-74-93-50 :

BEIGNETS DE TOMATES VERTES

(A., v.o.) : Cinoches, 6: (46-33-10-82) ;

UGC Triomphe, 8. (45-74-93-50;

BENNY & JOON (A., v.o.) : George V, 8- (45-62-41-46 ; 36-65-70-74).

BLADE RUNNER-VERSION INÉDITE

{A., v.o.} : Ciné Beaubourg, 3.

(42-71-52-36); Saint-Lambert, 15

BOXING HELENA (A., v.f.) : Montpar-

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

LA CAVALE DES FOUS (Fr.): Images

d'ailleurs. 5. (45-87-18-09); Studio 28,

CIBLE EMOUVANTE (Fr.): Gaumont

Ambassade, 8. (43-59-19-08

36-68-75-75); Gaumont Opéra Fran-

cals, 9- (38-68-75-55); Sept Parnas-

LA CRISE (Fr.) : Cinoches, 6

CUISINE ET DÉPENDANCES (Fr.) :

Dans la ligne de mire (A., v.o.) :

Forum Horizon, 1* (46-08-57-57

36-85-70-83) ; Gaumont Opéra Impérial,

2. (36-68-75-55); 14 Juillet Odéan, 6.

(43-25-59-83) : Gaurnont Heutefeuille.

6- (36-68-75-55) ; Gaumont Marignan-

Concorde, 8 (36-68-75-55); UGC Biar-

ritz, 8- (45-62-20-40; 36-65-70-81)

14 Juillet Bestille, 11 (43-57-90-81)

Sept Pamassiens, 14- (43-20-32-20) ;

14 Juillet Beaugreneile, 15.

(45-75-79-79); UGC Maillot, 17

(40-68-00-16; 36-65-70-61); v.f.

Rex, 2• (42-36-83-93 ; 36-65-70-23)

UGC Montparnasse, 8- (45-74-94-94

38-65-70-14) : Paramount Opéra, 9-

(47-42-56-31 ; 38-65-70-18) ; Les

Nation, 12• (43-43-04-67)

36-65-71-33) ; UGC Lyon Bestille, 12-

(43-43-01-59 : 36-65-70-84) ; Gau-

mont Gobelins, 13- (36-68-76-55)

Miramar, 14 (36-65-70-39); Mistral

14 (38-85-70-41); UGC Convention,

15• (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) .

Pathé Wepter II, 18- (36-68-20-22); Le

Gambetta, 20 (48-36-10-98;

DENIS LA MALICE (A., v.o.) : George

V. 8- (45-62-41-46; 36-85-70-74)

v.f. : Rex. 2. [42-36-83-93

(45-62-41-46; 36-65-70-74); UGC

Gobeline, 13. (46-61-94-95

(36-65-70-42); Mistral,

36-65-70-45) ; Les Montparnos. 14

36-66-71-44),

Pathé CEchy, 18 (36-68-20-22)_

[45-74-93-50 : 36-65-70-76]_

5- (43-26-84-65).

36-65-70-76).

36-65-70-76)_

(45-32-91-68).

nasse, 14- (36-68-75-55).

siens, 14 (43-20-32-20).

Lucemaire, 6• (45-44-57-34).

~18• (46-06-36-07)_

(48-33-10-82).

(Bel.): Utopia, 5. (43-26-84-65).

29-11-30 ; 38-65-70-62).

LA CINÉMATHÈQUE

70-45); Misual, 14- (38-65-70-41);

Montparnasse, 14 (36-68-75-55);

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMED! Intégrale Secha Guitry (v.f.) : Sacha Guitry - cinéaste s'il en fut (1962), de Claude de Givray, 16 h 30 ; Mon père avait raison (1936), de Sacha Guitry, -19 h : le Roman d'un tricheur (1936), de Sacha Gutry, 21 h.

DIMANCHE

Intégrale Sacha Guitry (v.f.) : Demière Jeunesse (1939), de Jeff Musso 16 h 30 ; Faisons un rêve (1936), de Sacha Guitry, 19 h; le Mot de Cambronne (1937), de Sache Gultry, les Perles de la couronne (1937), de Sacha

CENTRE

Guitry et Christian-Jaque, 21 h.

GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Le Cinéma arménien : Komitas (1988, v.o. s.t.f.), de Don Askarian, 14 h 30; Arabasques sur le thème de Pirosmani (1986, v.o. s.t.f.), de Serguet Paradjanov, Andriech (1954, v.o. s.t.f.), de Serquei Paradianov, 17 h 30; Calendar [1992. v.o. s.t.f.], d'Atom Egoyan, 20 h 30.

DIMANCHE Le Cinéma arménian : The Good Job (1942, v.o. s.t.f.), de William Saroyan, Applauss (1930, v.o. s.t.f.), de Rouben Mamoulian, 14 h 30; Arménie 1900 (v.o. s_t.f.), de Jacques Kebadian, Andranik (1928, v.o. s.t.f.), d'Acho Chekatouny, 17 h 30 ; la Source (1973, v.o. s.t.f.), de Arbi Ovanesian, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. Grande-Galerie. porte Saint-Eustache, Forum des Halles

(40-26-34-30) Portraits de Paris : French Paris : Paris vu de la Seine (1904). Charade (1963. v.o. s.t.f.) de Stanley Donen, 14 h 30 ; Paris slave : Un honnête homme (1963) d'Ado Kyrou, les Favoris de la lune (1984) d'Otar-lossellani, 16 h 30 - Paris magique : les Morts de la Seine (1989) de Peter Greeneway, l'Eveillé du pont de l'Alma (1985) de Recul Ruiz, 18 h 30 : Paris nipport : Paris 1937 (1937) de Shigemaru Shimoyema, A la certe compa-

gnie (1987) de Kei Ota, 20 h 30. DIMANCHE Portraits de Paris : Amour assassin : Faits divers (1923) de Claude Autent-Lara, Hôtel du Nord (1935) de Marcal Camé, 14 h 30 : l'Amour décu : Charlotte et son Jules (1958) de Jean-Luc Godard, la Désenchantée (1990) de Benoît Jacquot, 16 h 30; l'Amour trahi : Paris vu par... (1965) de Jean-Luc Godard, Eric Rohmer, Jean Douchet, Jean-Daniel Pollet, Claude Chabrol, Jean Rouch, Vivre sa vie (1962) de Jean-Luc Godard, 18 h 30 ; l'Amour au masculin ; Alger la bianche (1985) de Cyril Collard, Encore (1988) de Paul Vecchiali,

LES EXCLUSIVITÉS A TOUTE ÉPREUVE (Hongkong, v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09). AKIRA (Jap., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Grand Pavois, 15-(45-54-46-85)_

AMANTS (Esp., v.o.) : Latina, 4. 38-65-70-23) ; George V, 8-(42-78-47-86)_ ANTONIA & JANE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg. 3- (42-71-52-36); Lucer-naire, 6- (45-44-57-34). L'ARBRE, LE MAIRE ET LA MÉDIA-THEQUE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3.

(42-71-52-38); Denfart, 14. (43-21-41-01). ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.) : Forum Orient Express, (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) ; Cinoches, 6. (46-33-10-82) : George V. 8. (45-62-41-46; 36-65-70-74); Dentert, 14- (43-21-41-01) : Spint-Lambert, 15-(45-32-91-68). L'AVOCAT DU DIABLE (A., v.o.) :

(36-65-70-41); Grand Pavois, 15-(45-54-46-85); Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) DRACULA (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-36); Saint-Lambert, 15. (45-32-91-68). L'ENFANT LION (Fr., v.f.) : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26; 36-65-70-67) : UGC Montpamasse, 6 (45-74-94-94 : 36-85-70-14) ; George LA PART DES TÉNÈBRES (A., v.o.) : V, 8. (45-62-41-48; 36-65-70-74) UGC Opera, 9. [45-74-95-40; 36-65-70-44); Denfert, 14- 14- (38-65-70-42)_

(45-32-91-68) ; Studio 28, (46-06-36-07). LES ÉPICES DE LA PASSION (Mex., v.o.) : Lucemaire, 6- (45-44-57-34). ÉPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.) : Ciné Beaubourg, (42-71-52-36); Lucernaire.

(45-44-57-34). ET AU MILIEU COULE UNE RIVIÈRE (A., v.o.): Club Gaumont (Publicis Matignon), 8° (42-56-52-78; 36-68-75-55); Salm-Lambert, 15° (45-32-91-68)_ FANFAN (Fr.) : Elysées Lincoln, 8-

(43-59-36-14); Grand Pavois, 15-15-54-48-85). FIORILE (It., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00). LE FUGITIF (A., v.a.) : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Gaumont Opéra, 24 (36-68-75-55); Gaumont Hautefeuille, 6- (38-88-75-55) UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) 38-65-70-72) : Gaumont Marignan-Concords, 8 (36-68-75-55); George V, 8- (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; UGC

Normandie, 8- (45-63-16-16; 36-65-70-82) : La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins bis, 13- (36-68-75-55) ; 14 Jullet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); Gaumont Kinopanorama, 15. (43-06-50-50) 36-68-75-55); UGC Maillot, 17-(40-68-00-16; 36-65-70-61); v.f.: Rex. 2 (42-36-83-93; 36-65-70-23) UGC Montpernasse, 8- (45-74-94-94 36-65-70-14); Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31; 36-65-70-18); Les Nation. 12. (43-43-04-67; 36-65-71-33) : UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-59; 36-85-70-84); UGC Gobelīns. 13• {45-61-94-95 :

36-65-70-45); Gaumont Alésia. 14. (36-68-75-55): Montparnasse. 14-(36-88-75-55); Gaumont Convention, 15. (36-68-75-55); Pathé Clichy, 18. (36-68-20-22) . Le Gambetta, 20-(46-36-10-96 ; 36-65-71-44). HÉLAS POUR MOI (helvètico-Fr.): Ciné: Besubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Danton, 6. (42-25-10-30; 36-65-70-68); UGC Rotonde. 6. (45-74-94-94; 36-65-70-73); UGC

Champs-Elyaées, 8, (45-62-20-40 : 36-65-70-88); UGC Opéra, 9. (45-74-95-40 : 36-66-70-44) ; La Bastille, 11. (43-07-48-60); Escurial, 13. (47-07-28-04)_ HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beeubourg,

3. (42-71-52-36); Denfart, 14. (43-21-41-01). L'HOMME SUR LES QUAIS (Fr.-AIL-Can., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6-(46-33-97-77 : 36-65-70-43) ; Le Balzac, 8• (45-61-10-60). HOOK (A., v.f.) : Cinoches, 6•

(46-33-10-82); Grand Pavois, 15-(45-54-46-85). HOT SHOTS I 2 (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26; 36-65-70-67); Gaumont Marignan-Concorde, 8- (36-68-75-55); George V. 8- (45-62-41-46 : 36-65-70-74) : v.f. : Gaumont Opéra Impérial, 2. (36-68-75-55); UGC Montpamasse, 6-(45-74-94-94; 36-65-70-14); UGC

Opéra, 9º (45-74-95-40 36-65-70-44); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95; 36-65-70-45); Miramar, 14. (36-65-70-39); Miatral, 14. (36-65-70-41). IMPITOYABLE (A., v.o.) : Cinoches, 6-(46-33-10-82); Grand Pavois, 15-

JAMBON JAMBON (Esp., v.o.) : Cînê : Baaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Rotonde. 6. (45-74-94-94: 38-85-70-73); George V, 8. (45-62-41-48 ; 36-65-70-74). JE M'APPELLE VICTOR (Fr.) : Epée de

Bois, 5• (43-37-57-47) ; Reflet Médicis i (ex Logos 1), 5: (43-54-42-34). KALIFORNIA (A., v.o.) = Gaumont Les Halles, 14 (36-68-75-55); Gaumont Opéra, 2. (36-68-75-55); Gaumont Marignan-Concorde, 8- (36-68-75-55) : Gaumont Pamasse, 14 (36-68-75-65). LAST ACTION HERO (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1= {42-33-42-26; 36-65-70-67); UGC Normandie, 8-(45-63-16-16 : 36-65-70-82) : v.f. : Rex, 2. (42-36-83-93; 36-65-70-23); UGC Montpamasse, 6- (45-74-94-94 : 36-65-70-14); Paramount Opéra, 9-

(47-42-56-31: 36-65-70-18); UGC

Gobelins, 13. (45-61-94-95; 36-65-70-45). LA LEÇON DE PIANO (Austr., v.o.): Le Champo - Espace Jacques Tati, 5 (43-54-51-60) : Studio des Ursulines. 5 (43-26-19-09); UGC Biarritz, 8-(45-62-20-40 ; 36-65-70-81) : Gaumont Grand Ecran Italie, 13-(36-68-75-55); Sept Pamasaiens, 14-(43-20-32-20); Grand Pavols, 15-(45-54-48-85); v.f.: Gaumont Opéra impérial, 2º (36-88-75-65); Les Montpames, 14 (38-65-70-42).

LOUIS, ENFANT ROI (Fr.) : Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14). MA SAISON PRÉFÉRÉE (Fr.) : Elysées **Lincoln, 8• (43-59-36-14).** MEDITERRANEO (k., v.o.) : Forum. Horizon, 1-1 (45-08-57-57 :1 36-65-70-83) - Racine Odeon, 6-(43-26-19-68); Le Balzac, 8. (45-61-10-60). MÉTISSE (Fr.) : Epés de Bois, 5-

(43-37-57-47) ; 14 Juillet Parnesse, 6-(43-28-58-00); UGC Gobelins, 13. (45-61-94-95; 36-65-70-45)_ MOI IVAN, TOI ABRAHAM (Fr., v.o.) : 14 Juliet Parnasse, 6- (43-26-58-00)_ MY OWN PRIVATE IDAHO (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09). LES NUITS FAUVES (Fr.) ; Epés de Bois, 5- (43-37-57-47); UGC Triomphs, 8 (45-74-93-50 ; 38-65-70-76). L'ODEUR DE LA PAPAYE VERTE

(vietnamien, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) - Blenvence Montparnasse. 15- (36-65-70-38). L'ŒIL DE VICHY (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) : Reflet Médicis I (ex Logos I), 5- (43-54-42-34)_ ORLANDO (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-35) : Epée de Bois,

5- (43-37-57-47). UGC Normandie, 8: (45-63-16-16; 36-66-70-62) ; v.f. ; Las Montparnos, Forum Horizon, 1- (45-08-57-57; (43-21-41-01); Grand Pavois, 15. PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.) : 36-65-70-83): UGC Odéon, 6- (45-54-48-85); Seint-Lambert, 15- Cinoches, 6- (48-33-10-82); UGC Bier- (43-21-41-01).

ritz, 8- (45-62-20-40; 36-65-70-81); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68). LES PRINCES DE LA VILLE (A., V.O.) Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). PROPOSITION INDÉCENTE (A., v.o.) George V, 8. (45-62-41-46

36-65-70-74]. QU JU UNE FEMME CHINOISE (Chīn., v.o.) : Cíné Beaubourg. 3-(42-71-52-36); Lucernaire, 64 (45-44-57-34). 4 NEW-YORKAISES (A., v.o.)

Cinoches, 6- (46-33-10-82)_ RESERVOIR DOGS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Utopia, 5- (43-26-84-65) ; Grand Pavois, 15-(45-54-46-85). RETOUR A HOWARDS END (Brit.,

y_o.) : Cīnoches, 6 (46-33-10-82); Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68). SANTA SANGRE (Mex., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). SI LOIN, SI PROCHE (AIL, v.o.): Gau-

mont Las Halles, 1= (36-68-75-55); L'Ariequin, 6. (45-44-28-80); Saint-André-des-Arts I, 6. (43-26-48-18) : George V, 8. (45-62-41-46; 36-65-70-74); Max Linder Panorama, 9 (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastiffe, 11. [43-57-90-81]; Gaumont Parnasse, 14-(36-68-75-55); Gaumont Alésia, 14

(36-68-75-55). LE SILENCE DES AGNEAUX (A., v.o.) : Grand Pavois, 15. (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68)_ SLIVER (A., v.o.): Gaumont Les Halles,

1- (36-68-75-55); 14 Juillet Ociaon, 6-(43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08 : 36-68-75-75) : UGC Blarritz, 8. (45-62-20-40; 38-65-70-81); Gaumont Opéra Français, 9- (36-68-75-65) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6. (45-74-94-94; 36-65-70-14); Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12. (43-43-01-59 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins, 134 (36-68-75-55); Gaumont Alésia, 14-(36-68-75-55); Montparnasse, 14 (36-68-75-55); Gaumont Convention, 15 (36-68-75-55); Pathá Wepler II, 18

(36-68-20-22). SNIPER (A., v.f.) : Paris Ciné !, 10-(47-70-21-71). LA SOIF DE L'OR (Fr.) : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57 : 36-65-70-83) ; Rex. 2. (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; Bretagne, 6- (36-65-70-37) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Ambassada, 8- (43-59-19-08; 36-68-75-75); UGC Biarritz, 84 (45-62-20-40; 36-65-70-81); Paramount Opéra, 9. (47-42-56-31; 36-65-70-18]; UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gau-

mont Gobelins, 13. (36-68-75-55) Gaumont Alésia, 14 (36-68-75-55) Montparnessa, 14- (36-68-75-55); Gaumont Convention, 15° (36-68-75-55) UGC Maillot, 17. (40-68-00-16) 36-65-70-61); Pathé Clichy, 18-(36-68-20-22); Le Gambetta, 20-(46-36-10-96; 36-65-71-44). LE_SOUPER (Fr.) : Lucemaire,

(45-44-57-34). SWING KIDS (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.) : Studlo Galande, 5. (43-54-72-71: 36-65-72-05); Denfert, 14.

(43-21-41-01); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68). THE CRYING GAME (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) : Images d'ailleurs, 5. (45-87-18-09); Cinoches, 6- (46-33-10-82). THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (48-33-10-82).

LES TORTUES NINJA 3 (A., v.f.) : Cinoches, 6: (46-33-10-82) : Saint-Lambert, 15- (45-32-61-68). TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68). TOUT CA POUR CA (Fr.): Gaumont Ambassade, 8. (43-59-19-08 36-68-75-75); Montparnasse, 14-(36-68-75-55); Grand Pavois, 15-

TROIS COULEURS-BLEU (Fr.-helvetico-Pol.) : Gaumont Les Halles, 14 (36-68-76-55): 14 Juillet Odéon, 64 (43-25-59-83); 14 Juliet Odéon, 6-(43-25-59-83) ; Saint-André-des-Arts II 64 (43-26-80-25); La Pagode, 74 (47-05-12-15; 36-68-75-55); Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08 36-68-75-75) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8-(43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Gaumont Opéra Français, 9- (36-68-75-55) 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) Les Nation, 12. (43-43-04-67 36-65-71-33); Gaumont Gobelins bis, 13- (36-68-75-55) ; Gaurnont Parmasse, 14- (36-68-75-55) ; Gaurnont Alésia, 14- (36-68-75-55); Miramar, 14-(36-65-70-39) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; UGC Convention, 16- (45-74-93-40 : 36-65-70-47) _Pathé Wepler E, 18• (36-68-20-22)_ LE TRONG (Fr.): Ciné Besubourg. 3-(42-71-52-36); George V, 8-(45-62-41-46; 36-65-70-74); Gau-

(45-54-46-85) : Saint-Lambert, 15.

(45-32-91-68).

Bienvente Montparnasse, 15. (36-65-70-38). UN, DEUX, TROIS, SOLER (Fr.) : Goumont Les Halles, 1= (36-68-75-55) Gaumont Opéra, 2º (36-68-76-55) : Gaumont Hautefeuille, 6 (38-68-75-55) Gaumont Champs-Elysées, 8 (43-59-04-67); 14 Juillet Bastille, 11-(43-57-90-81) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (36-68-75-65); Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55); Gaumont Convention, 15- (36-68-75-55). UN JOUR SANS FIN (A., v.o.) : Forum

mont Opéra Français, 9 (38-68-75-55);

Orient Express, 1= {42-33-42-26; 36-65-70-67}; UGC Danton, 6-(42-25-10-30; 36-65-70-68); UGC Blarritz, 8. (45-62-20-40) 36-65-70-81) ; Sept Pamassiena, 14-(43-20-32-20) ; v.f. : Mistral, 14-(36-65-70-41).

UNE BALLE DANS LA TÊTE (Hongkong. v.o.) : Studio des Ursulines, 5-(43-28-19-09)_ -UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS (Brit.-A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36); Denfert, 14.

UNE FAMILLE FORMIDABLE (h. v.c.) : Lating, 4. (42-78-47-86). VAL ABRAHAM (Por., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Le Saint Germain-des-Prés, Salle G. de Beaure gard, 6- (42-22-87-23) ; Le Balzec, 8 (45-61-10-60); Escurisi, 13-(47-07-28-04). VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.) Utopia, 5- (43-26-84-65).

LES VISITEURS (Fr.) : Forum Orient Express, 1" (42-33-42-28; 36-85-70-67); Gaumont Opére, 2° (38-68-75-55); UGC Odéon. 6° (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08 36-68-75-75); Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23; 36-68-75-55); Gaumont Gobelins, 13- (36-68-75-55); Gaumont Alésia, 14- (36-68-75-55); Les Montparnos, 14- (36-65-70-42); Gaumont Convention, 15. [36-68-75-55] ; Pathé Wepler II, 18-

(46-36-10-96; 36-65-71-44). LES SÉANCES SPÉCIALES

(36-68-20-22); Le Gambetta, 20-

ALPHA BRAVO (A., v.f.): Cinexe, 19: (42-09-34-00) 19 h. LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.): Denfert, 14 (43-21-41-01) 21 h 30. ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.) : Studio: Galanda, 5. (43-54-72-71; 36-65-72-05] 20 h.

LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La Géode, 19- (40-05-80-00) 16 h,

BLUE VELVET (A., v.o.) : Cind Boau-bourg. 3- (42-71-52-36) O h 05. BRAINDEAD (néo-zélandais, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3º [42-71-52-36] O h 25. CERCLE DE FEU (A.) : La Géode, 19-(40-05-80-00) 19 h, 21 h. CRIN BLANC (Fr.): Saint-Lambert, 15--(45-32-91-68) LES DÉCOUVREURS (A.) : La Géode,

19- (40-05-80-00) . HAIRSPRAY (A., v.o.) : La Sastille, 11-HAIRSPRAY (A., v.o.): La Bastele, 11[43-07-48-80) 0 h 15.
IINDOCHINE (Fr.): Saint-Lambert, 15[45-32-91-88) 21 h 15.
IJMI HENDRIX AT WOODSTOCK (A., v.o.): Max Linder Panorama, 9[48-24-88-88) 0 h 30.
IJONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.l.): Saint-Lambert, 15[45-32-91-88] 19 h.
KALAHARI (A., v.l.): Saint-Lambert,
15- (45-32-91-88) 17 h.
POINT BREAK (A., v.o.): Grand
Pavola, 15- [45-54-48-85) 19 h 10,
21 h 20.
RED ROCK WEST (A., v.o.): Images
d'alleurs, 5- (45-87-18-09) 18 h.
SISTER ACT (A., v.o.): Saint-Lambert,
15- (45-32-91-88) 19 h.

ÂTRE

slons secrètes: 18 h 30 et 21 h 15,
d/m, 15 h 30. (43-07-48-60) O h 15.

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Le Premier: 17 h et 22 h. Fando et Lis: 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). L'Amour foot: 17 h et 20 h 45, dm. 15 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). L'Amour foot: 17 h et 20 h 45, dm. 15 h 30.

ARÈNES DE LUTÈCE (). Sanamori: 15 h.

A RT I S T I C - A T H É V A I N S.

(48-06-38-02). L'Eloge de la fois: 18 h et 21 h.

A RT I S T I C - A T H É V A I N S.

ARÈNES DE LUTÈCE (). Sanamori: 18 h 30. et 21 h.

A RT I S T I C - A T H É V A I N S.

(48-06-38-02). L'Eloge de la fois: 18 h et 21 h.

A RT I S T I C - A T H É V A I N S.

(49-06-36-02). L'Eloge de la fois: 18 h et 21 h.

ARELLER (48-08-49-24). La Mal court: 18 h 30. et 21 h.

BASTILLE (43-57-42-14). Las Dròles: 18 h s 42 L h.

BASTILLE (43-57-51-55). Kr-Koff l'Arthists, da Rachid de La Courneuve: 21 h. Dim. Les Champètres de joie: 18 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-98-60-24). As Monstres secrites: 17 h 30 et 21 h.

Bm. 15 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-98-60-24). As Monstres secrites: 21 h.

Bm. 15 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-98-60-24). As Monstres secrites: 21 h.

Bm. 15 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-98-60-24). As Monstres secrites: 21 h.

Bm. 15 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-98-60-24). As Monstres secrites: 21 h.

Bm. 15 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-98-60-24). As Monstres secrites: 21 h.

Bm. 15 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-98-60-24). As Monstres secrites: 22 h.

Bourse de Louvine: 21 h.

BRATIELL (43-63-71-16-71). Besting (42-98-63-47). Les Désarrois de Gilde Rumeur: 18 h et 21 h.

BRATIEL (43-63-71-16-71). Besting (42-98-63-47). Les Désarrois de Gilde Rumeur: 18 h et 21 h.

BRATIEL (43-63-71-16-71). Besting (42-98-63-47). Les Désarrois de Gilde Rumeur: 18 h et 21 h.

BRATIEL (43-63-71-16-71). Besting (42-98-63-47). Les Désarrois de Gilde Rumeur: 18 h et 21 h.

BRATIEL (43-63-71-16-71). Besting (42-98-63-47). Les Désarrois de Gilde Rumeur: 18 h et 21 h.

BRATIEL (43-63-71-16-71). Besting (42-98-63-47). Les Désarrois de Gilde Rumeur: 18 h et 21 h.

BRATIEL (43-63-71-16-71). Besting (42-98-63-47). Les Désarro

(42-38-35-53). Les Boulingrin : l'Affaire de le rue de Lourcine : 21 h. CAFÉ DE LA GARE (42-78-62-51). Les Zappeurs: 20 h 15. Pot ripoux: 21 h 30 Dim. Le Graphique de Boscop

CARTOUCHERIE-EPÉE DE BOIS (43-74-20-21). Le Roi et le Grand-Père : 20 h 30, dim. 16 h. CARTOUCHERIE-THÉATRE DE LA TEMPETE (43-28-36-36). Salle 1. Munich-Athènes: 20 h 30, dim. 16 h. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Etats frèrea? Et te scour...: 21 h, dim. 15 h 30. CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Quoi de neuf? Sache Guitry: 23 h 30, dim. 17 h 30. COMEDIE CAUMARTIN

(47-42-43-41). Ne réveillez pas Cécile... Elle est amourause : 21 h, dim. 15 h 30. **COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11).** Voltaire-Rousseau: 19 h et 21 h 30, dim. 15 h. COMÉDIE-FRANÇAISE SALLE

RICHELIEU (40-15-00-15). Le Prix Martin: 20 h 30.0m. Antigons: 20h30_ CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGUSE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). La Cid: 20 h 30, dim. 17 h 30. DAUNOU (42-61-89-14). Le Canard à l'orange : 21 h, dim. 15 h 30. EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Ourant avec un T : 21 h. dim. 15 h. ESPACE PARIS-PLAINE

(40-43-01-82). Quai Quest : 20 h 30, dim. 17 h. FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves: 15 h 30 et 20 h 45. GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Ce qui arrive et ce qu'on attend: 20 h 45, dim. 15 h. GALERIE CHRISTIAN SIRET (42-61-46-04). La Laguna de Coyuca : 20 h 30, dim. 17 h 30. GRAND EDGAR (43-35-32-31). Vent de folie : 20 h 15.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Un jubilé et les Méfaits du tabec : 19 h. Le jour où la pluie vien-'dra : 20 h 30, Les Dectylos : 22 h. HEBERTOT (43-87-23-23). La Volunté de l'honneur : 18 h et 21 h, dim. 15 h, **HUCHETTE (43-28-38-99). Demandez** is chanson du film : 18 h et 21 h 30_Ls Cantatrice chauve: 19 h 30. La Leçon: 20 h 30.

L'EUROPÉEN (43-87-29-89). Anne Roumanoff: 20 h 30. LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Temps contre temps : 20 h 30, dim. 15 h. LAVOIR MODERNE PARISIEN-PRO-CREART (42-52-09-14), Y'a T'une Mouche Sur L'mur (légèrement lvre) : 21 h, dim. 17 h. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Eté 86 chez les Pujols : 20 h. Le Jardin des cerises : 21 h 30. Théêtre rouge. Simone Well 1909-1943: 18 h 30. Ahl Sī J'avais un nom connu, yous verriez

comma je serais célèbre : 20 h, Le Quedra: 21 h 30. MADELEINE (42-65-07-09). Le Cardinal d'Espagna : 17 h et 21 h, dim. 15 h 30. MARIE-STUART (45-08-17-80). Je me 21 h. tiens devent tol nue: 20 h 30. MARIGNY (42-56-04-41). Je ne suis pas un homme facile : 21 h, dim. 15 h, MICHEL (42-65-35-02). Bosing Bosing! : 18 h et 21 h 15. dim. 15 h 30.

MICHODIÈRE (47-42-95-22). Les Palmes de M. Schutz: 17 h et 20 h 30, din. 16 h. MONTPARNASSE (43-22-77-74). Pas-

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27).
Allais nous plait : 20 h 30. Le Défunt Edouard et Agrippine : 22 h.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). La Parfum de Jeannette 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SER-REAU (45-45-49-77). Les

THÉATRE DE LA MAINAPE SERREAU (48-46-49-77). Les procentines: 20 h 30, dm. 17 h.
THÉATRE CLAVEL (46-34-23-11).
Café noir? Improvisél: 20 h 30, dim. 18 h.
THÉATRE DÉJAZET (48-87-52-59).
Elle Katou: 20 h 30.
THÉATRE DÉJAZET (48-87-92-59).
Union tibr: 20 h 15.
THÉATRE DÉ DIX-HEURES (46-06-10-17), Paul Prébolat dans Marmani: 20 h 30.
THÉATRE DÉ DIX-HEURES (46-06-10-17), Paul Prébolat dans Marmani: 20 h 30.
THÉATRE DÉ DIX-HEURES (46-06-10-17), Paul Prébolat dans Marmani: 20 h 30.
THÉATRE D'EDGAR (42-76-97-97).
Union tibr: 20 h 15.
THÉATRE D'EDGAR (42-76-97-97).
Union tibr: 20 h 30, dm. 15 h.
THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLEDE-MAI (48-05-97-98). Arine, L'classus n'a plus d'alses: 20 h 30, dm. 15 h.
THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLEDE-MAI (48-05-97-98). Arine, L'classus n'a plus d'alses: 20 h 30, dm. 15 h.
THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLEOE-MAI (42-26-33-33). LE TOURI randem: 22 h 30.
THÉATRE DE LA MAIN-ATE (42-08-33-33). LE TOURI randem: 22 h 30.
THÉATRE MAUSEL-MICHEL GALABRU (42-22-15-80). C'est is demière fois que je reviene sur Terre : 21 h.
Help LC Chippendesie ou l'orinome de leur vier : 22 h 30.
THÉATRE DE MÉNILMONTANT (47-03-38-43). La Furnisse : 21 h, dm. 20 h 30.
THÉATRE DATIONAL DE CHAILLOID (47-71-91-15). Sable Gémén Les Drinomes se déchement: 19 h. Prèd de vir 18 h 45.
THÉATRE DATIONAL DE LA COLLINE (43-38-48-48-50). Perite saile. Les Prodiges : 21 h. dm. 15 h.
THÉATRE DATIONAL DE LA COLLINE (43-38-48-48-50). Perite saile. Les Prodiges : 21 h. dm. 15 h.
THÉATRE DATIONAL DE LA COLLINE (43-38-48-48-50). Perite saile. Les Prodiges : 21 h. dm. 15 h.
THÉATRE DATIONAL DE LA COLLINE (43-38-48-48-50). Perite saile. Les Prodiges : 21 h. dm. 15 h.
THÉATRE DATIONAL DE LA COLLINE (43-38-48-48-48-50). Perite saile. Les Prodiges : 21 h. dm. 16 h.
THÉATRE DATIONAL DE LA COLLINE (43-48-48-48-50). Perite saile. Les Prodiges : 21 h. dm. 16 h.
THÉATRE DATIONAL DE LA COLLINE (43-48-48-48-50). Perite saile. Les Prodiges : 21 h. dm. 16 h.
THÉATRE DATIONAL DE LA COLLINE (43-48-48-48-50). Perite saile. Les Prodig

RÉGION PARISIENNE CHAMPIGNY-SUR-MARNE (L'ÉTOILE DES MERS) (49-83-82-32)_ L'Extravagante Aventure de l'étoile des mers : 21 h 30, dm. 14 h 30. GENNEVILLIERS (THEATRE) (47-93-26-30). Threepenny Lear 20 h 30, dim. 17 h. LONGJUMEAU (THÉATRE ADOLPHE

ADAM) (69-09-40-77). Smeth compil' :. RUEIL-MALMAISON (PARC DE BOIS-PREAU) (47-32-35-75), Les riches heures de Ruell-Malmalson : 21 h. VILLEJUIF (THÉATRE ROMAIN-ROL-LAND) (47-26-20-02). Gerçon, un kirl :

18 h. VITRY-SUR-SEINE (THÉATRE JEAN-VILARI (46-82-83-88). années trente : 21 h.

Franche dé

****** 38

-

-- -그글부터 그래서 살아나는 생활물로 The Conference and the Secretary Signature

noting to the same in the same

्या के विद्यारित देश<mark>ेश क्लाइक</mark>ी Land in the Control of the File that he de Tanada and the

್ಷ ಬಾಹಿಸುವ ಚಿತ್ರಗಳು

Entre avril et juin, la production nationale a cessé de reculer. Cette stabilisation de l'activité à un bas niveau n'est pas en soi une nouvelle enthousiasmante. If aurait été catastrophique que, après avoir reculé de 2,8 % en rythme annuel au cours du premier trimestre - un chiffre considerable. – la production nationale continuat de s'effondrer. La stagnation enregistrée au deuxième trimestre, qui semble s'être prolongée au troisième, montre que le pire a été évité. En avril-mai-juin, la production

industrielle n'a pas diminué, pour la première fois depuis un an. C'est un bon signe, qui pourrait s'expliquer par le fait que les entreprises avaient trop réduit ieurs stocks et ont dû - un peu - les reconstituer. Si telle était bien l'explication, l'amélioration pourrait ne pas durer.

La consommation des ménages, quant à elle, a augmenté de 1,6 % en rythme annuel, après avoir beaucoup baissé au premier trimestre (de 2,8 %). Cette amélioration n'est pas très significative puisque due surtout aux achats d'automobiles et de produits pétroliers. La plupert des autres achats ont stagné ou baissé. Quant aux

investissements, ils ont encore baissé, et ce pour le vingt-quatrième mois consécutif. li v a là une évolution inquiétante quant à la compétitivité de notre appareil de production, qui s'était beaucoup modernisé entre 1985 et 1990 et risque maintenant de reperdre une partie de ce qui avait été

engrangé. Les pouvoirs publics et la plupart des économistes privés estiment que l'activité va continuer de stagner jusqu'au début de l'année prochaine avant de recommencer à augmenter lentement. Cette façon de voir les choses se fonde sur l'espoir d'un redémarrage de l'investissement et, d'une façon plus générale, de la demande intérieure sous l'effet de la reprise étrangère. En clair, nos exportations, qui ont augmenté de 4,4 % en rythme annuel au second trimestre après avoir beaucoup reculé pendant les six mois précédents, provoqueraient une reprise. Un raisonnement rassurant qui permet de ne pas trop s'inquiéter de la totale stagnation du pouvoir d'achat prévue pour l'année prochaine. Tout le problème est là : la demande étrangère suffira-t-elle à provoquer en France la reprise que tout le monde attend? Le pari est hautement risqué. M. Balladur doit en être conscient qui a décidé d'alléger l'impôt sur le revenu tout en multipliant les mesures

ALAIN VERNHOLES

a Les effectifs de la fonction publique resteront stables en 1994. - Les effectifs de la fonction publique resteront stables en 1994, a déclaré Nicolas Sarkozy, ministre du budget, dans une interview publiée par le Figaro du 18-19 septembre. Le ministre du budget ajoute que les fonds de privatisation atteindront une quarantaine de milliards de francs en 1994 comme en 1993. sur le revenu, M. Sarkozy indique que pour « 90 % des contribuables, l'impôt à payer à revenu égal, sera l'an prochain insérieur d'au moins rons donc que la CEE respectera 3 %, que pour 65 % d'entre eux ses engagements. » C'est d'autant l'allégement dépassera 5 % tandis plus important, ajoutait-il, que que pour 44 % il atteindra 10 %». « nous voulons conclure [l'Uruguay

destinées à inciter les Français à

consommer.

Plusieurs organisations syndicales réclament le gel des licenciements

Quarante-huit heures après l'annonce, le 15 septembre, d'une cascade de plans sociaux entraînant la suppression de plusieurs milliers d'emplois, le premier ministre a décidé d'enfoncer le clon. Après s'être déclaré, jeudi, « préoccupé » par « l'accumulation » de ces plans sociaux annoncés dans plusieurs groupes publics et privés, Edouard Balladur a indiqué, vendredi matin, a les ministres qui exercent la tutelle sur les entreprises publi-

ques dans lesquelles des plans sociaux sont annoncés ou envisagés ». Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, François Léotard, ministre de la défense, Gérard Longuet, ministre de l'industrie, Michel Giraud, ministre du travail, Edmond Alphandéry, ministre de l'économie et Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porte-parole retrouver lundi 20 septembre à Matignon.

Les syndicats ont également réagi à l'accumulation de ces plans sociaux. Dans une lettre adressée le 17 septembre à M. Balladur, Marc Blondel, secrétaire général de FO, a demande officiellement [au premier ministre] de bien vouloir examiner la possibilité de geler tous les licenciements pendant six mois ». « L'annonce de la suppression d'emplois dans le secteur public porte isement atteinte à la crédihilité de l'action gouvernementale contre le chômage », estime

etc. Sans oublier qu'une centaine

bonnes intentions.

M. Blondel avant d'assurer qu'eil est de la responsabilité des pouvoirs publics, en charge de l'intérêt général, de montrer l'exemple aux entreprises privées ».

Alain Deleu, secrétaire général de la CFTC, a proposé à la CFDT, la CFE-CGC et FO, de réclamer, a par une expression commune », «un moratoire sur les licenciements et le rétablissement du contrôle administratif des licenciements ». La CFE-CGC souhaite, elle, que les pouvoirs publics interviennent

ments ». Au nom de la CGT, Louis Viannet demande aussi au gouvernement de « donner l'exemple » en faisant «stopper les licenciements» dont l'annonce, « à quelques jours du débat parlementaire sur le projet de loi quinquennale sur l'emploi. relève de la provocation». Le secrétaire général de la CGT propose de a construire un vaste mouvement revendicatif » le 28 septembre, date du début de l'examen du projet de loi à l'Assemblée nationale. économiques de l'Uruguay Round

· « avant l'annonce des licencie-

~<u>.</u>....

F- 4--

retrouveront MM. Kohl et Mitterrand. La difficulté est que, dans l'immédiat, les intérêts des deux pays apparaissent contradictoires. M. Kohl ioue la carte européenne, mais ses industriels, comme son ministre des affaires étrangères et le Parti libéral, fidèle soutien de l'industrie, le poussent à conciure au plus vite. L'Allemagne a déjà réclamé une modification des règles agri-monétaires dans la CEE pour éviter que l'appréciation du mark ne provoque une diminution des prix, et donc des revenus de ses agriculteurs. Elle préférerait des gels supplémentaires de terre, alors que la France, dans une position exactement inverse, juge une telle hypothèse inacceptable.

A défaut d'une renégociation en bonne et due forme, la France se contentera-t-elle d'une relecture de Blair House avec des clauses d'interprétation, de clarification, par exemple sur la question de l'accès au marché qui n'est pas lue de la même façon à Washington et à Bruxelles? Fort de sa popularité, qui lui a permis de faire avaler d'autres couleuvres à sa majorité, M. Balladur peut-il en rabattre par rapport à ses exigences initiales? Une telle attitude supposerait que les Américains fassent à leur tour un geste et accordent un nouveau sursis à la négociation. M. Clinton devrait alors obtenis de son Congrès qu'il repousse encore audelà du 15 décembre la date butoir qui avait été fixée... Une partie triangulaire qui s'annonce donc à hauts risques. Mais M. Sutherland n'a-t-il pas hii-même entrouvert la porte en envisageant une conférence ministérielle de signature des accords de l'Uraguay Round... en avril 1994? Juste avant les élec-

tions au Parlement européen... MICHEL NOBLECOURT

(1) Politique étrangère, été 1993, revue

publiée par l'Institut français des rela-

tions internationales. Article de Patrick

Messerlin : « Rôle du GATT et enjeux de

l'Uniguay Round's.

tion de notre pays ».

d'autres pays participent à ces dis-Elle montre que la CEE a plus à cussions. En juillet, en lever de gagner à un accord que les Etatsrideau du sommet du G7 à Tokyo. Unis, n'ayant « guère la possibilité une déclaration de principes avait de faire croître ses échanges extélaissé espérer un déblocage sur le rieurs par le biais d'accords régiodémantèlement des protections naux». L'intégration des pays de tarifaires dans plusieurs secteurs l'AELE est délà très avancée, et il mais rien depuis n'a concrétisé ces n'y a pas de développements importants immédiats à attendre dans les échanges avec les pays L'enjeu de la réunion du 20 sepd'Europe centrale ou l'ex-Union tembre est donc crucial, la quessoviétique: « Une grande zone tion étant de savoir si le volet agrieuropéenne, de l'Atlantique à l'Oucole justifie à lui seul un échec de ral, n'offre donc, avant longiemps, l'Uruguay Round et une crise améque des opportunités limitées d'acricano-européenne. Certains se croissement des échanges au mastoconsolent d'avance d'une telle donte que représente l'économie de issue, en soulignant que, depuis le Tokyo Round (1979), la croissance la Communauté, et ce, à un coût politique élevé. » La CEE n'a donc du commerce mondial n'a nullepas de véritable politique de ment été entravée. Une étude de rechange. A défaut d'un accord au Paribas montrait récemment que GATT favorisant le multilatéra-60,5 % des échanges français sont lisme, elle risque de se trouver en intracommunautaires – et donc conflit, surtout si on lui attribue la peu ou pas concernés par les règles responsabilité de l'échec, avec les nouveaux blocs régionaux tant

du GATT dans la mesure où celles du marché unique sont davantage américains qu'asiatiques. A contralibre-échangistes – et que moins de rio, les Etats-Unis, avec la mise en 25 % des exportations françaises œuvre du traité de l'ALENA (avec sont réellement soumises aux règles du GATT. Une opinion qui n'est le Mexique et le Canada) et la conversion progressive de l'Amérinullement partagée par Peter que latine au libre-échangisme, « se Sutherland, le nouveau directeur retrouvent dans la situation d'avoir général du GATT : « Aucun pays, d'autres options que le seul GATT, a-t-il déclaré le 31 août, aussi puissant soit-il, ne pourrait facilement certes pas aussi brillantes sur le supporter les blessures qu'il s'infliplan économique qu'une libéralisation mondiale des échanges, mais gerait à lui-même en cas d'échec. (...) Si nous ne parvenions pas à un néanmoins politiquement confortaaccord d'ici à la fin de cette année, le système commercial multilatéra S'il est donc compréhensible que seralt ébranlé. (...) La multiplicala France défende ses agriculteurs – tion des différends commerciaux et qui ressentent d'autant plus mal les les prosonds antagonismes entre les sacrifices que leur population se blocs regionaux laisseraient presaréduit et qu'ils pensent être les ger une grave détérioration de l'éco-

D'autres options pour les Etats-Unis

nomie mondiale.»

Au contraire, en cas de succès, d'autres augures laissent entrevoir un horizon dégagé, une véritable chance de redémarrage de l'économie mondiale, faisant entendre une petite musique d'autant plus agréa-ble que l'on est dans un climat de récession. Et qu'on y cherche une issue... Une étude publiée par Politique étrangère (1) montre ainsi qu'un succès limité de l'Uruguay Round – avec par exemple une libéralisation de 30 % dans l'agriculture, un doublement des restrictions quantitatives dans le textilehabillement et une baisse de 50 % dans les droits de douane des autres secteurs industriels - procurerait un gain net de 118,7 mil-liards de dollars pour le monde, dont 27,5 milliards pour la CEE. Avec un «franc succès» - soit une baisse de la protection agricole de 70 %! –, le gain net pour le monde serait de 262,5 milliards de dollars. Des chiffres à accueillir avec prudence, car ils participent d'un argumentaire destiné à faciliter une issue positive.

En revanche, cette même étude pose bien les enjeux politiques et des indépendants et paysans (CNI),

jachère de nouvelles terres, elle est plus ou moins acculée par ses partenaires à la recherche d'un compromis. L'exercice du droit de veto – auguel M. Balladur, confronté à une forte pression de son propre parti, ne semble guère tenir - provoquerait une déchirure franco-alemande et... une nouvelle crise monétaire. La solution passe donc per un accord franco-allemand, qui sera recherché le 20 septembre tant à Bruxelles qu'à Paris, où se Jean-Louis Debré (RPR) estime

seuls à payer – et évite la mise en

Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint et porte-parole du RPR, a déclaré, vendredi 17 septembre, à Chambéry (Savoie), qu'« il ne faut pas craindre d'alles jusqu'à la crise» dans les négociations avec les Etats-Unis sur le volet agricole du GATT. Selon M. Debré, le RPR « souhaite que les intérêts de la nation, en l'occurrence la sauvezarde de notre azriculture et du monde rural, passent avant toute considération ».

Le président du Centre national

qu'« il ne faut pas craindre d'aller jusqu'à la crise » Jean-Antoine Giansily, accuse, lui, le président de la Commission européenne, Jacques Delors, d'avoir « outrepassé ses pouvoirs » et de «basouer les règles les plus élémentaires de la démocratie » en acceptant le préaccord agricole de Blair House. La signature de cet accord, déclare M. Giansily dans un communiqué diffusé vendredi. a révèle l'incapacité de Jacques Delors à assurer efficacement les plus hautes fonctions de représenta-

Suite de la première page

Mais, sur l'ensemble de son commerce extérieur, les exportations agricoles représentent 16 %. Présenté en ces termes, sans tenir compte de ses dimensions humaine et culturelle, le débat apparaît trop simpliste, comme si Clochemerle s'était donné l'objectif de faire plier le reste du monde! Pourtant, et les Américains ne cessent de le rappeler, la France est rendue responsable de l'impasse de l'Uruguay Round, alors qu'en période de récession, particulièrement en Europe continentale, un accord mondial se trouve paré de toutes les vertus et devient le sésame de la reprise.

La France n'a-t-elle donc le choix qu'entre une crise européenne et une jacquerie paysanne? Dans son refus de Blair House (le Monde du 11 septembre), Edouard Balladur, en harmonie apparente tant avec sa majorité qu'avec Francois Mitterrand, joue à trois niveaux. Vis-à-vis de ses partenaires européens d'abord, qu'il s'agit d'entraîner d'autant plus dans le camp du refus que c'est le conseil des ministres européen – et lui seul – qui est habilité à ratifier Blair House. A entendre Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, et Jean Puech, ministre de l'agriculture, les Français ont marqué des points, certains pays, comme l'Espagne et l'Irlande, semblant rejoindre sa cause, d'autres, comme la Belgique qui préside la CEE, s'interrogeant.

En second lieu, le débat se déroule avec la Commission qui seule, négocie au nom des Douze. Les porte-parole de Bruxelles reconnaissent désormais (le Monde du 18 septembre) que certaines craintes de la France sur la compatibilité du pré-accord de Blair House avec la réforme de la politique agricole commune (PAC), adoptée le 21 mai 1992, sont justifiées. La France focalise son refus de Blair House sur trois points essentiels : la baisse de 21 %, en volume, d'ici à 1999 des exportations subventionnées; la « clause de paix», d'une durée de six ans pendant laquelle les Américains ne remettraient pas en cause la PAC; enfin, la réduction de la protection du marché intérieur, un pays étant oblige d'acheter 3 % dans un premier temps puis 5 % par la suite de sa consommation d'un produit des pays tiers. Les Français redoutent d'autant plus d'être obligés de réduire encore davantage leur production agricole - ce que ne nie pas vraiment la Commission - que les récentes fluctuations des monnaies ont provoque des hausses de prix en écus qui ont aggravé d'autant les écarts entre les prix européens et les prix mondiaux, d'où une limitation de la capacité à exporter sans subven-

clair et ferme

Un refus

La dernière crise monétaire même si les Américains n'en sont pas directement responsables – a. donc armé davantage la France dans son refus de Blair House. Or, vis-à-vis des Etats-Unis, qui reprennent à leur compte la formule d'Edonard Balladur selon laquelle «il n'y aura d'accord sur rien tant qu'il n'y aura pas d'accord sur tout », le jeu s'annonce également délicat. Même si la CEE suivait la France dans sa demande de renégociation de Blair House, elle se heurterait à un refus chair et ferme de Bill Clinton, qui a encore répété, vendredi 17 septembre, que c'était hors de question, la nouvelle administration démocrate n'hésitant pas à dire que ce « compromis» ne présente pas que des avantages pour ses propres agricul-

Si la CEE suit la France, elle prend donc le risque d'une crise ouverte avec les Etats-Unis, en se polarisant sur un seul des quinze thèmes de négociation de l'Uruguay Round, qui, portent notamment sur les droits de douane, les mesures non tarifaires, les règles antidumping, les droits de propriété intellectuelle, le règlement des différends, les services (secteur dans lequel la France est la deuxième puissance exportatrice).

M. Clinton réaffirme son opposition à une renégociation du préaccord de Blair House

WASHINGTON

de notre correspondant

«La CEE doit respecter l'accord de Blair House. (...) Quand elle se reunira dans quelques jours, elle devra résister aux demandes de réouverture de cet accord, durement négocié, et elle devra éviter de se mettre en travers des efforts visant à une conclusion rapide et positive » de l'Uruguay Round. Bill Clinton a lancé cet avertissement, vendredi 17 septembre, en recevant le président du conseil italien, Carlo Azeglio Ciampi, le chargeant de transmettre le message à la CEE avant la réunion du lundi 20 septembre à Bruxelles sur le préaccord agricole de Blair House.

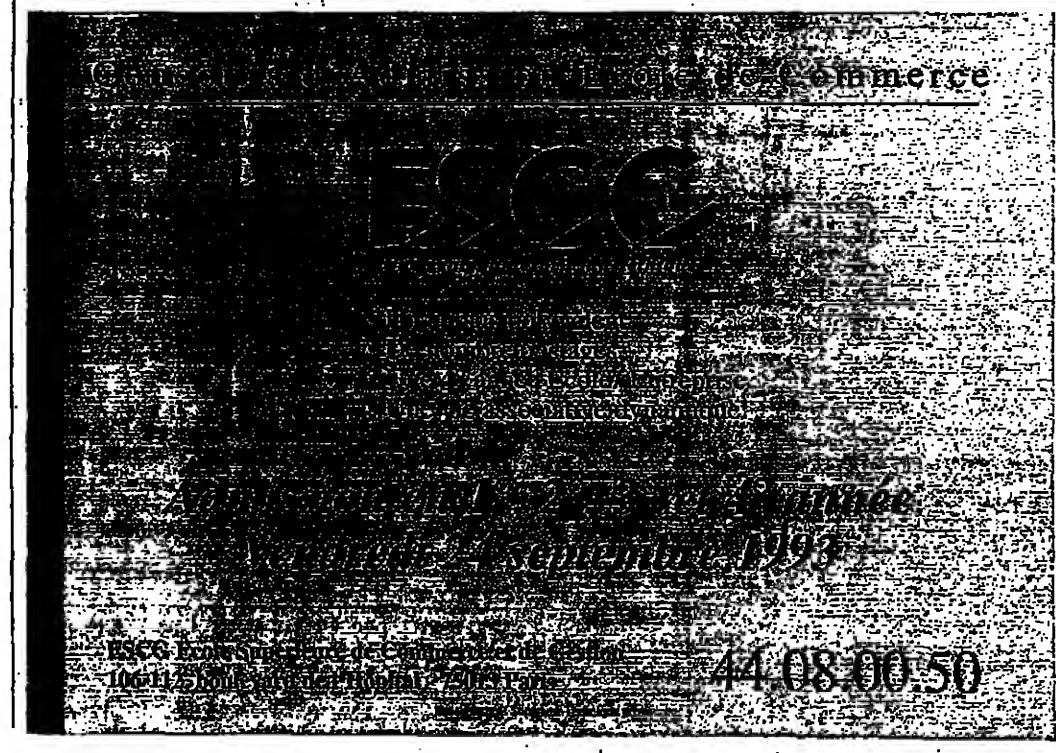
En gros, le message des Américains aux Européens est le suivant: ne suivez pas Paris dans sa demande de renégociation de l'accord de Blair House, un point de vue que M. Clinton a également fait valoir au premier ministre britannique, John Major, lors d'un entretien téléphonique. Le 14 septembre, il avait lancé un premier avertissement public en ce sens en recevant le chef du gouvernement australien, Paul Keating. Un haut fonctionnaire de la Maison Blanche résumait, cette semaine, la position « Nous avons négocié avec la Commission, nous estimons qu'elle avait mandat pour le faire et nous espè-

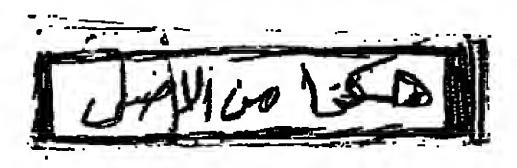
Round] avant la fin de l'année et que nous pensons qu'il n'y a jamais eu dans le monde une attitude aussi positive à l'égard de l'accord en vue ». Il insistait : «La France doit se conformer à Blair House, la plupart des pays concernés sont prêts. il faut en profiter avant que climat de bonne volonté ne s'évapore.»

Pour mener ces pourparlers, le gouvernement américain dispose d'un large mandat que lui a attribué le Congrès, le fast track, et qui doit lui permettre de sonmettre l'ensemble, sous forme de vote bloqué, aux voix du Sénat et de la Chambre. Ce mandat vient à expiration le 15 décembre; Bill Clinton aimerait d'ici là pouvoir annoncer un accord de principe. Les milieux officiels français relèvent que ce sont là autant de dates-butoirs que les Etats-Unis se sont fixées, pour des raisons strictement intérieures; its estiment que la CEE ne doit pas se sentir liée par ces dates.

S'adressant vendredi à quelques journalistes francophones, l'ancien secrétaire d'Etat Lawrence Eagleberger se disait pessimiste devant ia montée du « protectionnisme » en Europe et aux Etats-Unis. Il voit là un des plus importants dossiers de l'époque. Si l'Uruguay Round n'est pas rapidement conclu, si le Congrès ne ratifie pas le traité ALENA (sur l'union dous-nière avec le Mexique et le Canada), ce sera, dit-il e une tragédie historique », « nous payerons un prix terrible ».

ALAIN FRACHON





Charles To B. Barrell

The state of the s

The same the same of the same

The second of th

and the second s

p. 7. Gai Carroll Layer State.

Same at the state of the state

OBLICATAINS.....

l'anche deception

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 13 AU 17 SEPTEMBRE 1993

PARIS

dum sur Maastricht, trouvait son origine dans les propos de Michel

Sapin, alors ministre de l'économie, qui avait rappelé que la baisse des taux au lendemain de la consultation n'avait jamais été une promesse. Aujourd'hui, ces mêmes boursiers sont encore décus : après le geste de la Bundesbank qui, la semaine passée, a baissé d'un demi-point l'ensemble de ses taux, ils étaient persuadés que la France, comme presque promis, imiterait son voisin d'outre-Rhin. Mais il n'en fut rien. Et, pour la troisfèrme semaine consécutive, la déception s'est traduite par une baisse. Elle est cette semaine de 0.42 %.

Certes, elle n'a pas l'ampieur de celle de la période précédente, mais, depuis les plus hauts de la fin du mois d'acût, les valeurs françaises ont, en moyenne, perdu 5 %, ramenant leur progression depuis le début de l'année à 13 %. Après la fausse joie de la semaine passée, l'espoir renaissait dès lundi, où un semblant de reprise se dessinait. Et, malgré la déception provoquée par le maintien de son taux d'intervention à 6.75 % par la Banque de France, l'indice CAC 40 gagnait 0,51 % en clôture. Le len-demain, la reprise se confirmait. Les boursiers commençaient-ils à comprendre que la nécessaire

17-9-93

17-9-93

17-9-93

419,90

17-9-93

Consommation non alimentaire

Crédit et banques

17-9-93

341,50 -497 -

Bâtiment et matériaux

DHf.

+ 12 - 69

Diff.

Diff.

Diff.

Diff.

Agroalimentaire

Bongrain...

Persod-Ricard.....

Renny-Cointress ..

Assurances

Groupe Victoire SCOR SA

Eurotunnel

GTM Entrapose

Jean Lefabors....

Seint-Gobeln ...

Chimie

Air Equide (L').....

Gascogne...... Institut Mikienx ...

Plastic Omnium.

Laterge Compos...

Saigt-Louis

tion des réserves de changes différaient d'autent la baisse des taux tant attendus? Quoi qu'il en soit, ils firent preuve d'une certaine sérénité, et les valeurs françaises gagnaient encore 0,71 %.

Changement de registre des le mercredi. La perspective d'un désaccord entre la France et l'Allemagne lors du conseil des ministres européen sur le GATT, qui doit se réunir à Bruxelles lundi 20 septembre, a pesé tout au long de la séance sur les échanges. Il a encore peu, les analystes estimaient qu'un accord franco-allemand sur le volet agricole du GATT demeurait possible. Cet accord, selon les experts du Crédit lyonnals, aurait permis une balsse graduelle des taux d'intérêt dès la fin de ce mois et une stabilisation du franc face au mark à environ 2 % par rapport à son précédent cours-plancher. Mais les déclarations du ministre allemand de l'économie, Gunter Rexrodt, selon lesquelles l'Allemagne était opposée à une renégociation du pré-accord agricole de Blair House ont mis un terme à leurs espoirs, les investisseurs redoutant qu'une relative instabilité ne s'installe à nouveau en Europe. Les investisseurs étrangers - qui avaient été le moteur de la hausse du mois dernier - ont donc vendu les grandes valeurs de la cote. La beisse du dollar face au franc les v encourageait, car, mécaniquement, ils sont

actions françaises ayant vivement monté en août. Le seul perdant de l'histoire fut le CAC 40, avec un recut de 2.61 %.

Le lendemain, le marché des actions a térmoioné d'une certaine résistance, après le plongeon de la vaille, et, en clôture, il n'a abandonné que 0.14 %. La demière séance de la semaine a permis aux valeurs de renouer avec la hausse (+ 1,15 %). L'annonce selon laquelle l'activité s'était stabilisée en France après deux trimestres de recul n'y était peut-être pas complètement étrangère...

Révision à la baisse Si, selon l'INSEE, l'activité s'est stabilisée, laissant espérer des jours meilleurs, certaines analyses apparaissent encore bien pessimistes. Ainsi, Associés en Finance. qui regroupe seize bureaux d'étude et de sociétés de Bourse ou banques, vient encore de réviser ses prévisions à la baisse. Ainai, sur un échantilion de 140 valeurs, pour l'année en cours, les prévisions de bénéfice par action (BPA) ont diminué de 6 %. Pour les valeurs du CAC 40, ces mêmes prévisions ont baissé de 4,1 %. Cette nouvelle baisse porte à 50 % la diminution totale des BPA depuis leur première estimation, en octobre 1992. En conséquence, la recul attendu des BPA 1993 par rapport à 1992 continue de s'aggraver : la décroissance moyenne pour les 140 valeurs est de 3,9 %, et de 10.2 % pour les valeurs du

Immobilier et foncier

Roe imperiale.....

Investissement

et portefeuille

Armenit et Asset....

Etrafrance
Gaz et Esex.....
Legardica MNS .
Marine Wondel ...

17-9-93

17-9-93

265 462,50 112,10 1238 2010 1875 139,50 389,50 1 070 154,20 922 192 488 303,50 367,30 342,10 301,20

Diff.

inch. 0,75

DHI.

55 50 45

21,70

+ 0 - 19,70

+ 1,10 - 3,70

Qualques titres ont retenu l'attention cette semaine, à commencer par Lafarge Coppée, deuxième cimentier mondial, qui lancera bien une augmentation de capital de 2,5 milliards de francs. Cet appel au marché - le plus important en termes de montant qu'ait connu la place de Paris depuis le début de l'année - sura lieu du 20 au 23 septembre. Comme Accor, la semaine passée. Valeo a annoncé que la quotité minimate de négociation de ses titres passerait de 50 à 10 titres le 24 septembre, soit le premier jour du terme boursier

d'octobre. A propos de privatisations, vandredi. lors de la présentation des résultats semestriels, Marc de Nadaillac, directeur général adjoint de Saint-Gobain, a annoncé que son groupe comptait prendre environ 2 % du capital de la BNP lors de la procheine privatisation de la banque publique. Cet investissement «important» pèsera sur l'investissement en titres de Saint-Gobain au second semestre, a-t-il ajouté, sans en préciser le mon-

Enfin, s'expriment devant le Club de la Bourse organisé par la Société des Bourses françaises. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, a indiqué, mardi 14 septembre, qu'il n'était pas possible « dans l'immédiat » de supprimer l'impôt de Bourse, la situation budgétaire ne le permettant pas. Un jour, peut-être...

FRANÇOIS BOSTNAVARON

Métallurgie, mécanique

Campuddetabox

Desseult Aviation

De Dietrich

Fires-Lille

Legals Industrie -Métaleurop Pechlosy Cl......

Pétrole

BP-France.

Capal Plus Cap Garaldi CEP Cours.

Clab Miditerrand

Desphie Ota...... Génée. dys coux...

Ecco CP 10 F

Crommine Dernez

OGF CP 24 F...... Pub. Filipacehi...... Publicis......

Delmas Vielleus.

Euro Diesey.....

metal

17-9-93

1851

1024 219

17-9-93

Mines d'or, diamant

198,80

Diff.

4.80

+20

+ 1

+ 29

100,50 + 15,40 47,10 + 3 96 - 2

13,20 + 0,20 20,95 + 2,05

40,75 + 3,60 158 + 7,80

111 + 0,20 393,80 - 8,60 341,80 - 1,50 775 + 0 663 - 8 293,30 - 3,20

Diff.

Diff.

40.60

17-9-93

17-9-93

Transports, loisirs, services

17-9-93

1 205 208,70

208,70 -407 -367,20 -256 + 2547 + 538 -57,80 -487,90 + 539 + 639 + 758 -846 -679

Sicomi ou ex-Sicomi

-13.90

NEW-YORK

Sur place

MOICE DOW JOHES ont consolidé leurs cette positions piration trimestrielle d'options n'en u lites aux indices boursiers vendredi 17 septembre. L'in-

dice Dow Jones des vaieurs vedettes a terminé ces cinq séances à 3 613,25, en baisse de 8,38 points (-0,23 %) par rapport à vendredi dernier.

Dans ce marché attentiste depuis une quinzaine de jours, les intervenants ont été surpris par la publication mardi d'une hausse de 0,3 % des prix à la consommation en août, supérieure aux attentes. Cette annonce a provoqué une remontée des taux d'intérêt sur le marché obligataire, principal moteur de Wali Street, rendant moins attrayants les investissements boursiers.

Vendredi, à l'issue d'une séance très active, dominée par des mises à jour de porteseuilles en raison de l'expiration trimestrielle de contrats à terme et d'options liées aux indices boursiers (« journée des trois sorcières »), la journée s'est soldée par une baisse de 0,48 %

Du coté des valeurs. Paramount. Viacom et Home Depot dans la distribution ont été parmi les plus recherchées. Les deux premiers groupes ont annoncé une fusion qui va donner naissance au cin-

quième groupe mondial de communication, tandis que Home Depot a reculé après l'abaissement de sa note par Goldman Sachs. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons 30 ans, principale référence, a progressé vendredi à 6,03 % contre 5.88 % la semaine précédente. Dans les jours à venir, les investisseurs attendent surtout la publication, vendredi 24 septembre, des commandes de biens durables en août. Selon les prévisions de MMS International, ces desnières devraient progresser de 2 %, d'an-

tres analystes tablent sur une hausse de 1,5 %. Indice Dow Jones du 17 septembre: 3 613.25 (c.3 621.63).

010 : 3 010,000 (Cours 10 sept.	Cours 17 sept.
Alcoe	71 5/8 80 3/4	71 1/2 59 3/8
Boeing		40
Du Pont de Nemours	36 5/8 47 7/8	35 7/8 48 7/8
Eastmen Kodek	60 1/2 65 5/8	59 7/8 55 1/8
Ford	53 5/8	55 95 3/4
General Electric General Motors	46 7/8	46
ISM	42 3/4 43 5/8	45 144
III	93 7/8 77 3/4	92 5/8 76 1/8
Mobil Oil	61 3/8	60 1/8
Schlumberger	83 34 85 1/8	64 1/2
UAL Corp. (ex-Allegie) Union Carbide	143 18 2/4	143 1/2
United Tech	57 5/8	573/8
Westinghouse	14 7/8 72 1/2	13 7/8 71 3/4

TOKYO

Déceptions

Les valeurs ont MOICE MICH reculé à la Bourse de Tokyo au cours de cette semaine écourtée par un jour férié et masquée par la déception à propos des

espoirs liés au plan gouvernemental de relance économique. En quatre séances, l'indice Nikkei des 225 valeurs vedettes a clôturé en baisse de 2,1 %, soit 426,94 points à 20 391,04 points, après un recul de 1,4 % la semaine précédente. Les échanges quotidiens n'ont porté, en moyenne, que sur 285,8 millions d'actions, en baisse sensible par rapport aux 322,6 millions de la période précé-

Les investisseurs se sont montrés particulièrement décus du fait que le gouvernement n'ait pas intégré une baisse de l'impôt sur le revenu dans le plan de relance de 6 200 milliards de yen (59 milliards de dollars) annoncé jeudi, ont indiqué des cambistes. Le plan comporte également 94 mesures visant à déréguler l'économie japonaise et à faire profiter le consommateur japonais de la forte appréciation du yen. Le marché était également

immédiate du taux d'escompte de la Banque du Japon. L'indice Nikkei a entamé la

semaine sur un raffermissement après cinq séances de baisse consécutives. Il a gagné du terrain lundi sur des achats de titres liés à l'indice, cioturant sur son plus haut niveau de l'année à 21 148,11 points, en hausse de 1.6 %. Mais il Lest retombé mardi à 20 947,79 points après des prises de bénéfices. Après un jour férié, mercredi, la baisse s'est poursuivie jeudi à 20 502,15, les investisseurs doutant de l'efficacité du plan de relance de l'économie et la Banque du Japon n'ayant pas adopté une baisse du

taux d'escompte. Indices du 17 septembre : Nikkei, 20 391,04 (c.20 817,98);

	Cours	Cours 17 sept.	· <u>-</u>
		- 2	••
omotto	1 420	1 420	
belone	1 290	1 310	- 1
ank	1 410	1 436 2 350	A _ [/
a bootnes	2 450 1 500	1 470	_
shits Eactric	1 460	1 423	•
bishi Heavy	679	685	•
Corp	4 800	4 350	
L Motors	1 720	1 680	•-

LONDRES Autour des 3 000 points

déçu de l'absence d'une baisse

Les valeurs ont reculé pour la troisième semaine consécutive au Stock Exchange, et les derniers indices économiques semblent montrer que la reprise en Grande-Bretagne patine. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a temporairement baissé en mi-somaine sous le seuil des 3 000 points, franchi pour la première fois de son histoire le 11 août, avant de clôturer vendredi à 3 005,5 points, avec une perte hebdomadaire de

31.5 points (1 %). L'annonce d'une remontée de l'inflation à 1,7 % en rythme annuel en août contre 1,4 % en juillet, et d'une progression de seulement 0,1 % des ventes de détail le mois dernier a déçu les opérateurs, s'ajoutant aux prévisions peu encouragantes des sociétés ayant publié leurs résultats. Indices «FT» du 17 septembre :

100 vale d'Et

valeurs, 3 005,5 (c.3 057); 30, eurs, 2 331 (c.2 365,4); Fonds at 101,51 (c.102,6); Mines d'or 1 (c.159,7)					
	Cours 10 sept.	Cours 17 sept.			
Lycis,	5.94 2.99 3.82 4.72 11.13	5,78 2,97 3,75 4,61 11,25			

FRANCFORT Nervosité + 1,10 %

Incertitude et nervosité ont caractérisé le marché cette semaine à la Bourse de Francfort, entraînant les cours à la hausse, à la haisse nuis à nouveau à la hausse. L'indice DAX des trente valeurs vedettes a terminé vendredi à 1 881,99 points, en progression de 1,10 % par rapport à la clôture du 10 septembre. La nette progression de vendredi (+1,42 %) est due principalement à des effets techniques, comme l'arrivée à terme du marché des options pour septembre, estimaient les courtiers, tout en soulignant le faible montant des transactions.

La Commerzbank qualifie la Bourse cette semaine d' «attentiste». Un attentisme « compréhensible, en raison de la morreité économique, ajoute-t-elle. L'affaiblissement du dollar par rapport au deutschemark pèse sur la cote en faisant craindre un renchérissement des exportations allemandes.

Indice: DAX du 17 septembre: 1 881,99 (c.1 861,60)

	Cours 10 sept.	Cours 17 sept.
F	182,50 248,10 294,70 208,80 783 289,10 550 308,20 652,60 354,50	190,50 254,40 296,50 304 773,50 268,50 552 312,50 654,80 353,80

17-9-93 Diff. 519 562 1108 437 218 237,50 1180 426,50 690 629 629 1307 355 644 346 Créd. Iyan. Cl.... Crédit national... Société générale SOVAC...... UFB Locabell.....

Electricité et électronique

gagnants sur les deux tableaux :

sur les changes et en capital, les

	17-9-93		Diff.
Alcatal-Alethom	726	_	9
Alcatel Cibbs	608	+	8
CSEE	554	+	5
Intertochnique	565	-	20
Laborat	755		loch.
Legrard	4 660	+	67
Matra Hachette	148	l –	4,30
Padiotechnique	340	} -	9
Sagas	1 878	-	7
Schoolder	736	_	39
Sextant Asianique	300) _	inch.
Thomson CSF	164,10	-	10,90

Distribution

	17-9-93	Diff.		
Altecianne Sep	2 520	+	235	
Son Marché	680	+	15	
Caratra	3 275	•	81	
Casino	166.50	+	11,50	
Castorana Dubola	749	+	39	
Compt. Modernes.	1 466	+	25	
Demart	5 100	+	101	
Docks de France	817	4	10	
Gal Lateratte	1 940	_	5	
Guilbert SA	1 420	_	95	
Grynne Gasc	1 689	_	9	
Pleaset Pr. 21 F	784	+	18	
Primostz	860	-	5	
Promodes	880	+	35	
RECEL (at COME)	539	+	3	
8COA	14,50	ļ —	0,15	

8C0A	14,50	- 0,15
VALEURS LE I	ZUS ACT EES AU R	
	Nombre de titres	Valour d
Total Alcanel Absthorn Société Générale Sextent Avicaires	8848900 1706080 1173880 1392750	261534 94953/ 73658 731 34
Elf Aquitaino	1710840 689219 221400	887 145 61688 665 670
Complete	158720	57076

VALEURS LE I TRAIT	PLUS ACT EES AU R					ES VARIATIONADAIRES	
	Nombre de titres	Valour on cap. (MF)	Vale		lauese %	Valeura	Bak
Total	8848900 1708080 1173880 1392750 1710840 689219 221400 158720 11220800 964176 101078 1146900 904540 248180	2615345 946534 736589 731342 887142 616861 565670 510783 484123 453844 424237 389497 276364	Dynactic Cantro (Promod Cartom CFF Aleac. S Lagde & Come Marine \ Signam Blord Se	on	+ 14,8 + 10,3 + 7,8 + 7,8 + 7,4 + 7,5 + 8,5 + 4,1 + 3,7 + 3,5 + 3,5 + 3,5	Reit Equipers Controt	

LE	VOLUME DE	S TRANSAC	TIONS (en mi	liers de franc	:s)
	10-9-93	13-9-93	14-9-93	15-9-93	16-9-93
omptant	5 178 283	3 110 763	3 178 592	3 902 480	4 254 630
R. et obl	19 496 835 182 742	24 226 056 205 662	23 306 071 247 778	19 425 392 234 038	22 550 492 221 587
ctal	24 857 860	27 542 481	26 732 441	23 561 890	27 026 709
	IND	ICES CAC (du	lendi su vend	redi)	
	13-9-93	14-9-93	15-9-93	16-9-93	17-9-93

tal	24 857 880	27 542 481	26 732 441	23 561 890	27 026 709
	IND	ICES CAC (du	isndi au vend	redi)	
	13-9-93	14-9-93	15-9-93	16-9-93	17-9-93
dica gén	582,8	585,4	588,0	577,3	577,A
Sice CAC 40 .	2 119,07	2 134,14	l ácembry 198 2 078,51	7) 1 2 084,04	1 2 099,50
			_		

Notionnel 10	% Cotation Nombre de co	MATIF en pourcentag ontrats : 170 3	pe du 17 septe 171 environ	mbre 1993	
counc	ÉCHÉANCES				
COURS	SEPT. 1993	DÉC. 1993	MARS 1994	JUIN 1994	
Premier	123,26	122,98	126,58	125,50	
Demier	123,50	123,18	126,82	125,50	

649 649 842 974 486,70 Valeur on ind

valeurs à l'ou indexé	revenu f	<u>ixe</u>		10 sept.	17 se
Gu Mucae	17-9-93	DRH.	BP	5,94 2,99 3,82	5.7 2.9 3.7
9 % 1979 10,80 % 1979 EDF-GDF 3 % CIM 5 000 F. CIM3 Par. 5 000 F. CIM3 Seez 5 000 F CIM3 5 000 F	100,40 NC	+ 0 + 0,30 + 10 0 0 - 6,10	Gadany	4,72 11,13 6,39 29 7,16 15,50 7,14 4,54 10,89	5,7 2,9 3,7 4,6 11, 6,4 38 7,1 16,4 6,1 10,6

Alternative (Angle) (Bang) 中華武)

.

'- <u>_-</u>.-_.-

-.

. •...

i vat

L'indépendance du marché allemand

Deux emprunteurs d'Amérique latine viennent de lever des fonds en Europe. Pemex, la société nationale des pétroles du Mexique, a sollicité le marché du franc francais, et le Venezuela s'est adressé à celui du deutschemark. Il est intéressant de comparer ces opérations car elles révèlent des différences fondamentales entre les deux compartiments. Celui de l'eurofranc, dont le développement est récent, subit pleinement l'influence du marché des Etats-Unis qui est le plus grand du monde. Celui de l'eurodeutschemark, qui s'appuie sur une longue expérience, est beaucoup plus indépendant. La situation est, certes, en train d'évoluer sous l'effet des contraintes financières imposées par la coûteuse réunification des deux Allemagnes. Mais la capacité de résistance du compartiment allemand est telle que les changements ne se produisent que lentement.

Revenons à Pemex et à son emprunt français. Cette société nationale mexicaine offrait en souscription, par l'intermédiaire de la banque Paribas, des obligations pour un montant total de 750 millions de francs. Les titres viendront échéance dans cinq ans. Les investisseurs qui les ont acquis lorsqu'ils étaient fraîchement émis peuvent compter sur un rendement de 7,77 % l'an. Ce niveau était lundi dernier de 2,12 points de pourcentage plus élevés que ce que procuraient alors les obligations du Trésor français. Le crédit du Mexique est encore très discuté et ce pays doit proposer des conditions attrayantes. Il est intéressant de remarquer que le surcoût dont il doit s'acquitter, la marge qui sépare son emprunt français des fonds d'Etat de référence, est du même ordre que le supplément qu'il aurait à payer par rapport aux bons du Trésor américain pour un emprunt libellé en dollars. Cette affaire s'est d'ailleurs fort bien

déroulée. En gros, un tiers du montant a été placé en France, le reste a été pour l'essentiel vendu en Europe continentale, principalement au Benelux et en Suisse. L'emprunteur n'a pas l'emploi des francs français. Par l'intermédiaire de sa banque, il a procédé à un échange qui, finalement, fait que, pour lui, tout se passe comme s'il avait levé des fonds en dollars.

D'une façon générale, les spécialistes s'accordent à reconnaître beaucoup de mérite à cette émission. En particulier, on se plait a souligner que l'emprunt mexicain contribue à élargir le choix des opérations disponibles sur le mar-ché français, qui finira, petit à petit à se faire aux signatures exoiques, pourvu que les investisseurs pénéficient d'une compensation

Les débiteurs exotiques empruntent à bon compte

Le Venezuela, pour sa part, a trouvé un terrain beaucoup plus propice. Les conditions qui lui ont été concédées en Allemagne sont de loin meilleures que celles que ce pays aurait obtenues sur le marché américain. En fait, peu d'investisseurs se sont réellement souciés de l'étendue exacte de la prime que ieur proposait le débiteur par rapport aux fonds d'Etat allemand. L'emprant se monte à 300 millions de marks pour une durée de sept ans. Son taux d'intérêt facial est de 8,75 % et, au prix d'émission qui est de 101,4 %, le rendement s'élève à 8,48 %. Les titres se négociaient vendredi à des cours correspondant à un rendement de l'ordre de 2,5 points de pourcentage de plus que les obligations du gouvernement de Bonn. Sur le marché américain, une opération semblable n'aurait guère eu de chance, à moins de rapporter près de 4 points de pourcentage de plus que les fonds d'Etat.

Une des explications de l'attitude des souscripteurs de titres libellés en deutschemarks, qui se montrent moins exigeants que autres, tient certainement à l'habitude qu'ils ont de ces noms étrangers. Le Venezuela, par exemple, est un emprunteur récurrent en Allemagne alors qu'il ne s'est jamais procuré de ressources en eurofrancs français. Mais la principale raison est que le marché des titres en marks peut tabler localement sur une immense clientèle d'institutions et d'éparenants qui

ont confiance dans leur monnaie.

Tant que la dette de la République sédérale était contenue dans des limites raisonnables, le Tréson de Bonn et les établissements publics allemands pouvaient se contenter de répondre aux exigences des seuls investisseurs allemands. Maintenant qu'il faut démesurément emprunter, il convient de se conformer également aux souhaits des bailleurs de fonds d'autres pays. Cela reviendra, par la force des choses, reprendre certaines techniques qui sont utilisées par le Trésor français qui, lui-même, a repris l'essentiel des méthodes employées par le Trésor américain. Ce conformisme devrait logiquement atteindre l'euromarché, si bien que d'ici quelques mois ou quelques années, les débiteurs dont le crédit est discuté auront à verser une rémunération plus élevée s'ils souhaitent drainer des fonds en marks.

En attendant, ils se bousculent pour profiter des excellentes conditions qui leur sont offertes. L'Argentine est maintenant sur les rangs. Le volume de son prochain euro-emprunt pourra atteindre le milliard de marks. Ses obligations auront une durée de cinq ans. Les spécialistes estimaient, vendredi, qu'un taux d'intérêt facial de 8 % seulement suffirait à faire de sa transaction une grande réussite.

CHRISTOPHE VETTER

réticents (la BNP était chef de file).

Le Trésor va lancer une nouvelle

tranche d'OAT en écus à échéance

La semaine prochaine, il est

prévu un emprunt du Comptoir

des entrepreneurs et un autre de

Finansder (pour le compte des

SDR) avec la garantie de l'Etat.

sans laquelle les émetteurs ne pour-

raient, en aucun cas, avoir accès au

marché, pour des raisons bien

connues. Ajoutons-y un emprunt

du Crédit local de France-Floral.

pour lequel aucune garantie de

l'Etat n'est nécessaire. La valeur

nominale des titres de l'emprunt

6 % juillet 1997, dit emprunt Bal-

ladur, va être divisée par 10, se

trouvant ramenée de 1 000 francs

à 100 francs pour faciliter le paie-

ment, au moyen de ces titres, des

souscriptions aux actions de socié-

tés privatisées. En fin de semaine,

le cours de l'emprunt s'établissait à

102.36, c'est-à-dire à 1.36 % au-

dessus des cours d'émission, non

compris un coupon couru de 1,036

francs pour 100 francs. Au 8 sep-

tembre, selon FININFO, le volume

moven des transactions en Bourse

atteignait 199 000 titres, soit un

peu plus de 200 millions de francs.

Depuis le 19 juillet, date de la pre-

mière cotation, 5732230 titres ont

été échangés, toujours au 8 septem-

bre, pour 5,66 milliards de francs.

opérations de Bourse (COB) a mis

en place, depuis le 1= juillet, une

nouvelle procédure simplifiée et

allégée d'attribution de son visa

aux émissions obligataires. Pourvu

que les émetteurs fassent référence

à des clauses de contrat d'émission

standardisées et déjà connues de la

COB, ils pourront émettre sur sim-

ple transmission de ces clauses

sans attendre le visa en question,

tout au moins pour les opérations

de préplacement. En revanche,

l'obtention dudit visa reste néces-

saire pour le placement de l'émis-

sion dans le public par l'intermé-

diaire des réseaux. Cet allégement

est destiné à faciliter l'accès des

émetteurs aux sources de finance-

noises» qui furent en vigueur pen-

Par ailleurs, la Commission des

2004 et au taux de 6 %.

DEVISES ET OR

Bonne tenue du franc

Sur des marchés des changes moins nerveux, du moins pour l'instant, le sranc s'est bien tenu vis-àvis du mark, dont le cours a oscillé entre 3,48 et 3,49 francs, revenant au niveau de la mi-août, après une pointe à près de 3.55 francs dans la dernière semaine de ce même mois. faiblesse à moins de 1,59 DM, il remontait aux environs de 1.61 DM.

Done, le franc se tient bien. En début de semaine, il montait brusduement par rapport au mark, dont le cours retombait en dessous de 3,48 francs, à 3,4780 francs sur, disait-on, un gros achat américain, pour se stabiliser, comme on l'a vu, aux alentours de 3,4850-3,49 francs, soit 8 à 12 centimes au-dessus de ses cours d'avant l'élargissement des marges du système monétaire européen (SME) et 6 centimes au-dessus de l'ancien cours plafond du mark (3,4305 centimes). Sa dépréciation est donc limitée à 2,5 % environ, et même moins (1,8 %) par rapport à l'ancien cours-plafond, ce qui est

très peu et susceptible de disparaître si la moindre nouvelle moins défavorable était publiée sur l'état de l'économie française.

En attendant, les rentrées de devises au profit de la Banque de France continuent de s'effectuer sur un rythme lent, l'équivalent de 13,8 milliards de francs pendant la semaine se terminant le 9 septembre, contre 17,2 milliards la semaine précédente. Ces jours der-niers, néanmoins, profitant de la bonne tenue du franc, l'institut 'émission aurait procedé à des achais de marks pour rembourses les emprunts contractés auprès de la Bundesbank pendant la crise de fin juillet : on parle de l'équivalent d'une trentaine de milliards de

francs. Pour hâter la reconstitution de ses avoirs nets de devises, encore négatifs d'environ 140 milliards de francs - chiffre obtenu en additionnant le montant des comptes 22 et 25 du passif du bilan de la Banque de France (les emprunts contractés auprès des banques centrales étran-

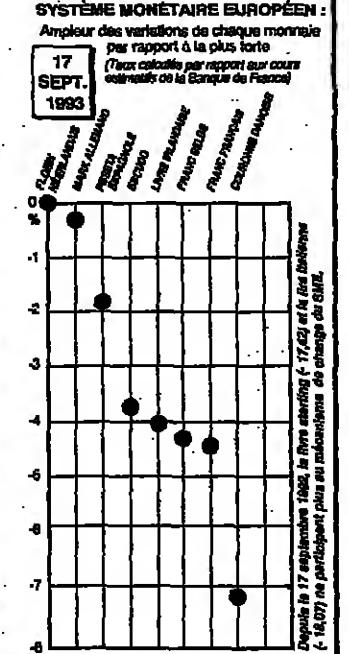
gères) et en retranchant les 83,7 milliards de francs de disponibilité à vue à l'étranger figurant au poste 2 de l'actif du bilan, - l'institut d'émission maintient sa politique de taux élevés.

Le dollar a manifesté quelques

velléités de redressement, sans beau-

coup de conviction. Il s'est toutesois affaibli vis-à-vis du yen, dopé par l'annonce d'un nouveau plan de relance de l'économie, le troisième depuis un an et qui, comme les précédents, soulève un scepticisme poli de la part des observateurs. Sur le marché de l'or, violemment déprimé, la semaine dernière, par des liquidations de positions « acheteurs, après nue nouvelle chute à 341 dollars, le cours de l'once de 31,1 grammes se rétablissait à

351 dollars environ, sans gros chansement d'une semaine à l'autre.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 13 AU 17 SEPTEMBRE 1993

(La ligne insérieure donne ceux de la semaine précèdente)

PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc français	Franc subse	O. mark	Franc beige	Plotin	Lire tuBerme
Londres			-	_	-			
							-	
New-York	1,5350	2 -	17,7952	71,4031	62,1311	2,9104	55,3483	0,0064
	1,5495	_	17,9099	71,5364	62,5195	2,9155	55,6483	0,946
Paris	8,6259	5,6195	-	491,2496	349,1457	16,3545	310,9851	3,5999
	8,7128	5,6139		492,3614	351,5474	16,3936	312,9184	3,6466
Zurich	2,1498	1,4045	24,9221	-	87,0146	4,8760	71,5042	0,897
	41654	1,3975	27,3932	-	87,3711	4,0743	77,7685	0,996
Franciort	2,4706	1,6895	28,6413	114,9232		4,6842	89,6783	1,0311
	2,4784	1_5995	29,5334	114,4544		4,6633	89,0095	1,837
Brancedes	52,7426	34,36	6,1144	24,5341	21,3482		19,0149	2,291
	53,1477	34,30	6,8947	24,5438	21,4442		19,0074	2,224
Amsterden.	2,7737	L,8070	321,5588	1,2902	112,2708	5,2598		1,157
	1,7845	1,7970	332,4879	1,2858	112,3476	5,2390		L,165
Miles.	2386,14	1561	277,7823	1114,6019	949,8664	45,4387	863,8628	-
	2389,33	1542	275,9918	1143,3965	96495L3	44,9562	858,8968	-
Takya	160,41	104,50	18,5959	74,6162	64,9270	3,0413	57,8366	0,066
	164,79	106,35	21,5724	76,1001	66,4895	3,1895	59,1819	2,068

A Paris, 100 yeas étaient cotés, le vendredi 17 septembre, 5,3775 F contre 5,28725 F le vendredi 10 septembre.

MATIÈRES PREMIÈRES

Cacao: stocks à vendre

cacao, qui a réussi à se hisser sur la barre des 1 000 dollars la tonne à New-York, et de 800 livres la tonne à Londres. « Du jamais vu depuis un an et demi », s'exclame un opérateur. Le fait est assez rare pour être souligné d'ordinaire, lorsque les autres produits tropicaux étaient gagnés par l'euphorie, le cacao boudait en solitaire. Cette fois au contraire, les efforts visibles des producteurs de café pour juguler la spirale baissière du « petit noir » ont dynamisé le mar-

ché de la fève. Le café s'oriente à pas menus vers une réduction des exportations de l'ordre de 20 %, le cacao vers une régulation concertée des récoltes. Le café s'achemine vers une association de producteurs que d'aucuns dénomment délà cartel, le cacao vers une maîtrise de l'offre avec l'assentiment des pays consommateurs. Deux stratégies qui semblent porter quelques

Des tensions dans les approvision-

nements ont fait le reste, ainsi que des prévisions de mauvaises récoltes en Afrique de l'Ouest et au Brésil. De plus, selon certains opérateurs, la Côte-d'Ivoire a déjà vendu une grande quantité de sa prochaine récolte... Autre facteur de fermeté des cours: les courtiers E. D. and F. Man viennent de publier un rapport extrêmement optimiste : la production mondiale de cacao serait, d'après leurs calculs, déficitaire de

COURS DU 17-9
1 764 (- 126) Dollars/tonne
1 138 (- 2) Dollars/tonne
4 345 (- 270) Dollars/tonne
272 (+ 4,7) Dollars/tonne
1 294 (- 2) Deliars/toune
1 175 (+ 24) Dollars/tonne
312 (+ 6) Cents/boisseau
243 (+ 8) Cents/boisseau
196,2 (+ 1,9) Dollars/t. courte
16,14 (+ 6,45) Dollars/baril

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

L'été aura été souriant pour le 97 000 tonnes par rapport à la consommation. Ce sont là des chiffres attentif de la part des pays consompour cette saison; le déficit s'élèverait à 200 000 tonnes pour la prochaine campagne. Et, comme ces courtiers bonnes nouvelles, ils annoncent également une relance de la consommation mondiale: 2,4 millions de 1992-1993. contre 2.3 millions de tonnes en 1991-1992. La CEI devrait se montrer plus gourmande que l'année pas-Elle devrait acheter

85 000 tonnes de cacao, soit 60 000 tonnes de plus que l'année dernière. « Il est difficile d'appréhender d'ores et déjà la durée de ce mouvement houssier, estime un négociant Une bonne part relève de la spécula-

Les dix-huit pays producteurs et

vingt-deux pays consommateurs de

l'Organisation internationale du cacao (ICCO), qui se sont réunis à Londres le 17 septembre, devront mettre au point un système qui enraye une nouvelle dégradation des cours. La partie s'annonce difficile. Car un élément de taille pèse sur le marché : des stocks envahissants de 230 000 tonnes. Par ailleurs, il est difficile d'attiser les gourmandises en dépit des prévisions euphoriques des courtiers londoniens, voire de les anticiper, dans un contexte de fléchissement général de la demande. Il est encore plus difficile d'empêcher l'emploi des produits de substitution – moins onéreux bien sûr - dans la fabrication du chocolat. Il est tout à fait complexe de maîtriser l'écoulement d'un stock dit régulateur, mais dans les faits encombrant,

Un stock désormais sans emploi

Créée en 1980, une réserve de 100 000 tonnes était, à l'origine, des tinée à enrayer les cours selon le principe bien connu de l'achat de marchandises lorsque les cours baissent trop. Les stocks se sont accumulés sans empêcher l'effondrement des cours: entre 1986 et aujourd'hui ceux-ci ont diminué de moitié. Déçus par l'inessicacité de ce système, les pays de l'ICCO ont gelé les stocks leur niveau actuel, sans pour autant mettre en place un protocole plus opérant. Ce n'est qu'en juillet, deux mois avant l'expiration de l'accord que les pays concernés ont adopté Genève un nouveau compromis, mais singulièrement dénué de substance. Si celui de 1986 n'atteignait pas les buts qu'il s'était fixés, du moins enga genit-il les producteurs et les consommateurs dans un même processus.

Celui qui vient d'être adopté suppose

un effort réel de la part des produc-

mateurs. Le texte proposé par la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le dévepays producteurs « auroni la responsabilité de gérer leur production». La Côte-d'Ivoire, qui n'a pas exporté cette année sa récolte intermédiaire, l'avait déjà entendu ainsi. Mais à quel prix pour les planteurs ivoiriens? Cette récolte, qui s'échelonne entre fin avril et fin septembre, représente plus de 15 % de la cueillette globale.

Autre point litigieux : l'accord n'in-troduit aucune indication de volume de production sonhaitable. Les pays en voie de développement devront établir des programmes nationaux qui « seront soumis pour examen à un comité de production chargé de recommander toute mesure pouvant contribuer dans les meilleurs délais à un assainissement du marché ».

On comprend la réticence des pays producteurs à signer un tel traité. Aussi, pour l'instant, est-il seulement adopté. Celui-ci doit être ratifié avant le 30 septembre par an moins cinq producteurs représentant 80 % des exportations mondiales de cacao. Jusqu'à présent, seule la Côte-d'Ivoire. qui fournit 35,5 % de l'offre, l'a approuvé. Signataires ou non, il reste aux membres de l'organisation du cacao un impératif de taille : écouler le stock au compte-gouttes pour que les prix n'en souffrent pas; tous les membres de la filière se sont entendus sur ce seul point : 4 250 tonnes devraient être remises chaque mois sur le marché an cours des cino prochaines années. Une mesure qui pourmait permettre au cacao de poursuivre son redressement.

MARIE DE VARNEY

÷=∻

MARCHÉ LIBI	E DE L'	OR
	Cours 10-9-93	Cours 17-9-93
Or fin Dillo on barre)	64 000	63 500
- Mile en Enged	64 950	64 450
Pilita française (20 F)	375	372
e Pièce française (10 F)	394	385
Pièce puinte (20 F)		370
Pièce latine (20 F)	382	368
e Pièce tiuisienne (20 F)	370	361
Souvenile	484	475
e Servenia Eleabeta II	472	450
e Demi-storatels	273	260
Phice de 20 dollars	2 430	2 440
- 10 dollars	1 220	1 227
• - 5 dollars	730 .	790
- 80 beace "*********	2 415	2,420
• - 20 maris	440	441
- 10 florine	395	390
Ф - Sryables	235	244

a Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hobdomedaire aupplémentaire.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Non, la Banque de France n'a pas abaissé ses taux directeurs. maintenus à 6,75 % pour les appels d'offres et à 7,75 % pour les pensions à cinq-dix jours, comme les marchés l'espéraient, après la diminution d'un demi-point des taux directeurs de la Bundesbank, décidée la semaine dernière. Certains s'attendajent à ce que l'Institut d'émission français prît une décision analogue, lundi 13 septembre. Il n'en fut rien, pas plus qu'à l'occasion de l'appel d'offres du jeudi 16 septembre: 6,75 % imperturbablement. Les raisons de cet immobilisme, on les connaît : les devises sorties lors de la crise du franc de la fin juillet ne rentrent pas assez vite (voir en rubrique Devises et or), donc il est urgent de rester l'arme

Dans ces conditions, les marchés ont manisesté bruvamment leur mauvaise humeur, que ce soit à la Bourse, où les cours des actions ont fléchi (voir en rubrique Revue des valeurs, page ci-contre), ou sur le MATIF, où l'échéancier septembre, après avoir culminé à près de 124, a chu à moins de 123 avant de terminer à 123,54, à mi-chemin. Cette échéance septembre va bientôt laisser la place à l'échéance décembre, désormais la plus traitée, qui cotait 123 à la veille du week-end. Le taux de l'argent au jour le jour a slèchi d'environ un quart de point à 7 3/6-7 5/6, de même celui à un mois, revenu à 7 %-7,20 %. Quant au rendement de l'OAT à dix ans. il s'établissait à 6,13 % contre 6.16 %, à trois points de base audessus de celui du Bund allemand

dix ans. A Paris, les non-résidents ont vendu les titres du Trésor français au profit des titres allemands, estimant que la Banque de France ne se résoudra pas à laisser ses taux directeurs baisser au-dessous de ceux de la Bundesbank. Quant à cette dernière, ils la ugent capable de diminuer encore d'un demi-point d'ici à la fin de l'année, mais résolue, dans l'immédiat à ne rien faire de plus, fidèle à sa politique des petits pas. Tout au plus espère-t-on la voir abaisser, par petites touches, le taux de ses pensions à court terme (REPO), ramené de 6.80 % à 6.70 % la semaine dernière. Son rapport pour le mois de septembre a été rédigé sur un ton assez modéré, tout en restant prudent sur l'inflation et la masse monétaire. Les chiffres concernant cette masse seront publiés la semaine prochaine, et selon M. Palme, l'un des nouveaux administrateurs de la Bundesbank. ladite masse aurait assez peu gonflé du fait des achats de francs par la Banque centrale, contrairement à

Franche déception

Petite déprime

ce que l'on redoutait.

Sur le marché obligataire, un peu déprimé par la baisse des cours sur e MATIF, la seule émission de la semaine a été celle de la Caisse de refinancement hypothécaire (CRH) pour 600 millions de francs. 7,40 % nominal, émise à 8,55 % au-dessus du pair, soit 6,48 % en réel, et 0,31 % au-dessus de l'OAT 2004, ce qui a paru maigre aux souscripteurs, et les a rendus plutôt

Avant la réunion ministérielle d'Abidjan

Inquiétudes sur l'unité de la zone franc

L'unité de la zone franc est a menacee v par la décision prise, vendredi 17 septembre, par la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) de suspendre le rachat de ses billets échansés à l'extérieur de sa zone d'émission, déclaré, le même jour, Charles Konan Banny, gouverneur de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

M. Banny a déclaré n'avoir pas été nosficiellement informé de cette décision » qu'il a qualifiée de « grave et

inopportune» à la veille d'a une grande célébration de la solidarité de cette

Mardi 21 septembre se réuniront Abidian les quatorze ministres des finances de la zone franc, en présence de M. Alphandéry, qui coprésidera la conférence avec le premier ministre ivoirien Alassane Dramane Ouattara. Selon l'AFP, l'éventualité d'une dévaluation du franc CFA souhaitée par le FMI et la Banque mondiale est pour le moment écartée.

ment et à améliorer la compétitivité des marchés obligataires francais. Rappelons que 90 % des émissions obligataires sur le marché domestique français sont à taux fixe et remboursables in fine, sans les modalités tout à fait «chi-

dant la précédente décennie. FRANÇOIS RENARD

Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, a rendu publique, vendredi 17 septembre, le calendrier de la privatisation de la Banque nationale de Paris (BNP). La période de pré-souscription démarrera fundi 20 septembre et la mise sur le marché interviendra au nhis tard la 20 décembre

Si les conditions de marché le permettent, il sera procédé par Etat, au plus tard lundi 20 décembre, à la cession sur le marché d'environ 72 millions d'actions, après division par deux du nominal des titres. Ce montant représente environ 40 % du capital de la BNP après l'augmentation de capital des-tinée, pour l'essentiel, à financer le rachat par la BNP de la participation détenue par l'Etat du capital de la Financière BNP. Cette cession sera réalisée par :

- une offre publique de vente en France portant sur environ 36 milions d'actions:

- un placement auprès d'investisseurs institutionnels français portant sur environ 12.5 millions d'ac-

- un placement international por tant sur environ 23,5 millions d'ac-

Par ailleurs, environ 8 millions d'actions seront offertes à des conditions préférentielles aux salariés et anciens salariés de la BNP et de ses filiales. Le nombre de titres offerts de l'offre publique de vente pourra être augmenté :

- par prélèvement sur le nombre

total de titres offerts aux investisseurs institutionnels français et aux investisseurs internationaux jusqu'à concurrence de 20 % de ce mon-

- par prélèvement sur le nombre de titres offerts au groupe d'actionnaires stables, dans la limite de 10 % de ce montant.

Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, a décidé que les personnes de nationalité française ou résidentes, ou ayant la qualité de ressortissants de l'un des Etats membres de la CEE, bénéficieront pour l'offre publique de vente d'une priorité d'achat jusqu'à concurrence de 40 actions, quel que soit le mode de paiement utilisé.

Au-delà de cette limite, ces mêmes personnes bénéficieront d'une priorité d'achat supplémentaire jusqu'à concurrence de 40 actions, à condition de régler leur achat en titres de l'emprunt d'Etat 6 % juillet 1993. Il est rap-pelé que la faculté de régler en titres de l'emprunt Balladur est ouverte à ces personnes pour toutes les actions BNP qu'elles souhaitent acquerir à l'intérieur de chacune des deux priorités comme au-delà. Pour façiliter le règlement par remise de titres de l'emprunt, chaque obligation de 1 000 francs de valeur nominale a été divisée en dix nouvelles obligations d'une valeur nominale de 100 francs. Cette division a pris effet le 17 septembre.

Les personnes de nationalité francaise ou résidentes, ou ayant la qualité de ressortissants de l'un des Etats membres de la CEE, bénéficieront, en outre, d'une attribution

gratuite d'actions, M. Alphandéry a décidé de retenir à cet effet le maximum prévu par la loi : une action pour dix actions acquises et conser-vées au moins dix-huit mois après leur paiement, dans la limite d'un achat initial d'une contre-valeur ne dépassant pas 30 000 francs.

Durant la période de « pré-marketing», qui précédera l'ouverture d'offre publique de vente et s'ouvrira lundi 20 septembre, l'ensemble des intermédiaires qualifiés pourront utiliser la nouvelle procédure leur permettant de recueillir des mandats révocables d'acquisi-tion d'actions de la BNP auprès des personnes physiques. Enfin, l'Etat procédera, après la clôture de l'offre publique de vente, à une offre publique d'échange des certificats d'investissement de la BNP contre des actions de la BNP dans des conditions qui seront fixées lors du lancement de l'offre publique de vente. Cette offre publique d'échange porters sur la totalité des certificats d'investissement de la BNP émis ou à émettre par exercice

des bons de souscription. L'ensemble de ces opérations sera soumis à la Commission de la privatisation. Leurs modalités précises, notamment le prix de cession sur le marché des actions de la BNP seront arrêtées par le ministre de l'économie à l'issue de la période de « pré-marketing ».

Le journal des SDF vend 400 000 exemplaires

«Macadam Journal» étudie la possibilité

de s'implanter en province et à l'étranger

Les autorités chinoises annoncent un léger ralentissement de la croissance

Les autorités chinoises ont annoncé un léger ralentissement de la croissance en août par rapport à l'emballement qu'elles sance industrielle, principal agent du début de surchauffe qui a conduit à l'adoption des mesures de temporisation récentes, était passé le mois demier à 23,4 % contre 25,1 % en juillet, selon des chiffres officiels. Selon le Bureau des statistiques, la croissance industrielle sur l'ensemble de l'année devrait passer au-dessous de 20 % après que les mesures anti-surchauffe auront fait pleinement sentir leurs effets. Le chiffre idéal, selon ces mêmes estimations, serait de 15 %.

PĚKIN

de notre correspondant

Le régime évite de présenter ces nouveaux chiffres de manière triomphaliste. Le vice-premier ministre Zhu Rongji, patron du gouvernement pendant l'été en l'absence du premier ministre Li Peng, s'est voulu rassurant lors d'une intervention transmise par satellite F. R. auprès d'un forum rassemblant, à

Bali, six cents dirigeants politiques et économiques du bassin du Pacifique : « Vos craintes [d'un emballement de l'économie chinoise] sont compréhensibles. (...) Mais nous pensons avoir été en mesure de tenir bon et de contrôler les évolutions macro-économiques », a-t-il affirmé. Séparément, M. Zhu a reconnu que le pouvoir central avait échoué à conérer les deux tiers, soit onelque 38 milliards de dollars, des prêts interbancaires illégaux dont il avait ordonné le rappel au 15 août en sa nouvelle qualité de gouverneur de la Banque populaire de Chine, la banque centrale.

Les préoccupations de la CIA

Ces résistances proviennent des craintes des responsables locaux quant aux pertes qui seraient encourues sur des investissements en cours dans leur paroisse en cas de remboursement anticipé de tels

M. Zhu a reconnu que Pekin aura du mal à atteindre ses objectifs en vue de freiner l'émission de monnaie, de qui risque d'avoir des repercussions sur l'inflation, qui avait dépassé les 23 % annuels en juillet dans les trente-cinq principales villes de Chine. Le record était de 35.8 % à Canton.

Presque simultanément, la CIA et la Banque mondiale ont publié des

rapports exprimant leur préoccupation devant l'évolution économique chinoise. Selon la centrale de renseignement américaine, un aspect inquiétant de l'explosion économique de ce pays, outre une inflation pas encore jugulée, est de la voir «asphyxier l'infrastructure de transports et d'énergie et créer de multiples goulots d'étranglement dans ce rapport soumis au Congrès américain, un son de cloche proche de celui de la Banque mondiale.

Celle-ci préconise un renforcement du rôle de la banque centrale, une hausse plus substantielle que celles, déjà pratiquées, des taux d'intérêt, un coup de frein plus énergique sur les investissements industriels locaux et une levée des restrictions à l'actionnariat. « Il est Important de réfuter l'idée courante en Chine selon laquelle la centralisation de l'économie est contraire à la résorme et que toute décentralisation est bonne pour la réforme», dit le rapport. Le « défi » consiste à surmonter l'opposition des autorités locales, ajoute-t-il.

La Banque mondiale a aussi attiré l'attention sur le caractère de plus en plus confus de la relation économique entre Hongkong et le continent en raison des flux multiples « légaux et illégaux » de capitaux dans les deux sens.

FRANCIS DERON

· - - - -

Le krach de la Banque industrielle de Monaco

Le procureur requiert des peines de six mois à quatre ans de prison

Le procureur du tribunal correctionnel de Monaco. Gaston Carasco. a requis, vendredi 17 septembre, contre les vingt-trois accusés dans le krach de la Banque industrielle de Monaco des peines allant de six mois de arison avec sursis à quatre ans de prison avec sursis. Le jugement, mis en délibéré, sera prononcé le 30 septembre. Le procureur a requis quatre ans de prison avec sursis contre la princesse Isabelle de Bourbon-Parme. présidait l'établissement, et 6 000 francs d'amende. Contre le directeur général, Jean-Claude Colcy. il a demandé quatre ans de prison ferme et l'émission d'un mandat

d'arrêt pour obtenir son extradition aux fins d'exécution de sa peine. de la clientèle» conduisant à la failvéritables propriétaires et leur permettre d'échapper au fisc français.

En janvier 1990, la BIM avait été fermée sur ordre de la commission bancaire qui avait découvert des « opérations aventureuses sur les titres lite de cette banque avec plus de 200 millions de passif. Les accusés présents devaient répondre de « complicité de passation d'écritures inexactes et de délits d'entremises illibons de caisse signés par des prêtenoms pour dissimuler l'identité des

SOMMAIRE

DATES

ETRANGER

Les réactions au nouveau plan de paix pour la Bosnie ... Le départ des demiers soldats russes de Pologne...... La fin de la visite de M. Mitterrand

il y sobjante-dix ans : le bref été du

au Kazakhstan..... Cambodge: les Khmers rouges subissent de nombreuses défec-

L'OLP envisage d'ouvrir une représentation aux Etats-Unis Somalie: Bill Clinton souhaite une Initiative politique pour consolider la mission de l'ONU...... 6

«Loin des capitales»: Zanzibar prend le large.....

POLITIQUE

Les réactions de René Monory et Philippe Séguin au projet Giraud sur l'emploi..... Dans le Gers, le préfet boycotte l Livres politiques, par André Lau rens : « Comment les peuples se gouvernent >8

SOCIÉTÉ

Pékin dément l'éventualité d'un boycottage des JO d'Atlanta ... 10 Les deux jugements du tribunal de Béthune à propos des sociétés Testut et Trayvou 10 Devant la cour d'assises de la Meuse, le « procès de la barbarie Un lycéen de Brest tué d'un coup

CULTURE

Polémiques après la restitution d'un manuscrit coréen 12 Patrimoine : les villas de Mallet-Stevens en péril...... 12 et 13

de feu par un condisciple 11

ÉCONOMIE

Plusieurs organisations syndicales réclament le gel des licen-Bill Clinton réaffirme son opposition à une renégociation du présc-

cord de Blair House 15 Revue des valeurs 16 Crédits, changes et grands mar-

COMMUNICATION

La télédistribution des programmes du groupe Turner interdite dans la région de Bruxelles .. 9 de culture > 9

HEURES LOCALES

 Les petits trains de la campagne bretonne • Urbanisme : les grandes espérances • Basse-Normandie : le souvenir du débarquement . Les habits verts du proiet Seine Rive gauche • Dossier : assistances sociales contre élus locaux · Frontières : le village trop vite grandi 19 à 26

Services

Abonnements.

Météorologie Mots croisés. Télévision.. Spectacles. La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

3615 LM Ce numero comporte un cahier « Heures locales» 'folioté 19 à 26 Le numéro du « Monde »

daté 18 septembre 1993

a été tiré à 480 946 exemplaires.

Pour Macadam Journal, le a prepropre. Chaque exemplaire vendu mier journal vendu à la criée par 10 francs, laisse en effet 6 francs les sans domicile fixe », lancé le 11 mai 1993, le bilan est plutôt satisfaisant. Parti de 100 000 exemplaires vendus par une quarantaine

de «SDF», ce mensuel tire aujourd'hui à 400 000 exemplaires. Quelque cinq cent vingt vendeurs en assurent la distribution, « Tous les numéros sont vendus », précisent ses responsables en soulignant « l'ampleur inattendue du succès » de leur journal au bout de cinq mois d'existence.

Jacques Chamut, qui a créé ce quinal sur le modèle de ceux qui existent déjà à Londres et à New-York, réaffirme le concept : « Permettre aux SDF de se responsabili ser eux-mêmes », tout en indiquant qu'il ne s'agit pas d'une « œuvre de charité» mais d'une « perche tendue à tous ceux qui n'attendent qu'un marche-pied pour reprendre goût à la vier.

Il se défend de « vouloir développer le travail au noir», comme le reproche en est fait à ce mensuel qui emploie des vendeurs sans leur fournir de fiche de paye, en assurant que des discussions permettraient « de proposer un système impeccable ». Robert, l'un des vendeurs, ex-SDF, affirme «s'en être sorti ». « Un bénésice » de 250 à 300 francs par jour, réalisé grâce à la revente de Macadam, lui permet de se loger, de se nourrir et d'être

au vendeur, le reste servant à rémunérer une vingtaine de pigistes et la labrication, réalisée à-Bruxelles par la société MVD Publications ainsi que les frais d'installation des dépôts.

Robert raconte que son intégration dans « la structure de Macadam » lui a permis de « retrouver sa dignité » et « le respects des gens » en prouvant a son envie de travailler». Le mensuel peut aussi servir de relais d'insertion, puisque ses responsables ont décidé de publier chaque mois « le profil de |ceux de ses] vendeurs qui recherchent un emploi ». Devant ce « succès fulgurant ».

M. Chamut veut étendre Macadam journal aux régions. « Des contacts, dit-il, ont été pris avec des journalistes régionaux. » Actuellement. l'édition parisienne est acheminée uniquement à Marseille et à Perpignan. Quatre nouveaux dépôts doivent ouvrir dans les jours qui viennent à Toulouse, Lille, Lyon et Bordeaux.

M. Chamut et son équipe envisagent également des éditions étrangères de Macadam mais l'expansion du titre pourrait être handicapée par la forte concurrence de Réverbère, l'autre journal des «SDF».

C. M.

La grève contre la réforme

Succès mitigé de la journée d'action dans les banques

du régime de retraite

La journée nationale d'action dans les banques, lancée vendredi 17 septembre par la CFDT. la CGT et FO, a rencontré un succès mitigé. Une manifestation, organisée à Paris devant les sièges des principales banques, a rassemblé de 800 personnes, selon la police, à 5 000 selon les organisateurs. Le mouvement de grève n'a été suivi que par 15 % (selon l'Association française de banques) à 35 % de salariés, selon les syndicats.

Les trois organisations syndicales entendaient protester à la fois contre le projet gouvernementai d'abrogation d'un décret de 1937 devant entraîner un assouplissement des règles d'ouverture des guichets et contre la signature, le 13 septembre, par le SNB-CGC et la CFTC, d'un accord entérinant la réforme du régime de retraite. Les syndicats ont jusqu'au 22 septembre pour décider d'invalider ou non ce dernier accord.

Importante compagnie de télécommunications américaine

US West va supprimer 9 000 emplois

US West, l'une des principales compagnies locales de télécommunications aux Etats-Unis, supprimera 9 000 emplois au cours des trois prochaines années l'équivalent de 18 % de son personnel travaillant dans les services téléphoniques. La société a également décidé de réduire le délai de dépréciation de ses équipements de téléphonie. Ces deux mesures, annoncées vendredi 17 septembre. vont obliger US West à provisionner 3.8 milliards de dollars (21,2 milliards de francs) sur ses résultats du troisième trimestre, ce qui la fera plonger dans le rouge pour ces trois mois et l'ensemble de l'année.

Ces décisions vont contribuer « maintenir la santé financière à long terme» de la compagnie, a expliqué son président, Richard McCormik. US West, qui a déjà supprimé 5 000 emplois depuis la fin 1991 s'est en effet engagé dans une gigantesque mutation de son activité, en prenant, en mai, 25,5 % du capital du premier groupe mondial de communication et de télévision par câble, Time Warner, pour 2,5 milliards de dollars (14 milliards de francs).

de notre correspondant

MARSEILLE

Premier ouvrage urbain à péage

Le tunnel Prado-Carénage va faciliter

la traversée de Marseille

Traverser le centre ville de Mar-seille en moins de trois innutes, c'est un rêve qu'augun accimob liste a n'aprail : osé faire. Trois minutes au neu de liente Le rêve est, depuis samedi 18 septembre devenu réalité, pour un prix de 10 francs par passage la première année (9 francs pour les abonnés), 13 francs probablement des l'an prochain. Le tunnel Prado-Carénage, premier tunnel urbain à péage, inauguré en France après qu'une décision du Conseil d'Etat en a autorisé l'exploitation, permet de passer directement de l'autoroute nord à l'autoroute est (et vice-versa) en évitant les embonteillages chroniques du centre de Marseille, grace aux 2,5 kilomètres de cet ancien tunnel ferroviaire construit en 1873, abandonné dans les années 30 et transformé en tun-nel autorontier dont les deux sens

côte, sont superposés. Le péage s'acquitte soit de façon classique, grâce à des «paniers» recueillant les pièces, ou bien innovation due à la société Gemplus - grâce à un boîtier placé au bas du pare-brise (moyennant une caution de 150 francs pour les abonnés), qui contient une carte à puce abritant toutes les informations sur l'abonné et interrogée à distance par des bornes d'identifi-

de circulation, au lieu d'être côte à

cation Les Journées du patrimoine

Toutes les portes ouvertes

Les Journées du patrimoine ont dix ans. En 1983, 600 000 curieux franchissaient les portes auvertes de 3000 monuments. If y eut cinq millions de visiteurs l'an dernier Et ce sont plus de 10000 sites et manuments, dont 450 en Îlede-France, qui participent à l'opération ce week-end. Une opération qui, sous l'égide du Conseil de l'Europe, a gagné désormais vingt et un autres pays. Des palais présidentiels (Mati-

gnon, Marigny ou Rambouillet aux trésors du Mobilier national du survoi d'un site gallo-romain en montgolfière en Picardie l'inauguration de l'auberge Ravoux d'Auvera-aur-Oise, restaurée en hommage à Van Gogh, tout est acessible gratultement ou à tarif réduit. Le guide officie des journées du patrimoine est disponible notamment à l'Hôtel de Ville de Paris, dans les mairies d'arrondissement, dans les préfectures de département, les vingt-deux directions régionales des affaires culturelles et dans tous les magasins FNAC de Paris et d'île-de-France. Les Vieilles Maisons françaises proposent un accès par Minitel (36 15 VMF).

L'équipement, qui a coûté 1,2 milliard de francs, a été réalisé en vingt six mois par la Société marseillaise du tunnel Prado-Carénage (1) créée pour l'occasion, qui dispose d'une concession de trente ans accordée par la ville. Après. l'installation redeviendra propriété municipale. 80 % du montant de l'investissement ont été réalisés par le biais d'un emprunt, le reste fait appel à l'épargne publique par émission de titres convertibles en action.

Le seuil de rentabilité devrait être atteint avec un chiffre quotidien de 35 000 usagers d'ici 1995. Pour l'instant, les futurs usagers paraissent circonspects. Deux jours avant l'inauguration, des manifestants, à l'appel des associations syndicales et familiales de consommateurs, ont dénoncé « le choix d'un organisme privé pour la gestion d'un ouvrage d'utilité publique et le montant du péage qui écarte d'autres usagers ». Dans le sens Prado-Carénage, la circulation va. durant dix-buit mois encore, buter sur le chantier du futur tunnel de la Joliette, en cours de construction.

JEAN CONTRUCCI

(1) Elle regroupe SOGEA, Campenon-Bernard, Indosuez, Barclay's Bank, la Caisse des dépôts, le Crédit local de France, le Crédit du Nord, le Crédit industriel et commercial, la Midland Bank et la Lyonnaise de banque.

EN BREF

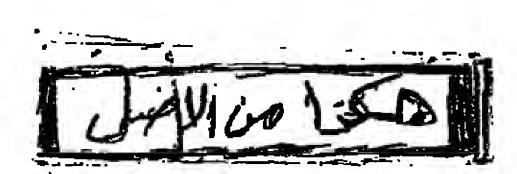
O Selon l'UNEDIC, 338800 emplois ont disearu entre inin 1992 et inin 1993. -Au deuxième trimestre, les effectifs salariés des établissements privés de plus de dix salariés, affiliés au régime général d'assurancechômage, ont progressé de 0,47 % en valeur brute, selon les indications diffusées, vendredi 17 septembre, par l'UNEDIC. Mais, en valeur corrigée des variations saisonnières, cette évolution se traduit par une diminution de 0.95 % de l'emploi salarié. Sur un an, la baisse s'élève au 30 juin à 2,47 %, ce qui correspond à la disparition de 338 800 emplois.

-

2 -2 . ;

. - - -

 Prison avec sursis pour des policiers voleurs. - Quatre gardiens de la paix du commissariat de Poissy (Yvelines) ont été condamnés, jeudi 16 septembre, par le tribunal correctionnel de Versailles à douze mois d'emprisonnement dont onze avec sursis et 10 000 F d'amende pour trois d'entre eux et à six mois avec sursis et 5 000 francs d'amende nour le quatrième, policier stagiaire. Dans la nuit du 15 au 16 février 1993, Christophe Redaud. Florent Granger Jérôme Faubert avaient pénétré dans un pavillon de Vernouillet déjà cam-briolé et y avaient subtilisé des objets oubliés par les premiers visiteurs. Ils avaient ensuite partagé leur butin avec Hervé Massola, leur collègue, qui les attendait dans une voiture.



The first of the state of the second Et pennemagnes du bassan du l'action que : a l'en chilater d'un cenhalle China a School is control ment de l'écommune chinaise! in the state of th eningeriach udder : ... Mais aus gene इतमा संशोध भीते होते सार्वाद्याहर तेर देखा: cities of the base online and bon et de controler les es intions intribution of the matre-économiques », a-l-il affinge Semmentent, M. Zhu a cecouna que integration in the superior of le pouvoir central avait echone a récupérer les deux tiets, une quelque IR miliards de dollars, des tioning in our de dock of préts interbançaires illégaire dent il avail animane to rappel au 15 mais en sa nouvelle qualité de gauver. neur de la Banque populaire de ment du rôle de la bange ; une luture plus subsine ceiles de la pratiquest é d'interét, un coup de la encurione sur les inserte maissancis bangs : Chine, la fanque centrale

Hall, and extits diregrants positioners

Les preoccupations de la CIA

Ces résistances proviennent des ceaintes des responsables locaux quant aux peries qui servient encourses sur des investissements en cours dans leur paroisse en cas de remboursement anticipé de tels

Thu a reconnu que Péku aura du mai à attendre ses objectifs en vue de freiner l'émission de monnaie, ce que risque d'avent des repercussions sur l'inflation, qui avait depasse les 23 % annuels en juillet dans les trente-eing principales villes de Chine. Le record était de 35,8 % à Cantina

Presque sinuitamentent la CIA et in flanque minidiale ont public de-

Premier cuvrage urbain a peage

maissinch leaut et met

the little of a l'actionne

ere partie to titule for

the state of the s

the same of with letter with

tapport. Le del come nomice l'apposition de l'

L: Banque mondiale:

strice l'attention sur le cre-

bles en blus confos de les

economique entre House

Continent en rason de la

ples - while a thought

े राज भूरकाला 🙉 🛫

i I comuni de l'indices

राम प्राप्ति शर महास्थिति

ार करते कर वेप **भागी है**

maken the cross poor laste.

dispose dune compade

any Conece parkit !!

िस राजीक्षण स्वतिक्रकेट्ट

THE 10 7 26 30 % 直接区

ितार जिल्लामा सामान्य होते ।

ie bie a d'un ammerke

apper a l'épagne poèt

ends can be this after

ie ent de couldin

etre utteint wer midia

Jacob Pager Pinstant 1818

्रहा । प्रधाना स्टार्ग वास्त्राहरू

Sitte mant fleineng

managed and a lapped of

मानाः अवस्थानातः स मिन

Company of the contract of the

The state of the s

the state of the contract of the

The second second

the Pride-Charles has

Perce on technical

est de la labelle as

ं स्थापन स्वाहित्याः स्वाहरू

ingraus gudis

equity le the

11. 11. 11. 11. 11. 11. 11. 11.

The state of the s

EN BREF

1915a.:15. c.,

र है का व्यक्ति

Luis dun les deux est

locates goutestil

Le tunnel Prado-Carénage va fait la traversée de Marseille

MARSEILLE

de notre correspondant francisco le centre de de Morstiffe en moins de trois minutes. र दस पात रहेन्द्र तेत ब्राह्मध्य सम्प्राध्यानाlieben n'aurail ost feite. Trem nimules au fieu de freme ! c rève est, depuis samedi (8 septemlur desenu réalité, pour un pira éc if france par passage la premiere

année 19 france pour les abonness. 14 hance probablement des l'an prochain le fumei Prade-Carenage, jugmier lunnel gebarn a peage, mangure on France apres an inc drawn de Corsel Clas en a automic l'exploitation, permet de passer distritement de l'autotopic nord à l'autoroute est let rige versal en évitant les embonteilluges chianiques du centre de Maracille, grace aux 2.5 kilometres 'de per ancien tunnel ferreviant constant on 1873, abandonné dans les auners fit et transferme en tounet autoposition dont les dont sons

whe will supplied the ित दियार श्रीतंत्रकारित कर्य हिंदि किया telamitiet, grace a der epatitete tequerilant tes pièces, on bienapprovided the A la società Cent-- mare a un beiben glace un has die patr beier interengant und caution de 186 hance pour les अक्रितार्थको स्था राज्यस्था स्थान स्थान । this abutant tentes les informationis an Labourg et interconce o

Algente par des françs d'allertife

de em glation, an ben difter core a

La linguage in patrons are on: disparu carre juis fui loutes les portes auvertes

tex Journages its pare minute COCKED COMES TRANSPORTS The state of the state of ing muring mebering at 特别開於2年 · 翻 化温度的 安天 二次一 设计一次次 Et le dini les de 1900 : les Mt iblingigenter Trees Trub fel. TRINES I BE MARKE POR TOTAL CONTROL term that there is not a control पुर : श्रिक्तामा अ धवन्त्रापु अवदेश राजा

HE A

Mult

(S.)

1

SH.

1144

. **\$**. iv.

स्वत्यंत्रे को तथा स्थानिक स्थान . Present State State Part finding problem to the angle of The same of the sa gerne Charages en Parette et Mile tradecing the allers of the transfer Actividan sie parting क्षा भूतम्बद्धिः विदेश कृतः विवासाः सः वे ा स्टब्स्ट प्रदेश स्टब्स्ट स Backlin & Armara to Proceedings there was being the things of but a fact the र्जाहर स्टूटी तहील्या किया के किया किया है। · 141 美国中域化工业中国、统 The said of the sa the Carthe Paris Cart Carter. The second resident that the second control is the second control in the second control in the second control is the second control in the second control र्नेस्टर्गान्त्रच्या होता होकेस्टर्गाय १५ वटा १८० Sample of the state of the stat was attangs and are no in care English and Clark Control of the Con Terms and France Les France

Alexander Company manifes and a company of the comp

Le Monde

• Le Monde • Dimanche 19 - Lundi 20 septembre 1993 19

24

Basse-Normandie : le souvenir du débarquement :

Les collectivités se préparent pour fêter l'amiversaire du 6 juin 1944

Les habits verts du projet Seine Rive gauche Le nouveau plan ajoute des espaces 22 verts et ignore la crise immobilière 22

Assistantes sociales contre élus locaux

Rapports dificiles entre conseils généraux et travailleurs sociaux

Font-Romeu: le village trop vite grandi

La capitale de la Cerdagne peine 26 à trouver son second souffle

LES PETITS TRAINS DE LA CAMPAGNE BRETONNE

Une société privée exploite à la place de la SNCF une ligne rurale. Une solution qui ne fait pas encore d'émules

E petit train qui relie Guingamp à Carhaix ou à Paimpol, aux contins des Côtes-d'Armor et du Finistère, n'arrive pas à passer la vitesse supérieure. Sa rapidité n'est pas en cause. Mais cette desserte semble condamner à ne pas dépasser le stade expérimental. Les trois autorails lègers qui circulent tà depuis mai 1990 continuent d'être qualifiés de prototypes, alors qu'ils ont eu le temps de faire leurs preuves. La volonté bretonne de maintenir ouvertes grâce à ces engins des lignes faiblement fréquentées n'a pas, pour le moment, créé

Le mouvement de décentralisation a transféré aux conseils régionaux la responsabilité des réseaux de chemins de fer secondaires, par le biais de conventions signées avec la SNCF. Les négociations sont souvent âpres. Les élus et les électeurs surtout font pression pour conserver leurs trains express régionaux (TER), tandis que la société nationale ne rêve que de concentrer ses efforts sur les voies rentables et les trains à grande vitesse. « Toutes les régions nous connaissent, toutes sont intéressées sur un tronçon ou un autre par le genre d'alternative que nous proposons», assure Philippe Wehrlin, directeur général de la société exploitant le réseau breton. la CFTA (Chemins de fer et transports automobiles). Nombre d'élus sont d'ailleurs venus à Guingamp voir les premiers autorails à deux essieux (A2E). Sans passer commande.

Fondée en 1880, la CFTA exploite, dans la France entière, 850 kilomètres de réseaux marchandises ou voyageurs pour le compte de la SNCF. C'est peu; pourtant cela correspond à la quasi-totalité des lignes «oubliées» par la nationalisa-



tion. Lorsque Carhaix et Paimpol se voient menacés, la CFTA relève le dési et commande, en 1987, trois autorails légers au pement du projet puis la réalisation des trois engins reviennent à 17 millions de francs. L'Etat et la région en financent la moitié à parité, la CFTA paie le

L'A2E est une sorte de car sur rail offrant cinquante places assises, dont le coût d'exploitation est inférieur de moitié à celui d'un autorail classique. D'abord, il consomme trois sois moins de fuel. Il circule à 60 kilomètres à l'heure sur des

voies à la vitesse de toute façon municipalité de Callac d'abanlimitée tant l'itinéraire en est donner l'autocar au profit du tourmenté. Les petites garcs rail pour mener ses élèves à rurales sont nombreuses de Guingamp à partir de cette renconstructeur Soulé. Le dévelop- Guingamp à Carhaix ou Paim- trée scolaire. Pas de quoi rendre Et encore, la société nationale pol, il suffit de faire signe pour qu'il s'y arrête. Surtout, l'A2E est dirigé par une seule personne, à la fois conducteur et contrôleur. L'exploitation se révèle donc moins chère que la gestion publique, et surtout plus souple. En proposant cinq allers et retours quotidiens au lieu de trois, elle a fait augmenter la fréquentation de 18 % sur le

réseau breton. En échange d'une

rotation supplémentaire, la

CFTA vient de convaincre la

la ligne rentable, répond Patrick Ellien, de la direction régionale de la SNCF. « Une nette amélioration du service public en milieu rural », estime pour sa part Claude Champaud (RPR), conseiller régional de Bretagne.

Depuis les années 60, la SNCF a fermé des centaines de kilomètres de voies à la circulation, et ne semble pas près d'arrêter ce mouvement. Elle en cède parfois la desserte par autocars à une de ses siliales.

mais jamais à une entreprise de chemins de fer privée, sauf lorsque cette dernière était déjà dans la place, comme à Carhaix. n'a cédé qu'à contre-cœur, face la mobilisation des élus locaux, soutenus par l'Etat. «Nous y sommes ailés sur la pointe des pieds », admet Patrick Hélien sans détour.

La prochaine bataille du rail breton se joue sur les voies reliant Morlaix à Roscoff, menacées elles aussi. La CFTA propose de reprendre cette ligne, qu'elle n'est pas actuellement chargée d'exploiter. La SNCF

tre des autocars. Le conseil régional réflèchit prudeniment L'enjeu, cette lois, est des plus sérieux. Lacher ces quelques pouces de terrain - 26 kilométres - constituerait un précédent redoutable : une brèche dans le monopole.

Les collectivités locales ont donc toutes les raisons de suivre avec attention l' « expérience » bretonne. Selon le directeur de la CFTA, en France, 3 (00) kilomètres scraient ainsi susceptibles d'être sous-traités. A condition d'obtenir l'accord et nième le soutien de la SNCF... Pour justifier la disparition de dessertes, celle-ci avance la diminution du nombre de ses voyageurs. L'argument est juste, quoique paradoxal!

Le contexte change, les poids lourds asphyxient la route, le souci de l'environnement se développe. Le tramway amorce un grand retour dans les centres urbains. A l'échelon européen, la Commission de Bruxelles a pris parti pour le transport ferroviaire. Parmi les signes favorables au renouveau du rail, il en est un de taille. La CFTA a été absorbée il y a trois ans par la CGEA, un groupe de 25 000 personnes spécialisé dans le transport et la propreté en sites urbains. C'est apparemment le secteur routier de la société centenaire qui, à l'époque, l'avait intéressé. Désormais, « le ser et la dynamique de la vie régionale " figure en bonne place dans la brochure de présentation des activités de la CGEA. Or celle-ci est elle-même une filiale de la Compagnie générale des eaux, un mastodonte sur le marché des collectivités locales. Voilà qui ressemble fort à des travaux d'approche.

de notre envoyée spéciale à Martine Valo

URBANISME

LES GRANDES ESPERANCES

Construire un stade de 80 000 places est une occasion unique d'affirmer une ambition architecturale et urbaine

gouvernement devait faire connaître prochainement le lieu d'implantation du stade de 80 000 places que requiert la Coupe du monde de football, en 1998, et pour lequel restaient, théoriquement, en lice cinq sites autour de Paris: Gonesse, Marne-la-Vallée, Sénart, Rosny-sous-Bois et The state of the s Saint-Denis. En pratique cependant, Sénart aurait toutes les chances, si l'on peut dire, d'être écarté, malgré l'avancement des études, au profit de Marne-la-Vallée ou, plus sûrement, du site de Cornillon, à La Plaine-Saint-Denis. On reviendrait alors à la proposition initiale de Jacques Perilliat qui avait été récusée par la municipalité de Saint-Denis... en 1989, Le retour à Saint-Denis impliquerait l'ouverture d'un formidable chantier urbain, indépendam-

ment de l'édification du stade. Tout a été dit sur les hésitations successives des gouvernements sur le lieu d'implantation de ce gigantesque équipement. On sait à peu près tout des prix, des chiffres et des risques qui entourent ce temple moderne, suréquipé en normes de sécurité, et qui semble impliquer, pour quelques jours de liesse, de formidables infrastructures. On sait ensin à peu près tout des tractations politiques et sinancières qui auront entouré la gestation du stade (le Monde du 13 et daté 16-17 mai et du 3 septembre). Il ne reste plus qu'à s'étonner de la façon, tant champêtre que galante, dont on aura déplacé ce monument de villes en prairies, comme si, audelà d'hypothétiques « retombées » économiques, les questions urbaines et architecturales étaient devenues secondaires.

Crédibilité

Le gouvernement va, par son choix, donner ou non une signification à ce projet d'une considérable importance symbolique. Il mettra en jeu la crédibilité française, et sa capacité à tenir ses engagements sur l'arène internationale, qu'il

s'agisse de Coupe du monde, de Jeux olympiques ou d'expositions internationales, voire universelles. Sur ce plan, de nouvelles hésitations feraient l'affaire des Allemands, qui attendent eux-même le verdict du Comité international olynipique (ClO) pour les Jeux de l'an 2000. Si Berlin doit passer après Pékin, Sydney, Istanbul ou Manchester, l'Allemagne pourrait trouver une forme de revanche en offrant l'alternative toute prête de ses stades à la Coupe.

Si l'on en croit Dickens, les grandes espérances sont aussi les plus propices aux déceptions. Abonné aux grandes ambitions, le double septennat du président François Mitterrand, mais aussi - car Paris en aura été le théâtre principal les trois sextennats du maire Jacques Chirac, auront, heureusement, été plutôt fertiles en

Frédéric Edelmann

Lire la suité page 20



DÉCALAGE HORAIRE

Symphonie ferroviaire en sous-sol à Rotterdam

tion de jours. Mais après des années d'attente, les paroissiens de l'église Saint-Laurent, à la lisière du centre d'affaires de Rotterdam, manifestent leur impatience. Ils voudraient délà être vendredi 24 septembre à 20 heures 20. Ce jour-là l'express Cologne-La Haye sera tout juste passé au ras du chœur de l'édifice religieux, comme le font tous les trains depuis cent seize ans. Et à 20 heures 30, les rails de la voie ferrée seront sciés.

Plus de service religieux avec le roulis saccadé des trains en musique de fond I Plus de chorale brouillée toutes les deux minutes par le grondement des boggies l Plus de concert de Bach ou de récital d'orgue donnés en concerto avec le trafic ferré (250 trains par jouri de l'accès sud à la deuxième ville des Pays-Bas I A compter du 27 septembre, c'est en sous-sol que se jouera la cacophonie ferroviaire: Rotterdam a enfoui les convois-instrumentistes dans un tunnel qui fait déjà sa fierté.

Une fierté bien placée, comme il se doit dans une cité d'entrepreneurs et de marchands. Car ce tunnel ferroviaire, inauguré mercredi 15 septembre par la reine Béatrix, est une petite prouesse urbanistique : mis en chantier le 28 avril 1987, sa construction a été plus rapide que prévu, durant à peine plus que les palabres politico-administratifs préalables entre l'Etat, la ville et la société des chemins de fer. Le devis initial n'a été dépassé que de 15 %, s'établissant finalement à 2.7 milliards de francs.

Le tracé passe, avec une « pointe » à 15,30 mètres de profondeur, sous une ligne de métro. sous la Meuse et une branche du port. Le tout mesurant 2 800 mètres et allant des abords de la gare centrale à la gare sud, c'està-dire transperçant les entrailles d'une partie du centre-ville. Il a fallu excaver près de 1 500 000

mètres cubes de terre pour percer cette tranchée de 8 mètres de haut et 27 mètres de large, qui abrite aujourd'hui deux lignes (en 1994 quatre) dont l'une pour le

TGV nord-européen.

Mais le plus remarquable est peut-être que ces travaux gigantesques, dont le déroulement était devenu une attraction touristique (400 000 visiteurs en six ans) et a étonné plus d'un passager français de la ligne Paris-Amsterdam qui les longeait, n'ont pas provoqué autant de gêne que le craignaient les riverains et les entreprises. Le cinquième de l'enveloppe « dommages », forte de 10.5 millions de francs, est demeuré inemployé. Reste que les travaux ont modifié le pay-

Disparition

du pont sur la Meuse

En abordant Rotterdam par une voie souterraine, le voyageur sera privé de la contemplation de la ligne d'horizon de la ville portuaire, industrieuse et imaginative. Quant à ses habitants, certains recrettent délà la disparition du viaduc ferroviaire existant et la mise hors fonctionnement, après soixante-six ans de bons et loyaux services, du « pont-levis » sur la Meuse. Cet arc de triomphe industriel, dont une partie se hissait pour laisser passer les navires et se rabaissait pour la circulation des trains, était un symbole de l'activité rotterdamoise.

Mais les nostalgiques ont une petite consolation: en modernisant son infrastructure. Rotterdam a retrouvé quelques vestiges de son passé, tels des traces de l'époque romaine, des restes d'habitations remontant au huitième siècle, un bout d'une écluse du treizième et un pan d'un mur d'enceinte du quatorzième.

> de notre correspondant à Amsterdam **Christian Chartier**

BLOC-NOTES

AGENDA

81-50-90-40.

Eau et insertion. - Quelles téches réclament l'entretien des rivières, la reconquête des canaux, la débroussaitlage des chemins de halage, l'aménagement des ports de plaisance intérieurs? A quelles conditions des chômeurs de onque durée peuvent-ils surveiller et assurer le fonctionnement des stations d'épuration et de lagunage? Tels sont les thèmes proposés aux spécialistes de l'environnement et aux praticiens de l'insertion invités à Besançon lors du colloque : « Eau et insertion, équilibres naturels, équilibres sociaux», mardi 21, mercredi 22 et jeudi 23 septembre. ▶ Renseignements au (16)

■ Techniciens. – L'Association des techniciens territoriaux de France tien dra son prochain congrès à Toulouse, du mercredi 22 au vendredi 24 septembre. Cette association réunit environ 3 500 techniciens employés dans les collectivités locales, soit la moitié des effectifs de ce cadre d'emploi. Le congrès portera sur le sport dans la ville, et notamment sur les problèmes d'entretien des pelouses et des

oiscines. Renseignements au (16 26-40-40-23.

Stratégie financière. - Le journal les Echos organise un colloque intitulé «Quelles stratégies financières pour les collectivités locales?». (es mercredi 22 et jeudi 23 septembre à Paris. Au programme: la consolidation des comptes, la financement sur le marché des capitaux,

▶ Renseignements au (16-1) 49-53-65-65.

Districts et communautés. - La quatrième convention de l'Assemblée des districts et des communautés de France, que préside Marc Censi (UDF-PR), se tiendra à Paris, jeudi 23 septembre. Elle portera sur l'intercommunalité et l'aménagement du territoire. M. Cansi estime en effet qu'une politique nationale d'aménagement du territoire ne peut être conduite sans un effort soutenu en faveur de l'intercommunalité. Il souhaite aussi que les élus locaux et leurs partenaires socioprofessignnels s'entendent autour de projets de développement. ► Renseignements au {16-1}

cemer les modes de vie et les habitudes de «l'homme HLM», la ville de Bayonne et les associations locales intervenent aux Hauts-de-Sainte-Croix, une ancienne ZUP, organisent, du jeudi 23 au samedi 25 septembre, un forum avec pour thème : « ordre et désordre, l'homme dans la ville ». Sur ce site périphérique auront fieu des rencontres thématiques sur pouvoirs et médias, architecture, urbanisme et santé.

Renseignements au (16) 59-55-77-07.

Traitement des déchets. - Le Centre de formation des élus locaux. association présidée par Alain Boumazel (RPR), maire de Domme (Dordogne), organise un cycle de séminaires sur le traitement des déchets. les vendredis 24 septembre à Issy-les-Moulineaux, 15 octobre à Metz. 19 novembre à Nantes, et 28 janvier 1994 à Montpellier.

▶ Renseignements au (16-1) 42-96-96-01.

Espaces et pouvoirs urbains. - La passage du rural à la ville, la naissance. et l'évolution des pouvoirs urbains et municipaux dans le Massif Central et l'Aquitaine, du Moyen Age à aujourd'hui, seront à l'étude d'un colloque, samedi 25 et dimanche 26 septembre, à Ussel (Corrèze). Une trentaine d'historiens des universités de Bordeaux. Limoges, Toulouse et Paris seront réunis, dont Alain Corbin qui participera à une conférence publique sur « l'ascension de la conscience municipale sous la monarchie de Juillet ».

Renseignements au (16) 55-72-27-27.

Fonction territoriale et Europe. ~ La Fédération nationale des agents des collectivités locales CFTC, que préside René Ricot, administrateur au Centre national de la fonction publique territoriale, organise un colloque sur « la fonction publique locale au service de la communauté européenne», les jeudi 23 et vendredi 24 septembre au Port-Marly (Yvelines). Les débats porteront; sur l'avenir européen des agents publics, les fonctions publiques nationale et locale, l'internationalisation des marchés publics et la gestion déléguée. ➤ Renseignements au (16-1).

☐ Urbanisme et droit. — L'Association française des avocats-conseils

auprès des collectivités territoriales (AFAC), que préside M- Jean-Louis Le Nué, bătonnier du barreau de Châlons-sur-Marne, organise un séminaire intitulé « Aménagement et urbanisme : comment prévenir et gérer les risques juridiques », vendredi 24 septembre, à Macon (Saône-et-Loire).

Renseignements au

Enseignement supérieur. – La Fédération des maires des villes moyennes, que préside le maire Jean Auroux (PS), organise un colloque sur les villes moyennes et l'enseignement supérieur à Cholet (Maine-et-Loire) jeudi 7 et vendredi 8 octobre. Les élus feront le bilan des efforts accomplis depuis plusieurs années en matière de construction de logements ou de restaurants universitaires. Ils étudierons l'impact social, économique et culture de la démocratisation de l'enseigne ment supérieur.

Renseignements au (16-1 45-44-99-61.

L'Etat de droit au quotidien. L'Association des membres et enciens membres du Conseil d'Etat et l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur organisent les lundi 11 et mardi 12 octobre à l'auditorium du Musée du Louvre, à Paris, un colloque sur le thème de l'Etat de droit su quotidien. Il s'agit à la fois d'examiner les rapports entre les gouvernants, les administrateurs, les juges, les collectivités locales et les particuliers, l'évolution du droit de l'urbanisme et de l'aménagement ainsi que le droit des étrangers. ➤ Renseignements au (16-1)

■ Secrétaires généraux. - Le Syndicat des secrétaires généraux et directeurs généraux des collectivités territoriales organise son prochain congrès à Toulon (Var), du mercredi 13 au vendredi 15 octobre. Le syndicar, que préside Jean-Paul Chevailler secrétaire général à Besençon, reven dique 4 800 adhérents. Le congrès portera sur les quastions statutaires de la fonction publique territoriale

45-78-36-17.

et Europe. ► Renseignements au (16) 83-37-20-94.

mais aussi sur les collectivités locales

FORMATION

Emploi et formation. - La ville d Suresnes (Hauts-de-Seine) organise une semaine sur l'emploi et la formation professionnelle. Du lundi 20 au vendredi 24 septembre, l'équipe du service économique se trendra à la disposition des demandeurs d'emploi pour les aider i améliorer leurs recherches : Minitel téléphone, frappe de CV. Lors de tables rondes, des chefs d'entreprise présenterent les débouchés possibles dans différents secteurs, les métiers, les entreprises d'insertion, etc. Chaque jour sera consacré à un thème particuler. ➤ Renseignements au (16-1) 41-18-16-54.

M Direction des projets custurels. Cette formation, qui existe depuis 1990, est proposée par le CNFPT, le ministère de la culture, l'institut d'études politiques de Grenoble et l'Observatoire des politiques culturelles. Elle donne la possiblité d'acquérir le DESS « direction de projets culturels », délivré par l'université Pierre-Mendès-France-Grenoble-II. Elle s'adresse aux responsables culturels en poste dans les collectivités locales et, dans une moindre mesure, aux cadres des directions régionales d'action culturelle.

> Renseignements au (16) 76-44-33-26.

NOMINATION

Nouveau sous-préfet en Seine-Saint-Denis. - Joël Tixier a été nommé sous-préfet de l'arrondissament du Raincy (Seine-Saint-Denis) en remplacement de Jean-Pierre Lacave, nommé préfet, adjoint à la sécurité des préfets de Haute-Corse et Corse-

[Né le 30 septembre 1945 à Bordeaux, Joël Tixier est licenciè en droit et ancien élève de l'ENA, promotion Guernica (1974). Administrateur civil an ministère de l'intérieur, il a successivement occupé les postes de directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle, directeur de cabinet du préfet de la région Picardie: inspecteur adjoint de l'administration en 1980. Deux ans après, il est nommé secrétaire général de la préfecture de l'Eure; pais sous-préfet chargé de mission auprès du commissaire de la République de la région Centre; sous-préset de Boulogne-sur-Mer, et depuis 1990, il était secrétaire général de la préfecture de la Loire.

74 4 4 + ----The second second second

ett ministra 🚓 🛊

THE PERSON NAMED IN COLUMN

Business and Busin

The state of the s

URBANISME

LES GRANDES **ESPERANCES**

Suite de la page 19

Qu'il s'agisse de la Grande Arche, modestement reconvertie en Arche de la fratemité une fois ses dimensions atteintes, du Grand Louvre, aussi célébré aujourd'hui qu'il a été naguère décrié, ou encore de la Bibliothèque de France, prestement surnommée «TGB» par habitude des grandeurs, les Français auront été assez bien servis pour au'on oublie les auelaues imperfections architecturales déparant le tableau. Mais, pour une maiorité de nos compatriotes, qu'est-ce qu'un musée, une bibliothèque ou, a fortiori, un cube farci de bureaux, à côté des rèves conjugués que sont la Coupe du monde et un Grand Stade?

Pourtant, le véritable enjeu du Grand Stade est qu'il montrera si la France a retrouvé, ou non, sa capacité à gérer la ville autrement qu'à coups de serpe. Qu'elle a su passer de l'architecture au monumental, et du monumental à l'urbain.

Car la nécessité d'un tel équipement public ne se renouvellera pas de sitôt, ni donc l'occasion de l'utiliser comme élément structurant d'un plus vaste dessein. A ce niveau, la remise en cause de Sénart, si regrettable qu'elle soit pour la ville dite nouvelle, importe assez peu. Mais il faut ici en évoquer les risques et les inévitables conséquences.

Il y a peu, quand la gauche était encore au pouvoir, la perspective du Grand Stade à Nanterre en cas de retour de la droite aux affaires avait été si brillamment dessinée par un quarteron d'architectes sans scrupules qu'on ne donnait plus cher ni de Sénart ni d'aucune autre ville de la région parisienne. L'affaire

était consternante à tous les points de vue, et même un vieil habitué des bagarres urbaines comme Paul Chemetov, vainqueur du concours du «grand axe», qui s'était pourtant résigné à suggérer un projet singulièrement raisonnable de stade en partie démontable, semblait prêt à baisser les bras devant l'arrivée d'un monstre.

On ne sait quels dieux aidant, à peine Charles Pasqua installé, Nanterre, qui avait tous les charmes, passe donc à la trappe. Il faut s'en réjouir pour l'équilibre de la région : à force de ne prêter qu'aux riches, en l'occurrence les Hauts-de-Seine. cela finissait par se voir.

Concours de conception-construction

Après quelques chassés-croisés, Sénart gardait donc l'avantage. Prenant en compte les délais déjà considérés comme courts, le maître d'ouvrage organise alors un concours dit de conception-construction, qui associe de grandes firmes de constructeurs à tel ou tel architecte. Quatre tandems en émer-

Bouygues (déjà à l'œuvre avec Perrault sur la Grande Bibliothèque) s'associe à Dumez et à SGE. Le consortium ainsi formé par les trois groupes les plus puissants de France se choisit pour hérauts Denis Valode et Jean Pistre, que leur réputation de sérieux et de lyrisme tempéré a déjà conduits à être pris comme maîtres d'œuvre pour une usine L'Oréal, les nouvelles installations de Renault ou le siège d'Air France. Trois autres entreprises s'associent : la SAE. Fougerolles et SPIE, qui récupé-

rent Dominique Perrault. Enfin. deux autres concurrents se présentent: Paul Andreu, l'architecte de Roissy, qui travaille avec OTH, et Francis Soler, vainqueur patient du Centre international de conférences, piloté par CBC.

42-74-59-52.

Ce type de concours conception-construction n'a généralement pas très bonne presse auprès de ceux qui défendent une exigence de qualité indépendante des questions de rentabilité et d'efficacité. Ces concours présentent l'inconvénient de faire dépendre les vertus architecturales non du choix du maître d'ouvrage, mais de la toute-puissance de constructeurs, dont le souci de qualité formelle ou spatiale n'est pas la préoccupation

A l'échelle d'un édifice aussi vaste, cependant, un tel mécanisme apporte des atouts non négligeables. En effet, il concentre dans une période brève un ensemble d'études et de négociations qui, selon une procédure de concours classique, peut prendre une année, du choix des archi-

tectes à la passation des marchés, Les responsables de Sénart vont finalement retenir, dans un premier temps, les deux projets proposés par les plus grosses entreprises, qui se trouvent aussi les plus aboutis techniquement, du nom de leurs maîtres d'œuvre, Valode et Pistre d'une part, Perrault de l'autre.

Quasiment en rase campagne, leurs grands stades doivent cependant donner un surplus d'âme, de vie, d'attrait à une ville nouvelle dont le rayonnement reste assez incertain. La bonne surprise sera qu'avec des projets non seulement dissemblables mais d'essence presque opposée les deux équipes apportent chacune une réponse de haute qualité, et donc tous les plaisirs de l'embarras du choix, au critère de prix près. Le projet Perrault est annoncé pour 1,4 milliard de francs, contre 1 à 1,2 milliard, selon les variantes,

pour celui de Valode et Pistre. D'un côté, voici un projet urbain (c'est Perrault), en ce sens

ou'il s'appuie sur quatre points forts de paysage de la ville et des voies de transport, définissant une sorte de Central Parc carré. occupé par quatre équipements : l'échangeur autoroutier, exquisement endimanché de verdure, des parkings tout aussi bucoliques, un stade d'entraînement, ensin le Grand Stade, enterré pour l'essentiel, et dont l'image la plus évocatrice est celle d'un vaste cratère surmonté d'un toit généreusement aérodynamique. Perrault, qui a déjà enterré son projet lauréat pour les éventuels JO de Berlin, a appris à manier le désir d'effacement architectural né du ras-le-bol antibéton et d'un mouvement écologique qui ne peut pas voir un coin de ville sans vouloir y placer des salades. Mais cette évidente habileté donne une cohésion entre l'infrastructure Grand Stade et la ville nouvelle en devenir.

La cohésion est aussi évidente, mais avec un parti inverse, pour le projet Valode et Pistre. Pour eux. le Grand Stade sera un lieu de fête, et donc un lieu de convergence, c'est le moins qu'on puisse en dire pour ce temple du sport qui doit accueillir l'équivalent de la population de... Sénart. L'architecture doit donc en être à la sois exemplaire et visible.

A la fois puissante et rythmée de transparences qui seront autant de jets de lumière au soir des matches, elle trouve sa légèreté dans le système de suspension des tribunes, système dont on trouve peut-être l'inspiration au stade italien de Bari, construit par Renzo Piano, ou, à moindre échelle, dans le nouveau stade Charléty élabore par Henri Gaudin, à Paris.

L'ovale astucieux de la piste, la multiplication de rampes d'accès sans marches sont parmi les atouts techniques d'un projet qui séduit moins par un lien supposé avec Senart que comme un symbole d'ouverture et d'appel. Or,

voici que tout laisse désormais penser que Sénart restera solitaire. Le Grand Stade irait à Saint-Denis ou bien à Marne-la-Vallée (le Monde du 16 septembre). Cette dernière hypothèse, qui passe pour la plus raisonnable aux yeux des financiers et des spécialistes du transport, mais que les sportifs n'aiment guère pour des motifs d'éloignement, aurait l'apparent mérite de permettre la transposition pure et simple, sous réserve d'adaptations minimes, du programme de Sénart. D'autant qu'on reste dans

le même département. La logique de la concurrence et de la programmation, cependant, impliquerait qu'une nouvelle consultation soit lancée. Un concours - national on international - ouvert à tous? Les délais l'excluent. Une consultation restreinte classique auprès d'archi-

tectes? Auguel cas il faudra une année pour passer de la sélection des candidats au jury, du jury aux projets définitifs, des études d'ingénierie aux appels d'offres, etc. Où l'on retrouve alors le concours conception-construction. Mais on voit mal quels autres constructeurs que les consortiums précédents pourraient se présenter, ni pourquoi ils se sépareraient d'équipes a priori «gagnantes», qu'il s'agisse de Perrault ou de Valode et Pistre. Le choix de Saint-Denis conduit-il à poser le problème différemment?

Le premier atout de Saint-Denis est évidemment sa proximité de la capitale. Un second atout, aux yeux de la municipalité parisienne, est que la Ville de Paris se trouve être propriétaire des terrains - actuellement désolés - qui accueilleraient le stade. Aux yeux de ceux qui ont en charge les problèmes des villes, le stade apporterait en dot à Saint-Denis l'équipement prestigieux (qui faillit d'ailleurs être la Bibliothèque de France) autour duquel pourrait se restructurer cette banlieue déshéritée.

En outre, il contraindrait l'Etat et la région à créer une partie au moins des infrastruc-

tures, notamment de transport, dont Saint-Denis et les villes alentour ont besoin, sans compter la couverture de l'autoroute A l demandée par le maire, Patrick Braouezec.

Stade ou pas, ces investissements seront pour une large part indispensables à terme, si l'idéc de «Grand Paris», ou au moins de conurbation équilibrée, est encore de mise. Chez les partisans de cette option nord. l'heure est à la fois aux négociations et à la persuasion pour trouver la juste mesure entre les besoins du stade et ceux de Saint-Denis. On imagine mal Patrick Braouezec résister très longtemps à ces amicales pressions, si l'intérêt général devait porter son choix sur les vingt-cina hectares du site de

Cornillon. Resteraient alors à définir un parti urbain cohérent et à proposer une architecture digne de ce nom. Pour le parti urbain, une équipe d'urbanistes et d'architectes travaille depuis assez longtemps sur le site pour être en mesure de maîtriser le problème que pose l'irruption d'un tel équipement sur les six cents hectares de La Plaine, à la frontière d'Aubervilliers. En espérant qu'elle le maîtrisera avec assez d'ampleur, et sans se laisser tenter par une OPA intellectuelle sur le stade lui même.

Quant au stade, il faut souhaiter que les pouvoirs publics ne se laissent pas tenter par tel ou tel médiocre projet qu'ont cru pouvoir sortir opportunément quelques architectes diversement doués. Ainsi l'inénarrable « filtre à air » (le terme est de France-Soir) proposé par Pierre Fakhoury à l'occasion de la candidature de Rosny. On voit mal en esset comment construire la ville à partir du degré zéro de l'architecture, et plus mai encore ce qui légitimerait dans ce cas le choix du site de Saint-Denis. Sans compter l'impact propre de la qualité architecturale sur le public, et cela est loin d'être négligeable, comme les autres grands travaux l'ont montré.

Frédéric Edelmann

ESTREMODELE

and the second experience of the second of the second **新作品的 "但我是我这些特别是正一个性好**" AND THE PROPERTY OF THE PARTY O Land to the said the the said the ----THE PERSON NAMED IN COLUMN

· 多一生化。第一些是一个重要的。

e karendara 🕮 🛊

Same of the state of the state

المعلق المعلق المنظمة المنظمة

The Market & Contract State of the

AQUITAINE

THE PROPERTY.

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE the last the same with the same THE PARTY OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH The second secon A CONTRACTOR OF THE PARTY. - - --- ANTONIA THE PROPERTY -

The state of the s CHECK TO SELECT THE PARTY OF THE PARTY. Company to the second s

and the second s THE PARTY OF THE P Carried Sans of the sans THE RESERVE THE PARTY OF THE PA The same of the sa The same of the sa

The second of th and It is not the same of the The state of the s

The second secon The same of the same same The second of the second of the second . . The second of the second o The same of the sa

ronders des chefs d'emens terion: les débouchés possis, différents secteurs, les mes contentions of insertion at the seria consacré à un thême parc 41-18-16-54 Les élus farmer in blief the efforts eccomplis Cutte formation, qui ette. depuis plusiaint amées en matière de combination de logaments ou de res-laurates annomation de l'enseigne-de la manufacturisme de l'enseigneministère de la culture le d'études politiques de Grande. servatore des politiques cares donne la possiblité d'acquere: TOP STORY e direction de projets admissis Remanignaments au (16-1 par l'université Pierre Mene 46-44-99-61

The second of East of an article of the second of the seco de La prop. & Parte, un colloque them of the de droit au cuo est racing and the following the entre the properties, les the series at he persiculars, l'évolude semanadus de ficha de de regerment ainsi que le droit des Managignements hu (16-1)

一种假想

genéraux. - Le Synthe collectivités territoriales totalentes son prochair gonges & toutes (Ver), ou mercred 12 au miniment 18 octobre La mynd: est Die preside Jean-Paul Chevaller here 4 and administra Le congrès Acquisitements at (16 41-17-20 14

roser que fout laisse désormais peniet the Senatt testers solltaire le Cirand Stade trait à alentour ent besom sur Maint-Denis ou bren & Maine-la. Ter la couvenur & l'u Vallee if: Monde du la septembre). Cette demicte hipsithèse. du basse bour la blus consouns. the aux yeur des financiers et des specialistes du transport, mais gur let montiff n'aiment guere des medifs d'éloignement, l'apparent métile de perla transposition pure cf simple, wous reserve d'adaptathem minimes, de programme de उद्देशकार विकास क्षांत्रक स्टब्स्ट रोजधार

La logique de la concurrence et de la programmation, cepeudant, empliquerait qu'une nouvette cusimpliation and lancee. I'm conceurs matumal on interna-" ouven à tous" les délais fearivent. Une consultation fevfreigia cirradus unbige quichi-

unnée peut pauci de la élection der candidate au jury, du jury sur projete delimite des etudes a, judgutane any ablick h, office raiteonie tourchtrausennen sattes capalinelents que ica consultants incregents bing. raisin se presenter, ni printquei He se sepaiciaient d'eduber : रेक्स्फ्रें न क्रिक्स क्यांतर के जी। में में मेर स्टारत de Portuit en ele l'aliele et l'in-

idelfferen trieffe Le premier staut de Santi-Lights est éxidemment es provi-स्त्रहार प्रेट कि स्थानस्त्रकीं, कि नहें स्थान stool, and sent de la man, illalife beingenner an eine ja eine ge-Paris to house the propertions sien ferraien martientent dere क्षित म स्थाप अपने अस्ति सिंहित हैं। विकास केंग्रे रहेशक मेंद्र रहेशक मुक्ता मंत्री हैंग chatter les midifemes des villes le wiege nichengerne gur gegeng. Mare Lednischlen begriffen

trist to is return y even, where, Belitik Ab ignige alle ilijlieginge.

FORMATION

Renseignements a p

Direction des projets des

1990, est proposée par le Op

Grenople-(| Elle s'adress tre

sables culturels en poste oss:

lectivités locales et, dans let-

mesure, aux cadres des de-

régionales d'action culturée

NOMINATION

76-44-33-26.

Renseignements a

Nouveau sous-préfet et

Spint-Denis - Joe Tons

nomme sous-préfet de l'age

ment du Raincy (Sene-Santie

remplacement de Jean-Paris

nomme prefet, adjoint à la g

des prétets de Haus-Comest

deaux, foot fone; et lettene

aneuen elese de l'EVE present

भारत ११०७३। विकासकाव्यक्त

ministere de l'interem di ges

ment in capitals ported the

agbienet die protei de Mentielte.

digeste in de labinet du pérale

Picardic respectes along the

tration en jest Den micht:

nomme seretare gerender

de l'Eme pur sous-présepte

THE BESTERNING OF SUPPLY HAVE

que de la region Cente, 2002:

विकास के जात का जी है।

scar-tana géneral de la piezza:

1 demandee par k

indispensables à terme:

Stade ou pak es at

Patrick Briouczec

[No le la septembre later

EMBARQUEMENT

Les collectivités tentent de se coordonner

bocage et de haies, du voisin.

« Chacun, regrette un élu, veut se positionner en essayant de récupérer un car de touristes. La concertation n'existe pas vraiment. Il manque une véritable dynamique et nous avons pris beaucoup de retard. » En début d'année, les préparatifs ont été délicats. Le conseil régional a

créé l'Association débarquement et bataille de Normandie (ADBN 44) pour « coordonner les manifestations ». Mais, rapidement, son délégué général, l'ancien préfet Jean Périer, « a préféré démissionner », comme l'indique Paul Quesnay, secrétaire général de

A Arromanches, le maire et les représentants du Comité du département se disputent en justice les importants bénéfices et les quatre-cent mille visiteurs du musée (le Monde daté 31 mai-le juin 1992). L'infatigable président de ce comité, Raymond Triboulet, premier souspréfet de la France libérée à Bayeux, revendique une participation à l'organisation des céré-

Heureusement, lors des fêtes du quarante-neuvième anniversaire, les rencontres entre différents participants permettent de Philippe Mestre, ministre des

meubles faisant masse autour

d'un vaste espace (qui a les

Saint-Pierre à Rome), alors que

d'autres équipes avaient opté

pour un aménagement plus flam-

« requalisser le vide central ». La

place aura l'allure d'une cuvette.

avec des talus engazonnés, des ifs

taillés et des arbres en pot, une

fontaine, un dispositif de balises

lumineuses pilotées par ordina-

teur. De la nouvelle esplanade

partira une liaison piétonne avec

le secteur bas de la ville. Ainsi on

de notre correspondant

viande, la concurrence des

fraises espagnoles, les quo-

tas imposés aux céréaliers et aux

producteurs de tabac... depuis

plusieurs années les paysans

périgourdins ne voient plus vrai-

ment la vie en rose. Pour

essayer de s'en sortir, nombre

d'entre eux se tournent résolu-

ment vers le tourisme vert en

essayant de capter chaque été

une partie de la manne apportée

par le million de vacanciers qui

séjournent au pays des

temps plusieurs dizaines de

fermes-auberges ont fait leur

apparition dans le département.

Aiguillonné par la profession

hôtelière, qui vit très mal le

développement de ce type de

restauration, les Services de la

concurrence et de la consomma-

tion visitent régulièrement ces

nouveaux aubergistes. Ce qui

vient de permettre à la cour

d'appel de Bordeaux de rendre

une décision appelée vraisem-

blablement à faire jurispru-

dence, puisque la dénomination

de ferme-auberge ne bénéficie

En 1991, un contrôleur

d'aucune définition.

C'est ainsi qu'en peu de

à Brest

UNE DEFINITION POUR

LES FERMES-AUBERGES

La cour d'appel de Bordeaux précise les menus qui peuvent

A chute des cours de la contre de deux épouses d'éle- à la serme avec des denrées ache-

veurs de bovins, signataires de

la charte des fermes-auberges

établie il y a dix ans par une

association dépendant de la

Fédération des chambres d'agri-

culture. Les plats principaux

offerts aux clients étaient

confectionnés avec des produits

acquis à l'extérieur de l'exploita-

tion, exception faite des fraises.

Au mois d'octobre dernier, le

tribunal correctionnel de Péri-

gueux avait pourtant considéré

qu'il n'y avait pas matière à

condamner ces deux belles-

sœurs pour publicité menson-

gère dans la mesure où l'élabo-

ration des repas faisait essen-

tiellement appel à l'approvision-

nement fermier des environs. Ce

qui conservait à leur prestation

un caractère local et authentique

cour d'appel de Bordeaux a

réformé le jugement, rendu en

premier ressort, sur la base

d'une interprétation diamétrale-

ment opposée de la fameuse

charte des fermes-auberges.

Celle-ci stipule en effet que les

plats essentiels sont concus à

partir d'aliments issus de la

ferme. «Le fait qu'ils soient

constitués de conserves réalisées

Dans le courant de l'été. la

attendu par la clientèle.

être servis par les agriculteurs tentés par la restauration

remette de sa fracture.

AQUITAINE

Mais le concepteur a voulu

mêmes dimensions que la place

anciens combattants et victimes de guerre, président de la mission du cinquantenaire, à Caen facilite la mise au point du calendrier des cérémonies officielles. Comme en 1984 pour le quarantenaire, les représentants au plus haut niveau des sept pays alliés -Angleterre, Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Pays-Bas et Pologne - assisteront aux festivi-

Favoriser

Pour respecter l'alternance avec la plage d'Utah-Beach sur les côtes du département de la Manche, la cérémonie internationale devrait avoir lieu, le 6 juin 1994, à Omaha-Beach sur les côtes du Calvados. Mais l'exiguité et les difficiles accès de ce site posent de nombreux problèmes: « Une mission d'experment sur la faisabilité d'Omaha », indique-t-on à la préfecture du Calvados, en précisant que le site sera interdit au public.

Cette journée du souvenir doit s'achever à Caen par une grande sête où sont attendues des dizaines de milliers de personnes, les scolaires bénéficiant d'un congé spécial du vendredi 3 juin au lundi 6 juin inclus. La mission du cinquantenaire vient de lancer un appel d'offres à quatre concepteurs pour imaginer un spectacle qui soit digne d'une journée d'ouverture des Jeux olympiques.

Le premier souci de la région est d'utiliser le cinquantième anniversaire pour « relancer le tourisme historique et travailler sur le long terme », précise Paul Quesnay. « Notre volonté est d'établir dans le temps les festiviies», explique Claude Halbecq, président de l'association Liberté 44. Mais certains départements semblent oublier qu'ils font partie d'un ensemble et tentent d'accélérer le mouvement pour être les premiers à se faire connaître de futurs visiteurs. C'est le cas du conseil général de la Manche, qui vient de publier, sous forme d'affiche, le programme des manifes-

Le département du Calvados, lui, s'efforce de mettre en valeur des sites historiques et de rénover des musées. Le conseil général a donné son accord, le

13 septembre, pour la réalisation d'un «circorama» à Arromanches, un investissement de 30 millions de francs. Dans un bătiment cylindrique doit être projeté, sur un écran circulaire, un film de quinze minutes sur le thème « Normandie 1944-1994 les mirages de l'Histoire ».

Responsable de la promotion internationale, le Comité régional du tourisme tente d'oublier ces particularismes locaux. La présidente, Anne d'Ornano (UDF-PR), maire de Deauville, est responsable d'un programme spécifique de 2,2 millions de francs pour vendre la région à l'étranger. « En vingt mois, l'hypothèse haute est d'accueillir MA millions de visiteurs supplémentaires dans la région », assurent les responsables.

Après deux étés pluvieux, les hoteliers bas-normands attendent des centaines de miliers de visiteurs, a Les hôtels qui deivent recevoir les groupes sont complets autour du 6 juin, mais il reste de la place pour les individuels », assure Isabelle Cholet, chargée de l'hébergement de l'association Liberté 44. Des problèmes que la reine d'Angleterre n'aura pas à résoudre : elle a déjà reservé un emplacement pour son yacht, le Britannia, dans le port de Caen...

> de notre correspondant Jean-Jacques Lerosier

nus: concertation et partena-

CENTRE L'Etat aide la région

Maurice Dousset (UDF-PR), président du conseil régional du Centre, est revenu satisfait de sa visite au premier ministre. Cette rencontre kii a permis d'obtenir de l'Etat une rallonge de 240 millions de francs pour la région. Le président avait manifesté son mécontentement à la suite de la réunion du comité interministérial pour l'aménagement du territoire (CIAT), le 12 juillet ! Mende, où il avait été décidé que les crédits de l'Etat seraient modulés en fonction de la richesse ou du chômage de chacune des régions.

Le Centre avait été classé parmi les régions les plus favorisées, alors que M. Dousset estime qu'elle est plus particulièrement touchée par la réforme de la PAC et la crise de l'arme-

Le président du conseil régional assure aussi que si l'État se fixe pour objectif de desserrer la région parisienne, il lui faut prendre les moyens de cette ambition. Cette rallonge devreit être affectée à la politique de la ville de la région.

NORD PAS-DE-CALAIS Le TGV Nord plus rapide

Mercredi 22 septembre, le TGV Nord-Europe doit emmener quelque deux cents responsables économiques de la région parisienne, en une heure, la capitale du Nord. Invités de l'Association pour la promotion industrielle de la métropole illioise, par leurs homologues nordistes, afin de visiter le chantier du centre international d'affaires, Euralille, ils seront les premiers à bénéficier des nouveaux avantages du TGV.

A compter du 26 septembre, lors du passage aux horaires d'hiver de la SNCF, le train à grande vitease doit relier Paris à Lille en une heure, au lieu de une heure vingt jusqu'à présent. Le TGV empruntera la ligne nouvelle sur la totalité du parcours, et non plus seulement jusqu'à Arras, comme c'était le cas depuis sa mise en service, en juin. Les travaux, maintenant achevés, doivent permettre à seize TGV d'effectuer quotidiennement, dans chaque sens, le trajet Paris et Lille.

ALSACE Moins de trains par-dessus le Rhin

La liaison ferroviaire entre Strasbourg at Offenbourg (Bade-Wurtemberg) qui permet d'accéder au réseau ferré allemand se porte mal. La SNCF doit supprimer, le 26 septembre, quatre allers et retours de plus sur une ligne dont les liaisons ont déjà été réduites. De quatorze allers et retours quotidians en 1989, on passera à sept cet automne.

Cette ligne, inaugurée en 1989 sous le nom de « Métro-Rhin », n'a pas tenu ses promesses, elle a perdu entre 25 % et 30 % de ses passagers entre 1991 et

Avec quatorza allers a retours, la liaison ne dépassait pas mille passagers par jour, une des explications étant la baisse du nombre de soldats français en garnison en Allemagne. La SNCF qui gère seule cette ligne souhaiterait une contribution de la région Alsace.

Mais la liaison n'est pas pour l'instant, incluse dans les conventions entre la SNCF et le conseil régional, puisqu'il s'agit d'un trait d'union entre deux réseaux nationaux,

BASSE-NORMANDIE

POUR LE CINQUANTENAIRE

pour fêter l'anniversaire du 6 juin 1944

UR les côtes du Calvados et de la Manche, municipa-lités et conseils généraux cherchent à promouvoir leur patrimoine et à organiser les festivités. Le compte à rebours a en effet commencé en Basse-Normandie, à quelques mois du «jubilé de la liberté», selon l'expression de René Garrec (UDF-PR), président du conseil régional, qui doit célébrer le cinquantième anniversaire du débarquement allièe. Etat. région, départements, communes, associations, tous proposent leur idée, leur manifestation, sans se soucier, dans ce pays de

FINISTÈRE

monies de commémoration.

d'améliorer l'ambiance. La venue

tés de l'an prochain. le tourisme

tise doit se prononcer très rapide-

RHÔNE-ALPES

EXPLICATION DE TEXTE

le rôle de la région dans l'aménagement du territoire

n'étaient pas tous là. Manquaient les maires des grandes villes et quatre des huit présidents de conseil général (le Monde du 15 septembre). Mais les trois mille personnes (élus de différents partis, techniciens de l'urbanisme, universitaires et représentants du monde économique) qui se sont penchées au chevet de l'aménagement du territoire, samedi 11 septembre, au siège du conseil régional de Rhône-Alpes, ont suffit à la démonstration qu'a voulu tenter leur hôte, Charles Millon espère que le centre de Brest se | (UDF-PR).

envoyer un message au gouvernement : les régions ont leur mot à dire dans l'aménagement du territoire. Et avant que le ministre chargé de ce dossier, Charles Pasqua, n'entame, par la Loire-Atlantique, ses tournées dans les départements, il a tenu à faire savoir que Rhône-Alpes avait sérieusement défriché le terrain. Depuis octobre dernier, après des consultations avec les personnes et les institutions concernées: élus, universitaires, chambres consulaires, conseil économique et social, la région

dispose d'un schéma. Cette journée a donc aussi été celle de l'explication de texte. Les trois mille invités se sont répartis dans des commissions thématiques où on les a éclairés sur les principes rete-

tées à l'extérieur est insusceptible

d'en saire des produits de la

ferme mais seulement des pro-

duits artisanaux de confection

locale», relèvent les magistrats

motivation du choix formulé

par le client d'une serme-au-

berge est relativement simple. Il

s'attend que les produits soient

cuisinés et servis directement

par celui qui les a obtenus par

son travail et a contrôlé l'élabo-

ration de la matière première

Bordeaux encadre désormais

strictement l'activité des fermes-

auberges dont les menus doivent

bannir tout apport extérieur.

qu'il soit fermier ou autres.

Voilà qui obligera certains agri-

culteurs à tirer un trait sur des

pratiques qui portaient en elles

des risques évidents de déra-

page, comme en témoignent les

gésiers polonais découverts, i

n'y a pas si longtemps, dans le

réfrigérateur d'un fermier-auber-

giste de la forêt de la Double.

L'arrêt de la cour d'appei de

culinaire.

Ils remarquent aussi que la

de la cour dans leurs attendus.

riat. Concertation pour le diagnostic et la définition des objectifs, partenariat pour la mise en œuvre des réalisations dans le cadre de « contrats globaux de développement ».

Pour tenter d'en finir avec l'éparpillement des subventions. une pratique ancienne qui a la vie encore dure, le conseil régional de Rhône-Alpes souhaite que les communes se regroupent autour d'un «bassin de vie » ou d'un « bassin d'emploi » afin de définir leurs besoins économiques, sanitaires, scolaires, culturels ou sportifs. Cette démarche. qui vise à limiter l'éclosion d'équipements surdimensionnés et coûteux en incluant les projets et les énergies dans « une cohérence territoriale», a reçu globalement un accueil favorable, mais surtout des maires de petites ou moyennes communes. Ils composaient d'ailleurs la majorité des élus participants à cette journée.

Concertation et partenariat

Certes, les absences des maires de Lyon, Michel Noir de moyens.

Autre écueil d'un schéma régional signalé par les partici-

D'où sa proposition de

de notre correspondant à Périgueux Dominique Richard

tures, notammen de le Court Saint-Denis et le ments seront pour met. de a Cinind Pansa, ouz:

de conuchation equile encore de mise. Chak Citis de cette option med? est a la lois aux negots. he persuasion pour pr pusic mesure entre la la stade et ceus de Sain-IK. umagine mal Paind E: resister the longeopsis cales pressions a limbs ent devant porter sondas vingt-cinq hectares dis-Resterment sky, it

parts urban coherentic ser une erchitectur de nean Pour le partiste. columbe quepruises ge Augurl cas il laudra unc lecter travalle depuis remine our le sité peut mesure de mainsakf due bose laubum. equipement sur les sur Ou l'on ictiouse alors le tures de la plane, ibit d'Aubervilliefs. En 26 Man on soil mai quels qu'elle le maimen ni. d'ampleur, et sais se in ici par une OPA mass one is state for mine

innier que les pouvers the se largent protests Le chair de Saint-Denis on hel medicere profit conducted a poses to prediction contract the state of the state inchesity a lexibility militar de Reent Les The country of Le dividir itehikiler

den in tenter and the properties of the contract of the contra

SON CENTRE L'extension de l'université permet à la ville de reconstruire sa place centrale

BREST REMODELE

EPUIS le début de l'été, le centre de Brest est livré anx pelleteuses. Un trou béant s'est formé au pied de la mairie engloutissant la place de la Liberté. Symbole du renouveau de cette ville martyre qui n'était cu'un tas de ruines au sortir de la dernière guerre, cette place n'a iamais véritablement rempli sa fonction de centre, comme l'avait espéré l'architecte reconstructeur

Jean-Baptiste Mathon. Froide et vide, désertée par les piétons et traversée par un boulevard, elle est au contraire devenue une coupure entre la partie hante (la rue Jean-Jaurès) et la partie basse (la rue de Siam) de la ville. La croissance subite de l'université de Bretagne occidentale (UBO) va peut-être permettre de donner à Brest le centre anime qui lui fait défaut. Devant l'afflux d'habitants (10 000 en 1989, 16 000 aujourd'hui), il a fallu édifier une nouvelle faculté des lettres. Et le conseil de communauté urbaine, qui en est le maître d'ouvrage dans le cadre du plan « Université 2000», a voulu, avec la municipalité, qu'elle soit en pleine ville. Le bâtiment dessiné par l'architecte italien Massimihano Fuksas est actuellement ter-

Tarifs de stationnement

Le contrecoup de cette ramification de l'université vers la place de la Liberté pourrait bien être de provoquer de grosses difficultés de stationnement. La CUB a donc entrepris de tout défoncer pour faire un parking souterrain payant de 446 places. Le coût de l'investissement (40 millions de francs) a conduit la communauté urbaine à concéder pour trente ans l'ensemble du stationnement de Brest à une société privée, la SOCAP (Société centrale auxiliaire de parcs). La SOCAP paiera les travaux, mais pour lui permettre de rentabiliser le stationnement, le nombre d'emplacements sur la voirie est passé de 2 500 à 3 500 (4 000 en janvier 1996), avec un sensible accroissement des tarifs dans le centre ville.

La communauté urbaine et la ville vont profiter de ces travaux pour remodeler la place. Le lauréat du concours d'architecture, Bernard Huet, un Parisien, a choisi de respecter la logique du plan Mathon de la reconstruction et sa symbolique, avec une mairie et un encadrement d'im- avait dressé procès-verbal à l'en-

POUR ELUS La réunion de trois mille personnes à Lyon symbolise

LS ne sont pas tous venus, ils

Décentralisateur convaincu, même s'il n'a pas voté les lois de 1982, Charles Millon, en organisant cette journée « Partenaires Gabriel Simon du territoire », a voulu d'abord

(en congé du RPR), de Grenoble, Alain Carignon (RPR), ou de Saint-Etienne, François Dubanchet (UDF-CDS), ont tenues en partie de leur volonté à ne pas dérouler un tapis trop confortable au président du conseil régional. Mais elles témoignent aussi des limites du schéma tel qu'il a été défini : si les actions pour enrayer la désertification et l'essouflement des bourgs sont assez bien cernées, les choix à soutenir dans les zones urbaines et surtout les banlieues restent beaucoup plus vagues. Comme si, après dix ans de politique de la ville, on ne savait plus comment s'y prendre, ou que les instances étaient à court de réponses. Ou à court

pants: comment définir l'équilibre d'un territoire, quand celui-ci, et c'est particulièrement le cas de Rhône-Alpes, est une plate-forme, envahissante, d'infrastructures de communication actuelles et à venir, qui dépendent de décisions nationales ou européennes. Par la concertation et le partenariat, parie le président Charles Millon.

« convention d'aménagement régional » qui scrait passée avec l'Etat, sorte de contrat de plan mais sur vingt ans. « Rhône-Alpes est la seule région qui peut rééquilibrer la France par rapport à l'Ile-de-France », a-t-il insisté. Les arguments ont été polis. Il ne reste plus qu'à attendre la venue de Charles Pasqua.

> de notre bureau régional à Lyon Bruno Caussé

le même departement

ter sees

Name

CIRCULATION

Grogne chez les deux roues

Les motards urbains, les pilotes de scooter, les coursiers en tout genre et même les bureaucrates pédalants sillonnent Paris en nombre croissant. Tous sont mécon-

Non seulement les services de la voirie (ville de Paris) et ceux de la circulation (préfecture de police) les ignorent, mais à présent on veut les chasser des trottoirs où leur nombre crée des problèmes : obstacle à la circulation des piétons, poliution visuelle, salissures par fuites d'huile. Ainsi leur est-il désormais interdit de stationner sur les Champs-Elysées rénovés. En réponse une association est née, déjà forte de 400 adhérents. Son nom: Deux roues en ville. Son objectif: promouvoir l'usage urbain des deux roues et leur obtenir une place au soleil. Prochaine manifestation: le Salon mondial des deux roues, qui se tiendra du 23 septembra au 10 octobre à la porte de Versailles. On attend 300 000 visiteurs. Mais où diable gareront-ils leurs engins?

VOIRIE Les handicapés sur le pont

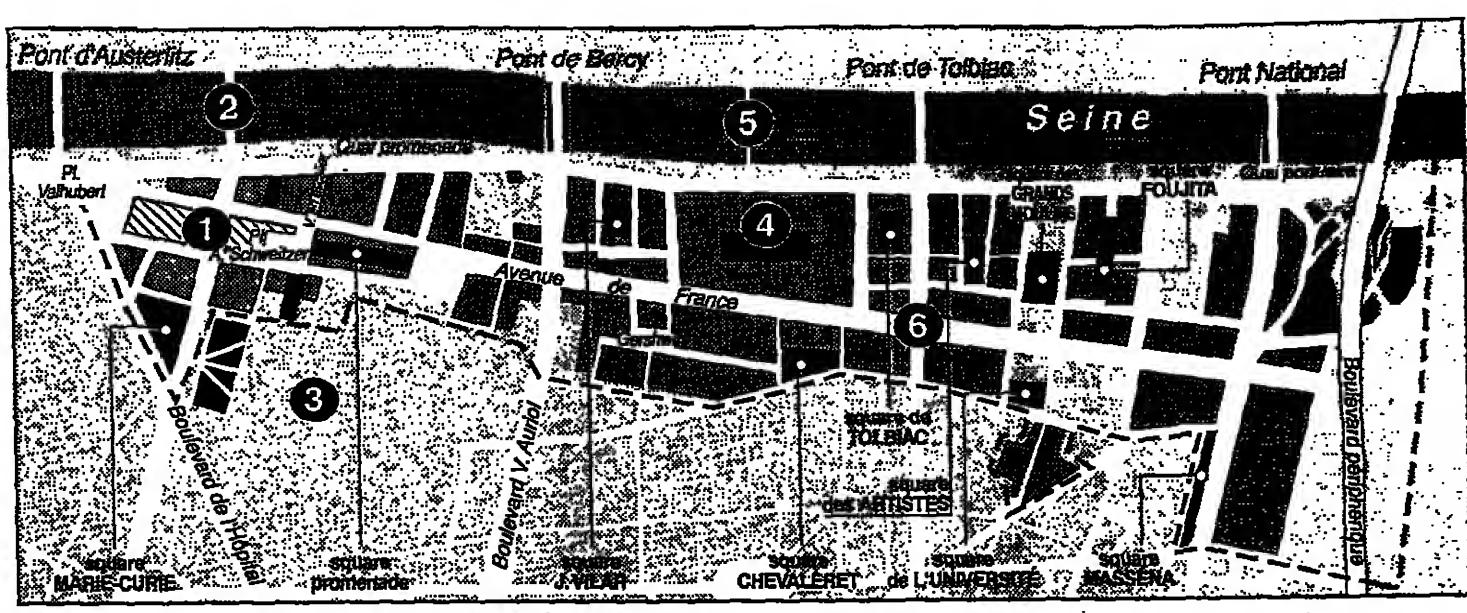
Pas facile de vivre à Paris en fauteuil roulant. Moins encore de passer d'une rive à l'autre de la Seine. Monique Erber, de l'Association des paralysés de France, a eu la curiosité d'enquêter sur l'accessibilité des trente et un ponts et passerelles de la capitale. Surprise désagréable : faute de «bateaux» les trottoirs de vingt-deux d'entre eux sont pratiquement interdits aux handicapés. Ceux-ci doivent rouler sur la chaussée, ce qui est fort

périlleux. Le dossier de Mr Erber, fort convaincant, a décidé la voirie à porter remède à cette situation. On commencera dès cet automne à aménager les ponts du centre historique de la capitale. Priorité logique sera donnée à ceux qui sont dans le prolongement d'un cheminement délè accessible aux fauteuils roulants. Puis on s'attaquera aux ponts des arrondissements périphériques. Difficulté: ceux qui ont des tabliers métalliques sont cintouchables ». Une large fraction des 10 millions de francs consacrés cette année aux aménagements de voirie en faveur des handicapés sera destinée à cette opération.

HISTOIRE Les Parisiens témoignent

Plus de six cent personnes agées ont participé à l'opération « Mémoire de Paris » qui a eu lieu du 1- mai au 31 juillet. Il s'agissait de rassembler des témoignages de première main sur la vie quotidienne dans la capitale durant l'entre-deux-guerres (1919-1939). Septuagénaires, octogénaires et même nonagénaires ont pris la piume, parfois d'une main tremblante, mais avec

enthousiasme. Une cinquantaine ont préféré se confier au micro de Kathia David, spécialiste de ce type d'entretiens. Deux heures chaque fois au cours desquelles la mémoire et l'émotion remontaient ensemble. Ces trésors - souvent accompagnés d'objets, de documents et de photos vont permettre de réaliser une exposition, qui ouvrira en décembre à l'Hôtel de ville, et un recueil des témoignages les plus originaux regroupés en dix chapitres. Les lettres et les enregistrements d'origine seront déposés aux archives de Paris. Du travail pour les historiens de demain.



URBANISME

LES HABITS VERTS DU PROJET SEINE RIVE GAUCHE

La nouvelle mouture ajoute des espaces verts et ignore la crise immobilière

E débat sera vif, mais il ne fait pas de doute que le Conseil de Paris adoptera lundi 20 septembre le nouveau plan d'aménagement de zone (PAZ) de Seine rive gauche. Le précédent a été annulé en mars dernier par le tribunal administratif au motif que ce nouveau quartier parisien de 130 hectares ne comporterait pas suffisamment d'espaces verts. Les juges exprimaient ainsi, à leur manière, une très forte revendication des citadins, qui, manifestement, n'avait été entendue ni par les élus ni par les aménageurs de l'Atelier parisien d'urbanisme. L'affaire est devant le Conseil d'Etat, qui a promis de statuer avant la fin novembre.

S'il confirmait le jugement du tribunal de Paris, la Ville mais elle aurait perdu plus de face à l'entrée de la Salpêtrière), l'on apercevra la tranche du hall. Une intéressante passerelle qui

dix-huit mois. Si, au contraire, les conseillers donnaient tort aux iuges administratifs, la question des espaces verts de Seine rive gauche resterait posée. Autant prendre les devants, dessiner un nouveau plan et y intégrer à la fois les desiderata des associations et les idées des architectes consultés récemment sur l'aménagement des alentours de la gare d'Austerlitz. C'est cette carte, accompagnée d'un commentaire de soixante-dix feuillets, qui est soumise aux conseillers de Paris. Quelles nouveautés apportent donc ces documents? D'abord la localisation et la surface des espaces verts qui parsèmeront le quartier. On en découvre une dizaine, dont la surface. totale atteindrait 4,3 hectares. On pourrait y ajouter le futur

les quais (40 000 m²) et même, en étant bon prince, le jardin intérieur de la Bibliothèque de France (6800 m²). Au regard du nombre des habitants (15000) et des personnes devant travailler dans ce secteur (plus de 70000). les équipements verts ne seraient pas plus abondants que dans le reste de la capitale. Ils confirment le concept urbanistique seion lequel Seine rive gauche sera un morceau de tissu parisien comme les autres. C'est précisément ce qui choque à la fois ceux que préoccupe la vie quotidienne et ceux qui révent de grandes innovations. Seconde indication fournie par le nouveau PAZ: le traitement des abords de la gare d'Austerlitz. Les bâtiments de pierre donnant sur la place Valhubert disparais-

chômeur et bientôt de marginal.

Depuis dix ans, trois des minis-

tres qui se sont succédé à l'édu-

cation nationale (Jean-Pierre

Chevenement, Lionel Jospin et

Jack Lang) ont essayé de combat-

tre ce fléau en lançant des plans-

lecture. Les municipalités s'y

mettent. Cette année, i 000 d'en-

tre elles ont participé à un

concours d'initiatives tendant à

donner envie de lire aux ieunes

Paris possède une longueur

d'avance. Le programme que la

ville a imaginé voici trois ans n'a

à écrire aux gosses de la capitale.

C'est le travail des instituteurs de

l'éducation nationale. Mais on

peut au moins les aider à motiver

leurs écoliers. Trois moyens pour

cela. Des bibliothèques dotées de

500 volumes sont en cours d'ins-

taliation dans chacune des 340

écoles primaires. Des animateurs

y organisent des ateliers de lec-

ture après la classe. Des stages de

formation sont proposés aux

maîtres eux-mēmes. Enfin.

ceux-ci peuvent emmener leur

classe durant deux semaines au

Corvisart, dans le treizième

ment rénové pour les accueillir.

Locaux avenants, bibliothèque,

ateliers d'imprimerie, cantine,

salle de musique, peuvent rece-

voir quatre classes par session

avec le personnel d'animation

qui convient. Les groupes arri-

vent chaque matin de leur quar-

tier en car ou en métro sous la

repartent vers 16 heures. Pour les

enfants, ce déplacement est déjà

classes viennent des zones d'édu-

cation prioritaire (ZEP) ou des

secteurs bénéficiant d'un contrat

de développement social de quar-

Le vieux collège de la rue

centre Paris-lecture.

Dans cette compétition-là,

(le Monde daté 27-28 juin 1993).

sera par le faîte de la verrière.

Puis, dans le prolongement, on a dessiné une place ouvrant latéralement sur la Seine et sur la chapelle de la Salpêtrière. Audelà apparaît un mail entouré de constructions débouchant sur une troisième place servant de carrefour aux rues longeant la gare et à la longue et rectiligne avenue de France.

Sept cents

Tout cela est également assez classique et somme toute rassurant pour ceux qu'inquiétait la disparition du dôme de la Salpêtrière derrière une falaise de béton. Mais s'affirme le désastreux parti du pont de Gaulle, dont les travaux vont d'ailleurs commencer. Son prolongement sur la rive gauche tranchera la verrière d'Austerlitz, puis les jardins s'étendant devant la Salpêtrière, pour jeter de nouveaux flots de voitures

ferroviaire. Celui-ci scrait enserré entre des bâtiments dout la hauteur, promet-on, ne dépas-

logements

sur un quartier déjà saturé.

Pour le reste, fort peu de changement par rapport au PAZ devrait refaire un nouveau PAZ, square Marie-Curie (7000 m²) sent au profit d'une place d'où initial adopté voici trois ans.

tier (DSQ). Les instituteurs font

acte de candidature et ne sont

franchirait la Seine entre les Grands Moulins (conservés et réutilisés pour des ateliers d'artistes) et le nouveau centre d'affaires de Bercy est mentionnée dans le document écrit, mais non sur le plan. Qui croire?

constructions

Gare d'Austerlitz

Hôpital Pitié-Salpētrière

Bibliothèque de France

Bercy-Tolbiac

250 m

Station de Métro-RER Tolbiac

3

(5)

(6)

En vérité, les changements affectant le projet Seine rive gauche sont d'une autre nature. La récession a rendu fort aléatoire le financement de la dalle de couverture des voies ferrées par la vente de droits à construire 900 000 m2 de bureaux. Plusieurs grands investisseurs se sont retirés, dont la Société générale, le conseil régional d'Ile-de-France, le ministère de l'intérieur et l'université. Seuls la Bibliothèque de France et le métro Météor, dont l'achèvement en 1995 et 1997 est assuré, donnent un peu de crédibilité à l'opération. Bien sûr, la ville possède les terrains et les financements nécessaires à la construction d'environ sept cents logements autour de la Bibliothèque. Le reste, dit-on, viendra ensuite, lorsque le marché immobilier repartira. Fonde sur ce pari-là, le projet Seine rive gauche reste encore un rêve, comme tous les grands desseins d'urbanisme.

A STATE OF THE STATE OF Marc Ambroise-Rendu

LECTURE

PARIS FAIT DU RATTRAPAGE

Dans un ancien collège, un millier d'écoliers découvrent chaque année le plaisir de lire

L y a Mounir le Tunisien, Paloma la Portugaise, Ming le Chinois, Hashindra la Sri-Lankaise et Mathieu l'Auvergnat. Les poulbots de la rue Saint-Martin, quartier historique du centre de Paris, pourraient être les locataires d'une tour de Babel, Mais tous sont en train de mettre la dernière main à Canard-Soir, le journal qu'ils ont ensemble imaginé, rédigé et mis en page. Un tiers de ces gosses du cours préparatoire ne parlent jamais francais à la maison. Leur quotidien. c'est la télé. La plupart n'ont eu jusqu'ici pour apprendre notre langue que les manuels scolaires. Mais pour la première fois ils gribouillent et déchiffrent avec plaisir. Cette découverte, ils la doivent aux deux semaines qu'ils viennent de passer en classe de lecture, comme d'autres vont s'éclater en classe de neige ou de

Le décor est celui d'un ancien collège technique du treizième arrondissement que la Ville a retapé pour en faire le dinateur se prépare un destin de

centre Paris-lecture. Ouvert en 1990, l'établissement a pris sa vitesse de croisière. Il recoit chaque année plus d'un millier d'écoliers qui viennent s'initier à la lecture-plaisir et à l'écriture

les écoliers

déchiffrer une notice technique ou les messages d'un écran d'or-

échecs scolaires et professionnels. Aujourd'hui, qui ne sait pas

C'est un fait : ni la méthode alphabétique, ni l'approche globale, ni le système mixte ne parviennent à apprendre à lire et à écrire à la totalité des enfants scolarisés. Selon une enquête de l'éducation nationale, la moitié des élèves entrant en sixième maîtrisent mal la lecture et l'écriture. L'illettrisme handicape encore 15 % des garçons accomplissant leur service militaire. Et c'est le motif de la plupart des

Le Monde

LE JAPON DEPUIS 1945 William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

acceptés que s'ils présentent un projet pédagogique solide et préalablement discuté avec les animateurs du centre. Il y a deux fois plus de candidats que d'élus. Voici par exemple vingt gamins de la rue Saint-Martin.

Avec leur «instit», Jean-Philippe Defer, ils out décidé de confectionner un journal. Mais ils débarquent sans avoir la moindre idée de ce qui les attend. Et c'est la surprise. Ici, ni pupitre, ni devoir, ni notation. Rachid, Petula et leurs camarades s'affalent sur des coussins dans le coin d'une pièce aux couleurs gaies. L'animateur, Didier Giraud, leur présente un échantillonnage de périodiques pour enfants dont chacun s'amuse à épeler le titre. puis à analyser le contenu. L'initiation au livre-jouet. Il y a même un périodique en chinois dont Ming anonne les titres pour pas pour but d'apprendre à lire et ses petits copains.

Où peut-on se procurer des objets aussi distrayants? « Dans les kiosques, où ils voisinent avec des journaux qui sournissent des informations utiles », leur répond-on. Et Didier de montrer, sur des présentoirs, la collection des quotidiens parisiens. Car de journal ces poulbots ne connaissent, pour la plupart, que celui de 20 heures, à la télé.

éveillé, on monte dans la caverne arrondissement, a été entière- d'Ali Baba, entendez la bibliothèque, où s'alignent 2 000 volumes illustrés. On parcourt les rayonnages, on paipe, on feuillette, on fait son choix. Chacun a le droit d'emprunter l'ouvrage qui l'a séduit. A défaut de le lire vraiment on le compulsera en famille, on en commentera les illustrations et on le rendra à la conduite de leurs maîtres. Ils fin du séjour. C'est le livre-trésor,

objet de rêve et de sierté. Les jours suivants, la classe une escapade. La moitié des va composer des jeux, imaginer des rébus, dicter au maître un bulletin météo, mais surtout inventer une longue histoire qui constituera le «papier» de fond

du futur journal. «Susciter et utiliser l'imaginaire des enfants, telle est la spécialité pédagogique du centre Paris-lecture, explique Michèle Cochet, la directrice. Il n'y a pas de meilleur levier pour pousser à l'expression orale, puis à l'écriture et à la relecture. Avec une comédienne les écoliers apprennent aussi à déchiffrer la partition et le texte d'une charson qu'ils reprennent à l'unisson Mais tous, le lendemain, s'enthousiasment pour le reportage qu'ils font en groupe chez le boulanger du quartier. Avec en prime un croissant chaud. Movnir, qui a emporté son boîtier, joue le reporter-photographe. Le cliché et le récit feront la «une» de Canard-Soir. Tous les textes sont ensuite composés sur les machines du centre, mis en page et dupliqués à quelques dizaines d'exemplaires. L'un de ceux-ci est porté en grande pompe au boulanger, qui félicite les jeunes journalistes et les gratifie de menues

sucreries. Dans les autres classes on s'est livré à des exercices comparables : il en sort des recueils de poésie, des livrets illustrés, des «romans policiers» imaginés par les écoliers.

Le centre accueille ainsi 45 classes par an. Il est géré et animé par l'association Livre et lire, qui recrute les animateurs. La Ville a payé l'investissement initial (1,8 million de francs) et couvre les frais annuels de fonctionnement (3 millions en 1993). L'éducation nationale, qui super-L'intérêt étant à présent vise le contenu pédagogique, dépêche aussi quelques maîtres. L'expérience est considérée par le corps professoral comme tout à fait positive. Quant aux enfants, il faut avoir entendu leurs exclamations désappointées quand on annonce que le séjour en classe de lecture s'achève. Et voir le soin avec lequel ils serrent leur exemplaire de Canard-Soir pour le montrer tout à l'heure à la famille et demain aux copains de la rue Saint-Martin. « Quand est-ce qu'on revient?», demandaient en montant dans le car Mounir, Paloma, Ming, Hashindra, Mathieu et les autres.

SELECTION OF THE PARTY OF THE P

RECYCLAGE UN GISEMEN

The second secon The second control of

and the state of t क्षेत्रकारणास्य जीतः । १८९१ । जास<u>्य संस्थ</u> ८० ್ಷಾರ್ಚ್ ಪ್ರಾಯತ್ನಿ ಕಾರ್ಯಕ್ಷ್ ಕ್ಷಾರ್ಟ್ ಚಿಕ್ and the first of the contract The property of the same of the property of And the second of the second of ing the second of the second

and the second s

े सार्थ जन्म अने एक एक स्थापन के प्राप्त के प المراجي والمراج المراجع المراجع والمراجع المراجع المراجع المراجع المراجع المراجع المراجع والمراجع والمراجع en en en en europe de la primeration de The series of the series of the second of ار در ایا در در در این از این در در این در در در در در and the second of the second o and a line of the common of the single feeting decreases. ್ ನ ಗಿಕ್ಕಾರಿಗಳು ಇದ್ದು ಅಧಿಕಾಪ್ರವಾಗಿ ಗು

Carrier and a company of the

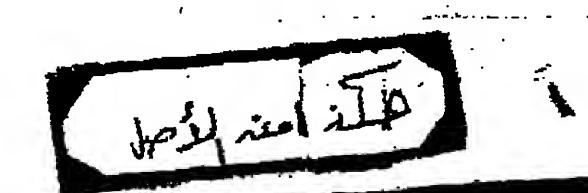
· "我多年,我不过来就是一家东 ন্দ্ৰাক্তৰ <u>নি</u> ा १ के चार्च विकास के किस विकास के किस and the second s TECHNOLOGY STATE ting the state of The second of same of

The Target State of the State o

fr 1 1.01 COMMEN

13. 化新生宝

Sous la direction



ferrovinire. Celui-ci seinet transmini la Schiefe cuscité entre des faitanents dont (manife Mouling (conse sera par le faite de la vernére. Pius, dans le prolongement

: : : tili : e Pour des aide interior le nouvem cos fine de Bereves mer on a dessiné une place ouvraint inter to descument the. them our le plan. On me latéralement sur la Seine et un la chapelle de la Salpètrière. Auaffectant le projet su delà apputait un mail entoure de constructions débouchant sur une traisième place servant de terre le linancemen de carrefour aux rues longeant la de convenure des rogge gare et à la longue et rectione avenue de France

Sept cents logements

No.

(1)13

lits.

111Hs

to the die-de-France, km de l'interieur et l'une Tout cels est egalement Seni- la Ribbolique de greet classique el somme fonte cassinant pour cont qu'inquie- et le prim leter du tag la dispension de dòme de la halpeleiche detriete une talane andare, ammenimpie. de betom. Mais s'affirme le bille a l'operation bes Adarstreux parti du pont de vill, possible le lenerfrancischen negene Capilly, dont its having condiadions commence bon pro- communicalization langement has la tive gauche the had automobile ាស់ស្តែងស្នាំស្នាក់ ដែលមាននៅលើ មិនស្តែស្តែក្រុង 🗆 🗀 💎 📜 📗 ក្រុងស្រីស្រុក្រុង giter des mediens s'étendant et « la larguelle eforeitet fa Safreteiere, junit jutor - ee ee eeler repairefic de neuvella lista de veitmes 🦠 🔻 sur on quarter deal situati

Pour le reste, fort pen de com a toucles guéen changement par cappert at PAZ endadi adopte verei from aus Line intéressinte passerelle qui

ther HISOF Les instituteurs fout acte de candidatine et de sout acceptes que s'ils presentent un अकारा मुस्तिमालपुर्वात अर्थानीय में भारतlabyement describe used by anima- Notice cooling hade tents du centre. Il y a deux ferplus de candidats que d'élus Vones par exemple vingt

gammy de la me Saint-Maitin Area from a mountain, Jean Philippe grante and at the texts of l'arter ils, une décide de contefinishes un pougnat. Mais de Mary tons le lendent ्रोत्प्रकानुस्तात अवस्थ वर्षा के भागास[्]र The constitution pour kit ार्तित् तेत क भूमा दिश्वसारती है। बेंदर्भ n et da singuest del ju pupitico in times in quantity therein as mulation Rachill provide the constant dis-Petgia et leuts camalode, Callathe grant a emporte of ाह्मदे जा। तीटर दल्लास्टामर संताप दि दला many to the state photos d'appropries aux confects paties ्रात्म हा हि हिल्ला विकास Pannalen, Paler Circuit, Ica : No Total presente on commidentiale de the composite composite Bengdigner pem entants dent o et nes du centr 🕬 charm samuel à épales le 1913 ं ्याःसः व वर्णकाः pages a ampleser of configure 1 him ... winding Cunker trapped to the proceed it is a n Bande poste. encete un percetagar ca charac iii friell ki don Ming albune les titres pour יין יין אַרְיּיִין אַרְיִייִין אַרְיִייִין אַרְיִייִין אַרְיִייִין אַרְיִייִין אַרְיִייִין אַרְיִייִין אַרְיִיי san (kaid) die (kaim)

Le livreuésor

- ...

Av:

ማ ₹±\$ 1

, 173 C

• - ''

The period of project of Altiple upta distributed to beauti The state of the s with the state of the fitter to the fitter of The state of the s report term le l'infice de montant the state of the section of the section of the designifical fractions of a six genegenstelle bie greine bei bei ber beite. one with process the surface of the side of hours and become

The state of the s

granteret grant i per ma essent of many descriptions of the Matter extremites to the continu efete transplanten bei für fin bei einfahren. gar military fig. gar mail comme tentation of tential to the profession of The same of the same of the same Principality Newscare side of the state of the s e promoter and an antique and an analytic analytic and an analytic and an analytic analyti is la the division of one is specially Property of the state of the st Elisa of the Control of the Control A the state of the second section of the The content of the co

SON QUARTIER DU FUTUR Tous les arguments sont utilisés par la municipalité pour commercialiser une zone d'activités importante

HAUTS-DE-SEINE

RUEIL VEND

ANS une conjoncture morose, les communes rencontrent de l' rencontrent de plus en plus de difficultés pour commercialiser les opérations immobilières auxquelles elles sont associées. C'est le cas de Rueil-Malmaison avec la construction d'un nouveau quartier d'affaires appelé Rueil 2000. Aujourd'hui, cette ville de 67 000 habitants de l'Ouest parisien lance une véritable campagne de promotion pour ce programme en voie d'achève-

Sibliophears

De France

Fit verile, les charge

canche ont d'une autre

la recession a regin le

font la vente de de-

Semistrate 900 000 =

Surgary Physicas par-

tron to a some rate e

Sincitation generale, le const.

ina. L. procees

Marc Ambrox

gala in texte engagê

THE STATE OF THE S

Activities sometimates

ाहिता हालाहा आका है कि

ere egyelne reprennentáli

the the west of the course de-

. १९८८ है जिल्हें के स्वर्थ के किया है। इ.स.च्या के किया के स्वर्थ के किया किया के किया किया के किया क

the tree is a second

ic. here des

.. politicis in the

in the but at the

nia nia

and while

Jacques Baumel, maire (RPR) de la ville et député des Hauts-de-Seine, avait même invité le 8 juillet des dirigeants d'entreprise, des décideurs instiuntionnels et des professionnels de l'immobilier à le découvrir. Et la municipalité multiplie les arguments, et utilise les méthodes de la publicité comparative.

Située à quelques kilomètres de la Défense, Rueil-Malmaison avait décidé il y a six ans ce programme immobilier pour moderniser son tissu industriel. En effet, en l'espace de vingt ans, la ville avait perdu près de 10 000 emplois. Certaines entreprises du secteur tertiaire étaient parties pour la Défense.

D'autres, faute d'espace pour s'agrandir, s'étaient implantées en province. Enfin des usines vieillottes et des ateliers archaïques fermaient progressivement leurs portes. Le centre d'études et de recherche de Renault annonçait son départ, et avec lui la perte de 3 600 emplois, et par là-même de 10 % des recettes fiscales de la

Un coûteux programme de rénovation

Autant de difficultés pour une ville, soucieuse de proposer des emplois sur place à ses habitants, et lancée par ailleurs dans un vaste et coûteux programme de rénovation et d'équipements publics. Avec son centre historique, construit autour des souvenirs de Richelieu et Louis XIV, et du château de Joséphine et Bonaparte, Rueil-Malmaison est la commune la plus étendue des Hauts-de-Seine. au milieu des bois et des espaces

Pour ne pas devenir une citédortoir de plus de 100 000 habitants aux portes de Paris, le coefficient d'occupation des sols a été réduit de moitié. La population est ainsi restée quasiment stable dans le centre rénové et dans des quartiers périphériques partagés entre immeubles sociaux, pavil-

ions et résidences de prestige. Bien desservie par la rocade A-86, la RN 13 vers Paris et par la ligne A du RER qui met la station Etoile-Charles-de-Gaulle à douze minutes, la ville de Rueil disposait d'un formidable atout une friche industrielle de 55 hectares entre la Seine et le RER C'est là que la municipalité a décidé de construire son nouveau quartier. Pour contrôler l'opération, elle a créé une société d'économie mixte chargée d'aménager la moitié de cette ZAC, l'autre partie étant confiée à des sociétés

Aujourd'hui, Rueil 2000 présente l'aspect d'un urbanisme sans surprise. Les immeubles de bureaux alternent avec les résidences de standing proches de la Seine. Plus à l'écart du centre du quartier, des programmes sociaux représentent près de la moitié des logements proposés. Originalité de l'opération, un pont bâti qui enjambe le tracé du firtur prolongement de la rocade A-86 vers Versailles.

Un groupe scolaire est en voie d'achèvement, et la municipalité annonce d'autres équipements comme une mini-mairie, une halte-garderie et un bureau de poste. Pour l'instant, bien peu des cent boutiques prévues sont occupées, et les rues piétonnes manquent d'animation. Rueil 2000 est en effet coupé du reste de la ville par le RER et des voies rapides: Malgré l'implantation de été récemment levées par d'importantes sociétés qui avaient envisagé de venir s'y installer, ce qui met en difficultés de nombreux investisseurs privés.

Des taxes moins élevées

La municipalité met en avant de nombreux arguments pour répondre à la concurrence de plusieurs communes de l'Ouest parisien qui éprouvent les mêmes difficultés à commercialiser leurs zones d'activités. « Rueil, c'est la Suisse de la Désense! explique Jacques Baumel, qui souligne la qualité de l'environnement sace à l'univers bétonné de sa puissante voisine. C'est une cité du futur qui

grandes sociétés comme Ameri- peut rassembler des activités à can Express, et la proximité du technologies avancées. Nous pousiège social d'Esso, tous les vons devenir la capitale de l'indusbureaux ne sont pas vendus. La trie pétrolière avec le siège de moitié des 5 000 emplois annon- l'Institut français du pétrole et les cés ont été créés. Des options ont bureaux de nombreuses sociétés

> Jean-Claude Caron, maireadjoint, présente d'autres arguments plus percutants. Il dresse des tableaux des différentes taxes et impôts de la ville et les compare à ceux des villes nouvelles susceptibles, elles aussi, d'attirer les entreprises convoitées. Les économies sur les taxes foncières et professionnelles sont calculées à partir d'exemples précis. Si elle regrette le retard qui a été pris au début de l'opération, après les recours d'associations devant le tribunal administratif, la municipalité de Rueil-Malmaison ne peut que se séliciter cependant d'avoir revu à la baisse ses objectifs initiaux.

> > Christophe de Chenay

L'AVENIR DU RESEAU MUSE

Un souterrain devrait relier le département du nord au sud. D'ici 2015

qui devrait permettre aux trans-

niveaux. Ce projet Muse (maille urbaine souterraine express), qui avait été adopté par le conseil général des Hauts-de-Seine le 30 octobre 1992, est entre dans sa phase de réalisation depuis le 15 juillet. D'une part, le président de l'assemblée départementale. Charles Pasqua, a signé le traité de concession de Muse SA, société anonyme dont le capital sera détenu à 66 % par les grands groupes du BTP (SGE et Bouygues étant majoritaires avec 52 %) et à 34 % par des banques, dont les chefs de file sont

a une autre idée. Conseiller de

Paris, conseiller régional (UDF-

CDS), cet informaticien de for-

mation a aussi un petit côté

écolo. Il pense depuis long-

temps qu'il scrait plus astu-

cieux de trier les déchets et

d'en valoriser chacun des com-

posants. Plus facile à dire qu'à

faire. Durant quatre ans, on a

tionner que si elle est précédèe

par une collecte déjà sèlective.

Il faut que les consommateurs

acceptent de trier eux-mêmes

leurs ordures. C'est ce préalable

qui est actuellement mis pro-

gressivement en place à Paris

réceptacles pour le verre,

bennes pour les « monstres »,

poubelles spéciales pour les

journaux. Romainville va rece-

voir des lots plus homogènes

qu'autresois. Ils sont livrés à

une chaine de tambours, de tré-

mies, d'électro-aimants qui

vont «tourner» plus efficace-

trouve maintenant des ballots

de papier ou de carton

(33 000 tonnes), des cargaisons

de ferraille (10000 tonnes), des

monceaux de verre brisé

(5 000 tonnes), des emballages

de plastique (3 000 tonnes) et

même des matériaux de démo-

lition concassés et triés

selon leur granulométrie

(19000 tonnes). Chaque pro-

duit est suffisamment « pro-

pre » pour être vendable à un

industriel, qui ne craint plus

d'empoisonner ses fabrications

avec des corps étrangers. Bref,

on peut livrer aux clients des

matières secondaires convena-

bles. Les atomistes de

La Hague ne font pas autre

chose lorsqu'ils décomposent

les barres de combustible usagé

pour en tirer de l'uranium et

du plutonium. Ainsi, les rési-

dus définitivement inutilisables

ville : remettre dans le circuit

de production le maximum

d'ordures domestiques. Quel-

ques milliers de tonnes

200 000 tonnes plus tard.

Davantage encore si les pro-

duits sont de qualité et trou-

vent leur marché. L'usine a

coûté 62 millions de francs, elle

va employer une soixantaine

de personnes et verser

700 000 francs par an de taxe

professionnelle à la commune.

Elle doit être si propre que

Roussel-Uclaf ne craint pas

d'installer son siège à proxi-

mité. Une entreprise utile et

bien intégrée dans son quartier.

Marc Ambroise-Rendu

commencer puis

Tel est le pari de Romain-

sont réduits au minimum.

A la sortie des chaînes, on

d'autre part, la SEM 92 (Société d'économie miste d'aménagement et de développement égonomique des Haurs-de-Seine) a tion» avec les communes du département concernces par le trace du futur reseau. Il s'agu là de confronter les imperatifs de sa mise en œuvre avec ceux du développement de l'arbanisme

Ces démarches devraient ètre achevées à la fin de l'année. Les conclusions scront remises au concessionnaire pour qu'il envisage les modifications eventuelies. C'est aussi à ce moment-là que devrait être publié le nouveau schema directeur d'aménagement urbain de la region lle-de-France (SDAURIF), an document où devrait figurer le fittur réseau, ee qui n'était pas le cas dans la première version elaboree sous les precedents nouvernements.

7 000 véhicules

Long de 48 kilométres, le

projet Muse permettra de faire circuler un mêtro et des velucules particuliers acquittant un péage. Les responsables du dossier ont opté pour un metro automatique sans conducteur. de type Val, équipant déjà la ligne Orly-Val: même si, à la SEM 92, on indique que ce type de materiel « n'est pas actuellement pleinement satisfaisant, mais qu'il est perfectible ». L'objectif de ce rèseau est à la sois de développer les transports collectifs et de remédier aux problèmes de circulation routière que connaissent les Hautsde-Seine. l'un des départements les plus urbanisés de France. Muse devrait accueillir un trafie de 7 000 véhicules par jour à des vitesses variant de 50 à 80 km/h. Elle sera une rocade à double desserte, d'abord interbanfieue avec des sorties tous les 1.5 km et vers les autoroutes extérieures. Muse se veut complémentaire des réseaux de

Pour le choix du premier tronçon, le conseil général devrait opter pour la partie la plus rentable du réseau qui. d'après les prévisions de trafie, pourrait se situer au nord de la Désense et desservir Courbevoie, Neuilly-sur-Seine, Levallois-Perret et Clichy.

transport existants ou à venir.

Les travaux devraient débuter mi-1995 avec une mise en circulation du premier troncon en novembre 1999. C'est du succès de fréquentation de ce premier maillon que dépendra la réalisation des autres. Dans le meilleur des cas. ce n'est que dans les années 2015 que l'on pourra traverser le département du nord au sud en un minimum de temps. Une économie de temps, qui aura un prix pour les automobilistes : un peu plus de 3 francs par kilomètre, soit 150 francs pour aller de Châtenay-Malabry à Villeneuve-la-Garenne. Les véhicules immatricules dans le département bénésicieront d'une réduction de 20 %.

Outre la mise à disposition des terrains nécessuires à la construction, le département s'est engagé à financer au maximum 25 % du cout total de l'operation estimée à 40 milliards de francs.

Jean-Claude Pierrette DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

L'ÉCONOMIE

Bourse d'échange

VAL-DE-MARNE

de plantes

La ville de Thiais (Val-de-Marnel organiso avec l'association Arts et Nature sa première bourse d'échange de plantes samedi 18 et dimanche 19 septembro. Le principa est simple : il suffit de venir avec ses (ou sa) plantes à échanger et les déposer avec une liche de demande foumie sur place. Le demandeur recherche onsuite parmi les plantes exposées cellos qui l'intérossont. Dans lo cas cú un úchango no peut so faire, les organisateurs se proposent de poursuivre les recherches nácessaires auprès des collectionneurs français Cette bourse entre dans le cadre de la Fôte du jardinier amateur, manifestation qui chaque année, depuis soize ans, mêle speciacio de vapetés et animations à caractère deu-

PATRIMOINE Journées

de découvertes

Plus de 450 sites publics et privés seront ouverts, samuda 18 et dimanche 19 septembru. à l'occasion des dixièmes Journées du patrimoine L'accès aux monuments de l'État sera gratuit, et un prix réduit sera proposé dans les sites privés. Les visitours sont invités à « entrer dans l'Histaire » grace à des circuits à thème Ainsi, ils pourront retrouver le passé de Boulogne-Billancourt (dans les années 30), de Sucyen-Brie, celle des sites archéologiques en Seine-et-Marne à Melun, Pécy et Brie-Comte-Robert. Ils pourront également découvrir les moulins à vent de Gastins et Montfermeil, les trains anciens à Longueville, les avions de la SNECMA à Réau ou au Bourget, la fondene de Saint-Rémy-lès-Chevreuse ou la poudrerie de Savran. Des animations exceptionnelles seront proposées : du théâtre à Champs-sur-Marne, une démonstration d'un treuil de camère à Châullon.

ENVIRONNEMENT La fête

aux portes de Paris

Samedi 18 et dimanche 19 septembre, un Triathlon de l'environnement mettra aux prises une centaino do radeaux parrainés par des entreprises et des communes sur les 15 kilomètres de la Marna entre Joinville-le-Pont et Neuilly-sur-Marne, puis cinquante vélos à huit places qui effectueront un circuit sur les bords de Marne au départ de Champigny, et se terminera par una démonstration de voitures électriques. Un village de l'environnoment rassemblera une centaine d'exposants à Joinville-le-Pont. Un Trophée des acteurs de l'environnement récompensera l'action exemplaire menée par une collectivité locale ou par une entre-

Cette manifestation est organisóe par le conseil régional d'Ilode-France, avec la participation de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergio, la direction régionale de l'environnement, et l'agence de l'eau Seine-Normandie.

SEINE-SAINT-DENIS Réduction pour les spectacles parisiens

Afin de permettre aux jounes de 15 à 25 ans de la commune et des environs d'assister plus nombreux à des spectacles dans les salles parisionnes. l'Association jeunosse emploi formation (AJEF) de Neully-Plaisance a décidé de créer unu billetterie spóciale à prix réduits, baptisée Ticket's Outre la réduction consentie (30 à 40 francs sur un spectacle) et le côté pratique (réservauon et mise à la disposition du billet à proximité de chez eux), ils pourront bénéficier, s'ils le souhaitent, d'un transport en car gratuit, à l'aller et au retour.

'EST au début 1994 que le Crédit lyonnais et Paribas : le réseau Muse connaîtra son avenir. Le conseil général des Hauts-de-Seine choisira alors la première tranche à réaliser de ce projet entrepris « une pré-concertaports collectifs et aux véhicules particuliers de circuler dans un réseau souterrain à trois

RECYCLAGE

UN GISEMENT DANS LES POUBELLES

Dans cette usine, les résidus se transforment en matières secondaires.

moins de 7 kilomètres à vol d'oiseau de Notre-Dame, dans la commune de Romainville (Seine-Saint-Denis), vient d'être inaugurée une usine d'un nouveau type. Ce qui la distingue des autres entreprises du secteur ne sont ni le parc de 3 hectares qui l'entoure, ni les 140 mètres de son hall de production, ni le vacarme de ses énormes machines, ni les entrées et sorties de poids lourds. C'est sa « matière première » - des ordures - et ses productions: des cargaisons de papier, de carton, de ferraille, de verre, de plastique et de granulat qui sont vendues et immédiatement utilisées ailleurs.

Entièrement neuve et habillée de superstructures audacieuses, l'usine de Romainville devrait devenir le fleuron de la nouvelle corporation française des «transformeurs», autrement dit des techniciens de l'utilisation des restes. Leur devise : « Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme. " L'entreprise a été construite par le Syctom (Syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de l'agglomération parisienne), la seule institution intercommunale qui ait réussi à saire sortir Paris de son splendide isolement. Mission: traiter les déchets de la capitale et de quatre-vingts banlieues environnantes. Celles-ci sont réparties dans les trois départements de la petite couronne (Hautsde-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne). Au total

4,8 millions d'habitants. Chaque Francilien produit en moyenne 500 kilos de

essayé sur le site de Romainville de trier le tout-venant des poubelles. Mais de manière déchets ménagers par an. Les artisanale et quasiment à la ingénieurs du syndicat doivent traiter chaque année 2,4 mil-Pas rentable. Seul le triage lions de tonnes de résidus de masse, mècanisé, industriel, est une réponse au problème allant du trognon de chou au vieux frigo en passant par des posé. Or les machines digèrent montagnes de papiers et de mal le tout-venant. La récupéplastiques. Que saire de cet ration industrielle ne peut fonc-

invraisemblable mélange? Compte tenu de sa bonne combustibilité, il v a déjà plusieurs décennies qu'on en brûle une partie. Constitué en 1984, le Syctom a «hérité» de trois installations géantes d'incinération situées à Ivry, Issy-les-Moulineaux et Saint-Ouen. Les ordures s'y transforment en vapeur pour le chauffage urbain, en ferraille récupérable et en mâchefer pour les routes. Une quatrième unité est programmée. Reste à dénicher la commune qui l'acceptera.

Des monstres mécaniques

Mais ce réseau ne suffit pas. Les communes de l'Est parisien expédient encore, chaque année, un demi-million de tonnes de déchets sur la décharge de Claye-Souilly (Seine-et-Marne). Voilà une pratique d'un autre age qu'une récente loi a proscrite. Dans dix ans on ne pourra plus entasser les ordures ménagères sans les avoir traitées. Certains préconisent donc la construction de nouvelles usines d'incinération. Objection: l'investissement est très élevé, les sites sont de plus en plus difficiles à trouver, et le brûlage n'est pas l'utilisation optimale des déchets. Michel Elbel soixantedeux ans, président du Syctom.

Le Monde Editions

COMMENT PENSER

L'ARGENT?

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

BRETAGNE

Les déchets de Molène et d'Ouessant

Les ordures des îles d'Oues-sant (1 250 habitants) et de Molène (280 habitants) vont être transportées sur le continent pour y être incinérées c'est la solution vers laquelle s'achemine le conseil général du Finistère. Il semble que ce soit le remède le plus simple à la crise des ordures, qui n'épargne pas non plus ces petites îles au large du Finistère. Cette solution a en outre sa logique, dans la mesure où les continentaux, lorsqu'ils font du tourisme insulaire, se font exportateurs de déchets : 10 tonnes de plus par semaine à Ouessant en été. A l'occasion de la refonte de la flotte du service public maritime départemental vers Sein. Molène et Quessant, le conseil général envisage, avec la compagnie Pen Ar Bed, concessionnaire de la desserte, de lancer un nouveau transport de fret qui servira également de bateaupoubelle. Ce qui nécessitera d'installer à Molène et à Ouessant (Sein a sa station d'incinération) une unité de compostage et une déchetterie.

PAYS DE LA LOIRE

Un séduisant carnet de voyage

Au large des côtes vendéennes, l'île d'Yeu attire chaque année des milliers de visiteurs. Les amoureux de ses paysages et des maisons basses de pêcheur ne pourront qu'apprécier le Carnet de voyage réalisé à l'initiative des Pays du pont d'Yeu avec l'Association Loire Océan gîtes et itinéralres, et financé grâce à des subventions du conseil régional. Mieux qu'un guide de poche classique, cet ouvrage invite non seulement à la promenade à pied ou à bicyclette, mais aussi à porter_un regard nouveau sur les pinèdes et les marais, les petites chapelles et les menhirs.

litustré de belle facon par Jean-Pierre Arcile, ce carnet à la présentation originale raconte, en une centaine de pages, la douceur de vivre dans la lumière de l'Atlantique. Il est vendu 45 francs à l'office du tourisme de l'île iplace du marché, 85350 lle-d'Yeu. Tél.: (16) 51-58-32-58).

RHÔNE-ALPES Pour une chimie

plus esthétique

Les fumées et les adeurs sont certes gênantes, mais le public rhônalpin critique surtout la laideur des bâtiments. Cette indication apparaīt dans un sondage commandé par le Groupement des industries chimigues et connexes de la région Rhône-Alpes (GICRA). En effet, cet organisme patronal a obtanu de 94 de ses entreprises-adhérentes. employent 26 123 personnes, qu'elles s'engagent dans des plans quinquennaux d'investissement, en sus de leurs obligations réglementaires, afin d'améliorer leur «image » dans le public. Soixante-six programmes ont été élaborés. pour un montant de 381 millions de francs. Depuis juin 1992, 30 millions de francs ont été investis dans la réduction des effluents gazeux et dans l'amélioration de l'apparence des établissements de production. Alors que l'investissement global de la chimie monalpine s'ast élévé en 1992 à 1.9 milliard de francs, dont 21,8 % étaient déià consacrés à la sécurité. Afin de tenter de mesurer l'évolution des choses le GICRA réalisera six sondages par an, auprès de 330 personnes. L'action en faveur de la beauté des usines semble devoir être de plus longue haleine : une bien courte majorité (50,8 % des personnes interrogées) estime avoir assisté à une amélioration des choses, au cours de l'année écoulée. Le reste du public déplore une dégradation (14,5 %) ou ne se prononce pas (34,48 %).

ASSISTANTES SOCIALES CONTRE ÉLUS LOCAUX

Les missions traditionnelles des travailleurs sociaux et les exigences des conseils régionaux, depuis la décentralisation, ne se concilient pas toujours

ntre les assistantes sociales (AS) et les conseils généraux, rien ne va plus. Confrontées à des situations qui ne font qu'empirer, les AS. insuffisamment nombreuses, ont de plus en plus de difficulté à exercer leur mission. Voici qu'en plus leurs employeurs se mettent à les critiquer! Dans un rapport intitulé les Travailleurs sociaux: crise du recrutement et sormation, l'Assemblée des présidents de conseils généraux, à majorité UDF, estime qu'elles font preuve de nombreuses lacunes dans l'exercice de leur métier (le Monde daté 30-31 mai). Les assistantes sociales se plaignent de n'avoir tiré aucun bénéfice de la décentralisation.

Les lois Defferre ont transféré une partie de l'action sociale aux départements. Ceux-ci emploient aujourd'hui 11 000 assistantes sociales, qui représentent 40 % des travailleurs territoriaux. Les salaires de cette profession, séminisée à 97 %, ne sont pas mirobolants. lls démarrent à 7 700 francs bruts pour plafonner à 12 800 francs en fin de carrière. Les primes ne dépassent guère 15 000 francs nets par an. En revanche, le poids symbolique des assistantes sociales est énorme. Présentes sur l'ensemble du territoire, grâce à un sin maillage sectoriel, elles sont les premiers représentants du département auprès de la population

(lire encadré).

Les conseils généraux ont des missions obligatoires telles que l'aide sociale, mais ils sont libres de les organiser comme ils exemple décider que les permanences vont se tenir à trois ou quatre plutôt qu'isolèment, tenir compte des demandes d'enquête des mairies ou pas, monter des actions de santé publique avec des hôpitaux plutôt qu'avec des médecins libéraux », indique un spécialiste. Or, certaines assistantes sociales regrettent l'époque où le ministère des affaires sociales fixait des orientations nationales que le directeur départemental de l'action sanitaire et sociale se contentait d'adapter localement. «Au moins, nous savions où nous allions, affirment plusieurs AS de la Marne. Aujourd'hui, chaque département élabore sa propre doctrine, et nous fait saire n'importe quoi. Notre conseil général vient de décider que les assistantes sociales généralistes

se chargeraient aussi de l'aide sociale à l'enfance. Il y a une logique à cela : l'unité d'action auprès de la famille. Nous des statistiques sur la misère. sommes censées nous décharger Un tel discours horripile les des tâches administratives sur les secrétaires. En fait, nous faisons le double de travail à effectif constant. Nous allons dans le mur!» Ces professionnelles du

social ont aussi l'impression que les élus ne savent pas tenir un cap. « Quand ils verront que notre surcharge de travail se fait au détriment des personnes âgées, qui sont des électeurs, ils reviendront sur leur décision!», ironisent-elles. Dans certains départements, reconnaissent cerle veulent. «lis peuvent par tains cadres, les orientations changent plusieurs fois par an. «Avant. la DDASS appliquait une politique désinie ailleurs. Aujourd'hui, on réstèchit à ce que l'on sait. C'est normal qu'il y ait des tâtonnements, au début », explique un observateur.

> Les assistantes sociales sont néanmoins nombreuses à contester la légitimité des élus. « Ils n'y connaissent rien! », protestentelles. «Les présidents de conseils généraux sont issus du milieu rural, où la solidarité existe encore. Ils n'ont aucune idée des exclusions urbaines. Ils n'ont jamais rencontré de familles monoparentales, d'alcooliques, de toxicomanes, de prostituées, de sans domicile sixe, de malades mentaux violents!», s'agace une responsable de circonscription. Quant aux administratifs, les assistantes sociales jugent

« inconcevable » qu'ils élaborent une politique sociale «en restant assis dans leur bureau», à lire

élus, qui, pour la plupart, considèrent encore les assistantes sociales comme de dangereuses anarchistes. Leurs assemblées détiennent une légitimité politique, répondent-ils, puisqu'elles ont été démocratiquement élues. L'APCG vient de réagir avec vigueur en attaquant les assistantes sociales sur le terrain du professionalisme. Le manque de confiance qu'elles manifestent à l'égard de leurs employeurs proviendrait d'une « insuffisance de formation en droit constitutionnel ». Ignorant « la mission de service public confiée par la loi au département v. elles seraient incapables de se comporter comme les représentantes du conseil général. Elles seraient plus les porte-parole de la population que ceux de l'institution.

« Ils n'y connaissent rien. lls n'ont aucune idée des exclusions urbaines.» «Elles n'ont pas conscience . des contraintes budgétaires.»

« Heureusement!» remarquent les intéressées. « Nous ne serions plus des travailleurs sociaux, si nous n'essayions pas de résoudre les problèmes des pauvres!, s'indigne Evelyne Davy, l'une des responsables de la Concass, coordination qui a mené plusieurs manisestations pour une revalorisation du statut, durant l'hiver 1991. Et puis. c'est nous qui supportons la réaction des usagers, s'ils n'obtiennent pas satisfaction!" En sait, les AS critiquent les options sociales du département lorsqu'elles leur semblent ailer à l'encontre de leur mission traditionnelle d'assistance. « il leur arrive de protester parce que le département rejuse d'avancer les aides de la Caisse d'allocations familiales, indique Françoise de Gouville, directrice générale de l'action sociale dans la Marne. Elles ne comprennent pas que c'est en effet à la CAF de débloquer ses aides plus rapidement, et nous nous battons pour qu'elle le fasse. » Cette explication ne satisfait pas les assistantes sociales: «Pendant que les institutions sont le bras de ser, les usagers trinquent », constatentelles. a Elles ont du mal à admettre que le département ne puisse pas venir en aide à tous ceux qui le sollicitent car elles n'ont pas suffisamment conscience des contraintes budgétaires », conti-

nue Françoise de Gouville. Pour

Didier Friedlander, secrétaire fédéral de la CFDT-Interco, syndicat majoritaire chez les travailleurs sociaux territoriaux, ce type de critique est « un peu simpliste». Les assistantes sociales sont, avec la crise, confrontées à des contradictions toujours plus douloureuses, juge-t-il. « Elles sont partagées entre le souci de respecter des contraintes budgétaire, qu'elles connaissent, et un

devoir de solidarité qui a toujours été le leur.» Les employeurs des assis-

tantes sociales leur reprochent de ne pas faire « remonter » assez d'informations. Les assistantes sociales estiment qu'au contraire elles ne sont pas suffisamment consultées. « Un jour, un usager qui ne trouvait pas de logement a insisté violemment pour que l'écrive à l'élu, raconte Evelyne Davy. Je rédige une lettre. Le lendemain, tous les travailleurs sociaux recoivent une note de service leur interdisant de s'adresser directement aux politiques! » Ce type d'interpellation irrite en esset les présidents de conseils généraux... surtout lorsqu'ils n'ont pas de logement à offrir! «Les assistantes sociales les mettent dans une situation d'échec qu'ils ne supportent pas, explique Françoise Canipel, directrice de l'action territoriale et de la santé dans le Nord. Prises par la tourmente de l'urgence, elles font souvent remonter les insormations de saçon émotive. C'est ce que certains élus appellent de l'«immaturité ». Pour élaborer des politiques, nous ne voulons pas du «cas par cas», continue cette responsable. Nous voulons savoir combien il manque de logements sur tel secteur, quel montant de nos aldes sert à payer des fac-

visites à domicile.» Les élus locaux, devenus gestionnaires, veulent savoir comment se dépense l'argent, et la décentralisation oblige les assistantes sociales à rendre des comptes. «Au début, elles ont traîné des pieds, car elles avaient peur d'être «fliquées» et de «fliquer » la population, indique un responsable administratif. Mais ce fantasme du contrôle social a un peu disparu. » Pour Michèle Nathan, secrétaire fédérale à la CFDT-Interco, les réticences que manifestent certaines assistantes sociales s'expliquent de deux facons: «D'abord, elles ons trop de travail. Les statistiques passent après les urgences. » Il y aurait 15 % d'emplois vacants dans la polyvalence de secteur, selon le Commissariat général du Plan. «De plus, ajoute Michèle Nathan, les commandes ne sont pas claires. On ne leur explique pas suffisamment pourquoi on veut telle information.»

tures d'EDF, combien il y a de

La décentralisation aurait creusé le fossé entre administratifs et sociaux, constatent plusieurs observateurs. Aux postes d'encadrement, les élus ont embauché du personnel au profil Sciences-Po. Les assistantes sociales deviennent, au mieux, responsables de circonscription

Le rôle stratégique des secteurs

Pour que les besoins de la population scient appréhendés au plus près, une circulaire a prévu, dans les années 60, le découpage du territoire en secteurs de 3 000 à 5 000 habitants. Chaque secteur devait être animé par une assistante sociale et une seule, pour éviter que les familles aient affaire à des interlocuteurs multiples. Cette assistante sociale devait appréhender « de façon globales les problèmes. Pour cette raison, elle a été baptisée « polyvalente ». Aux secteurs se sont ensuite superposées des circonscriptions, unités géographiques de 40 000 à 50 000 habitants, qui constituaient le premier échelon hiérarchique reliant les assistantes sociales aux directions départementales de l'action sanitaire et sociale (DDASS).

Lorsque la décentralisation a confié les services départementaux d'action sociale aux conseils généraux, la sectorisation était solidement établie. La loi du 22 juillet 1983 prévoit que les exécutifs locaux doivent conserver «une base territoriale » à leurs services d'action sociale. Cette obligation a été d'autant mieux respectée que les élus n'avaient nullement l'intention de brader un réseau aussi précieux. Ils ont même parfois resserré le maillage. notamment en milieu urbain.

Partout, ils se sont efforcés de devenir les seuls maîtres à bord. Dans les années 60, l'Etat avait concédé la responsabilité du social à plusieurs institutions. La sectorisation a donné lieu à un véritable patchwork. Les assistantes sociales polyvalentes de secteur dépandaient tantôt des communes, tantôt de la caisse d'allocations familiales (CAF), de la mutualité sociale agricole (MSA), de la caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) ou de la DDASS. Les conseils généraux ont estimé qu'ils pourraient difficilement mettre en œuvre leur propre politique si cette multiplicité d'acteurs aux stratégies différentes restaient en place. Depuis cinq ans, ils dénoncent les conventions qui les liaient à ces organisations. Quelque deux mille assistantes sociales sont encore employées par la CAF ou la MSA, auxquelles les départements reversent une partie des salaires. Parfois, ce sont ces organismes, aux prises avec leurs impératifs budgétaires, qui bousculent les départements afin de récupérer leur personnel.

R. Rs.

(lire encadrė). Seuls, deux ou trois anciens éducateurs sont aujourd'hui directeurs départementaux de l'action sociale. Pour renouer le dialogue, la CFDT-Interco préconise la présence de travailleurs sociaux à des postes d'encadrement. « Les anciennes conseillères sociales mettaient de l'hulle dans les rouages parce qu'elles savaient faire le relais», insiste Michèle Nathan, qui s'est battue, l'an dernier, pour que soit créée une catégorie A dans la filière sani-

taire et sociale. Certains estiment que la formation universitaire réclamée par l'APCG donnerait aux assistantes sociales la possibilité d'accéder à un meilleur statut. « Quand j'entends dire qu'il faut rensorcer la comptabilité et la gestion, je m'inquiète, car je crains qu'on ne diminue la sociologie et la psychologie», prévient Evelyne Davy. Michèle Nathan craint que l'on ne « remplace les sociaux par des administratifs plus soumis aux politiques». Alors, la formation résoudrait les problèmes des assistantes sociales et de leur hiérarchie. Mais pas ceux que génère la

pauvreté.

Rafaële Rivais

Danielle, responsable de circonscription

a Si je n'avais pas eu cinquante ans, jamais je ne serais restée à ce poste i », s'exclame Danielle, responsable d'une circonscription de Châlons-sur-Marne. Pourtant, elle s'entend bien avec le personnel, qui l'apprécie. Mais la responsabilité que le conseil général fui a confiée, « du jour au lendemain, sans préparation», est parfois lourde à assumer. « Avant la décentralisation, je conseillais les assistantes sociales, l'animais des réunions. Maintenant, je contrôle. Je dois attribuer des notes, qui comptent pour la distribution des primes. Je dois, surtout, relire tout ce que

les AS écrivent. Les assistantes sociales reçoivent les personnes en difficulté, les écoutent, évaluent leurs besoins. Elles les aident à remplir des demandes d'aides financières (destinées au département, aux caisses de secours de la CAF ou des ASSEDIC, au Secours populaire et au Secours catholique...), qu'elles accompagnent d'une lettre de motivation. ell ne faut pas manifester d'émotion ni faire état de considérations personnelles, parce que ces courriers engagent la responsa-

bilité du conseil général», indique Danjelle, Lorsque l'usager n'obtient pas satisfaction, il arrive que les AS, exaspérées, protestent avec une certaine viruience. Alors, Danielle les prie de reformuler leur demande avec plus de neu-

Parfois, ce type de contrôle suscite quelques frictions. « L'assistante sociale n'est pas contente lorsque je lui interdis de s'emporter contre un huissier qui menace une famille d'expulsion. Il lui est difficile d'exposer sereinement les raisons pour lesquelles elle lui demande de ne pas intervanir », explique Danielle.

Les assistantes sociales ronchonnent, mais elles disent comprendre les impératifs de Danielle. « Tout a changé avec la décentralisation, et Danielle n'a pas le choix. Heureusement, d'ailleurs, que nous avons affaire à elle l'Elle sait ce que c'est que le travail social, car elle a exercé notre métier. Elle nous défend auprès de la hierarchie. Si on la remplacait par une administrative, ça se passerait très mally

A STATE OF THE STA

and the state of t

Samuel Contract of the Contrac

4 4 3 4 4 4

ATTEMPT TELEPHONE

is a family that we

ार्थक अने काली का जो प्रतिहेती ।

1. 中国中国1.1200 福田斯西西亚

and the second s

والمراقع المعتبية والمنافع والمراجع والم والمراجع والمراجع والمراجع والمراجع والمراجع والمراجع والمراج

The state of the s

The property of the second

A STATE OF THE STA

·프 노·숙낙-4

그. - 그 사무했답다 함께요.

The part that the same of

The Control of the second seconds for the

alendar et al. Santafera († [†]

中国 经第三式的

· maniger of the property of the second of t

Litip in qui onbace a ser autre de la principal de la principa

ibaratanta sociale 8.

Sould bont évilet de

diterloculeurs multiple (

assistante sociale e

apprehender « de face.

les problèmes

collo raison, elle a été le

ser a politialente, Au-

eurs se sont ensure

Dosees des circonscipi.

unités géographiques.

41) 000 4 50 000 habe

gur constituaient le pe

échelon hiérarchique e-

les assistantes sociale:

directions départements.

Laction sanitaire et le.

tion a confie les sais

departementaux dag

sociale aux conseis gave

la sectorisation ear sec

ment etablie Laloroug

lot 1983 prevon que te

Cultis locaux des

Conserver a une base and

TO a mis leurs services for

Sociale Cette obligatione

a union men page:

in a cites in availant rules

i interation de praderinge

allogi interient le onde

marin si resserre le meter

ស្មានប្រជាពុក្យ ខា កាម្យាន្ត

consider the second is a

imations a bord **iss**e

ាក្រក់បុ≥ 60 ម៉ាន់អ

authoritie la respond能量

នសាស ការ៉ា ម៉ាងទាស់មានី មិនិក្សាថ្

Lin 😽 Lifernsahen amele:

nom - erstable passuat 墨

J: - - 1 101795 3006年時間

Section is sected with

the third desiremmus, and

the company of AFI de bits

and proceeds agricola italia

to 19850 primare de

nama - maladie (CPAMA

... DE ASS Les conseils

the same days.

nament addictioned not

contract to their propre pole

erette multiplicité d'a

: strategies different

· the other place Depte.

and the denoncentees.

to the gar les haient à 🕮 .

managens Oreidas dec.

............. sociales

rengional employees pre-

Sentant 1987 " The sentant of the se

phy artements receive.

phone the salares Pais

the surface of the su

ingstagens av et leurs 🖷

formittetters qui best

The state of the s

seuk B

ः व्यवस्थात्रम् स्थापनारम्

" Ut 115 52 301 5

Lorsque la décenna

(DDASS)

Smilles arent affairs.



dédétal de la Child l'Interce, syndicat majoritaire chez les travailignes was and territoriand, ce ्रिक्ष्य चेट देशसञ्चाट द्वर्ध । ५४४ १५ ५ ५४५ estate. The assistantes sociales soul, avec la cuse, confrontees a der cadadelpes tonoms plus dealegreases, juge-t-il. « Mis-Committee of the committee of the committee of and the state of t and her commission of an द्वह । क्षेत्रक संबंध अभीतिकारी वृक्त के राज्य स्थान the state of the

Didier briedlander, secretaire

the employeurs des assistanteer autile jan reprechent de no par lang community same d'offernations des assistang executes existent quancountries class as sent pas suffisumment consultees. On your OR UNIGHT MIL TO PORTH FOR THE Companie ne la lineale desferimente there are contained from taxing to Trepine Days in white one his the leading the accuracy CONTRACTOR SOLDERS DESCRIPTIONS HERE and the same in the attention at the and process describe the strains points where to the type districtly characters. mate en effet les prendents de consess generals authorisies que de grant pas de legement a effect of an assistant conduct. A - MARKET SAME AND MARKETS with his grade me appreciate pass. explique française Campel. december de l'action leminateriale et de la sante dans le Nord Property in Examine the decide Shirt I was high white the highest ger and influendation and beginn proper Course gar entires and appelled to the comme The Part of the Contract The second secon were per our continue cells Burganganghia Burgan analota nasisi and the state of t the last transfer of the last the second of the

Participate and makes a character of the contract of the contr diameters that diameters and the state of t the and there below, but have a things for the property of the same Antistation of the interest of the transfer of the first of the first of the first of the contract of the cont Compression of the complete of The second of th The second of th in Ambitation in this contract to the con-The second secon Secretaria de la composición del la composición del composición del la composición del l The day is the the state of the s eranosto algunt agrificadas providentes e providentes e entre entre entre entre entre entre entre entre entre e

The talk of the program of the discountry of

the state of the s

alter with that is proceed the

The state of the s

Committee of the second of the

Company of the state of the sta FOR THE STREETS OF TH the state of the s The same of the sa Extract to the second of the s The state of the s The state of the second A COMPANY OF THE STATE OF THE S THE STATE OF THE STATE OF type control and the second second The state of the s والأمراء المستحديق ومعيم يسهما الإراج and the last of contract matter than the the state of the s Service to the service of the servic

Le rôle **PORTRAIT** stratégique

La Brésilienne de Chanteloup-les-Vignes

«Mara, c'est le thermomètre de la cité : quand je veux savoir si les ieunes vont bien, c'est elle que j'appelle », confie Pierre Cardo, maire (PR) de Chantelouples-Vignes (Yvelines), à propos de la directrice du Centre des pratiques communautaires et de la citoyenneté (CPCC). «Et pourtant, la première fois que je l'ai rencontrée. On s'est «enqueulés», se souvient le « tombeur » de Michel Rocard aux demières législatives. Un peu comme un mec de droite qui sent la gauchiste en face la

Gauchiste? Depuis que Mara Maudet a débarqué à Orly un beau jour de 1981 comme réfugiée politique, l'adjectif lui colle à la peau. Née dans les années 50 à Sao-Paulo dans une «famille très comme il faut », ce joli brin de rousse à la voix chaleureuse, élevée chez les bonnes sœurs, n'a pas oublié l'époque pas si lointaine où a toute l'Amérique du Sud était sous la botte des générauxa. C'est à l'âge de dix-huit ans que s'éveille sa conscience politique, le jour où son cousin lui fait comprendre que « les pauvres ne sont pas transparents ».

Instruction civique

Vicines.

Nantie d'un mastère de sociologie urbaine et d'une expérience communautaire menée dans les favelas brésiliennes, la ieune femme se retrouve en 1982 animatrice à la cafétéria de... Conflans-Sainte-Honorine I Mais très vite, elle s'aperçoit que ses idées ne sont pas du goût de l'ancien patron du PSU. Qu'à cela ne tienne : elle ira les mettre en pratique dans la cité voisine, fûtelle dirigée par un jeune maire libéral fraîchement élu. Ainsi rallie-t-elle le 14 juin 1983 le club de prévention de Chanteloup-les-

L'histoire de cette bourgade de 2 000 âmes sur laquelle des édiles parisiens ont greffé dans les années 70 une cité de 8 000 déracinés venus des bidonvilles de Nanterre, lui rappelle d'emblée les « villes satellites» qui encerclent Brasilia : «La seule différence, c'est qu'au Brésil je travaillais avec des cathos de gauche, alors qu'ici 90 % des gens sont musulmans. » Mara Maudet, adepte de la

maleutique socratique, entreprend «d'accoucher» les esprits. La ville de Pierre Cardo devient donc le champ d'application privi-

légié d'une expérience directement importée des favelas, théorisée par Paolo Freire, initiateur du mouvement communautaire au Brésil. A 100 lieues des idées du Parti républicain... Heureusement, le maire, connu pour son indépendance et son ouverture d'esprit, n'est pas du genre à s'embarrasser de considérations partisanes I

« Conscientisation » et « participation populaire» sont les deux phases de la méthode. Dès 1984, sous la direction de leur « bonne fée » brésilienne, six adolescents, tous scolarisés, commencent à « conscientiser » le mercredi après-midi, un peu comme Monsieur Jourdain faisait

Au programme: instruction civique (qu'est-ce qu'une mairie? Comment fonctionne la Sécurité sociale? Pourquoi l'école latque?...) et débats autour d'articles de journaux. « Comme on ne pouvait pas en rester au stade de la parole, explique Djamila Elmoumni, aujourd'hui bras droit de Mara Maudet au CPCC, on a fondé Mini-Loup en 1986 la Une association où les aînés proposent aux 6-15 ans une aide aux devoirs et des sorties pendant les vacances.

Le système était enclenché depuis, sur le même principe, les femmes de la Noé ont créé Mamie-Loup, pour venir en aide aux personnes âgées et Baby-Loup, crèche associative. Autant de structures regroupées sous la bannière du CPCC. Dernière pierre à l'édifice : le mouvement des familles de France qui, outre des réunions d'information destinées aux mères de famille, propose aux pères de se retrouver chaque soir, autour d'un verre de thé à la menthe, pour une partie de cartes ou de dominos.

Actuellement, la « galaxie

CPCC », qui emploie 30 salariés, dont 27 habitants de la cité, fonctionne avec un budget de 3,2 millions de francs : l'État, la mairie, le département et le FAS sont les principaux bailleurs de fonds. Par-delà les chiffres, i reste un mystère : le succès de la Brésilienne de Chanteloup-les-Vignes tient-il davantage à sa force de persuasion... ou au pragmatisme de Pierre Cardo, qui avoue en riant : «Je n'ai pas encore tout compris de ses idées... Mais je suis assez partisan de ses méthodes i »?

Philippe Baverel

LIVRES

LA TERRE **DU BIEN-VIVRE**

'AIME ces magnifiques

L'ARMAGNAC, UN PRODUIT, UN PAYS Herges-Presses universitaires du Mirail, Toulouse. 188 p., 110 F.

adultes du « grand has », du « bas » ou de la «Ténarèze», millésimés ou non». écrit, avec un enthousiasme presque juvénile, Fernand Cousteaux. journaliste épicurien et auteur d'une préface inspirée d'un ouvrage collectif sur l'armagnac. L'action se situe autour du département du Gers, sur les terres de l'ancien comté d'Armagnac. Les auteurs, tous des universitaires, géographes, historiens, sociologues ou économistes, ont voulu en six chapitres étudier les réalités de ces pays qui tirent leur identité aux foudres de chêne dans lesquels vieillit ce fameux armagnac, pourtant moins célèbre que son rival, le

Henri Polge, ancien archiviste à Auch, estime que le nom d'Armagnac apparaît pour la première fois dans l'histoire au dixième siècle. La Constituante créa un éphémère département d'Armagnac. Mais c'est le 25 mai 1909 que le président de la République, Armand Fallières, décréta les limites, encore en vigueur, de la zone d'appellation armagnac. En fait, le succès de cette production remonte à plus loin dans l'histoire. Sous Henri IV déjá, les Hollandais viennent chercher l'eau-de-vie par les rivières. Dès cette époque se distille l'essentiel de la production des vignes.

Introduit à la cour du roi de

France par la marquise de Livry, l'armagnac traverse la Révolution sans coup férir. Il profite même des nouvelles techniques de distillation pour partir à la conquête de marchés ouverts par les guerres révolutionnaires. En 1873, le département du Gers est le cinquième de France pour les superficies de vignes plantées. Mais, en 1890, ce même vignoble est pratiquement anéanti par le phylloxera. Dès lors, les républicains, qui ont remplacé les bonapartistes à la tête des institutions locales, vont essaver de diversifier les productions viticoles, tout en donnant à musserie de se plaindre. La l'armagnac un cadre juridique demeure de la romancière, reconnaissant le savoir-faire hérité dit-il, est « amusante comme un de cinq siècles d'histoire, du temps couvent des frères moraves. C'est où les hommes produisaient lein du chemin de fer (...). avec I'u avgo ardent ".

n'est pas parvenue à mettre sur ne me va pas ». Sylvie Delaigue

pied un puissant mouvement coopératif. Aujourd'hui, le vignoble d'Armagnac représente encore plus de 12 000 hectares, à cheval sur les départements des Landes, du Gers et de Lot-et-Garonne.

éclatée

En termes de volumes de vente, l'armagnac ne soutient pas la comparaison avec son voisin, le cognac : 1/10° à la fin des années 70, 1/20 aujourd'hui. L'armagnac rétrécit et a du mal à sortir de l'Hexagone, Le cognac progresse et assoit sa fortune sur le marché

Les structures de production de l'armagnac, trop éclatées, parcellisées, interdisent de rêver d'une productions agricoles, l'organisa-

reprise. Tributaire de producteurséleveurs plus soucieux de leur image familiale que de la cohérence de la filière, victime de la réduction continue des surfaces cultivées. l'armagnae n'est pas arme pour affronter la concurrence internationale.

Mais l'armagnae est auss: victime de ses propres limites. Il se cherche et ne se trouve pas toujours. Témoin la querelle des alambies. Entre le charentais à double chauffe, qui garantit une production très pure, et l'armagnacais à distillation continue, les producteurs n'ont pas voulu choisir. Moralité : l'armagnae, qui veut copier le cognac, perd dans sa partie de sa raison d'etre.

On s'interrogera auss: sur l'intérêt de présenter l'armagnac sous les appellations «château». «domaine»... jusqu'ici réservees aux grands vins. La qualite d'une eau-de-vie dépend plus de ses assemblages et des techniques de distillation que des qualités intrinseques d'un seul terroir. Le livre est riche de savantes

analyses sur la demographie, les

tion sociale dans des terres restées jalouses d'une certaine tradition et qui, pour la circonstance, se sont même forgé une image, des syinboles, dont la cohérence et l'efficacité ne sont pas toujours évidentes. L'armagnae c'est, à en croire l'iconographie officielle, un climat, nécessairement « tempéré et equilibre ... des paysages cultivés, aux rondeurs toscanes, disent les plus empresses. Un patrimoine bâti, fait de vieilles demeures longiemps laissées à l'abandon. Le bien-vivre compris comme l'art de la table et des victuailles riches en calones. Les Gascons, enfin, whenly co. - indomptables, individualistes »

Mais, derrière ces enluminures persistent des réalités autrement moins attacliantes. L'armagnac est d'abord une affaire d'hommes qui relèguent les femmes aux cuisines et au noutrissage des volailles et des bestiaux. C'est une affaire d'hommes murs. qui interdit à la jeunesse du cru la possibilité de montrer sou savoufaire. Et cette culture-là n'est pas sans conséquence sur le devenir des terroirs armagnacais.

Gérard Vallès

JOURS TRANQUILLES

L'ÉVENTAIL DE GEORGE SAND de Sylvie Delaigue Edition Lucien Souny. rue Palvery, Limoges. 302 p. 160 F.

L'éventail de George Sand est l'un des objets fétiches du Musée Renan-Scheffer, rue Chaptal à Paris. Il a été peint en 1836 à Nohant, dans le département de l'Indre, par Auguste Charpentier qui a gentiment caricaturé, dans un décor champêtre de roses et de collines, les amis de la romancière : Delacroix, Liszt, Arago et, bien sûr, Chopin, l'amant de l'époque. Quelque temps plus tard, la galerie de portraits se serait élargie : tout le siècle, de Balzac à Tourgueniev et Flaubert, a fait un jour ou l'autre le voyage de

d'amitie attentive dont seul Théophile Gautier eut ensuite la des chiens qui me faisaient peur. Le vingtième siècle n'est guère La nourriture est bonne mais il y favorable à cette eau ardente: elle a trop de gibier et de poulets. Ça

Pour un bain de nature et

a choisi ce titre, l'Eventail de George Sand, pour ecrire une reconstitution de ce demi-siècle qui a fait du château berrichon de George Sand (en réalite une grosse maison bourgeoise devenue aujourd'hui l'un des monuments les plus visités de la région) un lieu majeur du romantisme. En partant des correspondances, des écrits, des journaux intimes des uns et des autres, elle a reconstitué, dans un éventail de personnages et de moments forts, l'esprit du lieu, les soirées, les rencontres et les

tait la présence du tonitruant Balzac. Liszt était volontiers jaloux de la tendresse qui unissait sa maîtresse, Marie d'Agoult, à George Sand. La fille de George. Solange, y apparait comme une petite peste qui essaie son charme naissant sur le pauvre Chopin déjà presque moribond.

dialogues. Et aussi les déchire-

Delacroix, le silencieux, évi-

ments de ce microcosme.

contre les tragédies du temps. Sand. Et pas toujours des moin-Après les journées de juin 1848, George Sand y a revient d ses moutons » car elle « ne croi: plus Dupré, Guillaumin, - la famille à l'existence d'une République qui commence par tuer ses prolè- Friesz et Picabia. taires v. « Le règne du mal sera long ., pense-t-elle. C'est l'épo-

que de sa collaboration avec Pierre Leroux, de sa correspondance avec Cabet, mais aussi avec Marx et Bakounine Sylvie Delaigue, dans son

précèdent ouvrage, Chronique de sept etés, avait déjà observé que c'était à Nohant que Chopin avait composé le meilleur de son œuvre. Entouré du soin et du silence que George Sand organisait pour ses visiteurs. « Quelle nature ' Quelle (orce) s'exclamait Flaubert. Et personne en même temps n'est d'une société plus calmante. Elle vous communique quelque chore de sa sérenite. »

L'esprit du lieu a aussi inspiré un autre ouvrage. Sur la peinture celui-là, chez le même éditeur. Christophe Rameix a exploré la « vallée des peintres ». la Creuse entre Gargilesse (Indre), l'autre village de George Sand, et Fresselines (Creuse) où le poète Maurice Rollinat amena Claude Monet. Lequel peignit plus d'une vingtaine de toiles dans ce pays « d'un ditticile inoui's, où, écrivait-il, s plus je vais, plus j'ai du mal à rendre ce que je voudrais v.

Christophe Rameix recense quelque trois cents artistes venus pendant un siècle (1850-1950) visiter et poser leur Nohant est ausi le refuge, chevalet dans le pays de George dres : les peintres de l'Ecole de Barbizon - Rousseau, Troyon, Osterlind et jusqu'à Othon

Georges Chatain

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

Le MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE et le CONSEIL RÉGIONAL (D.R.A.C.)

recrutent le

DIRECTEUR

de DOMAINE MUSIQUES RÉGION NORD PAS-DE-CALAIS - LILLE ayant une première expérience réussie dans le domaine culturel. Missions:

- 'En charge d'une mission prioritaire de coordonnateur régional pour la musique, il bâtit un plan annuel d'actions sur proposition des responsables de départements : Patrimoine - Pratiques musicales - Musiques actuelles - Création -Formation spécialisée.
- En collaboration avec l'administrateur, il élabore et contrôle le budget annuel de l'association.
- Il a autorité sur l'ensemble du personnel et est responsable du fonctionnement de l'association devant le conseil d'administration.

Profil:

- Formation supérieure (avec dérogation pour expérience professionnelle).
- Connaissances administratives et techniques affirmées

ayant trait au domaine de la musique.

Très bonne culture musicale. Capacités d'organisation incontestées.

Sens aigu des relations humaines au service d'une double fonction de médiateur et de directeur d'équipes.

Adresser lettre de candidature manuscrite, curriculum vitae et prétentions à Madame la Présidente de

Domaine Musiques Région Nord Pas-de-Calais 2 rue des Buisses - 59800 LILLE

avant le 1^{er} octobre 1993



L'ORCHESTRE **PHILHARMONIQUE DE STRASBOURG**

Recrute pour entrée à convenir

SON DIRECTEUR

DU MARKETING

Ce poste exige une parfaite connaissance du domaine musical national et international, et une grande propension aux démarches commerciales. La parfaite maîtrise du français parlé et écrit, de très

bonnes connaissances de l'allemand (parlé et écrit) et de bonnes notions d'anglais sont indispensables.

Dépôt des candidatures (date limite : 15 octobre 1993) et renseignements complémentaires (profil, missions et rémunération) auprès de :

Palais de la Musique et des Congrès Place de Bordeaux/Wacken

ET DE LA COMMUNICATION

Une expérience probante dans un poste similaire serait

un atout majeur.

L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE STRASBOURG

67082 STRASBOURG CEDEX Tél.: 88-52-14-00 Fax 88-37-09-43

Le département du Territoire de Belfort recherche un chargé de mission aménagement

Placé auprès du directeur general adjoint chargé de l'amenagement, il sera plus particulièrement investi-

- des grands sites départementaux (Malsaucy et zone
- de loisirs) - propositions d'aménagement, de gestion et suivi :

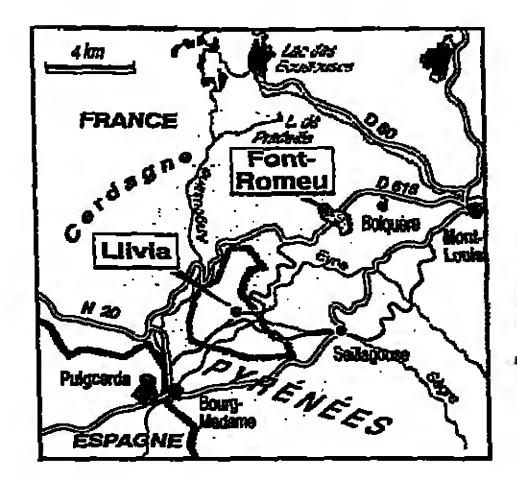
axes tels que Beifort-Montbéliard et Belfort-Delle.

- coordination des différents services intervenant : - interlocuteur privilègié des partenaires concernés exterieurs du département.
- o des grands dossiers d'aménagement du Territoire, notamment participation à la réflexion sur l'aménagement des
- du suivi de l'élaboration des plans d'occupation des sols des communes: initiative et coordination des propositions départementaies à formuler en fonction des grandes priontés départementales
- de quelques grands dossiers ayant des repercussions sur le devenir du Territoire (exemple : suivi des activités locales de la

Enfin, il participera à l'aménagement des zones industrielles. d'un point de vue paysager

Ce poste fait nécessairement appel à des competences dans les domaines que sont le paysage et l'urbanisme (aménagement urbain et de l'espace) et s'adresse à des candidats de formation bac - 4

Candidatures à adresser à M. le président du conseil général du Territoire de Belfort Hôtel du Département Place de la Révolution-Française 90020 Belfort Cedex.



NT-ROMEU

Le village trop vite grandi

ONT-ROMEU n'est pas une ville frontière. La frontière, c'est la Cerdagne, et Font-Romeu, sa capitale. » A 90 kilomètres de Perpignan, on pénètre sur des terres fières, un plateau qui s'étend sur les flancs des Pyrénées-Orientales. « Pour nous, il n'y a jamais eu de frontlère physique. Quand on veut distinguer le côté espagnol, on parle de Cerdagne sud. C'est le catalan qui unit les gens des deux côtés de la frontière», souligne Françoise Delcasso, responsable de la chambre de commerce et d'industrie de la Cerdagne fran-

Niant une réalité géopolitique imposée depuis trois siècles, la Cerdagne n'en finit plus de maudire ce traité des Pyrénées qui institua en 1659 son partage arbitraire en deux par une frontière. Ce riche plateau à 1 300 mètres d'altitude, cerné comme un îlot par les barrières rocheuses, fut en effet l'objet d'un étrange marché. Après sa défaite lors de la bataille des Dunes en 1658, l'Espagne dut céder le Roussillon et la moitié de la Cerdagne à la France. C'est ce partage que scelle le traité des Pyrénées qui mit fin aux hostilités franco-espa-

gnoles. Mais la frontière n'a jamais vraiment existé dans les esprits. Il failut attendre 1866 pour que les bornes séparant les deux pays soient définitivement posées. Le traité ne fut effectivement normalisé que sous Napoléon III, soit deux cents ans plus tard. La frontière demeura pourtant fluctuante: les familles séparées continuaient à travailler de part et d'autre et les paysans la franchissaient sans rencontrer de douanier. La Cerdagne, toujours réfractaire aux autorités nationales, sut cacher bien des opposants : les républicains espagnols d'abord, les résistants français ensuite. Ce ne fut que sous la période la plus dure du franquisme que le frontière, dûment fermée, se fit sentir, cassant ainsi une solidarité de

L'or blanc a tenté d'effacer. d'un coup de spatule, la ligne de pointillé, grâce aux forfaits uniques proposés par les stations françaises et espagnoles des Pyrénées-Orientales. Mais la concurrence économique aidant, si cette frontière n'est pas présente dans les cœurs, elle

l'est devenue dans les faits, comme l'illustre l'histoire de Font-Romeu

Le site fut d'abord limité à une église, Notre-Dame de Font-Romeu, célèbre lieu de pèlerinage dès le quinzième siècle, où les croyants venaient vénérer la Vierge au lieu-dit l'Ermitage. La légende raconte qu'au onzième siècie, le taureau d'un berger blessé découvrit, en grattant le sol de son sabot, une vierge noire. Le lendemain, les blessures du berger avaient miraculeusement disparu. La vierge est restée objet d'adoration, et des processions sont organisées chaque 8 septembre pour la descendre au village.

Un petit train jaune, toujours en activité, qui serpente à 30 kilomètres à l'heure au flanc des montagnes, va venir modifier la quiétude de ce paysage. La Compagnie des chemins de fer du Midi décide, en 1910, de construire le Grand Hôtel, à Font-Romeu, pour fixer sa clientèle. La gigantesque bâtisse, échouée sur le massif de la Calme, accueille une clientèle riche qui vient prendre le grand air et s'initier aux joies de la neige. Après la première guerre mondiale, un sanatorium s'installe non loin de là. D'autres maisons de repos ou de cure vont suivre, imitées par des chalets de montagne quand les pistes s'équipent en remontées mécaniques.

La frontière n'a jamais vraiment existé dans les esprits. ll a fallu attendre 1866 pour que les bornes séparant les deux pays soient définitivement posées

L'or blanc déferle sur ces montagnes au climat clément et au site sauvage. Les promoteurs ouvrent des chantiers et la petite station voit naître, dans les années 70, des immeubles collectifs. La commune, qui compte 3 200 habitants et s'étend sur 2 200 hectares, est éclatée en trois centres : Font-



Romeu, proprement dite, la station touristique et sportive sans grand charme, Odeillo, le bourg administratif, qui abrite les services municipaux et l'école, et Via, le bourg agricole, qui a conservé ses bâtisses en granit.

Avec une capacité d'accueil de 18 000 lits, Font-Romen concentre les deux tiers de l'hébergement de la Cerdagne. L'onverture du tunnel du Cadi. en 1984, a mis Barcelone à deux heures de route et fait de

la Cerdagne un lieu de villégiature privilégié de la Catalogne. Conséquence de cet engouement, les achats de terrains et les demandes de permis de construire émanent de promoteurs espagnols. En 1991, plus de 60 % de la clientèle de Font-Romeu vient de l'autre côté des Pyrénées. Mais la crise économique et la dévaluation de la peseta en novembre 1992 ont freiné cette vague touristique. Utilisant sa situation d'altitude et son ensoleillement, Font-Romeu a alors tenté de diversifier

ses activités.

Le climatisme représente, avec environ 1 200 emplois, un secteur non négligeable dans l'économie de la Cerdagne. Font-Romeu est, là encore, en position dominante, avec une quinzaine de maisons pour enfants. La ville s'est en effet spécialisée dans l'accueil des enfants asthmatiques, et les établissements se sont dotés d'un matériel performant. De nombreuses familles sont venues s'installer sur les flancs du mont Calme pour que leurs petits apprennent enfin à respiret. « C'est un secteur qui pèse dans une région de montagne, mais peu de gens connaissent Font-Romeu pour ses établissemenis de cure », regrette Francoise Delcasso. Pour valoriser cette activité, les établissements se sont réunis en association et ont créé un Centre médical d'observation bioclimatique (CMOB).

L'altitude a aussi attiré les sportifs qui souhaitent améliorer leur consommation en oxygène. En 1967, les pouvoirs publics ont décidé d'y construire un Centre national d'entraînement en altitude, en vue de la préparation des Jeux olympiques de Mexico. Installé au-dessus de l'Ermitage, dans

une pinède, le centre organise des stages de haut niveau et collectionne les hôtes célèbres. L'équipe de l'Olympique de Marseille, comme des clubs espagnols, viennent régulièrement s'y entraîner. Le lycée Pierre-de-Coubertin est venu se greffer au centre sportif. Cet établissement accueille les enfants en cure et s'est spécialisé dans le sport, avec onze sections sport-études. Ses responsables souhaitent ouvrir une section européenne en classe de quatrième et une sixième trilingue. Les jeunes Espagnols sont de plus en plus nombreux à s'inscrire, beaucoup se faisant

domicilier à Bourg-Madame. Décidément attirée par le soleil, Font-Romeu s'est aussi lancée dans l'industrie avec le four d'Odeillo. Difficile d'éviter l'immense édifice incurvé, garni de dix mille miroirs, qui fait face à la station. Avec le four de Mont-Louis et la centrale Thémis, c'est la troisième installation de recherche solaire dans un rayon de vingt kilomètres. La Cerdagne française, qui connaît un ensoleillement élevé, s'est spécialisée dans ce secteur à la suite du premier choc pétrolier en 1973.

Après une première phase de production d'énergie, abandonnée parce que trop coûteuse, le four d'Odeillo a été transformé en équipement de recherche. « Nous travaillons aux simulations de phénomènes, comme la rentrée dans l'atmosphère d'un vaisseau spatial, avec des expériences pour la susée Hermes, ou les essets thermiques d'une explosion nucléaire », explique Jean-François Robert, ingénieur qui gère le four. Une centaine de personnes travaillent dans ce laboratoire du CNRS, classé récemment laboratoire européen en partenariat avec les universités de Perpignan, Montpellier et Barcelone. Le développement du tourisme industriel aidant, il est devenu la première attraction de la région, drainant 80 000 visiteurs par an.

Les atouts ne manquent pas pour cette région de montagne. Mais la crise, avec ses accents particulièrement aigus en Espagne, commence à avoir une influence sur l'économie locale. Les élus tentent depuis trois ans d'initier une coopération transfrontalière. S'appuyant sur les programmes de la Commission des communautés européennes. des projets de partenariat voient le jour. Estavar et Llivia. l'enclave espagnole, organisent en commun un festival de vidéo, des rencontres sportives et prévoient de construire un complexe sportif. D'autres initiatives prévoient le balisage des chemins de randonnée on la construction d'une usine de retraitement des eaux espagnoles et françaises à Saillagouse. Plus ambitieuse, une opération de 330 appartements grand standing, La Pleta, doit débuter à Font-Romeu en octobre. Un promoteur espagnol veut reconstituer un village catalan et souhaite ainsi attirer

la clientèle aisée de Barcelone. Petit village qui a trop vite grandi, Font-Romeu vit dans le regret des belles années 70. « Les Romeufontains ont connu une période saste, où il ne sallait pas faire beaucoup d'efforts pour capter la clientèle. On a fait de l'argent facile », souligne Francoise Delcasso. Un constat partagé par le directeur de l'office du tourisme, Christian Portello, qui regrette la frilosité des hôteliers. «Ils vivent sur leur notoriété, repliés sur euxmêmes », note-t-il. Le produit touristique est resté le même le ski l'hiver, les randonnées l'été, deux activités qui devaient se suffire à ellesmêmes.

« Les gens n'ont pas compris qu'il fallait jouer la carte de Barcelone: ils traitent la clientèle espagnole comme la française ! », s'indigne Claude Dupuy, directeur du four solaire. Ici. restaurants ferment tous à 21 heures 30, des horaires particulièrement inadaptés pour

les Espagnols, habitués à des

tythmes plus tardifs. « Aujour-d'hui, il faut imaginer d'autres prestations. Avec la proximité de l'Espagne, il y a un marché à travailler, mais il faudrait adapter les produits touristiques à cette clientèle qui vient surtout le week-end », reconnaît la directrice de la CCI.

Mais la ville, malade d'une crise financière, n'arrive pas à trouver un second souffle, Font-Romeu fait en effet partie de ces communes dont le surendettement hypothèque tout renouveau possible. Elu en 1989 face à une équipe sortante déchirée, Pierre Bosselut, maire (sans étiquette), a trouvé un trou de 42 millions. La municipalité précédente avait contracté des emprunts pour engager les travaux de modernisation de la station, sans calcul réel des possibilités de remboursement. Résultat, en 1989, la dette s'est élevée à 170 millions, avec des annuités dont le montant absorbe 80 % du budget de la mairie. « C'est seulement en 1991 que la commune s'est rendu compte de l'étendue des problèmes », avoue M. Por-

La nouvelle équipe a cru pouvoir résoudre la crise en augmentant progressivement les impôts: 23 % en 1990, 44 % l'année suivante. Mais cela n'a pas suffi à assainir les finances municipales. Le budget 1992 est en déséquilibre et la chambre régionale des comptes exige un plan de redressement, assorti d'une nouvelle hausse des impôts de 63 %.

La pression fiscale devient telle qu'elle provoque un mouvement de protestation des riversins. Le 29 mars, un collectif des Romeufontains (CRF) se crée pour exiger une renégociation de la dette. « Le maire a joué la politique de l'autruche depuis quatre ans. Résultat, les impôts ont été multipliés par trois! C'est devenu un luxe d'habiter ici », s'indigne Edmond Harié, président du CRF. Le maire se défend de tout attentisme en expliquant que, grâce aux bénéfices obtenus par la régie des remontées mécaniques, 20 millions ont pu être remboursés et un nonveau prêt vient d'être accordé par les

La ville, malade d'une crise financière, n'arrive pas à trouver un second souffle et son surendettement hypothèque tout renouveau

World!

14.2

-11 --- 24: --- = 5.4

The same of the same of

The second of the second of

firet - ca gt

99 CE14

C 725

A T W. Land St. V. La Ed . Manh

amme genig

思想证

Convaincu de ces efforts. Pierre Bosselut supporte mal la contestation et refuse le dialogue avec le collectif, « M. Harlè a rallié une bonne partie de la population et des commerçants. Au lieu de travailler avec eux. M. Bosselut s'est braque ». regrette Mme Delcasso. Entre les deux parties, le ton est monté. « C'est surement du collectif que sortira la liste opposée au maire », assure la responsable de la CCI. En attendant, le buget 1993 est toujours en suspens à la chambre des comptes. Au cabinet de M. Hoeffel, ministre délégué de l'aménagement du territoire, on assure qu'une nouvelle augmentation

des impôts locaux est prévue. Le climat politique local risque de s'enfermer un peu plus dans les querelles. A moins que l'ouverture du tunnel de Puy-Morens à l'automne 1994. ouvrant la Cerdagne à la route de Toulouse, amène une nouvelle clientèle dans la station. Le tunnel pourrait ainsi offrir de nouveaux horizons aux Romenfontains.

de notre envoyé spécial Sylvia Zappi

Prochain article: MARSEILLE

apporte touche personi au mon fret.

Llivia, ville enclavée

Au détour d'un chamin château Livis est aujourd'huis a lois. Llivis est un peu le pied de nez de la Cerdagne à l'Histoire. C'est le traité des Pyrénées qui est à l'origine de cette enclave. de la basse Cerdagne, entre Saillagouse et Bourg-Madame. Lors de la négociation du traité, les belligérants avalent précisé que l'Espagne devait céder trente-. trois villages à la France. Llivie, étent considérée comme une villa en raison de son origina romaine telle perteit le nom de rent de la livrer aux Français.

La petite ville resta donc, avec son territoire, une enclave reliée à Puy-Cerda (Espagne) par une route neutre. L'histoire de Liviz fut en permanence marquée par la présence trançaise. Ville romaine fortifiée, fondée par César, elle fut longtemps le symbole de la résistance aux Français. En 1479, elle flut prise d'assaut par Louis XI, qui ordonna la destruction de son commercialiser les tabacs et

dépertemental s'ouvre la seule ... bourg agricole, apécialisé dans enclave étrangère en pays gau- l'élevage de vachés et de chevaux; qui s'est définitivement tourné vers le tourisme : l'économie locale dépend en effet pour 90 %; de ca secteur. espagnole occupant une partie ... « Notre situation d'enclave s fonctionné comme une attraction touristiques, souligne Josep Vicens i Cumtena, maira nationa liste catalan (etu Convergencia) unio, parti majoritaire en Cutalogne). Avec ses 923 habitants. le village acqueille plus de 5 000

> 13 kilomètres carres La maine a mis en valeur les quelques richesses donn elle disposeit les ruines du château. médiéval : l'église fortifiée datant du dix-septième siècle ; la pitarmacie Esteva, une des plus anciennes officines d'Europe, elle aussi du dix-septième siècle les tuelles en granit qui grimpent vers la tour Bernard-de-So. Se situation particulière d'enclave: intérnationale lui vaut de pouvoir.

nombreux magazins au 192 de charses des malsons morra mardes fort fursis, Les Carderes francais pervent's y residue par una patita routa departamentale qui a l'avantage d'aviter de controle à la frontière. deis to runceite la pars empremante de Livie réside dens des COMOLES CONTENS OF DELLESCE que la ville a achetés sir la cive thronte du les des Boullouses, est dessus de Font-Romeu. Non content d'être à lu seul personnes au mois d'août : une : mus anomalie géographque ch aubaine pour cette enclave de village d'ittéductibles a append

pour y faire paitre ses vaches. 1 200 hectares englobant le lac. de Pradelles, une partie de la foret de Briquere et des prairies. sur un des beaux aites des Port-nées, l'es terrains sont aujour s d'hui classés et les vacines na risquent pas d'être délogées par des promoteurs: loi même les frontières s'actietent